

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/CTE/W/160/Rev.5
TN/TE/S/5/Rev.3
15 juin 2011

(11-2929)

Comité du commerce et de l'environnement
Session extraordinaire du Comité du commerce
et de l'environnement

MATRICE DES MESURES LIÉES AU COMMERCE PRISES AU TITRE DE DIVERS ACCORDS ENVIRONNEMENTAUX MULTILATÉRAUX

Note du Secrétariat¹

Révision

1. La présente matrice fournit des renseignements sur les mesures liées au commerce prises au titre de divers accords environnementaux multilatéraux (AEM).² Cette mise à jour fournit des renseignements actualisés (par exemple les Parties aux AEM, les décisions et autres faits nouveaux majeurs) sur les AEM.³ Le Secrétariat continuera à actualiser cette matrice en tenant compte des faits nouveaux.
2. La matrice est divisée en six sections et une annexe.
3. La **section I** décrit brièvement chaque AEM en indiquant les renseignements suivants:
 - a) site Web;
 - b) objectif de l'AEM;
 - c) date de la signature ou de l'adoption;
 - d) entrée en vigueur (date/disposition);
 - e) nombre de Parties à l'AEM;
 - f) nombre de Membres de l'OMC qui sont Parties à l'AEM;
 - g) ouverture à d'autres membres;
 - h) organes directeurs; et
 - i) dispositions relatives aux amendements et aux protocoles.
4. La **section II** contient des renseignements sur les mesures liées au commerce énoncées dans chaque AEM, notamment sur l'existence d'obligations ou de restrictions concernant les produits importés ou exportés. Les renseignements figurant dans cette section sont divisés, s'il y a lieu, en deux sous-sections indiquant:

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

² La matrice a été élaborée en consultation avec les secrétariats des AEM respectifs. Toutefois, le Secrétariat de l'OMC assume la pleine responsabilité de toute erreur ou omission que pourrait contenir le présent document.

³ Les versions antérieures de la présente matrice sont reproduites dans les documents WT/CTE/W/160 du 19 septembre 2000, WT/CTE/W/160/Rev.1 du 14 juin 2001, Rev.2 du 25 avril 2003, Rev.3 du 16 février 2005 et Rev.4 du 14 mars 2007.

- a) les dispositions de l'AEM; et
- b) les décisions des organes directeurs.

5. La **section III** fournit des renseignements sur les mesures de soutien, telles que le transfert de technologie et l'assistance financière ou technique prévus au titre des dispositions de l'AEM.

6. La **section IV** explique le mécanisme prévu dans l'AEM lorsqu'une Partie ne respecte pas ses obligations.

7. La **section V** énonce les mécanismes de règlement des différends prévus dans l'AEM et indique s'il y a eu des différends à ce jour.

8. La **section VI** répertorie les dispositions relatives aux pays non Parties à l'AEM.

9. L'**annexe** présente un tableau comparatif des pays Membres de l'OMC et des pays signataires des AEM.

TABLE DES MATIÈRES

GLOSSAIRE	vi
I. BRÈVE DESCRIPTION DES AEM.....	1
A. CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX (CIPV)	1
B. CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DES THONIDES DE L'ATLANTIQUE (ICCAT).....	4
C. CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPÈCES DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACÉES D'EXTINCTION (CITES)	6
D. CONVENTION SUR LA CONSERVATION DE LA FAUNE ET LA FLORE MARINES DE L'ANTARCTIQUE (CCAMLR).....	10
E. PROTOCOLE DE MONTREAL RELATIF A DES SUBSTANCES QUI APPAUVRISSENT LA COUCHE D'OZONE	13
F. CONVENTION DE BALE SUR LE CONTRÔLE DES MOUVEMENTS TRANSFRONTIÈRES DE DÉCHETS DANGEREUX ET DE LEUR ÉLIMINATION	18
G. CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE (CDB)	23
H. PROTOCOLE DE CARTHAGÈNE SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES	26
I. PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCÈS AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES ET LE PARTAGE JUSTE ET ÉQUITABLE DES AVANTAGES DÉCOULANT DE LEUR UTILISATION RELATIF A LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE	28
J. CONVENTION-CADRE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (CCNUCC)	30
K. PROTOCOLE DE KYOTO A LA CONVENTION-CADRE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	32
L. ACCORD INTERNATIONAL SUR LES BOIS TROPICAUX (AIBT).....	35
M. ACCORD DES NATIONS UNIES SUR LES STOCKS DE POISSONS	40
N. CONVENTION DE ROTTERDAM SUR LA PROCÉDURE DE CONSENTEMENT PRÉALABLE EN CONNAISSANCE DE CAUSE APPLICABLE A CERTAINS PRODUITS CHIMIQUES ET PESTICIDES DANGEREUX QUI FONT L'OBJET D'UN COMMERCE INTERNATIONAL.....	43
O. CONVENTION DE STOCKHOLM SUR LES POLLUANTS ORGANIQUES PERSISTANTS	44
II. MESURES LIÉES AU COMMERCE	46
A. CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX	46
B. CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DES THONIDES DE L'ATLANTIQUE (ICCAT).....	50
C. CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPÈCES DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACÉES D'EXTINCTION	55
D. CONVENTION SUR LA CONSERVATION DE LA FAUNE ET LA FLORE MARINES DE L'ANTARCTIQUE.....	66
E. PROTOCOLE DE MONTREAL RELATIF A DES SUBSTANCES QUI APPAUVRISSENT LA COUCHE D'OZONE	67
F. CONVENTION DE BALE SUR LE CONTRÔLE DES MOUVEMENTS TRANSFRONTIÈRES DE DÉCHETS DANGEREUX ET DE LEUR ÉLIMINATION	73
G. CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE.....	82

H.	PROTOCOLE DE CARTHAGENE SUR LA PREVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES	103
I.	PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCES AUX RESSOURCES GENETIQUES ET LE PARTAGE JUSTE ET EQUITABLE DES AVANTAGES DECOULANT DE LEUR UTILISATION.....	121
J.	CONVENTION-CADRE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	122
K.	PROTOCOLE DE KYOTO.....	123
L.	ACCORD INTERNATIONAL SUR LES BOIS TROPICAUX.....	125
M.	ACCORD DES NATIONS UNIES SUR LES STOCKS DE POISSONS	127
N.	CONVENTION DE ROTTERDAM SUR LA PROCEDURE DE CONSENTEMENT PREALABLE EN CONNAISSANCE DE CAUSE APPLICABLE A CERTAINS PRODUITS CHIMIQUES ET PESTICIDES DANGEREUX QUI FONT L'OBJET D'UN COMMERCE INTERNATIONAL.....	127
O.	CONVENTION DE STOCKHOLM SUR LES POLLUANTS ORGANIQUES PERSISTANTS	133
III.	MESURES DE SOUTIEN.....	136
A.	CIPV	136
B.	ICCAT	136
C.	CITES	137
D.	CCAMLR.....	139
E.	PROTOCOLE DE MONTREAL	139
F.	CONVENTION DE BALE.....	140
G.	CDB	141
H.	PROTOCOLE DE CARTHAGENE	141
I.	PROTOCOLE DE NAGOYA.....	143
J.	CCNUCC	144
K.	PROTOCOLE DE KYOTO.....	146
L.	AIBT	146
M.	ACCORD DES NATIONS UNIES SUR LES STOCKS DE POISSONS	146
N.	CONVENTION DE ROTTERDAM.....	148
O.	CONVENTION DE STOCKHOLM.....	149
IV.	MÉCANISME RELATIF AU NON-RESPECT DES OBLIGATIONS	150
A.	CIPV	150
B.	ICCAT	150
C.	CITES	151
D.	CCAMLR.....	154
E.	PROTOCOLE DE MONTREAL	157
F.	CONVENTION DE BALE.....	157
G.	CDB	158
H.	PROTOCOLE DE CARTHAGENE	158
I.	PROTOCOLE DE NAGOYA	160
J.	CCNUCC	160
K.	PROTOCOLE DE KYOTO.....	161
L.	AIBT	161
M.	ACCORD DES NATIONS UNIES SUR LES STOCKS DE POISSONS	162
N.	CONVENTION DE ROTTERDAM.....	163

O.	CONVENTION DE STOCKHOLM.....	164
V.	DIFFÉRENDS	164
A.	CIPV	164
B.	ICCAT	165
C.	CITES	165
D.	CCAMLR.....	165
E.	PROTOCOLE DE MONTREAL	165
F.	CONVENTION DE BALE.....	166
G.	CDB	167
H.	PROTOCOLE DE CARTHAGENE	167
I.	PROTOCOLE DE NAGOYA	167
J.	CCNUCC	167
K.	PROTOCOLE DE KYOTO.....	168
L.	AIBT	168
M.	ACCORD DES NATIONS UNIES SUR LES STOCKS DE POISSONS	168
N.	CONVENTION DE ROTTERDAM.....	170
O.	CONVENTION DE STOCKHOLM.....	171
VI.	DISPOSITIONS RELATIVES AUX NON-PARTIES	172
A.	CIPV	172
B.	ICCAT	172
C.	CITES	173
D.	CCAMLR.....	174
E.	PROTOCOLE DE MONTREAL	177
F.	CONVENTION DE BALE.....	177
G.	CDB	178
H.	PROTOCOLE DE CARTHAGENE	178
I.	PROTOCOLE DE NAGOYA	178
J.	CCNUCC	178
K.	PROTOCOLE DE KYOTO.....	178
L.	AIBT	179
M.	ACCORD DES NATIONS UNIES SUR LES STOCKS DE POISSONS	179
N.	CONVENTION DE ROTTERDAM.....	179
O.	CONVENTION DE STOCKHOLM.....	179
ANNEXE 1 – MEMBRES DE L'OMC ET PARTIES AUX AEM – TABLEAU		
	COMPARATIF	180

GLOSSAIRE

ADPIC	Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce
AEM	Accords environnementaux multilatéraux
AGNU	Assemblée générale des Nations Unies
AIBT/OIBT/CIBT	Accord international sur les bois tropicaux/Organisation internationale des bois tropicaux/Conseil international des bois tropicaux
ATS	Système du Traité sur l'Antarctique
BCH	Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques
CBI	Commission baleinière internationale
CCAMLR	Convention sur la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique
CCAS	Convention pour la protection des phoques de l'Antarctique
CCE	Comité du commerce et de l'environnement
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDB	Convention sur la diversité biologique
CdP	Conférence des Parties
CFC	Chlorofluorocarbones
CICDD	Centre international de commerce et de développement durable
CIJ	Cour internationale de justice
CIPV	Convention internationale pour la protection des végétaux
CITES	Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CPC	Parties contractantes et Parties, entités ou entités de pêche non contractantes coopérantes
CRP	Conférence des Parties (CdP) agissant comme Réunion des Parties (RdP)
ETB-PNUE	Division économie et commerce du PNUE
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
HBFC	Hydrobromofluorocarbones
HCFC	Hydrochlorofluorocarbones
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ICCAT	Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique
IFC	Société financière internationale
ITLOS	Tribunal international du droit de la mer
MDP	Mécanisme pour un développement propre
NCP	Parties, entités ou entités de pêche non contractantes
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODS	Substances appauvrissant la couche d'ozone
OIPC	Organisation internationale de police criminelle
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONU	Organisation des Nations Unies
OTC	Obstacles techniques au commerce
OVM	Organismes vivants modifiés
Pêche IUU	Activités de pêche illégales, non réglementées et non déclarées
PFII	Forum permanent sur les questions autochtones
PIC	Procédure de consentement préalable en connaissance de cause
PM	Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone

PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
POP	Polluants organiques persistants
RdP	Réunion des Parties
RFMO	Organismes régionaux de gestion des pêcheries
SPS	Mesures sanitaires et phytosanitaires
UICN	Union mondiale pour la nature
UNCLOS	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
ZEE	Zone économique exclusive

I. BRÈVE DESCRIPTION DES AEM

A. CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES VEGETAUX (CIPV)

1. La première version de la CIPV a été adoptée en novembre 1951 et est entrée en vigueur en avril 1952 (CIPV de 1951). Elle a été révisée en 1979 (CIPV de 1979) et le texte révisé est entré en vigueur en avril 1991. Le texte de la Convention a été amendé de nouveau en 1997 (Nouveau texte révisé de la CIPV) et le texte tel que modifié est entré en vigueur pour toutes les parties contractantes (quelle que soit la date à laquelle elles sont devenues parties) le 2 octobre 2005.

Site Web	→ www.ippc.int
Objectif	<p>→ La CIPV est un traité international concernant la protection des végétaux. Son but est d'"assurer une action commune et efficace afin de prévenir la dissémination et l'introduction d'organismes nuisibles aux végétaux et produits végétaux, et [...] de promouvoir l'adoption de mesures appropriées de lutte contre ces derniers" (article premier).</p> <p>→ Bien que la CIPV ait des incidences importantes sur le commerce international, elle est axée principalement sur la coopération internationale en matière de protection des végétaux. De nombreuses formes de coopération relèvent de la Convention. Son application aux végétaux ne se limite pas à la protection des plantes cultivées ou aux dégâts directement provoqués par des organismes nuisibles. Sa portée s'étend à la protection de la flore cultivée et naturelle, ainsi qu'aux produits végétaux, et inclut les dommages directs et indirects causés par des organismes nuisibles.</p> <p>→ Il est reconnu, dans le Préambule, que les mesures phytosanitaires devraient être techniquement justifiées et transparentes et ne devraient pas être appliquées d'une manière telle qu'elles constituent soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifié, soit une restriction déguisée, notamment au commerce international; le Préambule indique aussi les accords conclus à l'issue des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay, y compris l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires.</p>
Date de l'adoption	Novembre 1997
Entrée en vigueur	2 octobre 2005
Parties	177
Membres de l'OMC	143 Parties à la CIPV sont aussi Membres de l'OMC.
Ouverture à d'autres Membres	<p>Article XVII – Ratification et adhésion</p> <p>"1. La présente convention est ouverte à la signature de tous les États jusqu'au 1^{er} mai 1952, et sera ratifiée le plus tôt possible. ...</p> <p>2. Les États qui n'ont pas signé la présente convention et les organisations membres de la FAO non signataires seront admis à y adhérer dès qu'elle sera entrée en vigueur conformément à l'article XXII. L'adhésion s'effectuera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Directeur général de la FAO qui en avisera toutes les parties contractantes.</p> <p>3. Quand une organisation membre de la FAO devient partie contractante à la présente convention, elle doit, conformément aux dispositions de l'article II, paragraphe 7, de l'Acte constitutif de la FAO, selon qu'il convient, notifier au moment de son adhésion les modifications ou éclaircissements à la déclaration de compétence qu'elle a soumise en vertu de l'article II, paragraphe 5, de l'Acte constitutif de la FAO, si cela est nécessaire compte tenu de son acceptation de la présente convention. Toute partie contractante à la présente convention peut, à tout moment, demander à une organisation membre de la FAO qui est partie contractante à ladite convention d'indiquer qui, de l'organisation membre ou de ses États membres, est responsable de la mise en œuvre de telle ou telle question visée par cette convention. L'organisation membre devra fournir cette information dans un délai raisonnable."</p>

<p>Organes directeurs</p>	<p>Article X – Normes</p> <p>"1. Les parties contractantes s'engagent à coopérer à l'élaboration de normes internationales, conformément aux procédures adoptées par la Commission.</p> <p>2. Ces normes internationales seront adoptées par la Commission.</p> <p>3. Les normes régionales devraient être conformes aux principes de la présente convention; ces normes peuvent être déposées auprès de la Commission pour examen afin d'envisager de les transformer en normes internationales pour les mesures phytosanitaires si elles sont plus largement applicables.</p> <p>4. Les parties contractantes devraient tenir compte, le cas échéant, des normes internationales lorsqu'elles entreprennent des activités liées à la présente convention."</p> <p>Article XI – Commission des mesures phytosanitaires</p> <p>"1. Les parties contractantes s'engagent à créer la Commission des mesures phytosanitaires dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).</p> <p>2. La Commission aura pour fonctions de promouvoir la pleine réalisation des objectifs de la présente convention et, en particulier:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) de suivre la situation en ce qui concerne la protection des végétaux dans le monde et la nécessité d'agir pour empêcher la dissémination internationale des organismes nuisibles et leur introduction dans les zones menacées; b) de mettre en place et de revoir périodiquement les dispositions et les procédures institutionnelles nécessaires pour l'élaboration et l'adoption des normes internationales, ainsi que d'adopter ces normes internationales; c) de fixer des règles et procédures pour le règlement des différends, conformément à l'article XIII; d) de créer les organismes subsidiaires qu'elle jugera nécessaires pour s'acquitter correctement de ses fonctions; e) d'adopter des directives concernant la reconnaissance des organisations régionales de la protection des végétaux; f) d'établir une coopération avec les autres organisations internationales compétentes dans les domaines visés par la présente convention; g) d'adopter toute recommandation qu'elle jugera utile à l'application de la présente convention; h) de s'acquitter de toute autre fonction nécessaire à la réalisation des objectifs de la présente convention. <p>3. La Commission sera ouverte à toutes les parties contractantes. ...</p> <p>5. Les parties contractantes feront leur possible pour parvenir à un accord sur toutes les questions par consensus. Si toutes les tentatives pour parvenir à un accord par consensus échouent, la décision sera prise, en dernier ressort, par la majorité des deux tiers des parties contractantes présentes et votantes.</p> <p>6. Une organisation membre de la FAO qui est partie contractante et les États membres de cette organisation qui sont parties contractantes exercent les droits et s'acquittent des obligations liés à leur qualité de membre, conformément, <i>mutatis mutandis</i>, à l'Acte constitutif et au Règlement général de la FAO. ..."</p> <p>→ Une Commission intérimaire des mesures phytosanitaires a été créée lors de l'adoption des Amendements de 1997. En 2005, lors de l'entrée en vigueur des Amendements de 1997, la Commission des mesures phytosanitaires a remplacé la Commission intérimaire des mesures phytosanitaires. La Commission des mesures phytosanitaires s'est réunie pour la première fois à Rome du 3 au 7 avril 2006.</p> <p>→ Il y a deux organes subsidiaires relevant de la Commission des mesures phytosanitaires:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le <u>Comité des normes</u>: composé de 25 membres élus représentant les sept régions de la FAO, sa fonction principale consiste à superviser le processus d'élaboration des normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP). - l'<u>Organe subsidiaire chargé du règlement des différends</u>: composé de sept membres élus (un pour chacune des régions de la FAO), il supervise le mécanisme de règlement des différends de la CIPV.
----------------------------------	---

Amendements et Protocoles	<p>Article XVI – Accords complémentaires</p> <p>"1. Les parties contractantes peuvent, afin de résoudre des problèmes spécifiques de protection des végétaux nécessitant une attention ou une action particulière, conclure des accords complémentaires. De tels accords peuvent être applicables à des régions, à des organismes nuisibles, à des végétaux et produits végétaux spécifiques, ainsi qu'à des modes spécifiques de transport international des végétaux et produits végétaux, ou peuvent compléter de toute autre manière les dispositions de la présente convention.</p> <p>2. Tout accord complémentaire de cette nature entrera en vigueur, pour chaque partie contractante concernée, après avoir été accepté conformément aux dispositions des accords complémentaires concernés.</p> <p>3. Les accords complémentaires favoriseront les objectifs de la présente convention et seront conformes aux principes et dispositions de celle-ci, ainsi qu'aux principes de transparence, de non-discrimination et de non-recours à des restrictions déguisées, en particulier au commerce international."</p> <p>Article XXI – Amendement</p> <p>"1. Toute proposition d'amendement à la présente convention introduite par une partie contractante doit être communiquée au Directeur général de la FAO.</p> <p>2. Toute proposition d'amendement à la présente convention introduite par une partie contractante et reçue par le Directeur général de la FAO doit être soumise pour approbation à la Commission, réunie en session ordinaire ou extraordinaire. Si l'amendement implique d'importantes modifications d'ordre technique ou impose de nouvelles obligations aux parties contractantes, il sera étudié par un comité consultatif d'experts convoqué par la FAO avant la Commission.</p> <p>3. Toute proposition d'amendement à la présente convention, à l'exception des amendements à l'annexe, sera notifiée aux parties contractantes par le Directeur général de la FAO, au plus tard à la date de l'envoi de l'ordre du jour de la session de la Commission où doit être examinée cette proposition.</p> <p>4. Toute proposition d'amendement à la présente convention doit être adoptée par la Commission et prend effet à compter du trentième jour qui suit son acceptation par les deux tiers des parties contractantes. Aux fins du présent article, tout instrument déposé par une organisation membre de la FAO ne sera pas considéré comme venant s'ajouter aux instruments déposés par les États membres de cette organisation.</p> <p>5. Les amendements qui impliquent de nouvelles obligations à la charge des parties contractantes ne prennent effet toutefois, vis-à-vis de chaque partie contractante, qu'après avoir été acceptés par elle et à compter du trentième jour qui suit cette acceptation. Les instruments d'acceptation des amendements qui impliquent de nouvelles obligations doivent être déposés auprès du Directeur général de la FAO, qui informera toutes les parties contractantes de la réception desdits instruments et de l'entrée en vigueur desdits amendements.</p> <p>6. Les propositions d'amendement aux modèles de certificat phytosanitaire, joints en annexe à la présente convention, seront envoyées au Secrétaire et examinées et approuvées par la Commission. Les amendements approuvés aux modèles de certificat phytosanitaire figurant à l'annexe prendront effet dans un délai de 90 jours à compter de leur notification aux parties contractantes par le Secrétaire.</p> <p>7. Pendant une période n'excédant pas 12 mois à partir du moment où un amendement aux modèles de certificat phytosanitaire figurant à l'annexe entre en vigueur, les versions antérieures du certificat resteront, elles aussi, juridiquement valables aux fins de la présente convention."</p>
----------------------------------	--

B. CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DES THONIDES DE L'ATLANTIQUE (ICCAT)

Site Web	www.iccat.int
Objectif	L'ICCAT est chargée d'assurer la conservation des thonidés et des espèces voisines dans l'océan Atlantique et les mers adjacentes. Elle est également chargée d'étudier la question des prises accidentelles d'espèces lors de la pêche du thon.
Date de la signature	Convention: 14 mai 1966 Protocole de Paris (concernant les articles XIV, XV et XVI): 10 juillet 1984 Protocole de Madrid (concernant l'article X:2): 5 juin 1992
Entrée en vigueur	Convention: 21 mars 1969 Protocole de Paris (concernant les articles XIV, XV et XVI): 14 décembre 1997 Protocole de Madrid (concernant l'article X:2): 10 mars 2005
Parties	48 Parties
Membres de l'OMC	41 Parties à l'ICCAT sont aussi Membres de l'OMC.
Ouverture à d'autres Membres	Article XIV:1 "La présente convention est ouverte à la signature du gouvernement de tout État membre de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une quelconque de ses institutions spécialisées. Un tel gouvernement qui n'a pas signé la Convention peut y adhérer à tout moment." → En outre, le Protocole de Paris indique au paragraphe 4 de l'article XIV: "La présente convention est ouverte à la signature ou à l'adhésion de toute organisation intergouvernementale d'intégration économique constituée d'États qui lui ont transféré compétence pour les matières dont traite la Convention, y compris la compétence pour conclure des traités sur ces matières." Le paragraphe 6 dispose en outre que "Dès qu'une organisation visée au paragraphe 4 devient partie contractante à la présente Convention, les États membres de cette organisation et ceux qui viendraient à y adhérer cessent d'être partie à la Convention."
Organes directeurs	→ La Convention a établi la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (ci-après dénommée "la Commission"). → La Commission peut, sur la base de preuves scientifiques et d'autres renseignements pertinents, préconiser des mesures de gestion et des résolutions visant à réaliser son objectif de maintenir les populations de thonidés et d'espèces voisines à des "niveaux permettant un rendement maximal soutenu". Les conseils scientifiques sont élaborés par le département scientifique de l'organisation, à savoir le Comité permanent de la recherche et des statistiques. → En règle générale, les Recommandations et Résolutions sont élaborées par des organes subsidiaires déjà établis (tels que les quatre sous-commissions par groupe d'espèces, le Comité d'application ou le Groupe de travail permanent pour l'amélioration des statistiques et des mesures de conservation de l'ICCAT), et sont présentées à la Commission qui joue le rôle d'organe directeur final. Les Recommandations sont applicables aux parties contractantes et aux Parties, entités ou entités de pêche non contractantes coopérantes, mais les parties contractantes disposent d'un délai de grâce de six mois pour présenter leurs objections (article VIII:3). Article III:1 "1. Les parties contractantes sont convenues de créer et d'assurer le maintien d'une commission, qui sera désignée sous le nom de Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (ci-après dénommée "la Commission"), dont le rôle sera de réaliser les fins de la présente convention."

	<p>Article VI</p> <p>"Afin d'atteindre les objectifs de la présente convention, la Commission peut établir des sous-commissions par espèce, groupe d'espèces ou secteur géographique. Dans ce cas, chaque sous-commission:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) est chargée de se tenir informée de la situation de l'espèce, du groupe d'espèces ou du secteur géographique relevant de sa compétence, et de rassembler des renseignements scientifiques et autres y relatifs; b) peut proposer à la Commission, sur la base d'études scientifiques, des recommandations en vue de mesures conjointes à prendre par les parties contractantes; c) peut recommander à la Commission des études et enquêtes ayant pour objet d'apporter des renseignements sur l'espèce, le groupe d'espèces ou le secteur géographique relevant de sa compétence, ainsi que la coordination des programmes d'enquêtes à effectuer par les parties contractantes." <p>Article VIII</p> <p>"1. a) La Commission est habilitée, sur la base des résultats d'enquêtes scientifiques, à prendre des recommandations visant à maintenir à des niveaux permettant un rendement maximal soutenu les populations de thonidés et d'espèces voisines qui peuvent être capturées dans la zone de la Convention. Ces recommandations seront applicables par les parties contractantes dans les conditions prévues aux paragraphes 2 et 3 du présent article. ...</p> <p>2. Toute recommandation faite aux termes du paragraphe 1 du présent article prend effet pour toutes les parties contractantes six mois après la date à laquelle la notification leur en a été faite par la Commission, sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article. ...</p> <p>4. Toute partie contractante qui a présenté une objection à une recommandation peut à tout moment retirer cette objection, et la recommandation prend effet pour cette partie contractante soit immédiatement, si elle est déjà en vigueur, soit à la date d'entrée en vigueur prévue par le présent article.</p> <p>5. La Commission notifie dès réception à chaque partie contractante toute objection et tout retrait d'objection, ainsi que l'entrée en vigueur de toute recommandation."</p>
<p>Amendements et Protocoles</p>	<p>Article XIII:1</p> <p>"1. Toute partie contractante, ou la Commission elle-même, peut proposer des amendements à la présente convention. Le Directeur général de la FAO communique à toutes les parties contractantes une copie certifiée conforme du texte de tout amendement proposé. Tout amendement n'entraînant pas de nouvelles obligations entre en vigueur pour toutes les parties contractantes le trentième jour après son acceptation par les trois quarts d'entre elles. Tout amendement entraînant de nouvelles obligations prend effet, pour chaque partie contractante qui l'a accepté, le quatre-vingt-dixième jour après son acceptation par les trois quarts des parties contractantes, et, pour chacune des autres, à compter du moment où elle l'accepte. Tout amendement qui, de l'avis d'une ou de plusieurs des parties contractantes, entraîne de nouvelles obligations est considéré comme tel et prend effet dans les conditions prévues ci-dessus. Un gouvernement qui devient partie contractante après qu'un amendement à la présente convention a été ouvert à l'acceptation en vertu des dispositions du présent article est lié par la Convention telle qu'elle est modifiée lorsque ledit amendement prend effet."</p>

C. CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPECES DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACEES D'EXTINCTION (CITES)

Site Web	www.cites.org
Objectif	<p>→ La CITES est un traité international visant à réglementer le commerce international des espèces sauvages (animaux, végétaux et leurs produits dérivés) à des fins de conservation et d'utilisation durable. La Convention vise avant tout les espèces sur les marchés internationaux qui ne sont pas encore menacées d'extinction mais pourraient le devenir en l'absence d'une réglementation commerciale (97% du total). Elle interdit également le commerce international des spécimens du petit nombre d'espèces sauvages figurant sur la liste des espèces déjà menacées d'extinction (3% du total). Elle fournit un cadre pour le commerce légal, durable et traçable des espèces sauvages sur la base des meilleurs renseignements scientifiques disponibles et analyse comment différents types de réglementations commerciales peuvent affecter des populations spécifiques.</p> <p>→ Les mesures liées au commerce figurant dans la CITES visent à assurer que le commerce n'est pas préjudiciable à la survie des espèces sauvages et que les spécimens d'espèces sauvages faisant l'objet d'échanges ne sont pas obtenus en violation des lois nationales sur la protection de la faune et de la flore. La CITES exige en outre que tout spécimen vivant soit mis en état et transporté de façon à éviter les risques de blessures, de maladie ou de traitement rigoureux (par exemple en conformité avec la Réglementation du transport des animaux vivants et la Réglementation du transport des marchandises périssables de l'Association du transport aérien international (IATA)).</p>
Date de la signature	<p>Convention: 3 mars 1973</p> <p>Amendement de Bonn (relatif à l'article XI): 22 juin 1979</p> <p>Amendement de Gaborone (relatif à l'article XXI): 30 avril 1983</p>
Entrée en vigueur	<p>Convention: 1^{er} juillet 1975</p> <p>Amendement de Bonn (relatif à l'article XI): 13 avril 1987</p> <p>Amendement de Gaborone (relatif à l'article XXI): n'était pas entré en vigueur le 18 novembre 2010</p>
Parties	<p>Convention (1973): 175 Parties</p> <p>Amendement de Bonn (1979): 141 Parties</p> <p>Amendement de Gaborone (1983): 87 Parties</p>
Membres de l'OMC	<p>Convention (1973): 144 Parties à la CITES sont aussi Membres de l'OMC.</p> <p>Amendement de Bonn (1979): 115 Parties à cet amendement sont aussi Membres de l'OMC.</p> <p>Amendement de Gaborone (1983): 78 Parties à cet amendement sont aussi Membres de l'OMC.</p>
Ouverture à d'autres Membres	<p>Article XXI – Adhésion</p> <p>"La présente convention sera ouverte indéfiniment à l'adhésion. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du gouvernement dépositaire."</p> <p>→ L'entrée en vigueur de l'Amendement de Gaborone permettra l'adhésion d'organisations d'intégration économique régionale: "La présente convention sera ouverte à l'adhésion de toute organisation ayant pour but une intégration économique régionale, constituée d'États souverains et ayant compétence pour négocier, conclure et faire appliquer des accords internationaux dans des domaines qui lui ont été attribués par les États membres et qui sont couverts par la présente convention ... Dans les domaines de leur compétence, ces organisations exerceront leur droit de vote en disposant d'un nombre de voix égal au nombre de leurs États membres Parties à la Convention. Ces organisations n'exerceront pas leur droit de vote si leurs États membres exercent le leur, et vice-versa."</p>

Organes directeurs	<p>Article XI:3 – Conférence des Parties</p> <p>"3. Lors des sessions ordinaires ou extraordinaires de cette conférence, les Parties procèdent à un examen d'ensemble de l'application de la présente convention et peuvent:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) prendre toute disposition nécessaire pour permettre au Secrétariat de remplir ses fonctions, et adopter des dispositions financières; b) examiner des amendements aux annexes I et II et les adopter conformément à l'article XV; c) examiner les progrès accomplis dans la voie de la restauration et de la conservation des espèces figurant aux annexes I, II et III; d) recevoir et examiner tout rapport présenté par le Secrétariat ou par toute Partie; e) le cas échéant, faire des recommandations visant à améliorer l'application de la présente convention." <p>Résolution Conf. 11.1 (Rev. CoP 15) – Constitution des comités</p> <p>"[La CdP à la Convention] ... décide:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) qu'il existe un Comité permanent de la [CdP], qui est le comité principal et qui fait rapport à la [CdP]; b) qu'il existe un Comité pour les animaux et un Comité pour les plantes, lesquels font rapport à la [CdP] lors de ses sessions et au Comité permanent, sur requête, entre les sessions de la [CdP]; c) que la [CdP] peut constituer d'autres comités en fonction des besoins; d) que la [CdP] ou le Comité permanent peuvent constituer des groupes de travail ayant des mandats particuliers, afin de traiter des problèmes particuliers. Ces groupes de travail ont une durée limitée, qui n'excède pas la période allant jusqu'à la session suivante de la [CdP], mais qui peut être prolongée à ce moment-là, s'il y a lieu. Ils font rapport à la [CdP] et, sur requête, au Comité permanent; ..."
Amendements et Protocoles	<p>Article XV – Amendements aux annexes I et II</p> <p>"1. Les dispositions suivantes s'appliquent en ce qui concerne les amendements apportés aux annexes I et II lors des sessions de la [CdP]:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Toute Partie peut proposer un amendement aux annexes I ou II pour examen à la session suivante de la Conférence. Le texte de la proposition d'amendement est communiqué au Secrétariat 150 jours au moins avant la session de la Conférence. Le Secrétariat consulte les autres Parties et organes intéressés au sujet de l'amendement, conformément aux dispositions des alinéas b) et c) du paragraphe 2 du présent article et communique les réponses à toutes les Parties 30 jours au moins avant la session de la Conférence. b) Les amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers des Parties présentes et votantes. À cette fin, "Parties présentes et votantes" signifie les Parties présentes et s'exprimant affirmativement ou négativement. Il n'est pas tenu compte des abstentions dans le calcul de la majorité des deux tiers requise pour l'adoption de l'amendement. c) Les amendements adoptés à une session de la Conférence entrent en vigueur 90 jours après ladite session pour toutes les Parties, à l'exception de celles qui formulent une réserve conformément aux dispositions du paragraphe 3 du présent article.

	<p>2. Les dispositions suivantes s'appliquent en ce qui concerne les amendements apportés aux annexes I et II dans l'intervalle des sessions de la [CdP]:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Toute Partie peut proposer un amendement aux annexes I ou II pour examen dans l'intervalle des sessions de la [CdP] par la procédure de vote par correspondance stipulée dans le présent paragraphe. ... f) Si aucune objection à la proposition d'amendement n'est reçue par le Secrétariat dans un délai de 30 jours à partir de la date à laquelle il transmet les réponses et recommandations reçues en vertu des dispositions de l'alinéa e) du présent paragraphe, l'amendement entre en vigueur 90 jours plus tard pour toutes les Parties sauf pour celles qui font une réserve conformément aux dispositions du paragraphe 3 du présent article. g) Si une objection d'une Partie est reçue par le Secrétariat, la proposition d'amendement doit être soumise à un vote par correspondance conformément aux dispositions des alinéas h), i) et j) du présent paragraphe. ... j) Dans le cas où le nombre de votes reçus émanent d'au moins la moitié des Parties, la proposition d'amendement est adoptée à la majorité des deux tiers des Parties ayant exprimé un vote affirmatif ou négatif. ... l) Si la proposition d'amendement est adoptée, elle entre en vigueur 90 jours après la date de notification par le Secrétariat de son acceptation, à l'égard de toutes les Parties, sauf à l'égard de celles qui font une réserve conformément aux dispositions du paragraphe 3 du présent article. <p>3. Durant le délai de 90 jours prévu à l'alinéa c) du paragraphe 1 ou à l'alinéa l) du paragraphe 2 du présent article, toute Partie peut, par notification écrite au gouvernement dépositaire, faire une réserve au sujet de l'amendement. Tant que ladite réserve n'est pas retirée, cette Partie est considérée comme un État qui n'est pas Partie à la présente convention en ce qui concerne le commerce des espèces visées."</p> <p>Article XVI – Annexe III et amendements à cette annexe</p> <p>1. Toute Partie peut à tout moment soumettre au Secrétariat une liste d'espèces qu'il déclare avoir fait l'objet, dans les limites de sa compétence, d'une réglementation aux fins visées au paragraphe 3 de l'article II. L'annexe III comprend le nom de la Partie qui a fait inscrire l'espèce, les noms scientifiques desdites espèces, les parties d'animaux et de plantes concernés et les produits obtenus à partir de ceux-ci, qui sont expressément mentionnés, conformément aux dispositions de l'alinéa b) de l'article premier.</p> <p>2. Chaque liste soumise en application des dispositions du paragraphe 1 du présent article est communiquée aux Parties aussitôt après sa réception, par le Secrétariat. La liste entrera en vigueur, en tant que partie intégrante de l'annexe III, 90 jours après la date de communication. Après communication de ladite liste, toute Partie peut, par notification écrite adressée au gouvernement dépositaire, formuler une réserve au sujet de toute espèce, de toute partie ou de tout produit obtenu à partir des animaux ou plantes concernés, et, tant que cette réserve n'a pas été retirée, l'État est considéré comme un État non Partie à la présente convention en ce qui concerne le commerce de l'espèce ou de la partie ou du produit obtenu à partir des animaux ou plantes concernés.</p> <p>3. Une Partie qui a inscrit une espèce à l'annexe III peut en effectuer le retrait par notification écrite au Secrétariat qui en informe toutes les Parties. Ce retrait entre en vigueur 30 jours après la date de cette communication. ...</p>
--	--

	<p>Article XVII – Amendements à la Convention</p> <p>"1. Une session extraordinaire de la [CdP] est convoquée par le Secrétariat, si au moins un tiers des Parties en fait la demande par écrit, pour examiner et adopter des amendements à la présente convention. Ces amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers des Parties présentes et votantes. À cette fin, "Parties présentes et votantes" signifie les Parties présentes et s'exprimant affirmativement ou négativement. Il n'est pas tenu compte des abstentions dans le calcul de la majorité des deux tiers requise pour l'adoption de l'amendement.</p> <p>2. Le texte de toute proposition d'amendement est communiqué par le Secrétariat aux Parties 90 jours au moins avant la session de la Conférence.</p> <p>3. Un amendement entre en vigueur pour les Parties qui l'ont approuvé le soixantième jour après que les deux tiers des Parties ont déposé un instrument d'approbation de l'amendement auprès du gouvernement dépositaire. Par la suite, l'amendement entre en vigueur pour toute autre Partie 60 jours après le dépôt par ladite Partie de son instrument d'approbation de l'amendement."</p> <p>→ La Résolution Conf. 4.27 relative à l'interprétation de l'article XVII, paragraphe 3, de la Convention recommande "d'interpréter l'article XVII, paragraphe 3, de la Convention dans son sens étroit, à savoir que l'amendement entre en vigueur après que les deux tiers des États Parties au moment de l'adoption de l'amendement ont déposé leur instrument d'approbation."</p>
<p>Amendements adoptés</p>	<p>Amendement de Bonn – 22 juin 1979</p> <p>→ Le 22 juin 1979, la CdP à la CITES a adopté un amendement à l'alinéa a) du paragraphe 3 de l'article XI qui consiste à insérer la phrase ", et adopter des dispositions financières" à la fin de la disposition.</p> <p>→ Conformément à l'article XVII, paragraphe 3, l'Amendement de Bonn est entré en vigueur le soixantième jour après que 34 des 50 États (soit les deux tiers) qui étaient Parties à la CITES au 22 juin 1979 ont déposé leurs instruments d'approbation, c'est-à-dire le 13 avril 1987. À ce moment-là, il n'est entré en vigueur que pour les États qui avaient accepté l'Amendement (quelle que soit la date à laquelle ils étaient devenus Parties à la Convention). Toutefois, le texte modifié de la Convention s'applique désormais automatiquement à tout État devenu Partie après la date d'entrée en vigueur de l'Amendement.</p> <p>Amendement de Gaborone – 30 avril 1983 (n'est pas encore entré en vigueur)</p> <p>→ Le 30 avril 1983, la CdP à la CITES a adopté à Gaborone (Botswana) un amendement à l'article XXI de la Convention visant à permettre l'adhésion des organisations ayant pour but une intégration économique régionale et notamment à autoriser les CE à devenir Parties à la CITES.</p> <p>→ Conformément au paragraphe 3 de l'article XVII, l'Amendement de Gaborone entrera en vigueur le soixantième jour après que 54 des 80 États qui étaient Parties à la CITES au 30 avril 1983 auront déposé leurs instruments d'approbation. Toutefois, à ce moment-là, il n'entrera en vigueur que pour les États qui auront accepté l'Amendement. Le texte modifié de la Convention s'appliquera automatiquement à tout État qui deviendra Partie après la date d'entrée en vigueur de l'Amendement. Toutefois, pour les États devenus Parties avant cette date et qui n'ont pas encore approuvé l'amendement, celui-ci entrera en vigueur 60 jours après qu'ils l'aient approuvé.</p>

D. CONVENTION SUR LA CONSERVATION DE LA FAUNE ET LA FLORE MARINES DE L'ANTARCTIQUE (CCAMLR)

1. La CCAMLR fait partie du système du Traité sur l'Antarctique, un ensemble d'arrangements visant à coordonner les relations entre les États en ce qui concerne l'Antarctique. Le Traité sur l'Antarctique est entré en vigueur le 23 juin 1961 pour une durée indéfinie. Son succès réside dans l'augmentation du nombre de ses membres. Quarante-huit pays y ont adhéré, ce qui représente 80 pour cent de la population mondiale. Le statut consultatif (droit de vote) est accordé à tous les pays qui ont montré leur intérêt pour l'Antarctique en effectuant d'importantes recherches. Vingt-sept nations sont dotées du statut consultatif. Les Parties au Traité se réunissent tous les ans. Elles ont adopté plus de 200 recommandations et négocié cinq accords internationaux distincts, qui, conjointement au Traité original, énoncent les règles régissant les activités dans l'Antarctique. Cet ensemble de règles est appelé le système du Traité sur l'Antarctique (ATS). Les cinq accords internationaux sont les suivants:

- Mesures convenues pour la protection de la faune et de la flore de l'Antarctique (1964)
- Convention pour la protection des phoques de l'Antarctique (1972)
- ***Convention sur la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique (1980)***
- Convention sur la réglementation des activités relatives aux ressources minérales de l'Antarctique (1988)
- Protocole au Traité sur l'Antarctique relatif à la protection de l'environnement (1991)

2. Le Préambule de la CCAMLR reconnaît "les responsabilités particulières des Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique quant à la protection et à la préservation du milieu antarctique, et en particulier les responsabilités que leur confère le paragraphe 1 f) de l'article IX du Traité sur l'Antarctique en matière de protection et de conservation de la faune et la flore dans l'Antarctique".

Site Web	www.ccamlr.org
Objectif	<p>→ La Convention est basée sur une approche qui tient compte de l'ensemble de l'écosystème pour permettre la conservation des ressources marines vivantes dans les eaux entourant l'Antarctique. Elle comprend des normes conçues pour assurer non seulement la conservation des différentes populations et espèces, mais aussi le maintien de la diversité de l'écosystème marin antarctique en général. Les principes de conservation établis par la Convention représentent une "approche basée sur l'écosystème" de la conservation des ressources vivantes et mettent en place le système de gestion des ressources marines de la CCAMLR indépendamment d'autres organisations internationales de pêcheries.</p> <p>→ La Commission de la CCAMLR est chargée de la conservation des ressources marines vivantes dans la zone de la Convention (à savoir les eaux situées au sud du 60^{ème} degré environ de latitude Sud), qui comprennent toutes les espèces de poissons, mollusques, crustacés et autres organismes marins ainsi que les oiseaux de mer. Il est estimé que l'utilisation rationnelle des ressources fait partie de leur conservation. Bien que la gestion des phoques et des baleines relève de la juridiction de la Convention sur la protection des phoques de l'Antarctique (CCAS) et de la Commission baleinière internationale (CBI), la CCAMLR tient compte du fait, en élaborant sa stratégie de conservation, que ces animaux sont considérés comme faisant partie intégrante de l'écosystème marin antarctique.</p>
Date de la signature	20 mai 1980
Entrée en vigueur	7 avril 1982
Parties	<p>34 Parties</p> <p>→ Les États qui ont ratifié la Convention mais ne sont pas membres de la Commission sont les suivants: Bulgarie, Canada, Finlande, Grèce, îles Cook, Maurice, Pays-Bas, Pérou et Vanuatu.</p>
Membres de l'OMC	31 Parties à la CCAMLR sont aussi Membres de l'OMC.

Ouverture à d'autres Membres	<p>Article XXIX</p> <p>"1. La présente convention est ouverte à l'adhésion de tout État s'intéressant aux activités de recherche ou de capture en matière de ressources marines vivantes auxquelles s'applique la présente convention.</p> <p>2. La présente convention est ouverte à l'adhésion d'organisations d'intégration économique régionale constituées par des États souverains dont un ou plusieurs sont des États membres de la Commission et auxquelles les États membres de l'organisation ont transféré des compétences totales ou partielles dans les domaines auxquels s'applique la présente convention. L'adhésion de ces organisations d'intégration économique régionale fait l'objet de consultations entre les membres de la Commission."</p>
Organes directeurs	<p>→ Le principal organe directeur est la Commission pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique. La Commission comprend deux comités permanents: le Comité permanent sur l'administration et les finances (SCAF) et le Comité permanent sur l'application et l'observation des mesures (SCIC). Toutes les décisions concernant les questions de fond sont prises par consensus. Le dispositif institutionnel de la Convention comprend, outre la Commission, un Comité scientifique pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique (SC-CAMLR) ainsi qu'un Secrétariat permanent situé à Hobart (Australie). Le Comité scientifique a établi deux groupes de travail permanents, à savoir le Groupe de travail sur le contrôle et la gestion de l'écosystème (WG-EMM), le Groupe de travail chargé de l'évaluation des stocks de poissons (WG-FSA) et le Groupe de travail sur les méthodes d'évaluation (WG-SAM). Le Groupe de travail <i>ad hoc</i> sur la mortalité accidentelle liée à la pêche (WG-IMAF) exerce ses activités dans le cadre du WG-FSA.</p> <p><i>1) Commission pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique</i></p> <p>Article VII</p> <p>"1. Il est établi par les parties contractantes, qui conviennent d'en assurer le fonctionnement, une Commission pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique, ci-après dénommée "la Commission".</p> <p>Article IX</p> <p>"1. La Commission a pour fonction de mettre en œuvre les objectifs et les principes définis à l'article II. À cette fin: ...</p> <ul style="list-style-type: none"> e) elle détermine les besoins en matière de conservation et analyse l'efficacité des mesures de conservation; f) elle élabore des mesures de conservation, les adopte et les révisé sur la base des meilleures informations scientifiques disponibles, sous réserve des dispositions du paragraphe 5 du présent article; g) elle met en œuvre le système d'observation et de contrôle décrit à l'article XXIV; h) elle mène toute autre activité jugée nécessaire à la réalisation des objectifs de la présente convention.

	<p>2. Les mesures de conservation visées à l'alinéa 1 f) portent sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le volume de capture autorisé pour une espèce donnée dans la zone d'application de la Convention; b) la désignation de secteurs et de sous-secteurs selon la répartition des populations de ressources marines vivantes de l'Antarctique; c) le volume de capture autorisé pour les populations des secteurs et des sous-secteurs; d) la désignation des espèces protégées; e) la taille, l'âge et, le cas échéant, le sexe des individus d'une espèce pouvant être capturés; f) l'ouverture et la fermeture des périodes de capture autorisée; g) l'ouverture ou la fermeture de zones, secteurs ou sous-secteurs à des fins d'étude scientifique ou de conservation, y compris celle de zones spéciales destinées à la protection et à l'étude scientifique; h) la réglementation des méthodes de capture et des moyens mis en œuvre, y compris les engins de pêche, afin d'éviter, entre autres, une concentration excessive des captures dans un secteur ou dans un sous-secteur; i) les autres domaines où la Commission juge nécessaire d'intervenir en vue de la réalisation des objectifs de la Convention, y compris les effets des prises et des activités connexes sur des composants de l'écosystème marin autres que les populations exploitées. <p>3. La Commission publie et tient à jour le répertoire de toutes les mesures de conservation en vigueur.</p> <p>4. Dans l'exercice des fonctions définies au paragraphe 1 du présent article, la Commission tient pleinement compte des recommandations et des avis du Comité scientifique.</p> <p>5. La Commission tient pleinement compte des mesures ou réglementations pertinentes établies ou recommandées par les réunions consultatives tenues conformément à l'article IX du Traité sur l'Antarctique ou par les commissions de pêche existantes responsables d'espèces qui peuvent pénétrer dans la zone d'application de la Convention, afin qu'il n'y ait pas d'incompatibilité entre les droits et les obligations d'une partie contractante résultant de ces mesures ou réglementations et les mesures de conservation qu'elle adopte elle-même.</p> <p>6. Les mesures de conservation adoptées par la Commission en vertu de la présente convention sont appliquées par les membres de la Commission de la manière suivante:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la Commission notifie les mesures de conservation à tous les membres de la Commission; b) les mesures de conservation deviennent obligatoires pour tous les membres de la Commission 180 jours après cette notification, sans préjudice des dispositions des alinéas c) et d) ci-après; c) si, dans les 90 jours qui suivent la notification visée à l'alinéa a), un membre de la Commission informe celle-ci qu'il ne peut accepter, en totalité ou en partie, la mesure de conservation, cette mesure ne liera ce membre de la Commission que pour ce qu'il aura accepté; d) au cas où un membre de la Commission invoque la procédure énoncée à l'alinéa c), la Commission se réunit à la demande de tout membre de la Commission afin de revoir la mesure de conservation. Lors de cette réunion et dans les 30 jours qui la suivent, tout membre de la Commission a le droit de déclarer qu'il n'est plus en état d'accepter la mesure de conservation, auquel cas ledit membre ne sera plus lié par la mesure en question." <p>Article XII</p> <p>"1. Les décisions de la Commission sur les questions de fond sont prises par consensus. La décision de traiter une question comme étant une question de fond est elle-même traitée comme une question de fond.</p> <p>2. Les décisions sur des questions autres que celles visées au paragraphe 1 sont prises à la majorité simple des membres de la Commission présents et votants."</p>
--	--

	2) Comité scientifique pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique
	<p>Article XIV</p> <p>"1. Il est institué par les parties contractantes un Comité scientifique pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique, ci-après dénommé "Comité scientifique", organe consultatif placé auprès de la Commission. ..."</p> <p>Article XV</p> <p>"1. Le Comité scientifique est un organe de consultation et de coopération pour la collecte, l'étude et l'échange d'informations sur les ressources marines vivantes auxquelles la présente convention s'applique. Il encourage et favorise la coopération dans le domaine de la recherche scientifique afin d'étendre les connaissances sur les ressources marines vivantes de l'écosystème marin de l'Antarctique.</p> <p>2. Le Comité scientifique mène les activités dont la Commission le charge conformément aux objectifs de la présente convention. ..."</p>
Amendements et Protocoles	<p>Article XXX</p> <p>"1. La présente convention peut être amendée à tout moment.</p> <p>2. À la demande d'un tiers des membres de la Commission, le dépositaire convoque une réunion en vue d'examiner une proposition d'amendement.</p> <p>3. Un amendement entre en vigueur lorsque le dépositaire a reçu de tous les membres de la Commission les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation de cet amendement.</p> <p>4. Cet amendement entre alors en vigueur à l'égard de toute autre partie contractante dont la notification de ratification, d'acceptation ou d'approbation est parvenue au dépositaire. Toute partie contractante qui n'aura pas fait parvenir sa notification de ratification dans le délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur de l'amendement conformément au paragraphe 3 du présent article sera réputée s'être retirée de la Convention."</p>

E. PROTOCOLE DE MONTREAL RELATIF A DES SUBSTANCES QUI APPAUVRISSENT LA COUCHE D'OZONE

1. La Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone est une convention-cadre. Elle n'a pas institué elle-même de contrôles sur les substances qui appauvrissent la couche d'ozone, mais a plutôt établi les règles procédurales des futurs protocoles qui seront élaborés dans le cadre de ses dispositions. Le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone a été adopté en 1987 et amendé quatre fois: Amendement de Londres (1990), Amendement de Copenhague (1992), Amendement de Montréal (1997) et Amendement de Beijing (1999). Les dispositions du Protocole relatives au contrôle ont été renforcées par cinq ajustements au Protocole adoptés à Londres (1990), Copenhague (1992), Vienne (1995), Montréal (1997) et Beijing (1999).

	Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone	Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone	Amendement de Londres	Amendement de Copenhague	Amendement de Montréal	Amendement de Beijing
Date de la signature	22 mars 1985	16 septembre 1987	29 juin 1990	25 novembre 1992	17 septembre 1997	3 décembre 1999
Entrée en vigueur	22 septembre 1988	1 ^{er} janvier 1989	10 août 1992	14 juin 1994	10 novembre 1999	25 février 2002
Parties	196	196	195	192	182	166
Membres de l'OMC	150 Membres de l'OMC	150 Membres de l'OMC	148 Membres de l'OMC	147 Membres de l'OMC	139 Membres de l'OMC	127 Membres de l'OMC

	Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone	Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, tel qu'ajusté et/ou amendé à Londres (1990), Copenhague (1992), Vienne (1995), Montréal (1997) et Beijing (1999)
Site Web	http://ozone.unep.org	
Objectif	→ Dans le cadre de la Convention de Vienne, les gouvernements sont convenus de prendre des mesures pour protéger la santé humaine et l'environnement contre les effets nocifs résultant ou pouvant résulter des activités humaines qui modifient ou peuvent modifier la couche d'ozone et se sont engagés à protéger la couche d'ozone et à coopérer pour la recherche scientifique et l'échange de renseignements afin de mieux comprendre les processus atmosphériques ainsi que les aspects techniques et économiques.	→ Le Protocole de Montréal établit un régime qui limite le rejet dans l'atmosphère des substances appauvrissant la couche d'ozone (ODS).
Entrée en vigueur (disposition)	<p>Article 17: Entrée en vigueur</p> <p>"1. La présente convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt du vingtième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.</p> <p>2. À moins que le texte du protocole n'en dispose autrement, tout protocole entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt du onzième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation dudit protocole ou d'adhésion audit protocole.</p> <p>3. À l'égard de chacune des Parties qui ratifie, accepte ou approuve la présente convention, ou y adhère, après le dépôt du vingtième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt, par ladite Partie, de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.</p> <p>4. Tout protocole, sauf disposition contraire dudit protocole, entrera en vigueur pour une Partie qui ratifie, accepte ou approuve ledit protocole ou y adhère après son entrée en vigueur conformément au paragraphe 2 ci-dessus le quatre-vingt-dixième jour après la date du dépôt par ladite Partie de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou à la date à laquelle la Convention entrera en vigueur pour ladite Partie, selon celle de ces dates qui sera la dernière.</p> <p>5. Aux fins des paragraphes 1 et 2 ci-dessus, aucun des instruments déposés par une organisation d'intégration économique régionale visée à l'article 12 ne doit être considéré comme un instrument venant s'ajouter aux instruments déjà déposés par les États membres de ladite organisation."</p>	<p>Article 16 – Entrée en vigueur</p> <p>"1. Le présent protocole entre en vigueur le 1^{er} janvier 1989, sous réserve du dépôt à cette date d'au moins onze instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation du Protocole ou d'adhésion au Protocole par des États ou des organisations régionales d'intégration économique dont la consommation de substances réglementées représente au moins les deux tiers de la consommation mondiale estimée de 1986 et à condition que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 17 de la Convention aient été respectées. Si, à cette date, ces conditions n'ont pas été respectées, le présent protocole entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date à laquelle ces conditions ont été respectées. ...</p> <p>3. Postérieurement à l'entrée en vigueur du présent protocole, tout État ou toute organisation régionale d'intégration économique devient Partie au présent protocole le quatre-vingt-dixième jour à compter de la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion."</p> <p>Article 17 – Parties adhérant après l'entrée en vigueur</p> <p>"Sous réserve des dispositions de l'article 5, tout État ou organisation régionale d'intégration économique qui devient Partie au présent protocole après la date de son entrée en vigueur assume immédiatement la totalité de ses obligations aux termes des dispositions de l'article 2, des articles 2A à 2I et de l'article 4 qui s'appliquent à ce moment aux États et aux organisations régionales d'intégration économique qui sont devenus Parties à la date d'entrée en vigueur du Protocole."</p>

	Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone	Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, tel qu'ajusté et/ou amendé à Londres (1990), Copenhague (1992), Vienne (1995), Montréal (1997) et Beijing (1999)
Ouverture à d'autres Membres	<p>Article 12 – Signature</p> <p>"La présente Convention est ouverte à la signature des États et des organisations d'intégration économique régionale ..."</p> <p>Article 13 – Ratification, acceptation ou approbation</p> <p>"1. La présente convention et tout protocole sont soumis à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des États et des organisations d'intégration économique régionale ...</p> <p>2. Toute organisation visée au paragraphe 1 ci-dessus qui devient Partie à la présente convention ou à tout protocole et dont aucun État membre n'est lui-même Partie est liée par toutes les obligations énoncées dans la Convention ou dans le protocole, selon le cas. Lorsqu'un ou plusieurs États membres d'une de ces organisations sont Parties à la Convention ou au protocole pertinent, l'organisation et ses États membres conviennent de leurs responsabilités respectives en ce qui concerne l'exécution de leurs obligations en vertu de la Convention ou du protocole, selon le cas. Dans de tels cas, l'organisation et les États membres ne sont pas habilités à exercer simultanément leurs droits au titre de la Convention ou du protocole pertinent ..."</p> <p>Article 14 – Accession</p> <p>"1. La présente convention et tout protocole seront ouverts à l'adhésion des États et des organisations d'intégration économique régionale à partir de la date à laquelle la Convention ou le protocole considéré ne seront plus ouverts à la signature. ..."</p>	<p>Protocole de Montréal: Article 15 – Signature</p> <p>"Le présent protocole est ouvert à la signature des États et des organisations régionales d'intégration économique ..."</p> <p>Amendement de Copenhague (1992):</p> <p>Article 2 – Relation avec l'Amendement de 1990</p> <p>"Aucun État ni organisation régionale d'intégration économique ne peut déposer un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation du présent amendement ou d'adhésion au présent amendement s'il n'a pas précédemment ou simultanément déposé un tel instrument à l'Amendement adopté par les Parties à leur deuxième réunion tenue à Londres le 29 juin 1990."</p> <p>Amendement de Montréal (1997):</p> <p>Article 2 – Rapport avec l'Amendement de 1992</p> <p>"Aucun État ni aucune organisation régionale d'intégration économique ne peut déposer un instrument de ratification, d'acceptation et d'approbation du présent amendement ou d'adhésion audit amendement s'il n'a, au préalable ou simultanément, déposé un instrument de ratification, d'acceptation et d'approbation de l'Amendement adopté par la quatrième RdP à Copenhague, le 25 novembre 1992, ou d'adhésion audit amendement."</p> <p>Amendement de Beijing (1999):</p> <p>Article 2 – Relations avec l'Amendement de 1997</p> <p>"Aucun État ni organisation régionale d'intégration économique ne peut déposer un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation du présent amendement ou d'adhésion au présent amendement, s'il n'a pas précédemment, ou simultanément, déposé un tel instrument à l'Amendement adopté par les Parties à leur neuvième réunion à Montréal le 17 septembre 1997."</p>

	Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone	Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, tel qu'ajusté et/ou amendé à Londres (1990), Copenhague (1992), Vienne (1995), Montréal (1997) et Beijing (1999)
Organes directeurs	<p>Article 6 – Conférence des Parties</p> <p>"... 4. La [CdP] examine en permanence l'application de la présente convention et, en outre: ...</p> <ul style="list-style-type: none"> c) favorise, conformément à l'article 2, l'harmonisation des politiques, stratégies et mesures appropriées pour réduire au minimum les rejets de substances qui modifient ou sont susceptibles de modifier la couche d'ozone, et fait des recommandations sur toutes autres mesures en rapport avec la présente convention; ... d) adopte, conformément aux articles 3 et 4, des programmes de recherche, d'observations systématiques, de coopération scientifique et technique, d'échange de renseignements et de transfert de technologie et de connaissances; e) examine et adopte, selon qu'il convient, les amendements à la présente convention et à ses annexes, conformément aux articles 9 et 10; f) examine les amendements à tout protocole et les annexes à tout protocole et, s'il en est ainsi décidé, recommande leur adoption aux parties au protocole pertinent; g) examine et adopte, selon qu'il convient, les annexes supplémentaires à la présente convention conformément à l'article 10; h) examine et adopte, selon qu'il convient, les protocoles conformément à l'article 8; ..." 	<p>Article 11 – Réunions des Parties</p> <p>"... 4. Les réunions des Parties ont les fonctions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) passer en revue l'application du présent protocole; b) décider des ajustements ou des réductions dont il est question au paragraphe 9 de l'article 2; c) décider des substances à énumérer, à ajouter et à retrancher dans les annexes, et des mesures de réglementation connexes conformément au paragraphe 10 de l'article 2; d) établir, s'il y a lieu, des lignes directrices ou des procédures concernant la communication des informations en application de l'article 7 et du paragraphe 3 de l'article 9; e) examiner les demandes d'assistance technique présentées en vertu du paragraphe 2 de l'article 10; f) examiner les rapports établis par le Secrétariat en application de l'alinéa c) de l'article 12; g) évaluer, en application de l'article 6, les mesures de réglementation; h) examiner et adopter, selon les besoins, des propositions d'amendement du présent protocole ou de l'une quelconque de ses annexes ou d'ajout d'une nouvelle annexe; i) examiner et adopter le budget pour l'application du présent protocole; j) examiner et prendre toute mesure supplémentaire qui peut être nécessaire pour atteindre les objectifs du présent protocole." ...
Amendements et Protocoles	<p>Article 8 – Adoption de protocoles</p> <p>"1. La [CdP] peut, lors d'une réunion, adopter des protocoles à la présente convention, conformément à l'article 2.</p> <p>2. Le texte de tout protocole proposé est communiqué par le secrétariat aux Parties au moins six mois avant ladite réunion."</p>	<p>Article 14 – Rapport entre le présent protocole et la Convention</p> <p>"Sauf mention contraire dans le présent protocole, les dispositions de la Convention relatives à ses protocoles s'appliquent au présent protocole."</p> <p>→ Une Partie au Protocole qui n'a pas ratifié un amendement ultérieur est considérée comme une non-Partie aux fins des échanges commerciaux des substances pertinentes réglementées par cet amendement particulier (paragraphe 9 de l'article 4 du Protocole).</p>

	Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone	Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, tel qu'ajusté et/ou amendé à <i>Londres (1990)</i> , <i>Copenhague (1992)</i> , <i>Vienne (1995)</i> , <i>Montréal (1997)</i> et <i>Beijing (1999)</i>
	<p>Article 9 – Amendements à la Convention ou aux protocoles</p> <p>"1. Toute Partie peut proposer des amendements à la présente convention ou à l'un quelconque des protocoles. Ces amendements tiennent dûment compte, entre autres, des considérations scientifiques et techniques pertinentes.</p> <p>2. Les amendements à la présente convention sont adoptés à une réunion de la [CdP]. Les amendements à un protocole sont adoptés à une [RdP] au protocole considéré. Le texte de tout amendement proposé à la présente convention ou à l'un quelconque des protocoles, sauf disposition contraire du protocole considéré, est communiqué par le secrétariat aux Parties au moins six mois avant la réunion à laquelle il est proposé pour adoption. Le secrétariat communique aussi les amendements proposés aux signataires de la présente convention pour information.</p> <p>3. Les Parties n'épargnent aucun effort pour parvenir, en ce qui concerne tout amendement proposé à la présente convention, à un accord par consensus. Si tous les efforts en vue d'un consensus ont été épuisés et si un accord ne s'est pas dégagé, l'amendement est adopté en dernier recours par un vote à la majorité des trois quarts des Parties présentes à la réunion et ayant exprimé leur vote, et soumis par le dépositaire à toutes les Parties pour ratification, approbation ou acceptation.</p> <p>4. La procédure exposée au paragraphe 3 ci-dessus est applicable aux amendements à tout protocole à la Convention, sauf que la majorité des deux tiers des Parties au protocole considéré présentes à la réunion et ayant exprimé leur vote est suffisante pour leur adoption.</p> <p>5. La ratification, l'approbation ou l'acceptation des amendements est notifiée par écrit au dépositaire. Les amendements adoptés conformément aux paragraphes 3 ou 4 ci-dessus entrent en vigueur entre les Parties les ayant acceptés le quatre-vingt-dixième jour après que le dépositaire aura reçu notification de leur ratification, approbation ou acceptation par les trois quarts au moins des Parties à la présente convention ou par les deux tiers au moins des Parties au protocole considéré, sauf disposition contraire du protocole en question. Par la suite, les amendements entrent en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt par ladite Partie de son instrument de ratification, d'approbation ou d'acceptation des amendements.</p>	

	Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone	Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, tel qu'ajusté et/ou amendé à Londres (1990), Copenhague (1992), Vienne (1995), Montréal (1997) et Beijing (1999)
	<p>6. Aux fins du présent article, l'expression "Parties présentes à la réunion et ayant exprimé leur vote" s'entend des Parties présentes à la réunion qui ont émis un vote affirmatif ou négatif."</p> <p>Article 16 – Rapports entre la Convention et ses protocoles</p> <p>"1. Aucun État ni aucune organisation d'intégration économique régionale ne peut devenir Partie à un protocole sans être ou devenir simultanément Partie à la Convention.</p> <p>2. Les décisions concernant tout protocole sont prises par les seules parties au protocole considéré."</p> <p>→ Les procédures régissant l'amendement des annexes sont énoncées à l'article 10.</p>	

F. CONVENTION DE BALE SUR LE CONTROLE DES MOUVEMENTS TRANSFRONTIERES DE DECHETS DANGEREUX ET DE LEUR ELIMINATION

	Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination	Protocole de Bâle sur la responsabilité et l'indemnisation en cas de dommages résultant de mouvements transfrontières et de l'élimination de déchets dangereux
Site Web	http://www.basel.int/	
Objectif	<p>→ La Convention de Bâle a pour but de protéger la santé humaine et l'environnement contre les effets nuisibles pouvant résulter de la production et de la gestion des déchets dangereux et d'autres déchets.</p> <p>→ Les objectifs spécifiques de la Convention de Bâle sont les suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - réduire la production de déchets dangereux et autres déchets; - promouvoir la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et autres déchets; et - limiter les mouvements transfrontières de déchets dangereux et autres déchets. <p>→ La Convention prévoit de réaliser ces objectifs grâce au contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et autres déchets, à la surveillance et à la prévention du trafic illicite, à des exigences en matière de gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et autres déchets, à la promotion de la coopération entre les Parties et à l'élaboration de directives techniques pour la gestion des déchets dangereux et autres déchets.</p>	<p>→ L'objectif du Protocole est d'établir un régime complet de responsabilité et d'indemnisation adéquate et rapide en cas de dommages résultant d'un mouvement transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets et de leur élimination, y compris les incidents survenant en raison du trafic illicite de ces déchets.</p> <p>→ Conformément au Protocole, les acteurs concernés par le mouvement transfrontières et l'élimination de déchets dangereux sont strictement responsables des dommages causés, indépendamment de l'existence d'une faute et dans les limites de la responsabilité financière établies par le Protocole. La responsabilité pour faute est aussi réglementée par le Protocole.</p>

	Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination	Protocole de Bâle sur la responsabilité et l'indemnisation en cas de dommages résultant de mouvements transfrontières et de l'élimination de déchets dangereux
Date de l'adoption	22 mars 1989	10 décembre 1999
Entrée en vigueur	5 mai 1992	Pas en vigueur. Le Protocole entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt du vingtième instrument de ratification, d'acceptation, de confirmation formelle, d'approbation ou d'adhésion.
Parties	175	10
Membres de l'OMC	139 Parties à la Convention de Bâle sont aussi Membres de l'OMC. La République démocratique populaire lao a adhéré le 21 septembre 2010 et deviendra officiellement partie à la Convention 90 jours après cette date (soit le 21 décembre 2010).	6 Parties au Protocole de Bâle sont aussi Membres de l'OMC.
Ouverture à d'autres Membres	<p>Article 21 – Signature "La présente convention est ouverte à la signature des États ... et des organisations d'intégration politique ou économique ..."</p> <p>Article 22 – Ratification, acceptation, confirmation formelle ou approbation "1. La présente convention est soumise à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des États ... ainsi qu'à la confirmation formelle ou à l'approbation des organisations d'intégration politique ou économique. Les instruments de ratification, d'acceptation formelle ou d'approbation seront déposés auprès du dépositaire. 2. Toute organisation visée au paragraphe 1 ci-dessus qui devient Partie à la présente convention et dont aucun État membre n'est lui-même Partie est liée par toutes les obligations énoncées dans la Convention. Lorsqu'un ou plusieurs États membres d'une de ces organisations sont Parties à la Convention, l'organisation et ses États membres conviennent de leurs responsabilités respectives en ce qui concerne l'exécution de leurs obligations en vertu de la Convention. Dans de tels cas, l'organisation et les États membres ne sont pas habilités à exercer simultanément leurs droits au titre de la Convention. ..."</p> <p>Article 23 – Accession "1. La présente convention est ouverte à l'adhésion des États, ... et des organisations d'intégration politique ou économique à partir de la date à laquelle la Convention n'est plus ouverte à la signature. ..."</p>	<p>Article 26 – Signature "Le présent protocole est ouvert à la signature des États et des organisations d'intégration économique Parties à la Convention de Bâle ..."</p> <p>Article 27 – Ratification, acceptation, confirmation formelle ou approbation "1. Le présent protocole est soumis à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des États et à la confirmation formelle ou à l'approbation des organisations d'intégration économique régionales. Les instruments de ratification, d'acceptation formelle ou d'approbation sont déposés auprès du dépositaire. 2. Toute organisation visée au paragraphe 1 du présent article qui devient Partie au présent protocole et dont aucun État membre n'est lui-même Partie est liée par toutes les obligations énoncées dans le Protocole. Lorsqu'un ou plusieurs États membres d'une de ces organisations sont Parties au Protocole, l'organisation et ses États membres conviennent de leurs responsabilités respectives en ce qui concerne l'exécution de leurs obligations en vertu du Protocole. Dans de tels cas, l'organisation et les États membres ne sont pas habilités à exercer simultanément leurs droits au titre du Protocole. ..."</p> <p>Article 28 – Adhésion "1. Le présent protocole est ouvert à l'adhésion des États et des organisations d'intégration économique Parties à la Convention de Bâle qui n'ont pas signé le Protocole. Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du dépositaire. ..."</p>

	Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination	Protocole de Bâle sur la responsabilité et l'indemnisation en cas de dommages résultant de mouvements transfrontières et de l'élimination de déchets dangereux
Organes directeurs	<p>Article 15 – Conférence des Parties</p> <p>"... 5. La CdP examine en permanence l'application de la présente convention et, en outre:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) encourage l'harmonisation des politiques, stratégies et mesures nécessaires pour réduire au minimum les dommages causés à la santé humaine et à l'environnement par les déchets dangereux et d'autres déchets; b) examine et adopte, selon qu'il convient, les amendements à la présente convention et à ses annexes, compte tenu notamment des informations scientifiques, techniques, économiques et écologiques disponibles; c) examine et prend toute autre mesure nécessaire à la poursuite des objectifs de la présente convention en fonction des enseignements tirés de son application ainsi que de l'application des accords et arrangements envisagés à l'article 11; d) examine et adopte des protocoles en tant que de besoin; e) crée les organes subsidiaires jugés nécessaires à l'application de la présente convention. ... <p>7. Trois ans après l'entrée en vigueur de la présente convention, et par la suite au moins tous les six ans, la CdP entreprend une évaluation de son efficacité et, si elle le juge nécessaire, envisage l'adoption d'une interdiction totale ou partielle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets à la lumière des informations scientifiques, environnementales, techniques et économiques les plus récentes."</p> <p>→ La CdP, le principal organe directeur, se compose de représentants des Parties.</p> <p>→ Le Bureau élargi est un organe subsidiaire de la CdP constitué de 13 représentants de toutes les régions. Il se réunit entre les réunions de la CdP pour orienter les travaux du Secrétariat; fournir des conseils pour l'élaboration de l'ordre du jour des réunions et pour toute autre question soulevée par le Secrétariat.</p>	<p>Article 24 – Réunion des Parties</p> <p>"4. La RdP a pour fonctions:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) de passer en revue l'application et l'observation du Protocole; b) de faire rapport et, s'il y a lieu, d'établir des lignes directrices ou des procédures à cet effet; c) d'examiner et adopter, selon les besoins, les propositions d'amendement du Protocole ou de l'une quelconque de ses annexes ou d'addition de nouvelles annexes; d) d'examiner et prendre toute mesure supplémentaire qui peut être nécessaire pour atteindre les objectifs du présent protocole."

	Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination	Protocole de Bâle sur la responsabilité et l'indemnisation en cas de dommages résultant de mouvements transfrontières et de l'élimination de déchets dangereux
	<p>→ Le Groupe de travail à composition non limitée est un organe subsidiaire de la CdP; son mandat consiste à aider la CdP dans la mise en œuvre de la Convention et à la conseiller sur les questions politiques, techniques, scientifiques, juridiques, institutionnelles, administratives, financières, budgétaires et autres qui concernent l'application de la Convention.</p> <p>→ Le Comité chargé d'administrer le mécanisme visant à favoriser l'exécution et le respect des obligations (également appelé le Comité de contrôle de l'application) est un organe subsidiaire de la CdP ayant pour mandat d'administrer ce mécanisme, établi pour aider les Parties à s'acquitter de leurs obligations au titre de la Convention, ainsi que de faciliter, promouvoir, contrôler et assurer l'exécution et le respect de ces obligations.</p>	
Amendements et Protocoles	<p>Article 12 de la Convention de Bâle – Consultations sur les questions de responsabilité</p> <p>"Les Parties coopèrent en vue d'adopter le plus tôt possible un protocole établissant les procédures appropriées en ce qui concerne la responsabilité et l'indemnisation en cas de dommages résultant d'un mouvement transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets."</p> <p>Article 17 – Amendements à la Convention</p> <p>"1. Toute Partie peut proposer des amendements à la présente convention et toute Partie à un protocole peut proposer des amendements à ce protocole. Ces amendements tiennent dûment compte, entre autres, des considérations scientifiques et techniques pertinentes.</p> <p>2. Les amendements à la présente convention sont adoptés lors des réunions de la CdP. Les amendements à un protocole sont adoptés lors des réunions des Parties au protocole considéré. Le texte de tout amendement proposé à la présente convention ou aux Protocoles, sauf s'il en est disposé autrement dans lesdits protocoles, est communiqué par le Secrétariat aux Parties six mois au moins avant la réunion à laquelle il est proposé pour adoption. Le Secrétariat communique aussi les amendements proposés aux signataires de la présente convention pour information.</p>	<p>Article 22 du Protocole sur la responsabilité – Rapport entre le Protocole et la Convention de Bâle</p> <p>"Sauf disposition contraire du Protocole, les dispositions de la Convention relatives à ses protocoles s'appliquent au Protocole."</p>

	Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination	Protocole de Bâle sur la responsabilité et l'indemnisation en cas de dommages résultant de mouvements transfrontières et de l'élimination de déchets dangereux
	<p>3. Les Parties n'épargnent aucun effort pour parvenir, au sujet de tout amendement proposé à la présente convention, à un accord par consensus. Si tous les efforts en vue d'un consensus ont été épuisés et si un accord ne s'est pas dégagé, l'amendement est adopté en dernier recours par un vote à la majorité des trois quarts des Parties présentes à la réunion et ayant exprimé leur vote, et soumis par le dépositaire à toutes les Parties pour ratification, approbation, confirmation formelle ou acceptation.</p> <p>4. La procédure énoncée au paragraphe 3 ci-dessus s'applique à l'adoption des amendements aux protocoles, à ceci près que la majorité des deux tiers des Parties aux protocoles considérés présentes à la réunion et ayant exprimé leur vote suffit.</p> <p>5. ... Les amendements adoptés conformément aux paragraphes 3 ou 4 ci-dessus entrent en vigueur entre les Parties les ayant acceptés le quatre-vingt-dixième jour après que le dépositaire a reçu leur instrument de ratification, d'approbation, de confirmation formelle ou d'acceptation par les trois quarts au moins des Parties les ayant acceptés ou par les deux tiers au moins des Parties au protocole considéré les ayant acceptés, sauf disposition contraire dudit protocole. Les amendements entrent en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt par ladite Partie de son instrument de ratification, d'approbation, de confirmation formelle ou d'acceptation des amendements.</p> <p>6. Aux fins du présent article, l'expression "Parties présentes et ayant exprimé leur vote" s'entend des Parties présentes qui ont émis un vote affirmatif ou négatif."</p> <p>→ L'Amendement relatif à la mesure d'interdiction a été adopté le 22 septembre 1995. Il a été ratifié par 69 Parties (68 États et une organisation d'intégration économique régionale). L'entrée en vigueur se fera conformément aux dispositions de l'article 17.5 de la Convention.</p> <p>→ Cet amendement a pour but d'interdire immédiatement les exportations des pays inscrits à l'annexe VII ("Parties et autres États qui sont membres de l'OCDE, CE, Liechtenstein") vers tous les autres pays en ce qui concerne les déchets dangereux destinés à des opérations d'élimination définitive, et d'interdire les mouvements transfrontières entre les pays figurant à l'annexe VII et les pays ne figurant pas à l'annexe VII pour ce qui est des déchets dangereux destinés au recyclage ou à la réutilisation, à compter de la fin de 1997. L'annexe VII n'est pas encore en vigueur, dans l'attente de l'entrée en vigueur de l'Amendement.</p>	

	Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination	Protocole de Bâle sur la responsabilité et l'indemnisation en cas de dommages résultant de mouvements transfrontières et de l'élimination de déchets dangereux
	<p>→ La CdP a adopté les amendements suivants aux annexes techniques:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Amendement à l'annexe I (adopté par la Décision IV/9): afin de faire référence aux annexes VIII et IX et d'établir le lien entre ces nouvelles annexes et l'annexe III. - Introduction des annexes VIII et IX: l'annexe VIII comprend les déchets considérés comme dangereux aux termes du paragraphe 1 a) de l'article premier de la Convention de Bâle, et l'annexe IX comprend les déchets qui ne sont pas visés par le paragraphe 1 a) de l'article premier, sauf s'ils contiennent une matière inscrite à l'annexe I en quantité suffisante pour présenter une caractéristique énoncée à l'annexe III. - Amendement aux annexes VIII et IX: à sa sixième réunion, la CdP a adopté un amendement aux annexes VIII et IX afin d'harmoniser ces annexes avec d'autres listes internationales et d'y apporter des modifications en fonction des progrès scientifiques et techniques. - D'autres amendements aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle ont été adoptés à la septième réunion de la CdP (la Décision VII/19 ajoute de nouveaux déchets aux annexes VIII et IX). 	

G. CONVENTION SUR LA DIVERSITE BIOLOGIQUE (CDB)

Site Web	http://www.cbd.int
Objectif	→ La CDB a pour but la conservation de la diversité biologique, l'utilisation durable de ses éléments, et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques.
Date de la signature	5 juin 1992
Entrée en vigueur	29 décembre 1993
Parties	193
Membres de l'OMC	151 Parties à la CDB sont aussi Membres de l'OMC.

<p>Ouverture à d'autres Membres</p>	<p>Article 33 – Signature "La présente convention est ouverte à la signature de tous les États et organisations régionales d'intégration économique ..."</p> <p>Article 34 – Ratification, acception, approbation "1. La présente convention et ses protocoles sont soumis à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des États et des organisations régionales d'intégration économique. ... 2. Toute organisation visée au paragraphe 1 ci-dessus qui devient Partie à la présente convention ou à l'un quelconque de ses protocoles dont aucun État membre n'est lui-même partie contractante est liée par toutes les obligations énoncées dans la convention ou dans le protocole considéré, selon le cas. Lorsqu'un ou plusieurs États membres d'une de ces organisations sont Parties à la Convention ou à un protocole, l'organisation et ses États membres conviennent de leurs responsabilités respectives en ce qui concerne l'exécution de leurs obligations en vertu de la Convention ou du protocole, selon le cas. En tel cas, l'organisation et ses États membres ne sont pas habilités à exercer concurremment leurs droits au titre de la Convention ou du protocole ..."</p> <p>Article 35 – Adhésion "1. La présente convention et ses protocoles éventuels sont ouverts à l'adhésion des États et des organisations régionales d'intégration économique ..."</p>
<p>Organes directeurs</p>	<p>Article 23 – La Conférence des Parties "... 4. La CdP examine l'application de la présente convention et, à cette fin: a) établit la forme et la fréquence de la communication des renseignements à présenter conformément à l'article 26 et examine ces renseignements ainsi que les rapports présentés par tout organe subsidiaire; b) étudie les avis techniques, technologiques et scientifiques sur la diversité biologique fournis conformément à l'article 25; c) examine et adopte, en tant que de besoin, des protocoles conformément à l'article 28; d) examine et adopte, selon qu'il convient, les amendements à la présente convention et à ses annexes, conformément aux articles 29 et 30; e) examine les amendements à tout protocole, ainsi qu'à toute annexe audit protocole et, s'il en est ainsi décidé, recommande leur adoption aux Parties au protocole considéré; f) examine et adopte, en tant que de besoin, et conformément à l'article 30, les annexes supplémentaires à la présente convention; g) crée les organes subsidiaires jugés nécessaires à l'application de la présente convention, en particulier pour donner des avis scientifiques et techniques; h) se met en rapport, par l'intermédiaire du Secrétariat, avec les organes exécutifs des conventions traitant des questions qui font l'objet de la présente convention en vue de fixer avec eux les modalités de coopération appropriées; i) examine et prend toutes autres mesures nécessaires à la poursuite des objectifs de la présente convention en fonction des enseignements tirés de son application." ...</p> <p>→ La CdP a établi un certain nombre de groupes de travail afin de traiter de questions spécifiques, comme le Groupe de travail sur l'article 8 j) et les dispositions connexes de la Convention et le Groupe de travail sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages.</p>

	<p>Article 25 – Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques</p> <p>"1. Un organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques est créé par les présentes pour donner en temps opportun à la CdP et, le cas échéant, à ses autres organes subsidiaires, des avis concernant l'application de la présente convention. Cet organe est ouvert à la participation de toutes les Parties et il est pluridisciplinaire. Il se compose de représentants gouvernementaux compétents dans les domaines de spécialisation concernés. Il fait régulièrement rapport à la CdP sur tous les aspects de son travail.</p> <p>2. Sous l'autorité de la CdP, conformément aux directives qu'elle aura établies, et sur sa demande, cet organe:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) fournit des évaluations scientifiques et techniques sur la situation en matière de diversité biologique; b) réalise des évaluations scientifiques et techniques sur les effets des types de mesures prises conformément aux dispositions de la présente convention; c) repère les technologies et savoir-faire de pointe, novateurs et efficaces concernant la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et indique les moyens d'en promouvoir le développement ou d'en assurer le transfert; d) fournit des avis sur les programmes scientifiques et la coopération internationale en matière de recherche-développement concernant la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique; e) répond aux questions d'ordre scientifique, technique, technologique et méthodologique que la CdP et ses organes subsidiaires lui adressent."
<p>Amendements et Protocoles</p>	<p>1) Amendements</p> <p>Article 29 – Amendements à la Convention ou aux protocoles</p> <p>"1. Toute partie contractante peut proposer des amendements à la présente convention. Toute Partie à un protocole peut proposer des amendements à ce protocole.</p> <p>2. Les amendements à la présente convention sont adoptés à une réunion de la CdP. Les amendements à un protocole sont adoptés à une RdP au protocole considéré. Le texte de tout projet d'amendement à la présente convention ou à un protocole, sauf disposition contraire du protocole considéré, est communiqué par le Secrétariat aux Parties à l'instrument considéré au moins six mois avant la réunion à laquelle il est proposé pour adoption. Le Secrétariat communique aussi les amendements proposés aux signataires de la présente convention, pour information.</p> <p>3. Les Parties n'épargnent aucun effort pour parvenir à un consensus sur tout projet d'amendement à la présente convention ou à un protocole. Si tous les efforts en ce sens ont été épuisés sans qu'un accord soit intervenu, l'amendement est adopté en dernier recours par le vote à la majorité des deux tiers des Parties à l'instrument considéré, présentes à la réunion et exprimant leur vote; il est soumis par le dépositaire à la ratification, l'acceptation ou l'approbation de toutes les Parties.</p> <p>4. La ratification, l'acceptation ou l'approbation des amendements est notifiée par écrit au dépositaire. Les amendements adoptés conformément au paragraphe 3 ci-dessus entrent en vigueur pour les Parties les ayant acceptés le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation par les deux tiers au moins des Parties à la présente convention ou au protocole considéré, sauf disposition contraire du protocole en question. Par la suite, les amendements entrent en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt par cette Partie de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation des amendements.</p> <p>5. Aux fins du présent article, l'expression "Parties présentes à la réunion et exprimant leur vote" s'entend des Parties présentes à la réunion qui ont émis un vote affirmatif ou négatif."</p> <p>→ Voir aussi le paragraphe 4 d) de l'article 23 intitulé "La Conférence des Parties", dans la section ci-dessus concernant les organes directeurs.</p>

	2) Protocoles
	<p>Article 28 – Adoption de protocoles</p> <p>"1. Les parties contractantes coopèrent pour formuler et adopter des protocoles à la présente convention.</p> <p>2. Les protocoles sont adoptés à une réunion de la [CdP].</p> <p>3. Le Secrétariat communique aux Parties le texte de tout projet de protocole au moins six mois avant la réunion de la CdP."</p> <p>→ La CdP a adopté le Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques le 29 janvier 2000. Ce protocole est entré en vigueur le 11 septembre 2003.</p> <p>Article 32 – Rapports entre la présente convention et ses protocoles</p> <p>"1. Aucun État ni aucune organisation régionale d'intégration économique ne peut devenir Partie à un protocole sans être ou devenir simultanément Partie à la présente convention.</p> <p>2. Les décisions prises en vertu d'un protocole sont prises par les seules Parties au protocole considéré. Toute partie contractante qui n'a pas ratifié, accepté ou approuvé un protocole peut participer, en qualité d'observateur, à toute RdP à ce protocole."</p> <p>→ Voir ci-après le Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques et le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation.</p>

H. PROTOCOLE DE CARTHAGENE SUR LA PREVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES

Site Web	http://bch.cbd.int/protocol/
Objectif	→ L'objectif du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques est d'assurer un degré adéquat de protection pour le transfert, la manipulation et l'utilisation sans danger des organismes vivants modifiés (OVM) qui peuvent avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu également des risques pour la santé humaine.
Date de l'adoption	29 janvier 2000
Entrée en vigueur	11 septembre 2003
Parties	160
Membres de l'OMC	130 Parties au Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques sont aussi Membres de l'OMC.
Ouverture à d'autres Membres	<p>Article 36 – Signature</p> <p>"Le présent protocole est ouvert à la signature des États et des organisations régionales d'intégration économique ..."</p> <p>Article 32:1 de la Convention sur la diversité biologique – Rapports entre la présente convention et ses protocoles</p> <p>"1. Aucun État ni aucune organisation régionale d'intégration économique ne peut devenir Partie à un protocole sans être ou devenir simultanément Partie à la présente convention."</p>

Organes directeurs	<p>Article 26 – Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole</p> <p>"1. La [CdP] siège en tant que [RdP] au Protocole.</p> <p>2. Les Parties à la Convention qui ne sont pas Parties au Protocole peuvent participer en qualité d'observateur aux travaux de toute réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que [RdP]. Lorsque la Conférence des Parties siège en tant que [RdP] au Protocole, les décisions qui sont prises en vertu du Protocole le sont seulement par les Parties au Protocole.</p> <p>3. Lorsque la [CdP] siège en tant que [RdP] au Protocole, tout membre du Bureau de la [CdP] représentant une Partie à la Convention qui n'est pas encore Partie au Protocole est remplacé par un nouveau membre qui est élu par les Parties au Protocole parmi elles.</p> <p>4. La [CdP] siégeant en tant que [RdP] au Protocole suit l'application du Protocole et prend, dans le cadre de son mandat, les décisions nécessaires pour en favoriser l'application effective. Elle s'acquitte des fonctions qui lui sont assignées par le Protocole et:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) formule des recommandations sur toute question concernant l'application du Protocole; b) crée les organes subsidiaires jugés nécessaires pour faire appliquer le Protocole; c) fait appel et recourt, en tant que de besoin, aux services, à la coopération et aux informations fournis par les organisations internationales et les organes intergouvernementaux et non gouvernementaux compétents; d) détermine la présentation et la périodicité de la transmission des informations à communiquer en application de l'article 33 du Protocole et examine ces informations ainsi que les rapports soumis par ses organes subsidiaires; e) examine et adopte, en tant que de besoin, les amendements au Protocole et à ses annexes, ainsi que toute nouvelle annexe au Protocole, jugés nécessaires pour son application; et f) exerce toute autre fonction que pourrait exiger l'application du Protocole. <p>5. Le règlement intérieur de la [CdP] et les règles de gestion financière de la Convention s'appliquent <i>mutatis mutandis</i> au Protocole, à moins que la [CdP] siégeant en tant que [RdP] au Protocole n'en décide autrement par consensus."</p> <p>Article 30 – Organes subsidiaires</p> <p>"1. Tout organe subsidiaire créé par, ou en vertu de, la Convention peut, sur décision de la Conférence des Parties siégeant en tant que RdP au présent protocole, s'acquitter de fonctions au titre du Protocole, auquel cas la RdP spécifie les fonctions exercées par cet organe.</p> <p>2. Les Parties à la Convention qui ne sont pas Parties au présent protocole peuvent participer, en qualité d'observateur, aux travaux de toute réunion d'un organe subsidiaire du Protocole. Lorsqu'un organe subsidiaire de la Convention agit en tant qu'organe subsidiaire du Protocole, les décisions relevant du Protocole sont prises uniquement par les Parties au Protocole.</p> <p>3. Lorsqu'un organe subsidiaire de la Convention exerce ses fonctions en tant qu'organe subsidiaire du Protocole, tout membre du Bureau de cet organe subsidiaire représentant une Partie à la Convention qui n'est pas encore Partie au Protocole est remplacé par un nouveau membre qui est élu par les Parties au Protocole parmi elles."</p> <p>→ La CdP siégeant en tant que RdP a examiné, à sa troisième réunion, la question des organes subsidiaires et a adopté la Décision BS-III/13 en vertu de laquelle la CdP-RdP décide d'examiner, à sa quatrième réunion, les mécanismes susceptibles de fournir des avis scientifiques et techniques à la [CdP-RdP], y compris notamment la désignation ou la création possible d'un organe subsidiaire permanent ou l'utilisation d'organes subsidiaires ou de mécanismes qui peuvent être créés sur une base <i>ad hoc</i>, et prie le Secrétaire exécutif d'établir pour cette réunion un document pré-session comprenant:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) une étude des conclusions du groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention ainsi que toutes les décisions connexes prises par la Conférence des Parties à sa huitième réunion sur l'examen des répercussions et de l'efficacité des processus existants qui relèvent de la Convention; b) une estimation des coûts des divers mécanismes susceptibles de fournir des avis scientifiques et techniques.
---------------------------	---

Amendements et Protocoles	Article 32 – Relations avec la Convention "Sauf mention contraire dans le présent protocole, les dispositions de la Convention relatives à ses protocoles s'appliquent au présent instrument." → Voir aussi le paragraphe 4 e) de l'article 29 intitulé "Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole", dans la section ci-dessus portant sur les organes directeurs. → L'article 29 de la Convention sur la diversité biologique ("Amendements à la Convention ou aux Protocoles") s'applique aussi au Protocole.
----------------------------------	--

I. PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCES AUX RESSOURCES GENETIQUES ET LE PARTAGE JUSTE ET EQUITABLE DES AVANTAGES DECOULANT DE LEUR UTILISATION RELATIF A LA CONVENTION SUR LA DIVERSITE BIOLOGIQUE⁴

Objectif	L'objectif de ce Protocole est le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques, notamment grâce à un accès satisfaisant aux ressources génétiques et à un transfert approprié des technologies pertinentes, compte tenu de tous les droits sur ces ressources et aux technologies et grâce à un financement adéquat, contribuant ainsi à la conservation de la diversité biologique et à l'utilisation durable de ses éléments constitutifs (article 1).
Date de signature	Ouvert à la signature des Parties à la Convention au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York du 2 février 2011 au 1 ^{er} février 2012 (article 32)
Entrée en vigueur	Le Protocole entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date de dépôt du cinquantième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, par les États ou les organisations régionales d'intégration économique qui sont Parties à la Convention (article 33 1)).
Parties	---
Membres de l'OMC	---
Ouverture à d'autres Membres	Les Parties à la Convention sur la diversité biologique peuvent devenir Parties au Protocole (article 32)
Organes directeurs	Article 26 – Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole 1. La Conférence des Parties siège en tant que réunion des Parties au Protocole. 2. Les Parties à la Convention qui ne sont pas Parties au Protocole peuvent participer en qualité d'observateur aux travaux de toute réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole. Lorsque la Conférence des Parties siège en tant que réunion des Parties au Protocole, les décisions qui sont prises en vertu du Protocole le sont seulement par les Parties au Protocole. 3. Lorsque la Conférence des Parties siège en tant que réunion des Parties au Protocole, tout membre du Bureau de la Conférence des Parties représentant une Partie à la Convention qui n'est pas encore Partie au Protocole est remplacé par un nouveau membre qui est élu par les Parties au Protocole parmi elles. 4. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole suit l'application du Protocole et prend, dans le cadre de son mandat, les décisions nécessaires pour en favoriser l'application effective. Elle s'acquitte des fonctions qui lui sont assignées par le Protocole et: a) Formule des recommandations sur toute question concernant l'application du Protocole; b) Crée les organes subsidiaires jugés nécessaires pour faire appliquer le Protocole;

⁴ La matrice ci-dessous est fondée sur le texte non édité préliminaire de la Décision X/1 de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (<http://www.cbd.int/nagoya/outcomes/>, adresse consultée le 1^{er} décembre 2010).

	<p>c) Fait appel et recourt, en tant que de besoin, aux services, à la coopération et aux informations fournis par les organisations internationales et les organes intergouvernementaux et non gouvernementaux compétents;</p> <p>d) Détermine la présentation et la périodicité de la transmission des informations à communiquer en application de l'article 29 du présent Protocole et examine ces informations ainsi que les rapports soumis par ses organes subsidiaires;</p> <p>e) Examine et adopte, en tant que de besoin, les amendements au Protocole et à son annexe, ainsi qu'à toute annexe additionnelle au Protocole, jugés nécessaires pour son application; et</p> <p>f) Exerce toute autre fonction que pourrait exiger l'application du Protocole.</p> <p>5. Le règlement intérieur de la Conférence des Parties et les règles de gestion financière de la Convention s'appliquent <i>mutatis mutandis</i> au Protocole, à moins que la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole n'en décide autrement par consensus.</p> <p>6. La première réunion de la Conférence des Parties à la Convention siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole est convoquée par le Secrétariat et tenue concurremment avec la première réunion de la Conférence des Parties qui se tiendra après la date d'entrée en vigueur du Protocole. Par la suite, les réunions ordinaires de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole se tiendront concurremment avec les réunions ordinaires de la Conférence des Parties, à moins que la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole n'en décide autrement.</p> <p>7. Des réunions extraordinaires de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole peuvent avoir lieu à tout autre moment si la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole le juge nécessaire, ou à la demande écrite d'une Partie, sous réserve que cette demande soit appuyée par un tiers au moins des Parties dans les six mois suivant sa communication aux Parties par le Secrétariat.</p> <p>8. L'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi que tout État membre desdites organisations ou tout observateur auprès desdites organisations qui n'est pas Partie à la Convention, peuvent être représentés en qualité d'observateur aux réunions de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole. Tout organe ou institution, à caractère national ou international, gouvernemental ou non gouvernemental, compétent dans des domaines visés par le présent Protocole et ayant informé le Secrétariat de son souhait d'être représenté en qualité d'observateur à une réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole, peut être admis en cette qualité à moins qu'un tiers au moins des Parties présentes ne s'y opposent. L'admission et la participation d'observateurs sont régies par le règlement intérieur visé au paragraphe 5 ci-dessus, sauf disposition contraire du présent article.</p> <p>Article 27 – Organes subsidiaires</p> <p>1. Tout organe subsidiaire créé par, ou en vertu de, la Convention peut s'acquitter de fonctions au titre du Protocole, y compris sur décision de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au présent Protocole. Une telle décision précise les tâches à entreprendre.</p> <p>2. Les Parties à la Convention qui ne sont pas Parties au présent Protocole peuvent participer, en qualité d'observateur, aux travaux de toute réunion d'un organe subsidiaire du Protocole. Lorsqu'un organe subsidiaire de la Convention agit en tant qu'organe subsidiaire du Protocole, les décisions relevant du présent Protocole sont prises uniquement par les Parties au Protocole.</p> <p>3. Lorsqu'un organe subsidiaire de la Convention exerce ses fonctions en tant qu'organe subsidiaire du Protocole, tout membre du Bureau de cet organe subsidiaire représentant une Partie à la Convention qui n'est pas encore Partie au Protocole est remplacé par un nouveau membre qui est élu par les Parties au Protocole parmi elles.</p>
--	---

J. CONVENTION-CADRE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (CCNUCC)

Site Web	http://unfccc.int/
Objectif	<p>→ L'objectif de la CCNUCC est de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique.</p> <p>→ À sa 16^{ème} session (Cancún, décembre 2010), la CdP a affirmé ce qui suit: "les changements climatiques constituent l'un des plus grands enjeux de notre temps et que toutes les Parties ont une vision commune de l'action concertée à long terme à engager en vue d'atteindre l'objectif de la Convention, tel qu'énoncé à l'article 2 ...; cette vision doit guider les politiques et mesures mises en œuvre par toutes les Parties, en tenant pleinement compte de la situation différente des Parties conformément aux principes et dispositions de la Convention; elle envisage l'atténuation, l'adaptation, le financement, la mise au point et le transfert de technologies et le renforcement des capacités d'une façon équilibrée, intégrée et globale, en vue de renforcer et de mener à bien l'application intégrale, effective et continue de la Convention dès à présent, d'ici à 2012 et au-delà." Elle a également affirmé que, "dans le contexte de l'appui adéquat et prévisible à accorder aux pays en développement parties, les Parties devraient collectivement s'employer à ralentir, stopper et inverser la diminution du couvert et des stocks de carbone forestiers, en fonction de la situation nationale, conformément à l'objectif ultime de la Convention, tel qu'énoncé à l'article 2." (Décision 1/CP.16)</p>
Date de la signature	9 mai 1992
Entrée en vigueur	21 mars 1994
Parties	194
Membres de l'OMC	150 Parties à la CCNUCC sont aussi Membres de l'OMC.
Ouverture à d'autres Membres	<p>Article 20 – Signature</p> <p>"La présente convention est ouverte à la signature des États membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'une institution spécialisée des Nations Unies ou Parties au Statut de la [CIJ], ainsi que des organisations d'intégration économique régionale ..."</p>
Organes directeurs	<p>Article 7 – Conférence des Parties</p> <p>"2. En tant qu'organe suprême de la présente convention, la [CdP] fait régulièrement le point de l'application de la Convention et de tous autres instruments juridiques connexes qu'elle pourrait adopter et prend, dans les limites de son mandat, les décisions nécessaires pour favoriser l'application effective de la Convention. À cet effet:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) elle examine périodiquement les obligations des Parties et les arrangements institutionnels découlant de la Convention, en fonction de l'objectif de la Convention, de l'expérience acquise lors de son application et de l'évolution des connaissances scientifiques et techniques; b) elle encourage et facilite l'échange d'informations sur les mesures adoptées par les Parties pour faire face aux changements climatiques et à leurs effets, en tenant compte de la diversité de situations, de responsabilités et de moyens des Parties ainsi que de leurs engagements respectifs au titre de la Convention; c) elle facilite, à la demande de deux Parties ou davantage, la coordination des mesures adoptées par elles pour faire face aux changements climatiques et à leurs effets, en tenant compte de la diversité de situations, de responsabilités et de moyens des Parties ainsi que de leurs engagements respectifs au titre de la Convention;

- d) elle encourage et dirige, conformément à l'objectif et aux dispositions de la Convention, l'élaboration et le perfectionnement périodique de méthodes comparables, dont conviendra la [CdP], visant notamment à inventorier les émissions de gaz à effet de serre par les sources et leur absorption par les puits, ainsi qu'à évaluer l'efficacité des mesures prises pour limiter ces émissions et renforcer l'absorption de ces gaz;
- e) elle évalue, sur la base de toutes les informations qui lui sont communiquées conformément aux dispositions de la Convention, l'application de la Convention par les Parties, les effets d'ensemble des mesures prises en application de la Convention, notamment les effets environnementaux, économiques et sociaux et leurs incidences cumulées, et les progrès réalisés vers l'objectif de la Convention;
- f) elle examine et adopte des rapports périodiques sur l'application de la Convention et en assure la publication;
- g) elle fait des recommandations sur toutes questions nécessaires à l'application de la Convention;
- h) elle s'efforce de mobiliser des ressources financières conformément à l'article 4, paragraphes 3, 4 et 5 et à l'article 11;
- i) elle crée les organes subsidiaires jugés nécessaires à l'application de la Convention;
- j) elle examine les rapports de ces organes, à qui elle donne des directives;
- k) elle arrête et adopte, par consensus, des règlements intérieurs et des règles de gestion financière pour elle-même et pour tous organes subsidiaires;
- l) le cas échéant, elle sollicite et utilise les services et le concours des organisations internationales et des organismes intergouvernementaux et non gouvernementaux compétents, ainsi que les informations qu'ils fournissent;
- m) elle exerce les autres fonctions nécessaires pour atteindre l'objectif de la Convention, ainsi que toutes les autres fonctions qui lui sont conférées par la Convention."

Article 9 – Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique

"1. Il est créé un organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique, chargé de fournir en temps opportun à la [CdP] et, le cas échéant, à ses autres organes subsidiaires des renseignements et des avis sur les aspects scientifiques et technologiques de la Convention. Cet organe, ouvert à la participation de toutes les Parties, est multidisciplinaire. Il est composé de représentants des gouvernements faisant autorité dans leur domaine de compétence. Il rend régulièrement compte de tous les aspects de ses travaux à la [CdP]." ...

Article 10 – Organe subsidiaire de mise en œuvre

"1. Il est créé un organe subsidiaire de mise en œuvre, chargé d'aider la [CdP] à suivre et évaluer l'application effective de la Convention. Cet organe, ouvert à la participation de toutes les Parties, est composé de représentants des gouvernements, experts dans le domaine des changements climatiques. Il rend régulièrement compte de tous les aspects de ses travaux à la [CdP].

2. L'organe, agissant sous l'autorité de la [CdP], a pour fonctions:

- a) d'examiner les informations communiquées conformément à l'article 12, paragraphe 1, pour évaluer l'effet global conjugué des mesures prises par les Parties à la lumière des évaluations scientifiques les plus récentes des changements climatiques;
- b) d'examiner les informations communiquées conformément à l'article 12, paragraphe 2, pour aider la [CdP] à effectuer les examens prévus à l'article 4, paragraphe 2 d);
- c) d'aider la [CdP], selon les besoins, à préparer et exécuter ses décisions."

	<p>→ À sa 13^{ème} session (Bali, décembre 2007), la CdP a adopté le Plan d'action de Bali (Décision 1/CP.13) et a créé le Groupe de travail spécial sur l'action concertée à long terme au titre de la Convention (GTS-ACL) afin de "lancer un vaste processus pour permettre l'application intégrale, effective et continue de la Convention par une action concertée à long terme, dès à présent, d'ici à 2012 et au-delà, en vue de parvenir d'un commun accord à un résultat et d'adopter une décision à sa quinzième session". Le mandat du GTS-ACL a été prolongé lors des 15^{ème} et 16^{ème} sessions de la CdP. Il doit présenter les résultats de ses travaux à la 17^{ème} session de la CdP.</p>
Amendements et Protocoles	<p>1) Amendements</p> <p>Article 15 – Amendements à la Convention</p> <p>"1. Toute Partie peut proposer des amendements à la Convention.</p> <p>2. Les amendements à la Convention sont adoptés à une session ordinaire de la [CdP]. Le texte de toute proposition d'amendement à la Convention est communiqué aux Parties par le secrétariat six mois au moins avant la réunion à laquelle il est proposé pour adoption. Le secrétariat communique aussi les propositions d'amendement aux signataires de la Convention et, pour information, au dépositaire.</p> <p>3. Les Parties n'épargnent aucun effort pour parvenir à un accord par consensus sur toute proposition d'amendement à la Convention. Si tous les efforts dans ce sens demeurent vains et qu'aucun accord n'intervient, l'amendement est adopté en dernier recours par un vote à la majorité des trois quarts des Parties présentes et votantes. L'amendement adopté est communiqué par le secrétariat au dépositaire, qui le transmet à toutes les Parties pour acceptation.</p> <p>4. Les instruments d'acceptation des amendements sont déposés auprès du dépositaire. Tout amendement adopté conformément au paragraphe 3 entre en vigueur à l'égard des Parties l'ayant accepté le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de réception, par le dépositaire, des instruments d'acceptation des trois quarts au moins des Parties à la Convention.</p> <p>5. L'amendement entre en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date du dépôt par cette Partie, auprès du dépositaire, de son instrument d'acceptation dudit amendement ..."</p>
	<p>2) Protocoles</p> <p>Article 17 – Protocoles</p> <p>"1. La [CdP] peut, à l'une quelconque de ses sessions ordinaires, adopter des protocoles à la Convention.</p> <p>2. Le texte de tout protocole proposé est communiqué aux Parties par le secrétariat six mois au moins avant la session.</p> <p>3. Les règles régissant l'entrée en vigueur de tout protocole sont définies par le protocole lui-même.</p> <p>4. Seules les Parties à la Convention peuvent être Parties à un protocole.</p> <p>5. Seules les Parties à un protocole prennent des décisions en vertu dudit protocole."</p> <p>→ Voir ci-après le Protocole de Kyoto.</p>

K. PROTOCOLE DE KYOTO A LA CONVENTION-CADRE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Site Web	http://unfccc.int/
Objectif	<p>→ Le Protocole de Kyoto complète et renforce la CCNUCC. Il est basé sur le cadre général établi par la CCNUCC, a le même objectif ultime et les mêmes principes, et regroupe les mêmes pays en annexe I, en annexe II (les membres de l'OCDE inscrits à l'annexe I) et en ce qui concerne les Parties qui ne figurent pas à l'annexe I. Le Protocole est une étape pour réaliser l'objectif de la Convention en réduisant les émissions des Parties visées à l'annexe I.</p>

Date de la signature	11 décembre 1997
Entrée en vigueur	16 février 2005
Parties	193 (les Parties visées à l'annexe I représentent un total de 63,7% des émissions)
Membres de l'OMC	149 Parties au Protocole de Kyoto sont aussi Membres de l'OMC.
Ouverture à d'autres Membres	Article 24 "1. Le présent protocole est ouvert à la signature et soumis à la ratification, l'acceptation ou l'approbation des États et des organisations régionales d'intégration économique qui sont Parties à la Convention ..."
Organes directeurs	→ Le Protocole de Kyoto partage les institutions de la Convention, y compris ses deux organes subsidiaires et son secrétariat; la CdP à la Convention agit comme réunion des Parties (RdP) au Protocole et constitue un organe appelé la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties (CRP) au Protocole de Kyoto.
	Article 13 "1. En tant qu'organe suprême de la Convention, la [CdP] agit comme [RdP] au présent protocole. 2. Les Parties à la Convention qui ne sont pas Parties au présent protocole peuvent participer, en qualité d'observateurs, aux travaux de toute session de la [CRP] au présent protocole. Lorsque la [CdP] agit en tant que [RdP] au présent protocole, les décisions prises au titre dudit Protocole le sont uniquement par les Parties à cet instrument. 3. Lorsque la [CdP] agit comme [RdP] au présent protocole, tout membre du Bureau de la [CdP] représentant une Partie à la Convention qui, à ce moment-là, n'est pas Partie au présent protocole est remplacé par un nouveau membre élu par les Parties au présent protocole et parmi celles-ci. 4. La [CRP] au présent protocole fait régulièrement le point de la mise en œuvre dudit protocole et prend, dans les limites de son mandat, les décisions nécessaires pour en promouvoir la mise en œuvre effective. Elle exerce les fonctions qui lui sont conférées par le présent protocole et: a) elle évalue, sur la base de toutes les informations qui lui sont communiquées conformément aux dispositions du présent protocole, la mise en œuvre de celui-ci par les Parties, les effets d'ensemble des mesures prises en application du présent protocole, en particulier les effets environnementaux, économiques et sociaux et leurs incidences cumulées, et les progrès réalisés pour tendre vers l'objectif de la Convention; b) elle examine périodiquement les obligations des Parties au titre du présent protocole, en prenant dûment en considération tout examen prévu à l'alinéa d) du paragraphe 2 de l'article 4 et au paragraphe 2 de l'article 7 de la Convention et en tenant compte de l'objectif de la Convention, de l'expérience acquise lors de son application et de l'évolution des connaissances scientifiques et technologiques et, à cet égard, elle examine et adopte des rapports périodiques sur la mise en œuvre du présent protocole; c) elle encourage et facilite l'échange d'informations sur les mesures adoptées par les Parties pour faire face aux changements climatiques et à leurs effets, en tenant compte de la diversité de situations, de responsabilités et de moyens des Parties ainsi que de leurs engagements respectifs au titre du présent protocole; d) elle facilite, à la demande de deux Parties ou davantage, la coordination des mesures qu'elles ont adoptées pour faire face aux changements climatiques et à leurs effets, en tenant compte de la diversité de situations, de responsabilités et de moyens des Parties ainsi que de leurs engagements respectifs au titre du présent protocole; e) elle encourage et dirige, conformément à l'objectif de la Convention et aux dispositions du présent protocole et en tenant pleinement compte des décisions pertinentes de la [CdP], l'élaboration et le perfectionnement périodique de méthodologies comparables propres à permettre de mettre en œuvre efficacement ledit protocole, qui seront arrêtées par la [CRP] au présent protocole; f) elle fait des recommandations sur toutes questions nécessaires à la mise en œuvre du présent protocole; g) elle s'efforce de mobiliser des ressources financières additionnelles conformément au paragraphe 2 de l'article 11;

	<p>h) elle crée les organes subsidiaires jugés nécessaires à la mise en œuvre du présent protocole;</p> <p>i) le cas échéant, elle sollicite et utilise les services et le concours des organisations internationales et des organismes intergouvernementaux et non gouvernementaux compétents, ainsi que les informations qu'ils fournissent;</p> <p>j) elle exerce les autres fonctions qui peuvent se révéler nécessaires aux fins de la mise en œuvre du présent protocole et examine toute tâche découlant d'une décision de la [CdP]."</p>
Amendements et Protocoles	<p>Article 20</p> <p>"1. Toute Partie peut proposer des amendements au présent protocole.</p> <p>2. Les amendements au présent protocole sont adoptés à une session ordinaire de la [CRP] au présent protocole. Le texte de toute proposition d'amendement au présent protocole est communiqué aux Parties par le secrétariat six mois au moins avant la réunion à laquelle l'amendement est proposé pour adoption. Le secrétariat communique également le texte de toute proposition d'amendement aux Parties à la Convention et aux signataires de cet instrument et, pour information, au dépositaire.</p> <p>3. Les Parties n'épargnent aucun effort pour parvenir à un accord par consensus sur toute proposition d'amendement au présent protocole. Si tous les efforts dans ce sens demeurent vains et qu'aucun accord n'intervient, l'amendement est adopté en dernier recours par un vote à la majorité des trois quarts des Parties présentes et votantes. L'amendement adopté est communiqué par le secrétariat au dépositaire, qui le transmet à toutes les Parties pour acceptation.</p> <p>4. Les instruments d'acceptation des amendements sont déposés auprès du dépositaire. Tout amendement adopté conformément au paragraphe 3 ci-dessus entre en vigueur à l'égard des Parties l'ayant accepté le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de réception, par le dépositaire, des instruments d'acceptation des trois quarts au moins des Parties au présent protocole.</p> <p>5. L'amendement entre en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date du dépôt par cette Partie, auprès du dépositaire, de son instrument d'acceptation dudit amendement."</p> <p>Article 21</p> <p>"1. Les annexes du présent Protocole font partie intégrante de celui-ci et, sauf disposition contraire expresse, toute référence au présent Protocole constitue en même temps une référence à ses annexes. Si des annexes sont adoptées après l'entrée en vigueur du présent Protocole, elles se limitent à des listes, formules et autres documents descriptifs de caractère scientifique, technique, procédural ou administratif.</p> <p>2. Toute Partie peut proposer des annexes au présent Protocole ou des amendements à des annexes du présent Protocole.</p> <p>3. Les annexes du présent Protocole et les amendements à des annexes du présent Protocole sont adoptés à une session ordinaire de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Protocole. Le texte de toute proposition d'annexe ou d'amendement à une annexe est communiqué aux Parties par le secrétariat six mois au moins avant la réunion à laquelle l'annexe ou l'amendement est proposé pour adoption. Le secrétariat communique également le texte de toute proposition d'annexe ou d'amendement à une annexe aux Parties à la Convention et aux signataires de cet instrument et, pour information, au Dépositaire.</p> <p>4. Les Parties n'épargnent aucun effort pour parvenir à un accord par consensus sur toute proposition d'annexe ou d'amendement à une annexe. Si tous les efforts dans ce sens demeurent vains et qu'aucun accord n'intervient, l'annexe ou l'amendement à une annexe est adopté en dernier recours par un vote à la majorité des trois quarts des Parties présentes et votantes. L'annexe ou l'amendement à une annexe adopté est communiqué par le secrétariat au Dépositaire, qui le transmet à toutes les Parties pour acceptation.</p> <p>5. Toute annexe ou tout amendement à une annexe, autre que l'annexe A ou B, qui a été adopté conformément aux paragraphes 3 et 4 ci-dessus, entre en vigueur à l'égard de toutes les Parties au présent Protocole six mois après la date à laquelle le Dépositaire leur en a notifié l'adoption, exception faite des Parties qui, dans l'intervalle, ont notifié par écrit au Dépositaire qu'elles n'acceptaient pas l'annexe ou l'amendement en question. À l'égard des Parties qui retirent leur notification de non-acceptation, l'annexe ou l'amendement à une annexe entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de réception, par le Dépositaire, de la notification de ce retrait.</p>

	<p>6. Si l'adoption d'une annexe ou d'un amendement à une annexe nécessite un amendement au présent Protocole, cette annexe ou cet amendement à une annexe n'entre en vigueur que lorsque l'amendement au Protocole entre lui-même en vigueur.</p> <p>7. Les amendements aux annexes A et B du présent Protocole sont adoptés et entrent en vigueur conformément à la procédure énoncée à l'article 20, à condition que tout amendement à l'annexe B soit adopté uniquement avec le consentement écrit de la Partie concernée."</p> <p>Décision 1/CMP.6</p> <p>La Décision 1/CMP.1 a engagé un processus afin d'étudier les nouveaux engagements des Parties visées à l'annexe I de la Convention pour la période postérieure à 2012 (c'est-à-dire un amendement au Protocole de Kyoto prévoyant une seconde période d'engagement) conformément à l'article 3 9) du Protocole. Elle a créé le Groupe de travail spécial des nouveaux engagements des Parties visées à l'annexe I au titre du Protocole de Kyoto (GTS-PK), chargé de mener à bien ce processus. En vertu de l'article 3 9) et dans le contexte de la Décision 1/CMP.1, la [6^{ème} session de la CRP] a reconnu que les Parties visées à l'annexe I devraient continuer à montrer la voie dans la lutte contre les changements climatiques. Elle a exhorté les Parties visées à l'annexe I à relever le niveau d'ambition des réductions d'émissions auxquelles elles devront parvenir individuellement ou conjointement, en vue de réduire le niveau global de leurs émissions de gaz à effet de serre. La [CRP] est convenue que le GTS-PK "s'attachera à achever ses travaux conformément à la Décision 1/CMP.1 et à soumettre les résultats auxquels il sera parvenu pour adoption par la [CRP] dans les meilleurs délais et suffisamment tôt pour éviter tout hiatus entre la première et la deuxième période d'engagement". Elle est également convenue que "l'année de référence de la deuxième période d'engagement est 1990". Les échanges de droits d'émission et les mécanismes fondés sur des projets au titre du Protocole de Kyoto, ainsi que les mesures propres à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à renforcer les absorptions résultant d'activités anthropiques liées à l'utilisation des terres, au changement d'affectation des terres et à la foresterie restent, pour les Parties visées à l'annexe I, un moyen dont elles peuvent disposer pour atteindre leurs objectifs chiffrés de limitation et de réduction des émissions, conformément aux décisions pertinentes.</p>
--	--

L. ACCORD INTERNATIONAL SUR LES BOIS TROPICAUX (AIBT)⁵

Site Web	www.itto.or.jp
Objectif	→ L'AIBT de 1994 vise à promouvoir le commerce international des bois tropicaux, la gestion durable des forêts tropicales et le développement de l'industrie des forêts tropicales grâce à la coopération internationale et à l'élaboration de politiques et de projets, comme il est indiqué dans les objectifs énoncés aux alinéas a) à i) de l'article premier.
Date de la signature	1 ^{er} avril 1994
Entrée en vigueur	<p>1^{er} janvier 1997</p> <p>Article 46 – Durée, prorogation et fin de l'Accord</p> <p>"1. Le présent accord restera en vigueur pendant une période de quatre ans à compter de la date de son entrée en vigueur à moins que le Conseil ne décide, par un vote spécial, de le proroger, de le renégocier ou d'y mettre fin conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>2. Le Conseil peut, par un vote spécial, décider de proroger le présent accord pour deux périodes de trois années chacune.</p> <p>3. Si, avant l'expiration de la période de quatre ans visée au paragraphe 1 du présent article, ou avant l'expiration d'une période de prorogation visée au paragraphe 2 du présent article, selon le cas, un nouvel accord destiné à remplacer le présent accord a été négocié mais n'est pas encore entré en vigueur à titre provisoire ou définitif, le Conseil peut, par un vote spécial, proroger le présent accord jusqu'à l'entrée en vigueur à titre provisoire ou définitif du nouvel accord.</p>

⁵ L'Accord international de 1994 sur les bois tropicaux (AIBT) est l'accord qui a succédé à l'Accord international de 1983 sur les bois tropicaux.

	<p>4. Si un nouvel accord est négocié et entre en vigueur alors que le présent accord est en cours de prorogation en vertu du paragraphe 2 ou du paragraphe 3 du présent article, le présent accord, tel qu'il a été prorogé, prend fin au moment de l'entrée en vigueur du nouvel accord.</p> <p>5. Le Conseil peut à tout moment, par un vote spécial, décider de mettre fin au présent accord avec effet à la date de son choix ..."</p> <p>→ En 2000, l'AIBT de 1994 a été prorogé pour une période de trois ans [Décision 4(XXVIII)] jusqu'au 31 décembre 2003. Le 4 novembre 2002, il a été prorogé pour une nouvelle période de trois ans, à savoir du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2006 [Décision 9(XXXIII)].</p> <p>→ Les négociations sur l'accord devant succéder à l'AIBT de 1994 ont été conclues en 2006. L'AIBT de 2006 devrait entrer en vigueur dans un futur proche. Le 11 novembre 2006, l'AIBT de 1994 a été prorogé de nouveau jusqu'à l'entrée en vigueur à titre provisoire ou à titre définitif de l'AIBT de 2006 [Décision 3(XLI)]. Le 16 novembre 2009, par sa Décision 3(XLV), le Conseil a décidé de maintenir la prorogation de l'AIBT de 1994 au-delà de 2010 et d'envisager, en décembre 2010, les mesures supplémentaires devant être prises pour amener l'entrée en vigueur de l'AIBT de 2006.</p>
Parties	60 Membres, dont 33 pays producteurs et 27 pays consommateurs, y compris la Communauté européenne, étant donné que la Belgique et le Luxembourg sont considérés comme une seule Partie à l'AIBT.
Membres de l'OMC	58 Parties à l'AIBT sont aussi Membres de l'OMC, étant donné que la Belgique et le Luxembourg sont considérés comme une seule Partie à l'AIBT.
Ouverture à d'autres Membres	<p>Article 38 – Signature, ratification, acceptation et approbation</p> <p>"1. Le présent accord sera ouvert à la signature des gouvernements invités à la Conférence des Nations Unies pour la négociation d'un accord destiné à succéder à l'Accord international de 1983 sur les bois tropicaux ..."</p> <p>Article 39 – Adhésion</p> <p>"1. Les gouvernements de tous les États peuvent adhérer au présent accord aux conditions déterminées par le Conseil, qui comprennent un délai pour le dépôt des instruments d'adhésion. Le Conseil peut toutefois accorder une prorogation aux gouvernements qui ne sont pas en mesure d'adhérer dans le délai fixé ..."</p>
Organes directeurs	<p>1) Le Conseil international des bois tropicaux (CIBT)</p> <p>Article 6 – Composition du Conseil international des bois tropicaux</p> <p>"1. L'autorité suprême de l'Organisation est le CIBT, qui se compose de tous les membres de l'Organisation.</p> <p>2. Chaque membre est représenté au Conseil par un représentant et peut désigner des suppléants et des conseillers pour participer aux sessions du Conseil.</p> <p>3. Un suppléant peut être autorisé à agir et à voter au nom du représentant en l'absence de celui-ci ou dans des circonstances particulières."</p> <p>Article 7 – Pouvoirs et fonctions du Conseil</p> <p>"1. Le Conseil exerce tous les pouvoirs et s'acquitte, ou veille à l'accomplissement, de toutes les fonctions qui sont nécessaires à l'application des dispositions du présent accord.</p> <p>2. Le Conseil, par un vote spécial, adopte les règlements qui sont nécessaires à l'application des dispositions du présent accord, notamment son règlement intérieur, les règles de gestion financière et le statut du personnel de l'Organisation. Les règles de gestion financières régissent notamment les entrées et les sorties de fonds du compte administratif, du compte spécial et du Fonds pour le partenariat de Bali. Le Conseil peut, dans son règlement intérieur, prévoir une procédure lui permettant de prendre, sans se réunir, des décisions sur des questions spécifiques.</p> <p>3. Le Conseil tient les archives dont il a besoin pour s'acquitter des fonctions que le présent accord lui confère."</p>

Article 12 – Décisions et recommandations du Conseil

"1. Le Conseil s'efforce de prendre toutes ses décisions et de faire toutes ses recommandations par consensus. À défaut de consensus, toutes les décisions et toutes les recommandations du Conseil sont adoptées par un vote à la majorité simple répartie, à moins que le présent accord ne prévoie un vote spécial.

2. Quand un membre invoque les dispositions du paragraphe 2 de l'article 11 et que ses voix sont utilisées à une séance du Conseil, ce membre est considéré, aux fins du paragraphe 1 du présent article, comme présent et votant."

Article 32 – Obligations générales des membres

"1. Pendant la durée du présent accord, les membres mettent tout en œuvre et coopèrent pour favoriser la réalisation de ses objectifs et pour éviter toute action qui y serait contraire.

2. Les membres s'engagent à accepter et à appliquer les décisions que le Conseil prend en vertu des dispositions du présent accord et veillent à s'abstenir d'appliquer des mesures qui auraient pour effet de limiter ou de contrecarrer ces décisions."

2) Comités**Article 26 – Institution de comités**

"1. Les comités ci-après sont institués par l'Accord en tant que comités de l'Organisation:

- a) Comité de l'information économique et de l'information sur le marché;
- b) Comité du reboisement et de la gestion forestière;
- c) Comité de l'industrie forestière;
- d) Comité financier et administratif.

2. Le Conseil peut, par un vote spécial, instituer les autres comités et organes subsidiaires qu'il juge appropriés et nécessaires.

3. Chaque comité est ouvert à la participation de tous les membres. Le règlement intérieur des comités est arrêté par le Conseil.

4. Les comités et organes subsidiaires visés aux paragraphes 1 et 2 du présent article sont responsables devant le Conseil et travaillent sous sa direction générale. Les réunions des comités et organes subsidiaires sont convoquées par le Conseil."

Article 27 – Fonctions des comités

"1. Les fonctions du Comité de l'information économique et de l'information sur le marché sont les suivantes:

- a) examiner de façon suivie la disponibilité et la qualité des statistiques et autres renseignements dont l'Organisation a besoin;
- b) analyser les données statistiques et les indicateurs spécifiques arrêtés par le Conseil pour la surveillance du commerce international des bois;
- c) suivre de manière continue le marché international des bois, sa situation courante et les perspectives à court terme sur la base des données visées à l'alinéa b) ci-dessus et d'autres informations pertinentes, y compris des informations sur les échanges hors statistiques;
- d) adresser des recommandations au Conseil sur le besoin et la nature d'études appropriées sur les bois tropicaux, y compris les prix, l'élasticité du marché, les produits de substitution, la commercialisation de nouveaux produits et les perspectives à long terme du marché international des bois d'œuvre tropicaux, suivre l'exécution des études demandées par le Conseil et les examiner;
- e) s'acquitter de toutes autres tâches qui lui sont confiées par le Conseil au sujet des aspects économiques, techniques et statistiques des bois;
- f) faciliter la coopération technique en faveur des pays membres en développement pour l'amélioration de leurs services statistiques pertinents.

	<p>2. Les fonctions du Comité du reboisement et de la gestion forestière sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) promouvoir la coopération entre les membres en tant que partenaires dans le développement des activités forestières dans les pays membres, notamment dans les domaines suivants: <ul style="list-style-type: none"> i) reboisement; ii) réhabilitation; iii) gestion forestière; b) encourager l'accroissement de l'assistance technique et du transfert de technologie vers les pays en développement dans les domaines du reboisement et de la gestion forestière; c) suivre les activités en cours dans ces domaines; déterminer et examiner les problèmes et les solutions possibles en coopération avec les organisations compétentes; d) examiner régulièrement les besoins futurs du commerce international des bois d'œuvre tropicaux et, sur cette base, déterminer et examiner les plans et les mesures possibles et appropriés dans les domaines du reboisement, de la réhabilitation et de la gestion forestière; e) faciliter le transfert de connaissances en matière de reboisement et de gestion forestière, avec l'aide des organisations compétentes; f) coordonner et harmoniser ces activités en vue d'une coopération dans le domaine du reboisement et de la gestion forestière, avec les activités pertinentes menées ailleurs, notamment sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), de la Banque mondiale, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), des banques régionales de développement et d'autres organisations compétentes. <p>3. Les fonctions du Comité de l'industrie forestière sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) promouvoir la coopération entre pays membres en tant que partenaires dans le développement des activités de transformation assurées par les pays membres producteurs, notamment dans les domaines suivants: <ul style="list-style-type: none"> i) développement de produits grâce au transfert de technologie; ii) mise en valeur des ressources humaines et formation; iii) normalisation de la nomenclature des bois tropicaux; iv) harmonisation des spécifications concernant les produits transformés; v) encouragement à l'investissement et aux coentreprises; vi) commercialisation, y compris la promotion des essences moins connues et moins employées; b) favoriser l'échange d'informations pour faciliter les changements structurels qu'implique la transformation accrue et plus poussée, dans l'intérêt de tous les pays membres, en particulier des pays membres en développement; c) suivre les activités en cours dans ce domaine, et déterminer et examiner les problèmes et leurs solutions possibles en coopération avec les organisations compétentes; d) encourager l'accroissement de la coopération technique pour la transformation des bois d'œuvre tropicaux au profit des pays membres producteurs.
--	---

	<p>4. Afin de promouvoir la conduite équilibrée des activités de l'Organisation concernant la politique générale et les projets, le Comité de l'information économique et de l'information sur le marché, le Comité du reboisement et de la gestion forestière et le Comité de l'industrie forestière doivent tous trois:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) assurer efficacement l'appréciation, le suivi et l'évaluation des avant-projets et des projets; b) faire des recommandations au Conseil sur les avant-projets et les projets; c) suivre l'exécution des avant-projets et des projets et assurer le rassemblement et la diffusion de leurs résultats aussi largement que possible, au profit de tous les membres; d) développer et proposer au Conseil des idées en matière de politique générale; e) examiner régulièrement les résultats des activités concernant les projets et la politique générale et faire des recommandations au Conseil sur le programme futur de l'Organisation; f) examiner régulièrement les stratégies, les critères et les domaines de priorité pour l'élaboration du programme et les travaux relatifs aux projets qui figurent dans le plan d'action de l'Organisation et recommander au Conseil les modifications nécessaires; g) tenir compte de la nécessité de renforcer la mise en place des capacités et la mise en valeur des ressources humaines dans les pays membres; h) effectuer toutes autres tâches en rapport avec les objectifs du présent accord qui leur sont confiées par le Conseil. <p>5. La recherche-développement est une fonction commune des comités visés aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent article ..."</p>
Amendements et Protocoles	<p>Article 42 – Amendements</p> <p>"1. Le Conseil peut, par un vote spécial, recommander aux membres un amendement au présent accord.</p> <p>2. Le Conseil fixe la date à laquelle les membres doivent avoir notifié au dépositaire qu'ils acceptent l'amendement.</p> <p>3. Un amendement entre en vigueur 90 jours après que le dépositaire a reçu des notifications d'acceptation de membres constituant au moins les deux tiers des membres producteurs et totalisant au moins 75% des voix des membres producteurs, et de membres constituant au moins les deux tiers des membres consommateurs et totalisant au moins 75% des voix des membres consommateurs.</p> <p>4. Après que le dépositaire a informé le Conseil que les conditions requises pour l'entrée en vigueur de l'amendement ont été satisfaites, et nonobstant les dispositions du paragraphe 2 du présent article relatives à la date fixée par le Conseil, tout membre peut encore notifier au dépositaire qu'il accepte l'amendement, à condition que cette notification soit faite avant l'entrée en vigueur de l'amendement.</p> <p>5. Tout membre qui n'a pas notifié son acceptation d'un amendement à la date à laquelle ledit amendement entre en vigueur cesse d'être partie au présent accord à compter de cette date, à moins qu'il n'ait prouvé au Conseil qu'il n'a pu accepter l'amendement en temps voulu par suite de difficultés rencontrées pour mener à terme sa procédure constitutionnelle ou institutionnelle et que le Conseil ne décide de prolonger pour ledit membre le délai d'acceptation. Ce membre n'est pas lié par l'amendement tant qu'il n'a pas notifié qu'il l'accepte.</p> <p>6. Si les conditions requises pour l'entrée en vigueur de l'amendement ne sont pas satisfaites à la date fixée par le Conseil conformément au paragraphe 2 du présent article, l'amendement est réputé retiré."</p>

M. ACCORD DES NATIONS UNIES SUR LES STOCKS DE POISSONS

1. L'Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons est l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS) du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs (Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons). L'article 4 dudit accord, qui concerne la relation entre cet accord et la Convention sur le droit de la mer, est libellé comme suit: "Aucune disposition du présent accord ne porte atteinte aux droits, à la juridiction et aux obligations des États en vertu de la Convention. Le présent accord est interprété et appliqué dans le contexte de la Convention et d'une manière compatible avec celle-ci."

Site Web	→ http://www.un.org/Depts/los/convention_agreements/convention_overview_fish_stocks.htm
Objectif	→ L'Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons vise à assurer la conservation à long terme et l'exploitation durable des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs en demandant aux États côtiers et aux États qui se livrent à la pêche en haute mer de coopérer à ces objectifs, soit directement soit par l'intermédiaire d'organisations ou d'arrangements sous-régionaux ou régionaux de gestion des pêcheries appropriés.
Date de la signature	5 août 1995
Entrée en vigueur	11 décembre 2001
Parties	77, y compris l'Union européenne
Membres de l'OMC	62 Parties à l'Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons sont aussi Membres de l'OMC.
Ouverture à d'autres Membres	<p>Article 37 – Signature "Le présent accord est ouvert à la signature de tous les États et des autres entités visées à l'article premier, paragraphe 2, lettre b) ..."</p> <p>Article 38 – Ratification "Le présent accord est soumis à ratification par les États et les autres entités visées à l'article premier, paragraphe 2, lettre b). ..."</p> <p>Article 39 – Adhésion "Le présent accord reste ouvert à l'adhésion des États et des autres entités visées à l'article premier, paragraphe 2, lettre b). ..."</p> <p>Article 1:2 b) – Emploi des termes et champ d'application "2. b) Le présent accord s'applique <i>mutatis mutandis</i>: i) à toute entité visée à l'article 305, paragraphe 1, lettres c), d) et e) de la Convention; et ii) sous réserve de l'article 47, à toute entité appelée "organisation internationale" à l'article premier de l'annexe IX de la Convention qui devient Partie au présent accord et, dans cette mesure, l'expression "États Parties" s'entend de ces entités." 3. Le présent Accord s'applique <i>mutatis mutandis</i> aux autres entités de pêche dont les navires se livrent à la pêche en haute mer.</p>

	<p>Article 305:1 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer – Signature</p> <p>"1. La Convention est ouverte à la signature:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) de tous les États; b) de la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie; c) de tous les États associés autonomes qui ont choisi ce régime par un acte d'autodétermination supervisé et approuvé par l'ONU, conformément à la Résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et qui ont compétence pour les matières dont traite la Convention, y compris la compétence pour conclure des traités sur ces matières; d) de tous les États associés autonomes qui, en vertu de leurs instruments d'association, ont compétence pour les matières dont traite la Convention, y compris la compétence pour conclure des traités sur ces matières; e) de tous les territoires qui jouissent d'une complète autonomie interne, reconnue comme telle par l'ONU, mais qui n'ont pas accédé à la pleine indépendance conformément à la Résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, et qui ont compétence pour les matières dont traite la Convention, y compris la compétence pour conclure des traités sur ces matières; f) des organisations internationales, conformément à l'annexe IX."
<p>Organes directeurs</p>	<p>Consultations informelles des États Parties</p> <p>→ L'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), dans sa Résolution 56/13 du 28 novembre 2001, a demandé au Secrétaire général de l'ONU de consulter les États Parties après l'entrée en vigueur de l'Accord, entre autres fins, notamment, d'étudier l'application de l'Accord aux plans sous-régional, régional et mondial; de lui présenter toute recommandation appropriée sur le champ et la teneur du rapport annuel du Secrétaire général relatif à l'Accord; et de préparer la conférence d'examen qu'il doit convoquer en vertu de l'article 36 de l'Accord. Les consultations informelles des États Parties ont eu lieu tous les ans à New York depuis 2002.</p> <p>Conférence d'examen</p> <p>→ L'Accord prévoit une conférence d'examen quatre ans après la date de son entrée en vigueur (article 36).</p> <p>Article 36</p> <p>"1. Quatre ans après la date d'entrée en vigueur du présent accord, le Secrétaire général de l'ONU convoquera une conférence en vue d'évaluer l'efficacité du présent accord pour assurer la conservation et la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrants. Le Secrétaire général invitera à la conférence tous les États Parties et les États et entités qui ont le droit de devenir Parties au présent accord ainsi que les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales qui ont le droit de participer en qualité d'observateur.</p> <p>2. La conférence examinera et évaluera dans quelle mesure les dispositions du présent accord sont bien adaptées et proposera, le cas échéant, les moyens d'en renforcer le contenu et les méthodes d'application afin de mieux s'attaquer aux problèmes qui pourraient continuer de nuire à la conservation et à la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrants."</p>

	<p>→ Conformément à l'article 36, l'Assemblée générale (Résolution 59/25, paragraphe 16) a demandé au Secrétaire général de convoquer une conférence d'examen de l'Accord au début de 2006. Cette conférence s'est tenue à New York du 22 au 26 mai 2006. Les participants à la conférence ont réfléchi aux moyens de donner pleinement effet à l'Accord, en examinant et en évaluant ses dispositions de fond, mais aussi en se mettant d'accord sur les recommandations à suivre pour en renforcer la mise en œuvre. Des recommandations ont été faites sur les points suivants: 1) la conservation et la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrants; 2) les mécanismes de coopération internationale, y compris la coopération avec des non-membres d'organisations ou d'arrangements régionaux de gestion de la pêche; 3) le suivi, le contrôle et la surveillance, ainsi que le respect et l'application; et 4) les États en développement et les non-parties. La conférence a également recommandé d'accroître le nombre de ratifications et d'adhésions en entretenant un dialogue permanent sur les craintes manifestées par certains États non parties au sujet de certaines dispositions de l'Accord. La conférence d'examen a également décidé de poursuivre les consultations officielles menées auprès des États parties et de continuer à examiner l'Accord jusqu'à ce qu'elle se réunisse à nouveau, d'ici à 2011, à une date qu'il conviendra de fixer lors d'une prochaine série de consultations officielles.</p> <p>La reprise de la conférence d'examen a eu lieu à New York du 24 au 28 mai 2010, conformément aux Résolutions 63/112 et 64/72 de l'Assemblée générale. La conférence a procédé à un examen de la mise en œuvre des recommandations adoptées par la conférence d'examen de 2006 et a adopté des recommandations supplémentaires qui faisaient fond sur les résultats obtenus en 2006 en vue de renforcer la teneur et les méthodes d'application des dispositions de l'Accord. À la reprise de la conférence d'examen, les participants ont décidé de poursuivre les consultations officielles des États parties à l'Accord et de garder l'Accord à l'étude jusqu'à la reprise de la conférence, en 2015 au plus tôt.</p>
<p>Amendements et Protocoles</p>	<p>Article 45 – Amendement</p> <p>"1. Tout État partie peut proposer, par voie de communication écrite adressée au Secrétaire général de l'ONU, des amendements au présent accord et demander la convocation d'une conférence chargée de les examiner. Le Secrétaire général transmet cette communication à tous les États Parties. Il convoque la conférence si, dans les six mois qui suivent la date de la transmission de la communication, la moitié au moins des États Parties répondent favorablement à cette demande.</p> <p>2. À moins qu'elle n'en décide autrement, la conférence d'amendement convoquée en application du paragraphe 1 applique la procédure de prise de décisions suivie par la Conférence des Nations Unies sur les stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et les stocks de poissons grands migrants. Elle ne devrait ménager aucun effort pour aboutir à un accord sur les amendements par voie de consensus et il ne devrait pas y avoir de vote sur ces amendements tant que tous les efforts en vue d'aboutir à un consensus n'auront pas été épuisés.</p> <p>3. Les amendements au présent accord, une fois adoptés, sont ouverts à la signature des États Parties au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York pendant une période de 12 mois à compter de la date de leur adoption, à moins que ces amendements n'en disposent autrement.</p> <p>4. Les articles 38, 39, 47 et 50 s'appliquent à tous les amendements au présent accord.</p> <p>5. Pour les États Parties qui les ont ratifiés ou y ont adhéré, les amendements au présent accord entrent en vigueur le trentième jour qui suit la date de dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion des deux tiers des États Parties. Par la suite, pour chaque État partie qui a ratifié un amendement ou y a adhéré après la date de dépôt du nombre requis d'instruments, cet amendement entre en vigueur le trentième jour qui suit la date de dépôt par l'État partie de son instrument de ratification ou d'adhésion.</p> <p>6. Un amendement peut prévoir que son entrée en vigueur requiert un nombre de ratifications ou d'adhésions moins élevé ou plus élevé que celui exigé par le présent article.</p> <p>7. Tout État qui devient partie au présent accord après l'entrée en vigueur d'amendements conformément au paragraphe 5 est, faute d'avoir exprimé une intention différente, considéré comme étant:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Partie au présent accord tel qu'il est amendé; et b) Partie à l'Accord non amendé au regard de tout État partie qui n'est pas lié par ces amendements."

N. CONVENTION DE ROTTERDAM SUR LA PROCEDURE DE CONSENTEMENT PREALABLE EN CONNAISSANCE DE CAUSE APPLICABLE A CERTAINS PRODUITS CHIMIQUES ET PESTICIDES DANGEREUX QUI FONT L'OBJET D'UN COMMERCE INTERNATIONAL

Site Web	http://www.pic.int/
Objectif	<p>Article premier – Objectif</p> <p>La Convention de Rotterdam a pour but d'encourager le partage des responsabilités et la coopération entre Parties dans le domaine du commerce international de certains produits chimiques dangereux, afin de protéger la santé des personnes et l'environnement contre des dommages éventuels, et afin de contribuer à l'utilisation écologiquement rationnelle de ces produits en facilitant l'échange d'informations sur leurs caractéristiques, en instituant un processus national de prise de décisions applicable à leur importation et à leur exportation et en assurant la communication de ces décisions aux Parties.</p>
Date de la signature	10 septembre 1998
Entrée en vigueur	24 février 2004
Parties	140
Membres de l'OMC	121 Parties à la Convention de Rotterdam sont aussi Membres de l'OMC.
Ouverture à d'autres Membres	<p>Article 24 – Signature</p> <p>"La présente Convention est ouverte à la signature de tous les États et organisations régionales d'intégration économique (...) [des 11-12 septembre 1998 au 10 septembre 1999]."</p> <p>Article 25 – Ratification, acceptation, approbation ou adhésion</p> <p>"1. La présente convention est soumise à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des États et des organisations régionales d'intégration économique. Elle est ouverte à l'adhésion des États et des organisations régionales d'intégration économique à compter du jour où elle cesse d'être ouverte à la signature. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du dépositaire.</p> <p>2. Toute organisation régionale d'intégration économique qui devient Partie à la présente convention sans qu'aucun de ses États membres n'y soit Partie est liée par toutes les obligations énoncées dans la Convention. Lorsqu'un ou plusieurs États membres d'une de ces organisations sont Parties à la Convention, l'organisation et ses États membres conviennent de leurs responsabilités respectives en ce qui concerne l'exécution des obligations qui leur incombent en vertu de la Convention. En pareil cas, l'organisation et ses États membres ne sont pas habilités à exercer concurremment leurs droits au titre de la Convention (...)."</p>
Organes directeurs	<p>Article 18 – Conférence des Parties</p> <p>"(...)</p> <p>5. La Conférence des Parties [CdP] suit et évalue en permanence l'application de la Convention. Elle s'acquitte des fonctions qui lui sont assignées par la Convention, et à cette fin:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) crée, conformément aux dispositions du paragraphe 6 ci-après, les organes subsidiaires qu'elle juge nécessaires à l'application de la Convention; b) coopère, s'il convient, avec les organisations internationales et les organes intergouvernementaux et non gouvernementaux compétents; c) examine et prend toutes les mesures qui pourraient être nécessaires à la réalisation des objectifs de la Convention.

	<p>6. La [CdP], à sa première réunion, crée un organe subsidiaire, dénommé Comité d'étude des produits chimiques, qui exercera les fonctions assignées par la Convention. À ce propos:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les membres du Comité d'étude des produits chimiques sont nommés par la [CdP]. Le Comité est composé d'un nombre limité de spécialistes de la gestion des produits chimiques, désignés par les gouvernements. Les membres du Comité sont nommés sur la base d'une répartition géographique équitable, pour qu'un équilibre soit assuré entre Parties pays développés et Parties pays en développement; b) la [CdP] décide du mandat, de l'organisation et du fonctionnement du Comité; c) le Comité ne s'épargne aucun effort pour adopter ses recommandations par consensus. Lorsque tous ses efforts restent vains et qu'aucun consensus n'est possible, les recommandations sont adoptées, en dernier recours, à la majorité des deux tiers des membres présents et votants." <p>→ À sa première réunion, en vertu des Décisions RC-1/6 et RC-1/7, la [CdP] a respectivement établi le Comité d'étude des produits chimiques (CEPC) et adopté les règles et procédure de prévention et de traitement des conflits d'intérêts se rapportant aux activités du Comité d'étude des produits chimiques.</p>
Amendements et Protocoles	<p>Article 21 – Amendements à la Convention</p> <p>"1. Toute Partie peut proposer des amendements à la présente convention.</p> <p>2. Les amendements à la présente convention sont adoptés à une réunion de la [CdP]. Le texte de tout projet d'amendement est communiqué aux Parties par le Secrétariat six mois au moins avant la réunion à laquelle il sera présenté pour adoption. Le Secrétariat communique aussi les projets d'amendement aux signataires de la présente convention et, à titre d'information, au dépositaire.</p> <p>3. Les Parties ne s'épargnent aucun effort pour parvenir à un accord par consensus sur tout amendement proposé à la présente convention. Si tous leurs efforts en ce sens ont été vains et qu'aucun accord n'est intervenu, l'amendement est adopté en dernier recours par un vote à la majorité des trois quarts des Parties présentes à la réunion et votantes.</p> <p>4. Le dépositaire présente l'amendement à toutes les Parties aux fins de ratification, d'acceptation ou d'approbation.</p> <p>5. La ratification, l'acceptation ou l'approbation d'un amendement est notifiée par écrit au dépositaire. Un amendement adopté conformément au paragraphe 3 entre en vigueur pour les Parties l'ayant accepté le quatre-vingt-dixième jour à compter de la date du dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation par les trois quarts au moins des Parties. Par la suite, l'amendement entre en vigueur pour toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour à compter de la date du dépôt par cette Partie de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de l'amendement."</p>

O. CONVENTION DE STOCKHOLM SUR LES POLLUANTS ORGANIQUES PERSISTANTS

Site Web	http://www.pops.int/
Objectif	<p>→ "Compte tenu de l'approche de précaution énoncée dans le Principe 15 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, l'objectif de la présente Convention est de protéger la santé humaine et l'environnement des polluants organiques persistants" (article premier).</p> <p>→ La Convention a pour but la réduction ou l'élimination des rejets de polluants organiques persistants (POP) dans l'environnement.</p>
Date de la signature	22 mai 2001
Entrée en vigueur	17 mai 2004

Parties	172
Membres de l'OMC	139 Parties à la Convention de Stockholm sont aussi Membres de l'OMC.
Ouverture à d'autres Membres	<p>Article 24 – Signature</p> <p>"La présente convention est ouverte à la signature de tous les États et organisations régionales d'intégration économique (...) [des 23-24 mai 2001 au 22 mai 2002]."</p> <p>Article 25 – Ratification, acceptation, approbation ou adhésion</p> <p>"1. La présente convention est soumise à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des États et des organisations régionales d'intégration économique. Elle est ouverte à l'adhésion des États et des organisations régionales d'intégration économique le lendemain du jour où elle cesse d'être ouverte à la signature. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du dépositaire.</p> <p>2. Toute organisation régionale d'intégration économique qui devient Partie à la présente convention sans qu'aucun de ses États membres n'y soit Partie est liée par toutes les obligations énoncées dans la Convention. Lorsqu'un ou plusieurs États membres d'une de ces organisations sont Parties à la Convention, l'organisation et ses États membres conviennent de leurs responsabilités respectives en ce qui concerne l'exécution des obligations qui leur incombent en vertu de la Convention. En pareil cas, l'organisation et ses États membres ne sont pas habilités à exercer concurremment leurs droits au titre de la Convention. (...)"</p>
Organes directeurs	<p>Article 19 – Conférence des Parties</p> <p>"(...)</p> <p>5. La Conférence des Parties [CdP] suit et évalue en permanence l'application de la présente convention. Elle s'acquitte des fonctions qui lui sont assignées par la Convention et, à cette fin:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) crée, conformément aux dispositions du paragraphe 6, les organes subsidiaires qu'elle juge nécessaires à l'application de la Convention; b) coopère, selon que de besoin, avec les organisations internationales et les organismes intergouvernementaux et non gouvernementaux compétents; c) examine périodiquement toutes les informations communiquées aux Parties en application de l'article 15, et étudie notamment l'efficacité du point iii) de l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 3; d) examine et prend toute autre mesure nécessaire à la réalisation des objectifs de la Convention. <p>6. La [CdP] crée, à sa première réunion, un organe subsidiaire dénommé Comité d'étude des polluants organiques persistants, qui exerce les fonctions qui lui sont confiées en vertu de la Convention. À cet égard:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les membres du Comité d'étude des polluants organiques persistants sont nommés par la [CdP]. Le Comité est composé de spécialistes de l'évaluation ou de la gestion des substances chimiques désignés par les gouvernements. Les membres du Comité sont nommés sur la base d'une répartition géographique équitable; b) la [CdP] décide du mandat, de l'organisation et du fonctionnement du Comité;

	<p>c) le Comité n'épargne aucun effort pour adopter ses recommandations par consensus. Lorsque tous ses efforts restent vains et qu'aucun consensus n'est possible, ses recommandations sont adoptées, en dernier recours, à la majorité des deux tiers des membres présents et votants.</p> <p>7. La [CdP] évalue, à sa troisième réunion, la nécessité du maintien de la procédure prévue à l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 3, en examinant notamment son efficacité. (...)." <p>→ À sa première réunion, en vertu des Décisions SC-1/7 et SC-1/8, la CdP a, respectivement, établi le Comité d'étude des polluants organiques persistants (CEPOP) et adopté les "règles de procédure pour la prévention et le traitement des conflits d'intérêts se rapportant aux activités du Comité d'étude des polluants organiques persistants".</p> </p>
Amendements et Protocoles	<p>Article 21 – Amendements à la Convention</p> <p>"1. Toute Partie peut proposer des amendements à la présente convention.</p> <p>2. Les amendements à la Convention sont adoptés lors d'une réunion de la [CdP]. Le texte de toute proposition d'amendement est communiqué aux Parties par le Secrétariat six mois au moins avant la réunion à laquelle il est présenté pour adoption. Le Secrétariat communique aussi les propositions d'amendement aux signataires de la Convention et, à titre d'information, au dépositaire.</p> <p>3. Les Parties n'épargnent aucun effort pour parvenir à un accord par consensus sur toute proposition d'amendement à la présente convention. Si tous les efforts en ce sens sont demeurés vains, l'amendement est adopté en dernier recours par un vote à la majorité des trois quarts des Parties présentes et votantes.</p> <p>4. Le dépositaire communique l'amendement à toutes les Parties aux fins de ratification, d'acceptation ou d'approbation.</p> <p>5. La ratification, l'acceptation ou l'approbation d'un amendement est notifiée par écrit au dépositaire. Tout amendement adopté conformément au paragraphe 3 entre en vigueur pour les Parties l'ayant accepté le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation par les trois quarts au moins des Parties. Par la suite, l'amendement entre en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt par cette Partie de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de l'amendement."</p>

II. MESURES LIÉES AU COMMERCE

A. CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX

Article V – Certification phytosanitaire	<p>"1. Chaque partie contractante prendra les dispositions nécessaires concernant la certification phytosanitaire, dans le but de garantir que les envois de végétaux, produits végétaux et autres articles réglementés exportés soient conformes à la déclaration de certification à effectuer en vertu du paragraphe 2 b) du présent article.</p> <p>2. Chaque partie contractante prendra les dispositions nécessaires pour délivrer des certificats phytosanitaires conformes aux dispositions suivantes:</p> <p>a) l'inspection et les autres activités nécessaires à l'établissement des certificats phytosanitaires ne pourront être confiées qu'à l'organisation nationale de la protection des végétaux ou des personnes placées sous son autorité directe. La délivrance des certificats phytosanitaires sera confiée à des fonctionnaires techniquement qualifiés et dûment autorisés par l'organisation nationale de la protection des végétaux pour agir pour son compte et sous son contrôle, disposant des connaissances et des renseignements nécessaires de telle sorte que les autorités des parties contractantes importatrices puissent accepter les certificats phytosanitaires comme des documents dignes de foi;</p>
---	---

	<p>b) les certificats phytosanitaires, ou leur version électronique si celle-ci est acceptée par la partie contractante importatrice, devront être libellés conformément aux modèles reproduits en annexe à la présente convention. Ces certificats seront établis et délivrés en prenant en considération les normes internationales en vigueur;</p> <p>c) les corrections ou suppressions non certifiées invalideront les certificats.</p> <p>3. Chaque partie contractante s'engage à ne pas exiger, pour accompagner les envois de végétaux, produits végétaux ou autres articles réglementés importés dans son territoire, de certificats phytosanitaires non conformes aux modèles reproduits en annexe à la présente convention. Toute déclaration supplémentaire exigée devra être justifiée d'un point de vue technique."</p>
Article VII – Dispositions concernant les importations	<p>"1. Les parties contractantes ont le pouvoir souverain de réglementer, conformément aux accords internationaux en vigueur, l'importation de végétaux, produits végétaux et autres articles réglementés, afin d'empêcher l'introduction et/ou la dissémination d'organismes nuisibles réglementés sur leur territoire et, à cette fin, elles peuvent:</p> <p>a) prescrire et adopter des mesures phytosanitaires concernant l'importation des végétaux, des produits végétaux et d'autres articles réglementés, notamment l'inspection, l'interdiction d'importer et le traitement;</p> <p>b) interdire l'entrée ou détenir, ou exiger le traitement, la destruction ou le refoulement hors du pays de la partie contractante, des envois de végétaux, produits végétaux et autres articles réglementés qui ne sont pas conformes aux mesures phytosanitaires prescrites ou adoptées aux termes de l'alinéa a) ci-dessus;</p> <p>c) interdire ou restreindre l'entrée sur leur territoire des organismes nuisibles réglementés;</p> <p>d) interdire ou restreindre l'entrée sur leur territoire d'agents de lutte biologique et d'autres organismes d'importance phytosanitaire réputés bénéfiques.</p> <p>2. Afin d'entraver le moins possible le commerce international, chaque partie contractante, dans l'exercice de son pouvoir aux termes du paragraphe 1 du présent article, s'engage à agir en se conformant aux dispositions suivantes:</p> <p>a) les parties contractantes ne doivent prendre, en vertu de leur réglementation phytosanitaire, aucune des mesures mentionnées au paragraphe 1 du présent article, à moins que celles-ci ne répondent à des nécessités d'ordre phytosanitaire et ne soient techniquement justifiées;</p> <p>b) les parties contractantes doivent, immédiatement après les avoir adoptées, publier et communiquer les exigences, restrictions et interdictions phytosanitaires à toute partie contractante ou aux parties qu'elles jugent pouvoir être directement affectées par de telles mesures;</p> <p>c) les parties contractantes devront, sur demande, faire connaître à toute partie contractante les raisons de ces exigences, restrictions et interdictions phytosanitaires;</p> <p>d) toute partie contractante qui limite les points d'entrée pour l'importation de certains végétaux ou produits végétaux doit choisir lesdits points de manière à ne pas entraver sans nécessité le commerce international. La partie contractante doit publier une liste desdits points et la communiquer au Secrétaire, à toute organisation régionale de la protection des végétaux à laquelle la partie contractante pourrait appartenir, à toute partie contractante que la partie contractante juge pouvoir être directement affectée et aux autres parties contractantes qui en font la demande. Toute restriction de cet ordre ne sera autorisée que si les végétaux, produits végétaux ou autres articles réglementés en cause sont accompagnés de certificats phytosanitaires ou soumis à une inspection ou à un traitement;</p> <p>e) toute inspection ou autre procédure phytosanitaire requise par l'organisation de la protection des végétaux d'une partie contractante pour un envoi de végétaux, produits végétaux ou autres articles réglementés destiné à l'importation doit s'effectuer dans le plus bref délai possible, en tenant dûment compte de leur nature périssable;</p>

- f) les parties contractantes importatrices devront signaler dès que possible à la partie contractante exportatrice concernée ou, le cas échéant, à la partie contractante réexportatrice concernée les cas importants de non-conformité à la certification phytosanitaire. La partie contractante exportatrice ou, le cas échéant, la partie contractante réexportatrice concernée, procédera à des recherches et communiquera, sur demande, les résultats de celles-ci à la partie contractante importatrice concernée;
- g) les parties contractantes doivent instituer uniquement les mesures phytosanitaires qui sont techniquement justifiées et adaptées aux risques encourus, qui représentent les mesures les moins restrictives possibles et qui entravent au minimum les mouvements internationaux de personnes, de marchandises et de moyens de transport;
- h) à mesure que la situation évolue et que des faits nouveaux interviennent, les parties contractantes doivent s'assurer dans les plus brefs délais que les mesures phytosanitaires sont modifiées ou supprimées si elles s'avèrent inutiles;
- i) les parties contractantes doivent, du mieux qu'elles le peuvent, dresser et tenir à jour les listes d'organismes nuisibles réglementés, désignés par leur nom scientifique, et adresser périodiquement de telles listes au Secrétaire, aux organisations régionales de la protection des végétaux quand elles sont membres et, sur demande, à d'autres parties contractantes;
- j) les parties contractantes surveilleront, du mieux qu'elles le peuvent, les organismes nuisibles et tiendront à jour des informations adéquates sur leur situation afin de faciliter leur catégorisation et la prise de mesures phytosanitaires appropriées. Les informations seront portées, sur demande, à la connaissance des parties contractantes.

3. Les parties contractantes peuvent appliquer les mesures prévues dans le présent article à des organismes nuisibles qui ne seront probablement pas capables de s'établir sur leurs territoires mais qui, s'ils étaient introduits, pourraient provoquer des dégâts d'importance économique. Les mesures prises pour lutter contre les organismes nuisibles doivent être techniquement justifiées.

4. Les parties contractantes peuvent appliquer les dispositions du présent article aux envois en transit sur leurs territoires uniquement lorsque de telles mesures sont justifiées d'un point de vue technique et nécessaires pour empêcher l'introduction et/ou la dissémination des organismes nuisibles.

5. Aucune disposition du présent article n'empêche les parties contractantes importatrices de prendre des mesures particulières, sous réserve des garanties appropriées, concernant l'importation aux fins de la recherche scientifique, à des fins éducatives ou à des usages spécifiques, de végétaux et produits végétaux et autres articles réglementés, ainsi que d'organismes nuisibles.

6. Aucune disposition du présent article n'empêche les parties contractantes de prendre des mesures d'urgence appropriées suite à la détection d'un organisme nuisible représentant des menaces potentielles pour leur territoire, ou suite à un rapport concernant une telle détection. Toute mesure de cet ordre doit être évaluée dès que possible afin de s'assurer que sa poursuite est justifiée. Les mesures ainsi prises doivent être immédiatement signalées aux parties contractantes concernées, au Secrétaire, et à toute organisation régionale de la protection des végétaux dont la partie contractante est membre."

→ Les mesures phytosanitaires, fondées sur les normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP), sont établies et déterminées par les gouvernements nationaux, ce qui signifie qu'il n'y a aucune mesure phytosanitaire mondiale ou régionale qui soit obligatoire.

Article X Normes	<p>"1. Les parties contractantes s'engagent à coopérer à l'élaboration de normes internationales, conformément aux procédures adoptées par la Commission.</p> <p>2. Ces normes internationales seront adoptées par la Commission.</p> <p>3. Les normes régionales devraient être conformes aux principes de la présente Convention; ces normes peuvent être déposées auprès de la Commission pour examen afin d'envisager de les transformer en normes internationales pour les mesures phytosanitaires si elles sont plus largement applicables.</p> <p>4. Les parties contractantes devraient tenir compte, le cas échéant, des normes internationales lorsqu'elles entreprennent des activités liées à la présente Convention."</p> <p>→ Outre ce qui précède, la CIPV est désignée comme l'organisme d'élaboration des normes phytosanitaires pour l'Accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS).</p>
Exemples de normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP) adoptées en vertu de la CIPV qui concernent le commerce	<p>NIMP n° 01 (2006): Principes phytosanitaires pour la protection des végétaux et l'application de mesures phytosanitaires dans le cadre du commerce international</p> <p>NIMP n° 02 (2007): Cadre de l'analyse du risque phytosanitaire</p> <p>NIMP n° 03 (2005): Directives pour l'exportation, l'expédition, l'importation et le lâcher d'agents de lutte biologique et autres organismes utiles</p> <p>NIMP n° 04 (1995): Exigences pour l'établissement de zones indemnes</p> <p>NIMP n° 05 (2010): Glossaire des termes phytosanitaires</p> <p>NIMP n° 06 (1997): Directives pour la surveillance</p> <p>NIMP n° 07 (1997): Système de certification à l'exportation</p> <p>NIMP n° 08 (1998): Détermination de la situation d'un organisme nuisible dans une zone</p> <p>NIMP n° 09 (1998): Directives pour les programmes d'éradication des organismes nuisibles</p> <p>NIMP n° 10 (1999): Exigences pour l'établissement de lieux et sites de production exempts d'organismes nuisibles</p> <p>NIMP n° 11 (2004): Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine, incluant l'analyse des risques pour l'environnement et des organismes vivants modifiés</p> <p>NIMP n° 12 (2001): Directives pour les certificats phytosanitaires</p> <p>NIMP n° 14 (2002): L'utilisation de mesures intégrées dans une approche systémique du risque phytosanitaire</p> <p>NIMP n° 15 (2009): Réglementation des matériaux d'emballage en bois utilisés dans le commerce international</p> <p>NIMP n° 16 (2002): Organismes réglementés non de quarantaine: concept et application</p> <p>NIMP n° 17 (2002): Signalement d'organismes nuisibles</p> <p>NIMP n° 18 (2003): Directives pour l'utilisation de l'irradiation comme mesure phytosanitaire</p> <p>NIMP n° 20 (2004): Directives pour un système phytosanitaire de réglementation des importations</p> <p>NIMP n° 21 (2004): Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes réglementés non de quarantaine</p> <p>NIMP n° 22 (2005): Exigences pour l'établissement de zones à faible prévalence d'organismes nuisibles</p> <p>NIMP n° 23 (2005): Directives pour l'inspection</p> <p>NIMP n° 24 (2005): Directives pour la détermination et la reconnaissance de l'équivalence de mesures phytosanitaires</p> <p>NIMP n° 25 (2006): Envois en transit</p> <p>NIMP n° 26 (2006): Établissement de zones exemptes de mouches de fruits (Tephritidae)</p> <p>NIMP n° 27 (2006): Protocoles de diagnostic pour les organismes nuisibles réglementés</p>

	<p>NIMP n° 28 (2009): Traitements phytosanitaires contre les organismes nuisibles réglementés</p> <p>NIMP n° 29 (2007): Reconnaissance de zones exemptes et de zones à faible prévalence d'organismes nuisibles</p> <p>NIMP n° 30 (2008): Établissement de zones à faible prévalence de mouches de fruits (Tephritidae)</p> <p>NIMP n° 31 (2008): Méthodes d'échantillonnage des envois</p> <p>NIMP n° 32 (2009): Classification des marchandises selon le risque sanitaire qu'elles présentent</p> <p>NIMP n° 34 (2010): Conception et fonctionnement des stations de quarantaine post-entrée pour les végétaux</p>
--	--

B. CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DES THONIDES DE L'ATLANTIQUE (ICCAT)

1. L'ICCAT n'est pas un organe de réglementation; toutefois, les Recommandations et les Résolutions concernant la réglementation relative à la conservation des thonidés et des espèces voisines dans l'océan Atlantique et les mers adjacentes doivent être, une fois adoptées par la Commission, mises en œuvre au niveau national par les parties contractantes et les Parties, entités ou entités de pêche non contractantes coopérantes. Les Recommandations sont les seuls instruments ayant force exécutoire. Elles sont assorties d'un délai de six mois pendant lequel les parties contractantes peuvent présenter des objections (voir l'article VIII:3), et entrent en vigueur après ce délai d'objection de six mois. Les Résolutions constituent le second instrument utilisé par la Commission, mais elles ne sont pas assorties d'un délai d'objection. Le nombre de Résolutions et de Recommandations adoptées chaque année par la Commission a augmenté. Parmi celles-ci, on notera:

1. Résolutions

<p>Résolution 99-11 Mesures supplémentaires contre la pêche IUU</p>	<p>Résolution sur des mesures supplémentaires à l'encontre des activités de pêche illégales, non réglementées et non déclarées des grands palangriers dans la zone de la Convention et dans d'autres zones (communiquée aux parties contractantes le 16 décembre 1999)</p> <p>"... 2. Les parties contractantes et les Parties, entités et entités de pêche non contractantes coopérantes prendront toutes les mesures possibles, dans le cadre de leur législation applicable,</p> <p>i. pour presser les importateurs, transporteurs et autres secteurs concernés afin qu'ils s'abstiennent de négocier et de transborder des thonidés et espèces voisines pris par des bateaux pratiquant des activités de pêche illégales, non réglementées et non déclarées dans la zone de la Convention et dans d'autres zones. ..."</p>
<p>Résolution 01-18 Définition de la portée de la pêche IUU</p>	<p>Résolution pour mieux définir la portée de la pêche IUU (communiquée aux parties contractantes le 22 mars 2002)</p> <p>"... Les parties contractantes et les Parties, entités et entités de pêche non contractantes coopérantes prendront toutes les mesures nécessaires, cohérentes avec la législation pertinente, pour instruire leurs importateurs, transporteurs et autres secteurs commerciaux concernés d'avoir à s'abstenir de prendre part au commerce et au transbordement des thonidés et d'espèces voisines pris par des bateaux pratiquant des activités de pêche illicites, non réglementées et non déclarées, qui comprendront entre autres toute pêche non conforme aux mesures pertinentes de conservation et de gestion de l'ICCAT, dans la zone de la Convention et dans d'autres zones."</p>

<p>Résolution 02-25 Mesures visant à empêcher le blanchiment des captures des grands palangriers thoniers pratiquant la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (IUU)</p>	<p>Résolution concernant les mesures visant à empêcher le blanchiment des captures des grands palangriers thoniers pratiquant la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (IUU) (entrée en vigueur le 3 juin 2003)</p> <p>"... 1. Les parties contractantes, les Parties, entités ou entités de pêche non contractantes coopérantes (ci-après désignées comme "CPC") devraient s'assurer que leurs grands thoniers palangriers dûment détenteurs de licences disposent d'une autorisation préalable de transbordement en mer ou au port et obtiennent le document statistique validé, dans la mesure du possible, avant le transbordement de thonidés et d'espèces voisines relevant des programmes de document statistique. Elles devraient également veiller à ce que les transbordements concordent avec le montant des captures déclaré de chaque bateau en validant le document statistique et exiger la déclaration de transbordement.</p> <p>2. Les CPC qui importent des thonidés et des espèces voisines capturés par des grands thoniers palangriers et relevant des programmes de document statistique devraient demander aux transporteurs (qui incluent les cargos, les bateaux-gigogne et apparentés) ayant l'intention de débarquer ces espèces dans leurs ports de s'assurer que les documents statistiques soient émis, dans la mesure du possible, avant le transbordement. Les CPC importatrices devraient obliger les transporteurs à soumettre aux autorités des CPC importatrices les documents nécessaires, y compris un exemplaire du document statistique validé et d'autres documents, selon les exigences de la réglementation nationale, comme le bordereau de transbordement, immédiatement après le transbordement."</p>
<p>Résolution 02-26 Mesures coopératives visant à éliminer les activités de pêche IUU des grands palangriers thoniers</p>	<p>Résolution concernant des mesures coopératives visant à éliminer les activités de pêche illicites, non déclarées et non réglementées (IUU) des grands palangriers thoniers (LSTLV) (entrée en vigueur le 3 juin 2003)</p> <p>"... 1. Le Japon et le Taipei chinois devraient poursuivre leur collaboration pour éliminer les LSTLV-IUU qui continuent d'appartenir et/ou d'être opérés par des résidents du Taipei chinois.</p> <p>2. Le Japon devrait coopérer étroitement avec les États de pavillon des LSTLV et, si nécessaire, prendre des mesures conjointes de façon à mettre en œuvre la Recommandation sans heurts et de manière satisfaisante, et à atteindre l'objectif énoncé au paragraphe 1 ci-dessus.</p> <p>3. La Commission exhorte le Taipei chinois à envisager d'adopter la législation nationale appropriée afin d'améliorer son aptitude à contrôler ses résidents qui investissent, appuient ou pratiquent la pêche IUU.</p> <p>4. Les parties contractantes, les Parties, entités ou entités de pêche non contractantes coopérantes devraient exhorter et peuvent donner pour instructions à leurs résidents de s'abstenir de se livrer et/ou de s'associer à des activités susceptibles de venir en aide aux palangriers thoniers IUU, ou à toute autre activité qui nuit à l'efficacité des mesures de conservation et de gestion de l'ICCAT."</p>
<p>Résolution 03-15 Mesures commerciales</p>	<p>Résolution concernant les mesures commerciales (communiquée aux parties contractantes le 19 décembre 2003)</p> <p>"... 6. Le Comité d'application (Comité d'application des mesures de conservation et de gestion) ou le PWG (Groupe de travail permanent sur l'amélioration des statistiques et des mesures de conservation de l'ICCAT) devrait évaluer la réponse des CPC (parties contractantes et Parties, entités ou entités de pêche non contractantes coopérantes) ou NCP (Parties, entités ou entités de pêche non contractantes), avec toute nouvelle information, et proposer à la Commission de se prononcer sur l'une des actions suivantes: ...</p> <p>c) l'adoption de mesures commerciales restrictives non discriminatoires.</p> <p>Dans le cas des CPC, des mesures telles que la réduction des quotas ou des limites de capture existants devraient être mises en œuvre dans toute la mesure du possible avant d'envisager l'application de mesures commerciales restrictives. Les mesures commerciales ne devraient être envisagées que si ces actions se sont avérées infructueuses ou ne seraient pas efficaces.</p> <p>7. Si la Commission décide d'entreprendre l'action décrite au paragraphe 6 c), elle devrait recommander aux parties contractantes, aux termes de l'article VIII de la Convention, de prendre des mesures commerciales restrictives non discriminatoires, conformément à leurs obligations internationales. La Commission devrait notifier aux CPC et aux NCP concernées la décision et les raisons sous-jacentes conformément aux procédures stipulées au paragraphe 5.</p> <p>8. Les CPC devraient informer la Commission de toutes les mesures prises pour mettre en œuvre les mesures commerciales restrictives non discriminatoires adoptées en vertu du paragraphe 7.</p>

	<p>9. Pour que la Commission puisse recommander la levée des mesures commerciales restrictives, le Comité d'application ou le PWG devrait examiner, tous les ans, toutes les mesures commerciales restrictives adoptées conformément au paragraphe 7. Si cet examen indique que la situation a été rectifiée, le Comité d'application ou le PWG devrait recommander à la Commission la levée des mesures commerciales restrictives non discriminatoires. Ces décisions devraient aussi prendre en compte la question de savoir si les CPC et/ou NCP concernées ont pris des mesures concrètes à même d'améliorer durablement la situation.</p> <p>10. Lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient ou lorsque l'information disponible indique clairement que, malgré la levée des mesures commerciales restrictives, la CPC ou NCP concernée continue à nuire à l'efficacité des mesures de conservation et de gestion de l'ICCAT, la Commission pourra immédiatement décider de la mesure à prendre, y compris, selon le cas, l'imposition de mesures commerciales restrictives conformément au paragraphe 7. Avant de prendre une telle décision, la Commission devrait demander à la CPC ou NCP concernée de mettre un terme à son acte délictueux et devrait donner à la CPC ou à la NCP une opportunité raisonnable de répondre.</p> <p>11. La Commission devrait établir, tous les ans, une liste des CPC et NCP qui ont fait l'objet de mesures commerciales restrictives conformément au paragraphe 7 et, en ce qui concerne les NPC, qui sont considérées comme des parties non contractantes non coopérantes à l'ICCAT ..."</p>
--	---

2. Recommandations

Recommandation 96-14 Application dans les pêcheries de thon rouge et d'espadon Nord-Atlantique	<p>Recommandation sur l'application dans les pêcheries de thon rouge de l'Atlantique et d'espadon de l'Atlantique Nord (entrée en vigueur le 4 août 1997)</p> <p>"... 3. ... si une partie contractante dépasse sa limite de capture pendant deux périodes de gestion consécutives, la Commission recommandera les mesures appropriées. Celles-ci pourront comprendre, sans s'y limiter, une réduction de la limite de capture égale à un minimum de 125% de la surproduction et si nécessaire, des mesures commerciales restrictives. Les mesures commerciales prévues à cet alinéa consisteront en une restriction des importations de l'espèce concernée et seront conformes aux obligations internationales de chaque partie. La durée d'application des mesures commerciales et les conditions de leur application seront déterminées par la Commission."</p> <p>→ Cette recommandation a été étendue aux pêcheries d'espadon de l'Atlantique Sud depuis le 24 septembre 1998 (Recommandation 97-8 – Application dans la pêcherie d'espadon de l'Atlantique Sud).</p>
Recommandation 02-17 Bolivie: suite à la Résolution IUU de 1998	<p>Recommandation concernant la Bolivie faisant suite à la Résolution de 1998 relative aux prises non déclarées et non réglementées de thonidés par les grands palangriers thoniers dans la zone de la Convention (entrée en vigueur le 3 juin 2003)</p> <p>"1. Les parties contractantes et les Parties, entités ou entités de pêche non contractantes coopérantes prendront les mesures pertinentes et cohérentes avec les dispositions de la Résolution de 1998 à l'effet d'interdire l'importation de thon obèse de l'Atlantique et de ses produits, sous quelque forme que ce soit, en provenance de la Bolivie, et ce à partir de l'entrée en vigueur de la présente recommandation."</p> <p>→ La Résolution de 1998 mentionnée dans cet alinéa a été remplacée par la Résolution de l'ICCAT concernant les mesures commerciales (Résolution 03-15 ci-dessus).</p>
Recommandation 02-20 Sanction commerciale frappant Saint-Vincent-et-les Grenadines	<p>Recommandation concernant la sanction commerciale frappant Saint-Vincent-et-les Grenadines (entrée en vigueur le 3 juin 2003)</p> <p>"... 2. Les parties contractantes et les Parties, entités ou entités de pêche non contractantes coopérantes aideront Saint-Vincent-et-les Grenadines à s'assurer que les armateurs et les opérateurs de ses grands bateaux de pêche n'ont pas d'antécédents d'activités de pêche illicite, non déclarée et non réglementée ou à ce que les armateurs et opérateurs précédents n'ont pas d'intérêts juridiques, bénéficiaires ou financiers dans ces navires, ni n'exercent de contrôle sur ceux-ci."</p>

Recommandation 02-22 Établissement d'un registre ICCAT des bateaux mesurant plus de 24 m autorisés à pêcher dans la zone de la Convention	Recommandation concernant l'établissement d'un registre ICCAT des bateaux mesurant plus de 24 mètres autorisés à pêcher dans la zone de la Convention (liste positive) (entrée en vigueur le 3 juin 2003) <p>"... 1. La Commission devra établir et maintenir un registre ICCAT des bateaux de pêche mesurant plus de 24 m de longueur hors tout (ci-après dénommés "Grands bateaux de pêche" ou "LSFV") habilités à pêcher des thonidés et des espèces apparentées dans la zone de la Convention. Aux fins de cette recommandation, les LSFV ne figurant pas dans ce registre sont considérés comme n'étant pas habilités à pêcher, retenir à bord, transborder ou débarquer des thonidés ou des espèces apparentées ..."</p>
Recommandation 02-23 Établissement d'une liste de navires présumés avoir exercé des activités de pêche illicites, non déclarées et non réglementées dans la zone de la Convention	Recommandation visant l'établissement d'une liste de navires présumés avoir exercé des activités de pêche illicites, non déclarées et non réglementées dans la zone de la Convention (liste négative) (entrée en vigueur le 4 juin 2003) <p>"... 9. Les parties contractantes et les Parties, entités ou entités de pêche non contractantes coopérantes prendront toutes les mesures nécessaires, dans le cadre de leur législation applicable:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) pour que les navires de pêche, les navires mère et les navires de transport arborant leur pavillon ne participent pas à des activités de transbordement avec des navires inscrits sur la liste IUU; b) pour que les navires IUU qui accèdent volontairement au port ne soient pas autorisés à y débarquer ou à transborder; c) pour interdire l'affrètement d'un navire inscrit sur la liste IUU; d) pour refuser d'accorder leur pavillon à des navires inclus sur la liste IUU, excepté dans le cas où le navire a changé de propriétaire effectif et où le nouveau propriétaire peut établir de manière probante que le propriétaire ou l'exploitant précédent n'a plus d'intérêts juridiques, financiers ou de fait dans le navire, ni n'exerce de contrôle sur celui-ci; ayant pris en compte tous les faits pertinents, la partie contractante ou Partie, entité ou entité de pêche non contractante coopérante de pavillon détermine que le fait d'accorder le pavillon à un navire n'entraînera pas la pêche IUU; e) pour interdire les importations, le débarquement et/ou le transbordement de thonidés ou d'espèces voisines en provenance de navires inscrits sur la liste IUU; f) pour encourager les importateurs, transporteurs et autres secteurs concernés, afin qu'ils s'abstiennent de négocier et de transborder des thonidés et espèces voisines pris par des navires inscrits sur les listes IUU; g) pour recueillir et échanger avec les autres parties contractantes et les Parties, entités ou entités de pêche non contractantes coopérantes toute information pertinente dans le but de rechercher, de contrôler ou de prévenir les faux certificats d'importation/exportation de thonidés ou d'espèces voisines en provenance de navires inscrits sur la liste IUU ... <p>12. Sans préjudice des droits des parties contractantes ou Parties, entités ou entités de pêche non-contractantes coopérantes de pavillon et des États côtiers à intervenir conformément au droit international, les parties contractantes et les Parties, entités ou entités de pêche non contractantes coopérantes ne prendront aucune mesure commerciale unilatérale ou autres sanctions à l'encontre des navires provisoirement inclus dans le projet de liste IUU, conformément au paragraphe 3, ou qui ont déjà été retirés de la liste, conformément au paragraphe 6, aux motifs que ces navires exercent des activités de pêche IUU."</p>
Recommandation 03-16 Mesures supplémentaires contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée	Recommandation visant à adopter des mesures supplémentaires contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (entrée en vigueur le 19 juin 2004) <p>"... Conformément à leurs droits et obligations en vertu du droit international, les parties contractantes et les Parties, entités ou entités de pêche non contractantes coopérantes (ci-après dénommées "CPC") prennent les mesures nécessaires en vue d'interdire les débarquements des navires de pêche, les mises en cage aux fins d'élevage et/ou le transbordement, sous leur juridiction, de thonidés ou d'espèces apparentées capturés dans le cadre d'activités de pêche IUU."</p>

Recommandation 03-18 Mesures commerciales restrictives sur le thon rouge à l'encontre de la Géorgie	Recommandation concernant les mesures commerciales restrictives sur le thon rouge à l'encontre de la Géorgie (entrée en vigueur le 19 juin 2004) <p>"... 1. Les parties contractantes et Parties, entités ou entités de pêche non contractantes coopérantes prennent les mesures appropriées, conformément aux dispositions de la Résolution [98-18], pour interdire l'importation de thon obèse de l'Atlantique et de ses produits, sous quelque forme que ce soit, en provenance de la Géorgie, à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Recommandation.</p> <p>2. Les parties contractantes et Parties, entités ou entités de pêche non contractantes coopérantes lèvent l'interdiction d'importation concernant la Géorgie dès que la Commission aura décidé, et que le Secrétaire exécutif de l'ICCAT leur aura notifié, que les activités de pêche de la Géorgie ont été alignées sur les mesures de l'ICCAT."</p>
Recommandation 04-13 Levée des sanctions commerciales contre la Guinée équatoriale	Recommandation sur la levée des sanctions commerciales contre la Guinée équatoriale (entrée en vigueur le 13 juin 2005) <p>"... 1. Les parties contractantes et les Parties, entités ou entités de pêche non contractantes coopérantes (CPC) devront lever l'interdiction frappant les importations de thon obèse de l'Atlantique et de thon rouge de l'Atlantique et de leurs produits, qui était imposée à la Guinée équatoriale en application des Recommandations de 1999 et de 2000.</p> <p>2. Nonobstant les dispositions de l'article VIII, paragraphe 2, de la Convention, les CPC mettront en œuvre la présente recommandation le plus tôt possible, conformément à leur procédure réglementaire.</p> <p>3. Le Secrétariat de l'ICCAT continuera à prêter à la Guinée équatoriale l'assistance technique nécessaire pour la mise en œuvre d'un système d'information statistique des pêcheries afin que ce pays puisse se conformer pleinement aux exigences de l'ICCAT en matière de présentation des données statistiques."</p>
Recommandation 06-07 Engraissement du thon rouge [rec. 04-06]	Recommandation de l'ICCAT amendant la recommandation sur l'engraissement du thon rouge [rec. 04-06] (entrée en vigueur le 13 juin 2006) <p>... "9. g) Chaque CPC devra prendre les mesures nécessaires, sous sa législation applicable, afin d'interdire les importations et la vente de thon rouge en provenance d'établissements d'engraissement qui ne sont pas enregistrés sur le Registre ICCAT des établissements d'engraissement autorisés à opérer ainsi que de ceux qui ne respectent pas les obligations en matière d'échantillonnage prévues au paragraphe 2 b) et/ou qui ne participent pas au programme d'échantillonnage visé au paragraphe 2 b) ..."</p>
Recommandation 01-21 Programme ICCAT de document statistique thon obèse	<p>1. Avant juillet 2002, ou le plus tôt possible après cette date, les Parties contractantes devront exiger que tout thon obèse importé dans le territoire d'une Partie contractante, soit accompagné d'un Document Statistique ICCAT thon obèse qui remplisse les conditions requises à l'annexe 1, ou d'un Certificat ICCAT de réexportation de thon obèse qui remplisse les conditions requises à l'annexe 2. Le thon obèse capturé par les senneurs et les canneurs et destiné principalement à la mise en conserve dans la zone de la Convention n'est pas soumis à l'obligation d'être accompagné d'un document statistique. La Commission et les Parties contractantes qui importent du thon obèse devront, avant la mise en œuvre du programme, contacter tous les pays exportateurs afin de les informer de ce programme.</p>
Recommandation 01-22 Programme ICCAT de document statistique espadon	<p>1. Les Parties contractantes exigeront que tout espadon importé dans le territoire d'une Partie contractante soit accompagné d'un Document Statistique ICCAT Espadon qui remplisse les conditions requises à la pièce jointe 1, ou d'un Certificat ICCAT de réexportation d'espadon, Pièce jointe 4, qui remplisse les conditions requises à la pièce jointe 3. La Commission et les Parties contractantes qui importent de l'espadon devront, avant la mise en œuvre du programme, contacter tous les pays exportateurs afin de les informer de ce programme, en leur indiquant notamment qu'il faut traiter différemment les prises d'espadon réalisées dans la zone de la Convention et celles effectuées en dehors de celle-ci.</p>

Recommandation 09-11 amendant la Recommandation 08-12 sur un Programme ICCAT de documentation des captures de thon rouge	3. Chaque envoi de thon rouge faisant l'objet d'une commercialisation nationale, importé sur leurs territoires ou exporté ou réexporté à partir de leurs territoires devra être accompagné d'un BCD validé, à l'exception des cas où s'appliquent les dispositions du paragraphe 12 c) et, le cas échéant, d'une déclaration de transfert de l'ICCAT ou d'un Certificat de réexportation de thon rouge validé (BFTRC). Tout débarquement, transfert, livraison, mise à mort, commerce national, importation, exportation ou réexportation de thon rouge dépourvu d'un BCD ou d'un BFTRC complété et validé devra être interdit.
---	---

C. CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPECES DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACEES D'EXTINCTION

1. La CITES prévoit des mesures commerciales à différents niveaux de décision:

- a) mesures commerciales juridiquement contraignantes (texte de la Convention);
- b) mesures commerciales décidées par la Conférence des Parties (CdP);
- c) mesures commerciales décidées par le Comité permanent au nom de la CdP;
- d) mesures commerciales recommandées par le Comité pour les animaux ou par le Comité pour les plantes;
- e) mesures commerciales recommandées par le Secrétariat à la CdP et au Comité permanent; et
- f) mesures commerciales internes plus strictes adoptées par les Parties.

1. Dispositions de la Convention

Article II Principes fondamentaux	<p>→ Le commerce international de spécimens d'espèces choisies est soumis à certains contrôles au titre de la CITES. En vertu de ces contrôles, l'importation, l'exportation, la réexportation et l'introduction en provenance de la mer d'espèces visées par la Convention nécessitent la délivrance d'un permis ou d'un certificat. Les espèces couvertes par la CITES sont répertoriées dans trois annexes en fonction du degré de protection dont elles ont besoin.</p> <p>"1. L'annexe I comprend toutes les espèces menacées d'extinction qui sont ou pourraient être affectées par le commerce. Le commerce des spécimens de ces espèces doit être soumis à une réglementation particulièrement stricte afin de ne pas mettre davantage leur survie en danger, et ne doit être autorisé que dans des conditions exceptionnelles.</p> <p>2. L'annexe II comprend:</p> <ol style="list-style-type: none"> a) toutes les espèces qui, bien que n'étant pas nécessairement menacées actuellement d'extinction, pourraient le devenir si le commerce des spécimens de ces espèces n'était pas soumis à une réglementation stricte ayant pour but d'éviter une exploitation incompatible avec leur survie; b) certaines espèces qui doivent faire l'objet d'une réglementation, afin de rendre efficace le contrôle du commerce des spécimens d'espèces inscrites à l'annexe II en application de l'alinéa a). <p>3. L'annexe III comprend toutes les espèces qu'une Partie déclare soumises, dans les limites de sa compétence, à une réglementation ayant pour but d'empêcher ou de restreindre leur exploitation, et nécessitant la coopération des autres Parties pour le contrôle du commerce.</p> <p>4. Les Parties ne permettent le commerce des spécimens des espèces inscrites aux annexes I, II et III qu'en conformité avec les dispositions de la présente convention."</p>
--	--

<p>Article III Réglementation du commerce des spécimens d'espèces inscrites à l'annexe I</p>	<p>→ L'annexe I comprend les espèces menacées d'extinction nécessitant le niveau de protection le plus élevé parmi les animaux et les plantes répertoriés dans la CITES (voir le paragraphe 1 de l'article II de la Convention). La CITES interdit de façon générale le commerce international des spécimens d'origine sauvage de ces espèces. Toutefois, le commerce peut être permis dans des circonstances exceptionnelles, par exemple l'élevage en captivité, la reproduction artificielle, la recherche scientifique, etc. En pareil cas, il peut être autorisé sous réserve de la délivrance d'un permis d'exportation (ou d'un certificat de réexportation) et d'un permis d'importation (voir l'article III de la Convention).</p> <p>→ Le commerce des espèces d'origine sauvage inscrites à l'annexe I doit satisfaire à deux critères:</p> <p>1. Il ne doit pas être de nature principalement commerciale. La Résolution Conf. 5.10 (Rev. CoP 15) définit l'expression "commercial" comme étant une activité dont le "but est d'obtenir un avantage économique (en espèces ou autrement) et si elle est orientée vers la revente, l'échange, la prestation d'un service ou toute autre forme d'utilisation économique ou d'obtention d'un avantage économique". La Résolution définit en outre l'expression "à des fins principalement commerciales" comme représentant "toutes les utilisations dont les aspects non commerciaux ne sont pas clairement prédominants sont considérées comme étant de nature principalement commerciale, le résultat étant que l'importation des spécimens concernés d'espèces inscrites à l'annexe I ne devrait pas être permise. C'est à la personne physique ou morale qui cherche à importer des spécimens d'une espèce inscrite à l'annexe I de fournir la preuve que l'utilisation prévue des spécimens est clairement non commerciale".</p> <p>2. Il ne doit pas nuire à la survie de l'espèce. L'avis de commerce non préjudiciable est formulé à l'issue d'une évaluation scientifique. Le document 11.40, établi pour la CdP 11 de la CITES, aide les autorités scientifiques à formuler les avis de commerce non préjudiciable. Il fait référence au document d'information 11.3, établi pour la CdP 11, qui contient une fiche d'évaluation permettant d'émettre des avis de commerce non préjudiciable pour les espèces figurant à l'annexe II. La fiche a été publiée et distribuée par l'UICN à la CdP 12. (Voir aussi les nouveaux documents concernant le renforcement des capacités qui ont été élaborés par le Secrétariat de la CITES.)</p>
<p>Article IV Réglementation du commerce des spécimens d'espèces inscrites à l'annexe II</p>	<p>→ L'annexe II comprend les espèces qui ne sont pas nécessairement menacées d'extinction, mais qui pourraient le devenir si le commerce n'est pas réglementé étroitement. Elle comprend aussi ce qu'il est convenu d'appeler les "espèces similaires". Le commerce international des spécimens d'espèces inscrites à l'annexe II peut être autorisé sous réserve de la délivrance d'un permis d'exportation ou d'un certificat de réexportation; la Convention n'exige pas de permis d'importation (certains pays adoptent des mesures plus strictes au titre de l'article XIV). Les permis ou les certificats ne doivent être délivrés que si les autorités pertinentes ont l'assurance que certaines conditions sont remplies et, surtout, que le commerce est légal (c'est-à-dire qu'il est conforme aux dispositions de la CITES et que les spécimens ne sont pas obtenus en contrevenant aux lois de l'État d'origine) et qu'il ne sera pas préjudiciable à la survie des espèces sauvages.</p>
<p>Article V Réglementation du commerce de spécimens d'espèces inscrites à l'annexe III</p>	<p>→ L'annexe III comprend les espèces incluses à la demande d'une Partie qui empêche ou restreint déjà l'exploitation de ces espèces et a besoin de la coopération d'autres pays pour le contrôle du commerce (voir le paragraphe 3 de l'article II de la Convention). Le commerce international des spécimens d'espèces figurant dans cette annexe est autorisé uniquement sur présentation de permis ou de certificats appropriés.</p>
<p>Article VI Permis et certificats</p>	<p>→ Décrit les permis et les certificats accordés au titre des dispositions des articles III, IV et V de la Convention.</p> <p>→ La Résolution Conf. 12.3 (Rev. CoP 15) expose dans le détail les prescriptions régissant les permis et les certificats.</p>
<p>Article VII Déroptions et autres dispositions particulières concernant le commerce</p>	<p>→ Énumère les dérogations et autres dispositions particulières relatives au commerce. Cet article indique toutes les exceptions concernant la réglementation du commerce des espèces de faune et de flore sauvages mentionnées dans les trois annexes de la CITES.</p> <p>→ L'application et la mise en œuvre des paragraphes 2 et 3 de l'article VII ont été précisées dans les Résolutions Conf. 13.6 et 13.7 de la CdP 13 (Bangkok, 2004).</p>

<p>Article VIII Mesures à prendre par les Parties</p>	<p>"1. Les Parties prennent les mesures appropriées en vue de la mise en application des dispositions de la présente convention ainsi que pour interdire le commerce de spécimens en violation de ses dispositions. Ces mesures comprennent:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) des sanctions pénales frappant soit le commerce, soit la détention de tels spécimens, ou les deux; b) la confiscation ou le renvoi à l'État d'exportation de tels spécimens. <p>2. Outre les mesures prises en vertu du paragraphe 1 du présent article, une Partie peut, lorsqu'elle le juge nécessaire, prévoir toute procédure de remboursement interne des frais qu'elle a encourus et résultant de la confiscation de spécimens qui ont fait l'objet d'un commerce en violation de mesures prises en application des dispositions de la présente convention.</p> <p>3. Dans toute la mesure du possible, les Parties feront en sorte que les formalités requises pour le commerce de spécimens s'effectuent dans les meilleurs délais. En vue de faciliter ces formalités, chaque Partie pourra désigner des ports de sortie et des ports d'entrée où les spécimens doivent être présentés pour être dédouanés. Les Parties feront également en sorte que tout spécimen vivant, au cours du transit, de la manutention ou du transport soit convenablement traité, de façon à éviter les risques de blessures, de maladie et de traitement rigoureux.</p> <p>4. En cas de confiscation d'un spécimen vivant, résultant des dispositions du paragraphe 1 du présent article, les modalités suivantes s'appliquent:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le spécimen est confié à un organe de gestion de l'État qui a procédé à cette confiscation; b) l'organe de gestion, après avoir consulté l'État d'exportation, lui renvoie le spécimen à ses frais, ou l'envoie à un centre de sauvegarde ou tout endroit que cet organe juge approprié et compatible avec les objectifs de la présente convention; c) l'organe de gestion peut prendre l'avis d'une autorité scientifique ou consulter le Secrétariat chaque fois qu'il le juge souhaitable, afin de faciliter la décision visée à l'alinéa b) ci-dessus, y compris le choix d'un centre de sauvegarde. <p>5. Un centre de sauvegarde, visé au paragraphe 4 du présent article, est une institution désignée par un organe de gestion pour prendre soin des spécimens vivants, particulièrement de ceux qui ont été confisqués.</p> <p>6. Sur le commerce des spécimens des espèces inscrites aux annexes I, II et III, chaque Partie tient un registre qui comprend:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom et l'adresse des exportateurs et des importateurs; b) le nombre et la nature de permis et de certificats délivrés; les États avec lesquels le commerce a eu lieu; le nombre ou les quantités et types de spécimens, les noms des espèces telles qu'inscrites aux annexes I, II et III et, le cas échéant, la taille et le sexe desdits spécimens. <p>7. Chaque Partie établit des rapports périodiques sur la mise en application, par cette Partie, de la présente convention, et transmettra au Secrétariat:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) un rapport annuel contenant un résumé des informations mentionnées à l'alinéa b) du paragraphe 6 du présent article; b) un rapport bisannuel sur les mesures législatives, réglementaires et administratives prises pour l'application de la présente convention. <p>8. Les informations visées au paragraphe 7 du présent article seront tenues à la disposition du public, dans la mesure où cela n'est pas incompatible avec les dispositions législatives et réglementaires de la Partie intéressée."</p>
---	---

<p>Article IX Organes de gestion et autorités scientifiques</p>	<p>"1. Aux fins de la présente convention, chaque Partie désigne:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) un ou plusieurs organes de gestion compétents pour délivrer les permis et les certificats au nom de cette Partie; b) une ou plusieurs autorités scientifiques. <p>2. Au moment du dépôt des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, chaque État communique au gouvernement dépositaire le nom et l'adresse de l'organe de gestion habilité à communiquer avec les organes de gestion désignés par d'autres Parties, ainsi qu'avec le Secrétariat ..."</p>
<p>Article XIV Incidences de la Convention sur les législations internes et sur les conventions internationales</p>	<p>"1. Les dispositions de la présente convention n'affectent pas le droit des Parties d'adopter:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) des mesures internes plus strictes en ce qui concerne les conditions auxquelles le commerce, la capture ou la récolte, la détention ou le transport de spécimens d'espèces inscrites aux annexes I, II et III sont soumis, mesures qui peuvent aller jusqu'à leur interdiction complète; b) des mesures internes limitant ou interdisant le commerce, la capture ou la récolte, la détention ou le transport d'espèces qui ne sont pas inscrites aux annexes I, II ou III. <p>2. Les dispositions de la présente convention n'affectent pas les mesures internes et les obligations des Parties découlant de tous traités, conventions ou accords internationaux concernant d'autres aspects du commerce, de la capture ou de la récolte, de la détention ou du transport de spécimens, qui sont ou pourront entrer en vigueur à l'égard de toute Partie y compris, notamment, toute mesure ayant trait aux douanes, à l'hygiène publique, à la science vétérinaire ou à la quarantaine des plantes.</p> <p>3. Les dispositions de la présente convention n'affectent pas les dispositions ou les obligations découlant de tout traité, convention ou accord international conclus ou à conclure entre États, portant création d'une union ou d'une zone commerciale régionale, comportant l'établissement ou le maintien de contrôles communs douaniers extérieurs et la suppression de contrôles douaniers intérieurs, dans la mesure où elles ont trait au commerce entre les États membres de ladite union ou zone.</p> <p>4. Un État Partie à la présente convention, qui est également partie à un autre traité, à une autre convention ou à un autre accord international en vigueur au moment de l'entrée en vigueur de la présente convention et dont les dispositions accordent une protection aux espèces marines inscrites à l'annexe II, sera dégagé des obligations qui lui sont imposées en vertu des dispositions de la présente convention en ce qui concerne le commerce de spécimens d'espèces inscrites à l'annexe II qui sont pris par des navires immatriculés dans cet État et conformément aux dispositions dudit traité, de ladite convention ou dudit accord international.</p> <p>5. Nonobstant les dispositions des articles III, IV et V de la présente convention, toute exportation d'un spécimen pris conformément au paragraphe 4 du présent article ne nécessite qu'un certificat d'un organe de gestion de l'État dans lequel il a été introduit attestant que le spécimen a été pris conformément aux dispositions des autres traités, conventions ou accords internationaux en question.</p> <p>6. Aucune disposition de la présente convention ne préjuge la codification et l'élaboration du droit de la mer par la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer convoquée en vertu de la Résolution 2750 C (XXV) de l'Assemblée générale des Nations Unies, ni les revendications et positions juridiques, présentes ou futures, de tout État touchant le droit de la mer, et la nature et l'étendue de sa juridiction côtière et de la juridiction qu'il exerce sur les navires battant son pavillon."</p> <p>→ Cet article permet aux Parties de prendre des mesures internes plus strictes. L'annexe II n'exige pas de permis d'importation, mais la plupart des pays importateurs ont institué un système de permis d'importation pour le commerce de certaines espèces, qui sont délivrés sur la base de conditions supplémentaires et de critères non liés à la CITES, tels que des dispositions relatives aux droits de douane et à la santé, des dispositions vétérinaires et phytosanitaires, et des dispositions concernant la protection des animaux. Dans certains cas, les pays importateurs appliquent aussi ces conditions aux espèces inscrites à l'annexe III.</p>

2. Résolutions et Décisions de la Conférence des Parties

1. On trouvera ci-après des exemples de résolutions et de décisions de la CdP:

Résolution Conf. 6.7 Interprétation de l'article XIV, paragraphe 1, de la Convention	<p>"... a) à chaque Partie ayant l'intention de prendre des mesures internes plus strictes au titre de l'article XIV, paragraphe 1, de la Convention à l'égard du commerce des spécimens d'espèces non indigènes inscrites aux annexes, de faire tout ce qui est raisonnablement possible pour informer les États de l'aire de répartition de ces espèces dès que possible avant l'adoption de ces mesures, et de consulter ceux de ces États qui en expriment le vœu; et</p> <p>b) à chaque Partie qui a pris de telles mesures plus strictes, à l'égard d'espèces non indigènes, avant l'adoption de la présente résolution de consulter, si cela lui est demandé, les États de l'aire de répartition des espèces en question au sujet du bien-fondé de ces mesures."</p> <p>→ Il faut également citer la Résolution Conf. 8.4 (Rev. CoP 15) sur les lois nationales pour l'application de la Convention.</p>
Résolution Conf. 9.9 Confiscation des spécimens exportés ou réexportés en violation de la Convention	<p>"... a) que, lorsque des spécimens sont exportés ou réexportés en violation de la Convention, les Parties d'importation:</p> <p>i) considèrent que la saisie et la confiscation de ces spécimens sont généralement préférables au refus définitif de leur importation; et</p> <p>ii) notifiant dès que possible à l'organe de gestion de l'État d'où proviennent les spécimens, la violation de la Convention et toute mesure coercitive prise concernant les spécimens; et</p> <p>b) que, lorsque l'importation de spécimens ayant été exportés ou réexportés en violation de la Convention est refusée par le pays de destination, la Partie d'exportation ou de réexportation prenne les mesures nécessaires pour garantir que ces spécimens n'entreront pas à nouveau dans le commerce illicite, notamment en surveillant leur retour dans le pays et en prévoyant leur confiscation."</p>
Résolution Conf. 9.21 (Rev. CoP 13) Interprétation et application des quotas pour les espèces inscrites à l'annexe I	<p>"... a) qu'une Partie souhaitant que la Conférence des Parties fixe un quota pour une espèce inscrite à l'annexe I, ou qu'elle amende un quota existant, devrait soumettre au Secrétariat, au plus tard 150 jours avant une session de la Conférence des Parties, une proposition accompagnée d'un justificatif indiquant sur quelle base scientifique repose le quota proposé; et</p> <p>b) que, lorsque la Conférence des Parties fixe un quota d'exportation pour une espèce inscrite à l'annexe I, cette mesure satisfait aux dispositions de l'article III, qui stipulent que les autorités scientifiques appropriées émettent l'avis que l'exportation ne nuit pas à la survie de l'espèce intéressée et que les objectifs de l'importation ne lui nuisent pas non plus, sous réserve:</p> <p>i) que le quota ne soit pas dépassé; et</p> <p>ii) qu'il n'existe aucune donnée scientifique ou sur la gestion indiquant que, dans l'État de l'aire de répartition concerné, la population de l'espèce n'est plus en mesure de supporter le quota fixé.</p>
Résolution Conf. 10.14 (Rev. CoP 14) Quotas pour les trophées de chasse et les peaux de léopards à usage personnel	<p>"... a) que l'autorité scientifique de l'État d'importation, lorsqu'elle examine, conformément au paragraphe 3 a) de l'article III, les demandes de permis d'importation de peaux de léopards entières ou presque entières (y compris les trophées de chasse), approuve la délivrance des permis si elle a la preuve que les peaux en question proviennent d'un des États mentionnés ci-après, lesquels n'ont pas le droit d'exporter plus desdites peaux acquises au cours d'une année civile (1^{er} janvier au 31 décembre) que ne l'indique le quota inscrit en face du nom de l'État: ..."</p> <p>→ Il y a aussi la Résolution Conf. 10.15 (Rev. CoP 14) sur l'établissement de quotas pour les trophées de chasse de markhors.</p>

Résolution Conf. 11.6 (Rev. CoP 13) Commerce de tissus en laine de vigogne	<p>"... a) aux organes de gestion de n'autoriser l'importation de tissus en laine de vigogne que si l'envers porte le logotype correspondant au pays d'origine et la marque VICUÑA-PAYS D'ORIGINE, ou s'il s'agit de tissus contenant de la laine de vigogne pré-Convention; ..."</p>
Résolution Conf. 11.7 Conservation et commerce des cerfs porte-musc	<p>"... Prie instamment les Parties, en particulier les États des aires de répartition, les pays de consommation, et les pays par lesquels les spécimens de cerfs porte-musc passent en transit, de prendre immédiatement des mesures pour réduire notablement le commerce illicite du musc brut provenant de cerfs porte-musc sauvages en:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) recourant à des méthodes de lutte contre la fraude innovantes dans les États de l'aire de répartition et de consommation et, à titre de mesure prioritaire, en renforçant la lutte contre la fraude dans les régions frontalières clés; b) poursuivant la mise au point d'un système d'étiquetage clair des produits contenant du musc, et l'élaboration et la diffusion de méthodes de police scientifique permettant de détecter le musc naturel dans les produits, notamment médicinaux; c) encourageant les États des aires de répartition et de consommation qui ne sont pas encore Parties à la CITES à adhérer à la Convention le plus tôt possible afin d'améliorer les mesures de contrôle du commerce international du musc brut et des produits contenant du musc; d) travaillant avec les consommateurs de musc à développer des produits de substitution au musc brut afin de réduire la demande de musc naturel, tout en incitant à la mise au point de techniques sûres et efficaces pour prélever le musc des cerfs porte-musc vivants; et e) élaborant des accords bilatéraux et régionaux visant à améliorer la conservation et la gestion des cerfs porte-musc et à renforcer la législation et l'action de lutte contre la fraude; ..."
Résolution Conf. 11.18 Commerce des espèces des annexes II et III	<p>La CdP à la convention recommande à toute Partie estimant qu'une espèce des annexes II ou III fait l'objet d'un commerce nuisant à sa survie:</p> <ul style="list-style-type: none"> "a) de prendre directement contact avec les organes de gestion des pays concernés ou, si cette procédure n'est pas applicable ou si elle reste sans succès, de se référer aux dispositions de l'article XIII pour demander l'aide du Secrétariat; b) de faire usage des possibilités offertes par l'article XIV et d'appliquer des mesures internes plus strictes, en particulier lorsqu'il s'agit de réexportation ou de transbordement, ou de commerce avec un État non Partie; ou c) de faire usage des possibilités offertes par l'article X lorsqu'il s'agit de commerce avec un État non Partie ..."
Résolution Conf. 12.7 (Rev. CoP 14) Conservation et commerce des esturgeons et des polyodons	<p>"... Prie instamment les États des aires de répartition des espèces d'Acipenseriformes: ...</p> <ul style="list-style-type: none"> b) de réduire la pêche et le commerce illicites des spécimens d'esturgeons et de polyodons en améliorant les dispositions des lois qui régissent la pêche et l'exportation et leur application, en étroite collaboration avec le secrétariat de la CITES, l'OIPC-Interpol et l'Organisation mondiale des douanes; ... <p>Recommande, concernant la réglementation du commerce des produits de l'esturgeon:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) que les États des aires de répartition octroient des licences aux exportateurs légaux de spécimens d'espèces d'esturgeons et de polyodons et tiennent un registre de ces personnes ou sociétés et en fournissent une copie au Secrétariat. En cas de changement, le registre est mis à jour et communiqué au Secrétariat sans délai. Le Secrétariat devrait communiquer ces informations aux Parties par notification et les inclure dans son registre sur le site Web de la CITES;

- b) que chaque Partie qui est un pays d'importation, d'exportation et de réexportation établisse, si sa législation le permet, un système d'enregistrement des usines de traitement du caviar, y compris des établissements d'aquaculture, et des usines de reconditionnement présentes sur son territoire et en fournissent la liste au secrétariat ainsi que leur code d'enregistrement officiel. La liste devrait être mise à jour en cas de changements et communiquée au Secrétariat de la CITES sans délai. Une copie de la liste devrait être communiquée au Secrétariat avant le 30 novembre chaque année. Le Secrétariat devrait communiquer ces informations aux Parties par le biais d'une notification et les inclure dans son registre sur le site Web de la CITES;
- c) que les pays d'importation soient particulièrement vigilants lorsqu'ils contrôlent tous les aspects du commerce des spécimens d'espèces d'esturgeons et de polyodons, y compris le débarquement, le transit, le reconditionnement, le réétiquetage et la réexportation;
- d) que les Parties assurent le suivi du stockage, du traitement et du reconditionnement des spécimens d'espèces d'esturgeons et de polyodons se trouvant dans les zones franches et les ports francs pour l'approvisionnement des compagnies aériennes et maritimes;
- e) que les Parties veillent à ce que tous leurs organismes compétents coopèrent à l'élaboration des mécanismes administratifs, scientifiques et de contrôle nécessaires à la mise en œuvre des dispositions de la Convention pour les espèces d'esturgeons et de polyodons;
- f) que les Parties envisagent d'harmoniser leurs législations nationales en matière de dérogations personnelles concernant le caviar afin que la dérogation relative aux objets personnels prévue à l'article VII, paragraphe 3, de la Convention, puisse être appliquée, et qu'elles envisagent de limiter cette dérogation à un maximum de 250 g de caviar par personne;
- g) (...) tout le caviar prélevé dans des stocks partagés soumis à des quotas d'exportation devrait être exporté avant la fin de l'année du quota (1^{er} mars-dernier jour de février) au cours de laquelle il aura été prélevé et transformé. À cet effet, la validité des permis d'exportation de ce caviar devrait prendre fin au plus tard le dernier jour de l'année du quota. Les Parties ne devraient pas importer de caviar prélevé ou transformé au cours de l'année précédant l'année du quota;
- h) qu'aucune réexportation de caviar n'ait lieu plus de 18 mois après la date d'émission du permis d'exportation original pertinent. À cet effet, la validité des certificats de réexportation ne devrait pas dépasser cette période de 18 mois;
- j) que les Parties consultent la base de données du PNUE-WCMC sur le commerce du caviar avant de délivrer des certificats de réexportation;
- k) que le Secrétariat soumette à chaque session du Comité permanent un rapport écrit sur le fonctionnement de la base de données du PNUE-WCMC sur le commerce du caviar;
- l) que, dans la mesure du possible, les Parties utilisent pour le caviar le code douanier intégral à huit chiffres au lieu du code à six chiffres, moins précis, et qui couvre également les œufs d'autres espèces de poissons; et
- m) que les Parties appliquent le système d'étiquetage universel pour le caviar exposé dans les annexes 1 et 2 et que les Parties qui sont des pays d'importation n'acceptent pas d'envois de caviar sauf s'ils respectent ces dispositions.

<p>Résolution Conf. 12.8 (Rev. CoP 13) Étude du commerce important de spécimens d'espèces inscrites à l'annexe II</p>	<p>"... Charge le Comité pour les animaux et le Comité pour les plantes, en coopération avec le Secrétariat et des spécialistes, et en consultation avec les États des aires de répartition, d'examiner les informations biologiques, commerciales et autres, relatives aux espèces inscrites à l'annexe II faisant l'objet d'un commerce important, dans le but de déceler les problèmes d'application de l'article IV, paragraphes 2 a), 3 et 6 a), et de trouver des solutions, selon la procédure suivante: ...</p> <p>Quand le Comité pour les animaux et le Comité pour les plantes estiment que le paragraphe 2 a), 3 ou 6 de l'article IV n'est pas correctement appliqué:</p> <ul style="list-style-type: none"> m) le Comité pour les animaux ou le Comité pour les plantes, en consultation avec le Secrétariat, formule des recommandations sur les espèces restantes. Ces recommandations sont adressées aux États des aires de répartition concernés; n) pour les espèces dont il faut se préoccuper en urgence, ces recommandations devraient proposer des mesures spécifiques pour traiter les problèmes d'application de l'article IV, paragraphe 2 a), 3 ou 6 a). Ces recommandations devraient différencier les mesures à court terme et celles à long terme, et peuvent inclure, par exemple: <ul style="list-style-type: none"> i) l'établissement d'une procédure administrative, de quotas d'exportation prudents ou d'une restriction temporaire des exportations des espèces concernées; ... o) pour les espèces peut-être préoccupantes, ces recommandations devraient spécifier les informations requises pour permettre au Comité pour les animaux ou au Comité pour les plantes de déterminer si elles devraient être classées comme espèces dont il faut se préoccuper en urgence ou espèces moins préoccupantes. Elles devraient aussi spécifier les mesures intérimaires appropriées pour la réglementation du commerce. Ces recommandations devraient différencier les mesures à court terme et celles à long terme, et pourraient inclure, par exemple: ... ii) la fixation de quotas d'exportation prudents en tant que mesure intérimaire. ... s) si le Secrétariat, après consultation du président du Comité pour les animaux ou du président du Comité pour les plantes, estime qu'un État de l'aire de répartition n'a pas appliqué les recommandations du Comité pour les animaux ou du Comité pour les plantes conformément au paragraphe n) ou o), il devrait recommander au Comité permanent les mesures appropriées, qui peuvent inclure, en dernier ressort, une suspension de commerce de l'espèce concernée avec cet État. Sur la base du rapport du Secrétariat, le Comité permanent décide des mesures appropriées et fait des recommandations à l'État concerné, ou à toutes les Parties ..."
<p>Résolution Conf. 13.2 (Rev. CoP 14) Utilisation durable de la diversité biologique: Principes et directives d'Addis-Abeba</p>	<p>"... Prie instamment les Parties:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) d'appliquer les principes et directives pour l'utilisation durable de la diversité biologique en tenant compte des considérations scientifiques, commerciales et de lutte contre la fraude déterminées par les circonstances nationales, ainsi que les recommandations du Comité pour les plantes et du Comité pour les animaux, lorsqu'elles adoptent des procédures non préjudiciables et émettent des avis CITES de commerce non préjudiciable; <p>... Annexe: Principes et directives d'Addis-Abeba pour l'utilisation durable de la diversité biologique ...</p> <p>Principe pratique 3: Les politiques, lois et règlements internationaux et nationaux qui introduisent des distorsions dans les marchés, qui contribuent à la dégradation des habitats ou qui génèrent autrement des effets pervers préjudiciables à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique sont identifiés et éliminés ou modifiés. ..."</p>

<p>Résolution Conf. 13.4 (Rev. CoP 14) Conservation et commerce des grands singes</p>	<p>"... Prie instamment les Parties:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) d'adopter et d'appliquer une législation complète pour protéger les grands singes, incluant: <ul style="list-style-type: none"> i) l'interdiction de toute transaction à des fins principalement commerciales, y compris la vente, l'exposition, l'achat, la mise en vente et l'acquisition à des fins commerciales de spécimens de grands singes capturés dans la nature; et ii) des sanctions dissuasives visant à éliminer le commerce des grands singes et de leurs parties et produits; ... <p>Charge le Secrétariat:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) de travailler en étroite collaboration avec les Parties, dans le cadre du partenariat du GRASP, à élaborer et appliquer des mesures, notamment législatives et de lutte contre la fraude, et des initiatives régionales et subrégionales, pour enrayer ou réduire puis, finalement, éliminer le commerce illicite des grands singes; ... <p>Prie instamment le Secrétariat, le Comité permanent et le Comité pour les animaux de travailler en étroite collaboration avec le GRASP et d'étudier et mettre en œuvre d'autres mesures par lesquelles la Convention peut contribuer à la conservation des grands singes et à la promotion de la prise de conscience par le public de la menace que constitue le commerce illicite pour les populations de grands singes; ..."</p>
<p>Résolution Conf. 13.5 (Rev. CoP 14) Établissement de quotas d'exportation pour les trophées de chasse de rhinocéros noir</p>	<p>"... La [CdP] à la Convention:</p> <p>Approuve l'établissement d'un quota d'exportation annuel de cinq trophées de chasse de rhinocéros noirs mâles adultes pour l'Afrique du Sud et de cinq pour la Namibie;</p> <p>Recommande:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) qu'en examinant les demandes de permis d'importation de trophées de chasse de rhinocéros noirs, conformément à l'article III, paragraphe 3 a), de la Convention, et à la Résolution Conf. 9.21 (Rev. CoP 13), paragraphe b), l'autorité scientifique du pays d'exportation approuve les permis si elle a la preuve que les trophées en question proviennent d'un État de l'aire de répartition auquel un quota d'exportation a été attribué dans le cadre d'un plan ou d'un programme national de conservation et de gestion du rhinocéros noir, et qu'ils seront commercialisés conformément aux dispositions de la présente résolution; b) qu'en examinant les demandes de permis d'importation de trophées de chasse de rhinocéros noirs, conformément à l'article III, paragraphe 3 c), de la Convention, l'organe de gestion du pays d'importation a la preuve que ces trophées ne seront pas utilisés à des fins principalement commerciales si: <ul style="list-style-type: none"> i) les trophées ont été acquis par les propriétaires dans le pays d'exportation et sont importés en tant qu'objets personnels et ne seront pas vendus dans le pays d'importation; et ii) chaque propriétaire n'importe pas plus d'un trophée par année civile (du 1^{er} janvier au 31 décembre); et c) que les amendements aux quotas d'exportation ou l'établissement de quotas d'exportation supplémentaires pour cette espèce soient faits conformément à la Résolution Conf. 9.21 (Rev. CoP 13)".
<p>Résolution Conf. 13.10 (Rev. CoP 14) Commerce des espèces exotiques envahissantes</p>	<p>"... La [CdP] à la Convention recommande aux Parties:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) d'examiner les problèmes posés par les espèces envahissantes lors de l'élaboration de lois et de règlements internes relatifs au commerce des animaux et des plantes vivants; b) de consulter l'organe de gestion du pays d'importation éventuel, si possible et s'il y a lieu, lorsque des exportations d'espèces qui pourraient être envahissantes sont envisagées, afin de savoir si des mesures internes réglementent l'importation de telles espèces; et c) d'examiner les possibilités de synergie entre la CITES et la Convention sur la diversité biologique (CDB) et d'envisager une coopération et une collaboration appropriées entre les deux conventions sur la question de l'introduction d'espèces exotiques potentiellement envahissantes."

Résolution Conf. 14.2 (Rev. CoP 14) Vision de la stratégie CITES pour 2008 à 2013	<p>"La [CdP] à la Convention: Convaincue que la CITES doit tenir compte de la communauté internationale élargie sur les questions se rapportant à l'environnement et au commerce"; Invite les Parties à: "Conserver la biodiversité et contribuer à son utilisation durable en garantissant qu'aucune espèce de la faune ou de la flore sauvage ne commence ou ne continue à faire l'objet d'une exploitation non durable du fait du commerce international, contribuant ainsi à une réduction substantielle du rythme de l'appauvrissement de la diversité biologique" (Déclaration de la CITES sur l'avenir). → Il faut citer également la Résolution Conf. 14.3 (Rev. CoP 14) sur les procédures CITES pour le respect de la Convention, la Résolution Conf. 14.4 (Rev. CoP 14) sur la coopération entre la CITES et l'OIBT concernant le commerce des bois tropicaux, la Résolution Conf. 14.6 (Rev. CoP 15) sur l'introduction en provenance de la mer, et la Résolution Conf. 14.7 (Rev. CoP 15) sur la gestion des quotas d'exportation établis au plan national.</p>
Résolution Conf. 15.2 (Rev. CoP 15) Examens de politiques en matière de commerce d'espèces sauvages	<p>"... La [CdP] à la Convention: "... a) invite les pays d'exportation et les pays d'importation à examiner, sur une base volontaire, leur politique en matière d'utilisation et de commerce des spécimens des espèces sauvages inscrites aux annexes CITES en tenant compte des questions économiques, sociales et environnementales, et des instruments politiques pertinents, afin de faciliter la compréhension des effets de ces politiques sur le commerce international des espèces sauvages; d) demande aux Parties qui entreprennent l'examen de leur politique en matière de commerce des espèces sauvages à titre volontaire d'en partager avec les autres Parties les détails pertinents et les leçons tirées; e) charge le Secrétariat de faciliter l'examen de politiques en matière de commerce des espèces sauvages en réunissant les fonds nécessaires et en fournissant la coopération technique nécessaire, de compiler les informations fournies volontairement par les Parties concernant l'examen de leur politique en matière de commerce des espèces sauvages, et de les mettre à la disposition des autres Parties ..."</p>

3. Systèmes de quotas prévus dans la CITES

1. Les quotas d'exportation établis dans le cadre de la CITES sont simplement le nombre maximal de spécimens pouvant être exportés du pays concerné au cours d'une période de 12 mois [voir la Résolution Conf. 14.7 (Rev. CoP 15)]. Les quotas d'exportation proviennent de quatre sources (voir notification n° 2008/053 du 22 août 2008): a) les quotas d'exportation nationaux volontaires; b) les quotas d'exportation recommandés par la CdP, le Comité permanent, le Comité pour les animaux ou le Comité pour les plantes; c) les quotas d'exportation d'ivoire brut d'éléphants, soumis en application de la Résolution Conf. 10.10 (Rev. CoP 15); et d) les quotas de prise et d'exportation d'espèces d'Acipenseriformes établis conformément à la Résolution Conf. 12.7 (Rev. CoP 14). Des quotas, et dans une moindre mesure d'autres types d'instruments de gestion des captures et des exportations, ont été utilisés dans la CITES afin de réglementer la quantité de spécimens d'espèces inscrites dans la CITES entrant dans le commerce international. Ces quotas ont été établis par le biais de procédures diverses. Les quotas d'exportation fixés dans le cadre de la CITES devraient résulter, et résultent dans de nombreux cas:

- de programmes nationaux efficaces de gestion de la conservation conçus pour empêcher la capture non durable des populations sauvages; et
- d'une détermination établie par les autorités scientifiques de la CITES conformément au paragraphe 2 a) de l'article III [pour les espèces inscrites à l'annexe I] et au paragraphe 2 a) de l'article IV [pour les espèces inscrites à l'annexe II] de la Convention, indiquant que le nombre de spécimens pouvant être exportés dans le cadre d'un quota ne sera pas préjudiciable à la survie de l'espèce en question.

2. Les quotas fixés dans le cadre de la CITES ont constitué une importante mesure de conservation qui a permis de limiter le commerce non durable des espèces inscrites à l'annexe II (et, par conséquent, le transfert probable de ces espèces à l'annexe I), et aussi d'aider les pays à réglementer les échanges et à maintenir l'accès aux marchés lorsque le commerce international offre des incitations positives en matière de conservation.

Quotas d'exportation nationaux volontaires

3. De nombreuses Parties établissent couramment des quotas d'exportation annuels de manière volontaire pour une ou plusieurs espèces inscrites à l'annexe II et/ou à l'annexe III, afin de réglementer les exportations de ces espèces (voir le site Web de la CITES). Il semble que ces quotas d'exportation visent principalement à:

- limiter les exportations annuelles à des niveaux viables ou en fonction de la capacité de production annuelle des activités d'élevage intensif ou d'élevage en captivité;
- annoncer le niveau prévu des exportations aux producteurs nationaux et aux importateurs, afin de faciliter les échanges;
- établir une base pour permettre l'attribution des quantités que les différents exportateurs peuvent exporter chaque année.

En juin 2007, la CdP a adopté la Résolution Conf. 14.7 concernant les Lignes directrices pour la gestion des quotas d'exportation établis au plan national qui spécifie un certain nombre de principes généraux à suivre dans l'établissement et la gestion de ces quotas d'exportation annuels. Cette résolution a été révisée ultérieurement par la CdP en mars 2010 [Résolution Conf. 14.7 (Rev. CoP 15)].

Quotas établis par la CdP ou le Comité permanent

4. Lors de réunions antérieures, la CdP à la CITES a établi des quotas pour les trophées de chasse et d'autres spécimens de plusieurs espèces, y compris les espèces inscrites à l'annexe I, soit en adoptant des résolutions (par exemple la Résolution Conf. 10.14 (Rev. CoP 14) concernant les léopards, la Résolution Conf. 10.15 (Rev. CoP 14) concernant les markhors et la Résolution Conf. 13.5 concernant les rhinocéros noirs), soit en modifiant les annexes pour inclure des annotations aux listes d'espèces indiquant les quotas prévus pour ces espèces ou certaines populations de ces espèces (par exemple l'annotation pour l'espèce *Crocodylus niloticus* qui établit un quota pour la population de crocodiles de la République-Unie de Tanzanie, ou l'annotation qui établit un quota nul pour certains spécimens de *Geochelone sulcata*). Ces quotas ne peuvent être modifiés que si la CdP adopte à la majorité des deux tiers une proposition visant à modifier une liste ou une résolution (à moins que la CdP n'ait décidé qu'un quota s'appliquera uniquement pour une période spécifique). Les propositions visant à modifier les quotas spécifiés dans les annexes doivent être présentées conformément à la Résolution Conf. 9.24 (Rev. CoP 15) et aux dispositions de l'article XV.

5. Les quotas d'exportation ont été recommandés dans de nombreux cas en fonction ou à la suite de l'Étude du commerce important conformément à la Résolution Conf. 12.8 (Rev. CoP 13) ou aux résolutions antérieures. En pareil cas, le Comité pour les animaux et le Comité pour les plantes, après avoir examiné le commerce d'espèces choisies en raison de préoccupations concernant la viabilité de leurs exportations, ont présenté des recommandations aux Parties leur demandant de conduire des évaluations de la situation, d'appliquer une procédure de gestion ou d'établir des quotas d'exportation prudents. En cas de non-application, le Comité permanent décide des mesures appropriées et fait des recommandations à l'État concerné, ou à toutes les Parties. De telles

recommandations peuvent inclure l'établissement de quotas ou la suspension des importations de spécimens des espèces répertoriées (voir par exemple la Notification n° 2010/012 du 15 juin 2010).

Quotas soumis ou établis en application des Résolutions Conf. 10.10 (Rev. CoP 14) et 12.7 (Rev. CoP 14)

6. Des quotas d'exportation sont également établis pour le commerce d'espèces spécifiques, c'est-à-dire les spécimens d'éléphants (Résolution Conf. 10.10 Rev. CoP 14) et les esturgeons et les polyodons (Résolution Conf. 12.7 Rev. CoP 14). Ces quotas sont établis par les États membres conformément auxdites résolutions.

D. CONVENTION SUR LA CONSERVATION DE LA FAUNE ET LA FLORE MARINES DE L'ANTARCTIQUE

1. La Convention ne contient pas de mesures commerciales, mais des mesures liées au commerce ont été adoptées dans le cadre, par exemple, des mesures de conservation suivantes qui sont obligatoires pour les parties contractantes:

<p>10-02 (2008) Obligations des parties contractantes à l'égard de la délivrance de licences aux navires battant leur pavillon qu'elles autorisent à pêcher dans la zone de la Convention et du contrôle de ces derniers</p>	<p>"1. Toute partie contractante interdit aux navires battant son pavillon de mener des opérations de pêche dans la zone de la Convention à l'exception des navires auxquels elle a délivré une licence stipulant les zones de pêche, les espèces et les saisons de pêche autorisées et toutes les autres conditions auxquelles est assujettie la pêche pour l'application des mesures de conservation et de toutes les dispositions de la CCAMLR en vertu de la Convention ..."</p> <p>→ Cette disposition stipule qu'une partie contractante est tenue d'interdire aux navires battant son pavillon de pêcher dans la zone de la Convention, à l'exception des navires auxquels elle a délivré une licence ou qui y sont autorisés. La licence doit être conservée à bord du navire et comprendre les dispositions suivantes: notification dans les délais voulus de la date d'entrée et de la date de sortie dans tout port et des mouvements entre les sous-zones ou les divisions, déclaration des données de capture et installation d'un système automatique de contrôle des navires par satellite (VMS). Le non-respect de ces conditions constaté lors d'une vérification dans les ports de départ ou d'arrivée, en haute mer dans la zone de la Convention (voir plus loin la section IV, Mécanisme relatif au non-respect des obligations) ou, le cas échéant, dans une ZEE, doit faire l'objet d'une enquête et être examiné conformément à la législation nationale.</p>
<p>10-05 (2009) Système de documentation des captures de <i>Dissostichus</i> spp. Espèce: légine</p>	<p>"... 2. Chaque partie contractante prend des mesures pour établir l'origine de <i>Dissostichus</i> spp. importé sur son territoire ou exporté depuis celui-ci et pour déterminer, lorsque ces espèces ont été capturées dans la zone de la Convention, si elles l'ont été conformément aux mesures de conservation de la CCAMLR.</p> <p>3. Chaque partie contractante exige que le capitaine, ou le représentant habilité de chacun des navires battant son pavillon et autorisés à se livrer à la pêche de <i>Dissostichus eleginoides</i> et/ou de <i>Dissostichus mawsoni</i> remplisse le certificat de capture de <i>Dissostichus</i> (CCD) pour la capture débarquée ou transbordée, chaque fois qu'il débarque ou transborde ces espèces.</p> <p>4. Chaque partie contractante exige que tout débarquement dans ses ports et tout transbordement sur ses navires de <i>Dissostichus</i> spp. soient accompagnés d'un CCD dûment rempli ...</p> <p>5. Chaque partie contractante, en vertu de sa législation et de sa réglementation, exige que les navires battant son pavillon et ayant l'intention d'exploiter <i>Dissostichus</i> spp., y compris en haute mer en dehors de la zone de la Convention, détiennent une autorisation expresse à cet effet. Chaque partie contractante fournit à chacun des navires battant son pavillon et autorisés à exploiter <i>Dissostichus</i> spp., et uniquement à ces navires, des CCD.</p>

	<p>6. Une partie non contractante souhaitant coopérer avec la CCAMLR en souscrivant au présent système peut délivrer des CCD, conformément aux procédures spécifiées au paragraphe 7 et à l'Annexe 10-05/C, chacun des navires battant son pavillon qui a l'intention d'exploiter <i>Dissostichus</i> spp. ...</p> <p>10. Chaque partie contractante exige que toute cargaison de <i>Dissostichus</i> spp. importée sur son territoire ou exportée depuis celui-ci soit accompagnée d'un ou de plusieurs CCD validés pour l'exportation et, le cas échéant, d'un ou de plusieurs certificats de capture validés pour la réexportation, correspondant à la totalité de <i>Dissostichus</i> spp. de la cargaison ..."</p> <p>→ Cette mesure de conservation a été adoptée en novembre 1999 et est entrée en vigueur le 7 mai 2000. Elle établit le Système de documentation des captures de <i>Dissostichus</i> spp., qui assure le suivi des débarquements et les échanges commerciaux de légine (<i>Dissostichus</i> spp.) capturée dans la zone de la Convention et, si possible, dans les eaux adjacentes.</p> <p>→ D'autres mesures liées au commerce figurent dans les mesures de conservation 10-06 (2006) et 10-07 (2006) (voir plus loin les sections IV, Mécanisme relatif au non-respect des obligations et VI, Dispositions relatives aux non-Parties).</p>
--	---

E. PROTOCOLE DE MONTREAL RELATIF A DES SUBSTANCES QUI APPAUVRISSENT LA COUCHE D'OZONE

1. Dispositions du Protocole

<p>Article 2 Mesures de réglementation</p>	<p>"... 5. Toute Partie peut, pour l'une quelconque ou plusieurs des périodes de réglementation, transférer à toute autre Partie une part de son niveau calculé de production indiqué aux articles 2A à 2F et à l'article 2H, à condition que le total combiné des niveaux calculés de production des Parties en cause pour tout groupe de substances réglementées n'excède pas les limites de production fixées dans ces articles pour le groupe considéré. En cas de transfert de production de ce type, chacune des Parties concernées doit notifier au Secrétariat les conditions du transfert et la période sur laquelle il portera.</p> <p><i>5bis.</i> Toute Partie qui n'est pas visée par le paragraphe 1 de l'article 5 peut, pour l'une quelconque ou plusieurs des périodes de réglementation, transférer à une autre Partie une part de son niveau calculé de consommation indiqué à l'article 2F, à condition que le niveau calculé de consommation des substances réglementées figurant dans le groupe I de l'annexe A de la Partie qui transfère une partie de son niveau calculé de consommation n'ait pas excédé 0,25 kg par habitant en 1989 et que le total combiné des niveaux calculés de consommation des Parties en cause n'excède pas les limites de consommation fixées à l'article 2F. En cas de transfert de consommation de ce type, chacune des Parties concernées doit notifier au Secrétariat les conditions du transfert et la période sur laquelle il portera.</p> <p>6. Si une Partie qui ne relève pas de l'article 5 a commencé, avant le 16 septembre 1987, la construction d'installations de production de substances réglementées des annexes A ou B ou si elle a, avant cette date, passé des marchés en vue de leur construction et si cette construction était prévue dans la législation nationale avant le 1^{er} janvier 1987, cette Partie peut ajouter la production de ces installations à sa production de ces substances en 1986 en vue de déterminer son niveau calculé de production de 1986, à condition que la construction desdites installations soit achevée au 31 décembre 1990 et que ladite production n'augmente pas de plus de 0,5 kg par habitant le niveau calculé de consommation annuelle de ladite Partie en ce qui concerne les substances réglementées.</p> <p>7. Tout transfert de production en vertu du paragraphe 5 ou toute addition à la production en vertu du paragraphe 6 est notifié au Secrétariat au plus tard à la date du transfert ou de l'addition.</p> <p>8. a) Toutes les Parties qui sont des États membres d'une organisation régionale d'intégration économique selon la définition du paragraphe 6 de l'article premier de la Convention peuvent convenir qu'elles rempliront conjointement leurs obligations relatives à la consommation aux termes du présent article et des articles 2A à 2I, à condition que leur niveau calculé total combiné de consommation n'excède pas les niveaux exigés par le présent article et des articles 2A à 2I.</p>
--	---

	<p>b) Les Parties à un tel accord informent le Secrétariat des termes de cet accord avant la date de la réduction de consommation qui fait l'objet dudit accord.</p> <p>c) Un tel accord n'entre en vigueur que si tous les États membres de l'organisation régionale d'intégration économique et l'organisation en cause elle-même sont Parties au Protocole et ont avisé le Secrétariat de leur méthode de mise en œuvre.</p> <p>9. a) Se fondant sur les évaluations faites en application de l'article 6, les Parties peuvent décider:</p> <p>i) s'il y a lieu d'ajuster les valeurs calculées du potentiel d'appauvrissement de l'ozone énoncées aux annexes A, B, C et/ou E, et, dans l'affirmative, quels devraient être les ajustements à apporter;</p> <p>ii) s'il y a lieu d'appliquer d'autres ajustements et réductions des niveaux de production ou de consommation des substances réglementées et, dans l'affirmative, déterminer quels devraient être la portée, la valeur et le calendrier de ces divers ajustements et réductions.</p> <p>b) Le Secrétariat communique aux Parties les propositions visant ces ajustements au moins six mois avant la RdP à laquelle lesdites propositions seront présentées pour adoption.</p> <p>c) Les Parties mettent tout en œuvre pour prendre des décisions par consensus. Si, malgré tous leurs efforts, elles ne peuvent parvenir à un consensus et à un accord, les Parties prennent en dernier recours leurs décisions à la majorité des deux tiers des Parties présentes et participant au vote, représentant une majorité des Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5 présentes et participant au vote ainsi qu'une majorité des Parties non visées par ledit paragraphe présentes et participant au vote.</p> <p>d) Les décisions lient toutes les Parties et sont communiquées sans délai aux Parties par le dépositaire. Sauf indication contraire dans leur libellé, les décisions entrent en vigueur à l'issue d'un délai de six mois à compter de la date de leur communication par le dépositaire.</p> <p>10. Se fondant sur les évaluations faites en application de l'article 6 du présent protocole et conformément à la procédure établie à l'article 9 de la Convention, les Parties peuvent décider:</p> <p>a) si certaines substances doivent être ajoutées à toute annexe du présent protocole ou en être retranchées et, dans l'affirmative, de quelles substances il s'agit;</p> <p>b) du mécanisme, de la portée et du calendrier d'application des mesures de réglementation qui devraient toucher ces substances.</p> <p>11. Nonobstant les dispositions du présent article et des articles 2A à 2I, les Parties peuvent prendre des mesures plus rigoureuses que celles qu'ils prescrivent."</p>
Articles 2A à 2I	→ Les articles 2A à 2I fournissent des orientations spécifiques pour les mesures de réglementation concernant les CFC, les halons, d'autres CFC entièrement halogénés, le tétrachlorure de carbone, le méthylchloroforme, les hydrochlorofluorocarbones, les hydrobromofluorocarbones, le bromure de méthyle et le bromochlorométhane.
Article 4 Réglementation des échanges commerciaux avec les États non Parties au Protocole	<p>"1. À compter du 1^{er} janvier 1990, chacune des Parties interdit l'importation des substances réglementées de l'annexe A en provenance de tout État non Partie au présent protocole. ...</p> <p>2. À compter du 1^{er} janvier 1993, chacune des Parties interdit l'exportation de l'une quelconque des substances réglementées de l'annexe A vers un État non Partie au présent protocole. ...</p> <p>3. Au 1^{er} janvier 1992, les Parties établissent dans une annexe une liste des produits contenant des substances réglementées de l'annexe A, conformément aux procédures spécifiées à l'article 10 de la Convention. Les Parties qui ne s'y sont pas opposées conformément à ces procédures interdisent, dans un délai d'un an à compter de la date de l'entrée en vigueur de l'annexe, l'importation de ces produits en provenance de tout État non Partie au présent protocole. ...</p>

4. Au 1^{er} janvier 1994, les Parties auront décidé de la possibilité d'interdire ou de limiter les importations, à partir de tout État non Partie au présent protocole, de produits fabriqués à l'aide des substances réglementées de l'annexe A mais qui ne les contiennent pas. Si cette possibilité est reconnue, les Parties établissent, sous forme d'annexe, une liste desdits produits conformément aux procédures spécifiées à l'article 10 de la Convention. Les Parties qui ne s'y sont pas opposées conformément à ces procédures interdisent ou limitent, dans un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur de l'annexe, l'importation de ces produits en provenance de tout État non Partie au présent protocole. ...
5. Chacune des Parties entreprend, dans toute la mesure du possible, de décourager les exportations des techniques de production ou d'utilisation des substances réglementées énumérées aux annexes A, B, C et E vers tout État non Partie au Protocole.
6. Chacune des Parties s'abstient de fournir des subventions nouvelles, aide, crédits, garanties ou programmes d'assurance supplémentaires pour l'exportation, vers les États non Parties au présent protocole, de produits, d'équipement, d'installations ou de techniques de nature à faciliter la production de substances réglementées énumérées aux annexes A, B, C et E.
7. Les dispositions des paragraphes 5 et 6 ne s'appliquent pas aux produits, équipements, installations ou techniques qui servent à améliorer le confinement, la récupération, le recyclage ou la destruction des substances réglementées, à promouvoir la production de substances de substitution, ou à contribuer par d'autres moyens à la réduction des émissions de substances réglementées énumérées aux annexes A, B, C et E.
8. Nonobstant les dispositions du présent article, les importations et les exportations mentionnées aux paragraphes 1 à 4^{ter} du présent article peuvent être autorisées à partir ou à destination d'un État non Partie au présent protocole, à condition qu'une [RdP] ait conclu que ledit État observe scrupuleusement les dispositions des articles 2, 2A à 2I et du présent article et qu'il a communiqué des données à cet effet comme cela est précisé à l'article 7.
9. Aux fins du présent article, l'expression "État non Partie au présent protocole" désigne, en ce qui concerne toute substance réglementée, un État ou une organisation régionale d'intégration économique qui n'a pas accepté d'être lié par les mesures de réglementation en vigueur pour cette substance.
10. Le 1^{er} janvier 1996 au plus tard, les Parties auront décidé s'il convient de modifier le présent protocole afin d'étendre les mesures prévues par le présent article aux échanges des substances réglementées du groupe I de l'annexe C et de l'annexe E avec des États non Parties au Protocole."
- **L'article 4** énonce des mesures applicables à l'encontre des non-Parties. Les mesures commerciales prévues au titre de cet article sont les suivantes:
- a) Réglementation des échanges d'ODS avec les non-Parties:
 - i) substances inscrites à l'annexe A (essentiellement CFC et halons): importation en provenance des non-Parties interdite à compter de janvier 1990, exportation interdite à compter de janvier 1993;
 - ii) substances inscrites à l'annexe B (tétrachlorure de carbone, méthylchloroforme et autres CFC): importation et exportation interdites à compter d'août 1993 pour les non-Parties à l'Amendement de Londres;
 - iii) annexe C – Groupe II (HBFC): importation et exportation interdites à compter de juin 1995 pour les non-Parties à l'Amendement de Copenhague (1992);
 - iv) annexe C – Groupe I (HCFC): importation et exportation interdites à compter du 1^{er} janvier 2004 pour les non-Parties à l'Amendement de Beijing (1999). Commerce également interdit pour les HCFC avec les pays n'ayant pas encore ratifié l'Amendement de Copenhague (1992), qui a introduit la suppression graduelle des HCFC. L'interdiction du commerce ne s'applique pas à l'ensemble des pays en développement visés au paragraphe 1 de l'article 5 qui échangent des HCFC entre eux jusqu'au 1^{er} janvier 2013;
 - v) annexe C – Groupe III (bromochlorométhane): importation et exportation interdites après février 2003 pour les non-Parties à l'Amendement de Beijing (1999);

	<p>vi) substances inscrites à l'annexe E (bromure de méthyle): importation et exportation interdites à compter de novembre 2000 pour les non-Parties à l'Amendement de Montréal (1997).</p> <p>b) Réglementation des échanges de produits contenant des ODS avec les non-Parties: importation interdite à partir de mai 1992 pour les produits (mentionnés à l'annexe D) contenant des substances inscrites à l'annexe A.</p> <p>c) Exportations de techniques relatives aux ODS: les Parties sont invitées à décourager "dans toute la mesure du possible" les exportations de techniques de production d'ODS; toutefois, il existe des exceptions pour les HCFC et pour les équipements ou techniques servant au recyclage des ODS.</p>
Article 4A Réglementation des échanges commerciaux avec les Parties	<p>"1. Lorsque après la date d'élimination qui lui est applicable pour une substance réglementée donnée une Partie se trouve dans l'incapacité, bien qu'ayant pris toutes les mesures pratiques pour s'acquitter de ses obligations en vertu du Protocole, de mettre un terme à la production de ladite substance destinée à la consommation intérieure, aux fins d'utilisations autres que celles que les Parties ont décidé de considérer comme essentielles, ladite Partie interdit l'exportation de quantités utilisées, recyclées et régénérées de ladite substance lorsque ces quantités sont destinées à d'autres fins que la destruction.</p> <p>2. Le paragraphe 1 du présent article s'applique sous réserve de l'application de l'article 11 de la Convention et de la procédure de non-respect élaborée au titre de l'article 8 du Protocole."</p>
Article 4B Autorisation	<p>"1. Chacune des Parties met en place et en œuvre, le 1^{er} janvier 2000 au plus tard ou dans un délai de trois mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent article en ce qui la concerne, la date la plus éloignée étant retenue, un système d'autorisation des importations et des exportations de substances réglementées nouvelles, utilisées, recyclées et régénérées des annexes A, B, C et E.</p> <p>2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, chaque Partie visée au paragraphe 1 de l'article 5 qui décide qu'elle n'est pas en mesure de mettre en place et en œuvre un système d'autorisation des importations et des exportations des substances réglementées des annexes C et E peut reporter au 1^{er} janvier 2005 et au 1^{er} janvier 2002, respectivement, l'adoption de ces mesures.</p> <p>3. Chacune des Parties, dans un délai de trois mois à compter de la date d'entrée en vigueur du système d'autorisation, fait rapport au Secrétariat sur la mise en place et le fonctionnement dudit système.</p> <p>4. Le Secrétariat établit et diffuse périodiquement à toutes les Parties la liste des Parties ayant fait rapport sur leur système d'autorisation et communique cette information au Comité d'application aux fins d'examen et de recommandations appropriées aux Parties."</p> <p>→ De nombreuses Parties disposent déjà de régimes de licences en vigueur qui permettent de satisfaire aux contrôles visant la consommation et la production d'ODS. Cette obligation en matière de licences est contraignante depuis novembre 1999. Au 31 octobre 2010, 176 Parties à l'Amendement de Montréal au Protocole de Montréal et 37 Parties qui sont Parties au Protocole de Montréal mais n'ont pas encore ratifié l'Amendement de Montréal avaient déjà établi des régimes d'octroi de licences pour les ODS. La Décision XXII/19, prise à la vingt-deuxième réunion des Parties, a encouragé les cinq Parties à l'Amendement de Montréal et les trois Parties au Protocole de Montréal qui n'avaient pas encore mis en place de régimes de licences d'importation et d'exportation à le faire d'urgence.</p>

2. Décisions des réunions des Parties

1. Des exemples de décisions adoptées par les Réunions des Parties (RdP) au Protocole de Montréal figurent ci-après:

RdP V Bangkok, 1993	→ Il a été décidé, à la RdP V, qu'il n'était pas faisable d'interdire ou de restreindre les importations de produits fabriqués avec des substances inscrites à l'annexe A mais ne contenant pas de telles substances (CFC et halons) (Décision V/17).
RdP IX Montréal, 1997	→ La RdP IX a instauré, dans le cadre de l'Amendement de Montréal, entre autres mesures, des contrôles sur les échanges commerciaux de bromure de méthyle (annexe E) avec les non-Parties: <ul style="list-style-type: none"> - À compter de novembre 2000, toutes les Parties doivent interdire l'importation de bromure de méthyle en provenance de tout État non Partie à l'Amendement de Montréal et, après novembre 2000, elles doivent en interdire l'exportation vers un tel État. - Les Parties doivent décourager les exportations vers les non-Parties de techniques servant à produire ou à utiliser du bromure de méthyle. - Toutes les Parties doivent s'abstenir de fournir une aide pour l'exportation vers les non-Parties d'équipements ou de techniques facilitant la production de bromure de méthyle.
RdP XIV Rome, 2002	→ La RdP XIV a adopté les deux décisions liées au commerce ci-après: <ul style="list-style-type: none"> - La Décision XIV/7 sur la surveillance du commerce de substances qui appauvrissent la couche d'ozone et la prévention du commerce illicite de ces substances encourage, entre autres, toutes les Parties à échanger des informations et à intensifier les efforts conjoints visant à améliorer les moyens d'identifier les substances qui appauvrissent la couche d'ozone (ODS) et de prévenir le commerce illicite de ces substances. La Décision invite aussi les Parties à faire rapport au secrétariat de l'ozone sur les cas dûment avérés de commerce illicite d'ODS, et le Secrétariat est prié de recueillir toutes informations sur le commerce illicite émanant des Parties et de les diffuser à toutes les Parties. - La Décision XIV/36 concernant le rapport sur les systèmes d'autorisation fait état du rapport de situation des Parties qui ont mis en place des systèmes d'autorisation et encourage les Parties qui ne l'ont pas encore fait à mettre en place des systèmes d'autorisation pour les importations et les exportations d'ODS. → La RdP XIV a aussi adopté la Décision XIV/11 sur les liens entre le Protocole de Montréal et l'OMC: <ol style="list-style-type: none"> 1. De demander au secrétariat de l'ozone de faire rapport aux Parties au Protocole de Montréal sur toute réunion de l'OMC à laquelle il assiste et sur tous contacts d'ordre technique avec le Secrétariat de l'OMC et les secrétariats de ses comités. 2. De demander au secrétariat de suivre l'évolution des négociations au sein du CCE de l'OMC en Session extraordinaire et de faire rapport aux Parties. 3. De demander en outre au secrétariat de l'ozone, en coordination avec le secrétariat du Fonds multilatéral, lorsqu'il lui est demandé de fournir des conseils généraux à l'OMC sur les dispositions du Protocole de Montréal et les activités du Fonds multilatéral relatives au commerce, de consulter les Parties au Protocole de Montréal et les membres du Comité exécutif avant de fournir ces conseils. S'il est demandé au secrétariat de l'ozone d'interpréter les dispositions du protocole relatives au commerce, le secrétariat devrait en référer aux Parties avant de fournir de tels conseils."
RdP XV Nairobi, 2003	La Décision XV/20 concernant le rapport sur les systèmes d'autorisation fait état du rapport de situation des Parties qui ont mis en place des systèmes d'autorisation et encourage les Parties qui ne l'ont pas encore fait à mettre en place des systèmes d'autorisation pour les importations et les exportations de substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

<p>RdP XVI Prague, 2004</p>	<p>→ La RdP XVI a adopté les cinq décisions liées au commerce ci-après:</p> <ul style="list-style-type: none"> - La Décision XVI/7 sur le commerce des produits et marchandises traités au bromure de méthyle invite les Parties au Protocole de Montréal, sans préjudice de leurs droits et obligations au titre du Protocole de Montréal et d'autres accords internationaux, de ne pas restreindre le commerce des produits et marchandises en provenance des Parties qui ont ratifié les dispositions du Protocole concernant le bromure de méthyle et qui s'acquittent des obligations qui leur incombent en vertu du protocole, pour la seule raison que ces marchandises ou produits ont été traités au bromure de méthyle, ou produits ou cultivés sur des sols traités avec cette substance. - La Décision XVI/11 sur la coordination entre les organismes des Nations Unies en ce qui concerne les utilisations du bromure de méthyle pour la quarantaine et les traitements préalables à l'expédition prie entre autres les Parties importatrices d'accepter les emballages en bois traités avec des méthodes de remplacement du bromure de méthyle, conformément à la norme 15 des normes internationales pour les mesures phytosanitaires de la CIPV. - La Décision XVI/32 sur la mise en place des systèmes d'octroi de licences au titre de l'article 4B du Protocole de Montréal encourage entre autres les Parties à mettre en place des systèmes d'octroi de licences pour les importations et les exportations d'ODS. - La Décision XVI/33 sur le commerce illicite d'ODS a noté qu'il était nécessaire de coordonner les efforts des Parties, à l'échelon national comme à l'échelon international, pour supprimer le commerce illicite des ODS et a demandé de définir la portée d'une étude de faisabilité sur la mise en place d'un système de surveillance du commerce des ODS. <p>→ Conformément à cette décision, un atelier d'experts a été convoqué en 2005 chargé d'explorer des idées concrètes et de définir le cadre conceptuel de la coopération pour lutter contre le trafic illicite d'ODS.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La Décision XVI/34 sur la coopération entre le secrétariat du Protocole de Montréal et les secrétariats d'autres conventions et organisations internationales connexes a prié le secrétariat de renforcer sa coopération avec, entre autres, l'OMC, de suivre les faits nouveaux intervenus dans le cadre de l'OMC et de signaler ces faits nouveaux.
<p>RdP XVII Dakar, 2005</p>	<p>→ La RdP XVII a adopté plusieurs décisions liées au commerce:</p> <ul style="list-style-type: none"> - La Décision XVII/16 sur la prévention du commerce illicite de substances réglementées qui appauvrissent la couche d'ozone a approuvé le cadre de l'étude de faisabilité sur la mise en place d'un système international de surveillance des mouvements transfrontières de substances réglementées qui appauvrissent la couche d'ozone entre les Parties (l'étude a été publiée en septembre 2006 et peut être consultée à l'adresse suivante: http://ozone.unep.org/Meeting_Documents/mop/18mop/ODS-Tracking-September-2006.pdf). En outre, la Décision demande instamment à toutes les Parties, y compris les organisations régionales d'intégration économique, de s'acquitter pleinement de leurs obligations en vertu de l'article 4B du Protocole de Montréal, notamment quant à la mise en place de systèmes d'octroi de licences pour le contrôle des importations, des exportations et des réexportations ("réexportation" signifiant l'exportation de substances précédemment importées). La Décision propose également d'envisager des mesures de réglementation supplémentaires concernant l'utilisation des ODS réglementées dans des secteurs particuliers ou pour certaines applications particulières. - La Décision XVII/23 sur la mise en place des systèmes d'octroi de licences au titre de l'article 4B du Protocole a noté que 107 Parties à l'Amendement de Montréal au Protocole de Montréal et 37 Parties au Protocole de Montréal qui n'ont pas encore ratifié l'Amendement de Montréal ont mis en place des systèmes d'octroi de licences pour les ODS. La Décision engage toutes les Parties à l'Amendement de Montréal qui n'ont pas encore instauré de tels systèmes à le faire d'urgence.

	<ul style="list-style-type: none"> - La Décision XVII/25 sur le non-respect a noté le non-respect du Protocole de Montréal par l'Arménie (dépassement de la consommation maximale autorisée de bromure de méthyle) et a averti l'Arménie qu'au cas où elle manquerait de revenir au respect de ses obligations en temps utile, la RdP envisagerait de prendre des mesures visant notamment à faire en sorte que "cesse l'approvisionnement en bromure de méthyle ... et que les Parties exportatrices ne contribuent pas à perpétuer une situation de non-respect". - La Décision XVII/26 sur le non-respect a noté que l'Azerbaïdjan n'est pas parvenu à faire respecter l'interdiction nouvellement instituée d'importer des CFC vu son manque de compétences pour tracer ces substances et a demandé aux Parties exportatrices d'aider l'Azerbaïdjan à honorer ses engagements. <p>→ Des décisions similaires sur le non-respect par d'autres Parties ont été prises, entre autres les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Non-respect de l'engagement d'éliminer le méthyle chloroforme: Décision XVII/27 (Bangladesh); Décision XVII/28 (Bosnie-Herzégovine); Décision XVII/31 (Équateur); Décision XVII/29 (Chili); - Non-respect de l'engagement d'éliminer les CFC: Décision XVII/32 (États fédérés de Micronésie); - Non-respect de l'engagement d'éliminer le bromure de méthyle: Décision XVII/33 (Fidji); Décision XVII/34 (Honduras); Décision XVII/37 (Jamahiriya arabe libyenne); Décision XVII/29 (Chili); - Non-respect de l'engagement d'éliminer les halons: Décision XVII/36 (Kirghizistan); Décision XVII/37 (Jamahiriya arabe libyenne); Décision XVII/38 (Sierra Leone).
RdP XVIII New Delhi, 2006	- Décision XVIII/18 sur la prévention du trafic illicite de substances qui appauvrissent la couche d'ozone par la mise en place de systèmes de surveillance des mouvements transfrontières de ces substances entre les Parties. La Décision engageait vivement toutes les Parties à "appliquer intégralement l'article 4B du Protocole de Montréal et à prendre en considération les recommandations figurant dans les décisions des Parties, notamment les Décisions IX/8, XIV/7, XVII/12 et XVII/16".

F. CONVENTION DE BALE SUR LE CONTROLE DES MOUVEMENTS TRANSFRONTIERES DE DECHETS DANGEREUX ET DE LEUR ELIMINATION

1. Dispositions de la Convention

Article premier Champ d'application de la Convention	<p>"1. Les déchets ci-après, qui font l'objet de mouvements transfrontières, seront considérés comme des "déchets dangereux" aux fins de la présente Convention:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Les déchets qui appartiennent à l'une des catégories figurant à l'annexe I, à moins qu'ils ne possèdent aucune des caractéristiques indiquées à l'annexe III; et b) Les déchets auxquels les dispositions de l'alinéa a) ne s'appliquent pas, mais qui sont définis ou considérés comme dangereux par la législation interne de la Partie d'exportation, d'importation ou de transit. <p>2. Les déchets qui appartiennent à l'une des catégories figurant à l'annexe II et font l'objet de mouvements transfrontières seront considérés comme "d'autres déchets" aux fins de la présente Convention. ..."</p>
---	--

<p>Article 3 Définitions nationales des déchets dangereux</p>	<p>"1. Chacune des Parties informe le secrétariat de la Convention, dans un délai de six mois après être devenue Partie à la Convention, des déchets, autres que ceux indiqués dans les annexes I et II, qui sont considérés ou définis comme dangereux par sa législation nationale, ainsi que de toute autre disposition concernant les procédures en matière de mouvement transfrontières applicables à ces déchets.</p> <p>2. Chacune des Parties informe par la suite le Secrétariat de toute modification importante aux renseignements communiqués par elle en application du paragraphe 1.</p> <p>3. Le Secrétariat informe immédiatement toutes les Parties des renseignements qu'il a reçus en application des paragraphes 1 et 2.</p> <p>4. Les Parties sont tenues de mettre à la disposition de leurs exportateurs les renseignements qui leur sont communiqués par le Secrétariat en application du paragraphe 3."</p>
<p>Article 4 Obligations générales</p>	<p>"1. a) les Parties exerçant leur droit d'interdire l'importation de déchets dangereux ou d'autres déchets en vue de leur élimination en informent les autres Parties conformément aux dispositions de l'article 13;</p> <p>b) les Parties interdisent ou ne permettent pas l'exportation de déchets dangereux et d'autres déchets dans les Parties qui ont interdit l'importation de tels déchets, lorsque cette interdiction a été notifiée conformément aux dispositions de l'alinéa a) ci-dessus;</p> <p>c) les Parties interdisent ou ne permettent pas l'exportation de déchets dangereux et d'autres déchets si l'État d'importation ne donne pas par écrit son accord spécifique pour l'importation de ces déchets, dans le cas où cet État d'importation n'a pas interdit l'importation de ces déchets.</p> <p>2. Chaque Partie prend les dispositions voulues pour:</p> <p>a) veiller à ce que la production de déchets dangereux et d'autres déchets à l'intérieur du pays soit réduite au minimum, compte tenu des considérations sociales, techniques et économiques;</p> <p>b) assurer la mise en place d'installations adéquates d'élimination qui devront, dans la mesure du possible, être situées à l'intérieur du pays, en vue d'une gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets en quelque lieu qu'ils soient éliminés; ...</p> <p>... d) veiller à ce que les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets soient réduits à un minimum compatible avec une gestion efficace et écologiquement rationnelle desdits déchets et qu'ils s'effectuent de manière à protéger la santé humaine et l'environnement contre les effets nocifs qui pourraient en résulter;</p> <p>e) interdire les exportations de déchets dangereux ou d'autres déchets à destination des États ou groupes d'États appartenant à des organisations d'intégration politique ou économique qui sont Parties, particulièrement les pays en développement, qui ont interdit par leur législation toute importation, ou si elle [la Partie] a des raisons de croire que les déchets en question n'y seront pas gérés selon des méthodes écologiquement rationnelles telles que définies par les critères que retiendront les Parties à leur première réunion;</p> <p>f) exiger que les renseignements sur les mouvements transfrontières proposés de déchets dangereux et d'autres déchets soient communiqués aux États concernés, conformément à l'annexe V-A, pour qu'ils puissent évaluer les conséquences pour la santé humaine et l'environnement des mouvements envisagés;</p> <p>g) empêcher les importations de déchets dangereux et d'autres déchets si elle [la Partie] a des raisons de croire que les déchets en question ne seront pas gérés selon des méthodes écologiquement rationnelles;</p> <p>h) coopérer avec les autres Parties et les autres organisations intéressées, directement et par l'intermédiaire du secrétariat, à des activités portant notamment sur la diffusion de renseignements sur les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets, afin d'améliorer la gestion écologiquement rationnelle desdits déchets et d'empêcher le trafic illicite ...</p>

	<p>5. Les Parties n'autorisent pas les exportations de déchets dangereux ou d'autres déchets vers un État non Partie ou l'importation de tels déchets en provenance d'un État non Partie.</p> <p>6. Les Parties conviennent d'interdire l'exportation de déchets dangereux ou d'autres déchets en vue de leur élimination dans la zone située au sud du soixantième parallèle de l'hémisphère Sud, que ces déchets fassent ou non l'objet d'un mouvement transfrontières.</p> <p>7. En outre, chaque Partie:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) interdit à toute personne relevant de sa compétence nationale de transporter ou d'éliminer des déchets dangereux ou d'autres déchets, à moins que la personne en question ne soit autorisée ou habilitée à procéder à ce type d'opération; b) exige que les déchets dangereux et d'autres déchets qui doivent faire l'objet d'un mouvement transfrontières soient emballés, étiquetés et transportés conformément aux règles et normes internationales généralement acceptées et reconnues en matière d'emballage, d'étiquetage et de transport, et qu'il soit dûment tenu compte des pratiques internationalement admises en la matière; c) exige que les déchets dangereux et d'autres déchets soient accompagnés d'un document de mouvement depuis le lieu d'origine du mouvement jusqu'au lieu d'élimination. <p>8. Chaque Partie exige que les déchets dangereux ou d'autres déchets dont l'exportation est prévue soient gérés selon des méthodes écologiquement rationnelles dans l'État d'importation ou ailleurs. À leur première réunion, les Parties arrêteront des directives techniques pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets entrant dans le cadre de la présente convention.</p> <p>9. Les Parties prennent les mesures requises pour que les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets ne soient autorisés que:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) si l'État d'exportation ne dispose pas des moyens techniques et des installations nécessaires ou des sites d'élimination voulus pour éliminer les déchets en question selon des méthodes écologiquement rationnelles et efficaces; ou b) si les déchets en question constituent une matière brute nécessaire pour les industries de recyclage ou de récupération de l'État d'importation; ou c) si le mouvement transfrontières en question est conforme à d'autres critères qui seront fixés par les Parties pour autant que ceux-ci ne soient pas en contradiction avec les objectifs de la présente convention. <p>10. L'obligation, aux termes de la présente convention, des États producteurs de déchets dangereux et d'autres déchets d'exiger que les déchets soient traités selon des méthodes écologiquement rationnelles ne peut en aucun cas être transférée à l'État d'importation ou de transit.</p> <p>11. Rien dans la présente convention n'empêche une Partie d'imposer, pour mieux protéger la santé humaine et l'environnement, des conditions supplémentaires qui soient compatibles avec les dispositions de la présente convention et conformes aux règles du droit international.</p> <p>12. Aucune disposition de la présente convention ne portera atteinte de quelque façon que ce soit à la souveraineté des États sur leurs eaux territoriales établie conformément au droit international, ni aux droits souverains et à la juridiction qu'exercent les États dans leur zone économique exclusive et sur leur plateau continental conformément au droit international, ni à l'exercice par les navires et les aéronefs de tous les États des droits et de la liberté de navigation tels qu'ils sont régis par le droit international et qu'ils ressortent des instruments internationaux pertinents ..."</p>
<p>Article 5 Désignation des autorités compétentes et du correspondant</p>	<p>"Pour faciliter l'application de la présente convention, les Parties:</p> <p>1. Désignent ou créent une ou plusieurs autorités compétentes et un correspondant. Une autorité compétente est désignée pour recevoir les notifications dans le cas d'un État de transit ..."</p>

<p>Article 6 Mouvements transfrontières entre Parties</p>	<p>→ L'article 6 prévoit la procédure de consentement préalable en connaissance de cause, ou "système de contrôle", à laquelle sont assujettis les mouvements transfrontières de déchets dangereux.</p> <p>"1. L'État d'exportation informe par écrit, par l'intermédiaire de l'autorité compétente de l'État d'exportation, l'autorité compétente des États concernés de tout mouvement transfrontières de déchets dangereux ou d'autres déchets envisagé, ou exige du producteur ou de l'exportateur qu'il le fasse. Ces notifications doivent contenir les déclarations et renseignements spécifiés à l'annexe V-A, rédigés dans une langue acceptable pour l'État d'importation. Une seule notification est envoyée à chacun des États concernés.</p> <p>2. L'État d'importation accuse par écrit réception de la notification à celui qui l'a donnée en consentant au mouvement avec ou sans réserve, ou en refusant l'autorisation de procéder au mouvement, ou en demandant un complément d'information. Une copie de la réponse définitive de l'État d'importation est envoyée aux autorités compétentes des États concernés qui sont Parties.</p> <p>3. L'État d'exportation n'autorise pas le producteur ou l'exportateur à déclencher le mouvement transfrontières avant d'avoir reçu confirmation écrite que:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'auteur de la notification a reçu le consentement écrit de l'État d'importation; et que b) l'auteur de la notification a reçu de l'État d'importation confirmation de l'existence d'un contrat entre l'exportateur et l'éliminateur spécifiant une gestion écologiquement rationnelle des déchets considérés. <p>4. Chaque État de transit qui est Partie accuse sans délai réception de la notification à celui qui l'a donnée. Il peut ultérieurement prendre position par réponse écrite à l'auteur de la notification dans un délai de 60 jours en consentant au mouvement avec ou sans réserve, ou en refusant l'autorisation de procéder au mouvement, ou en demandant un complément d'information. L'État d'exportation n'autorise pas le déclenchement du mouvement transfrontières avant d'avoir reçu le consentement écrit de l'État de transit. Cependant, si, à quelque moment que ce soit, une Partie décide de ne pas demander un accord préalable écrit, en général ou dans des conditions particulières, pour ce qui concerne des mouvements transfrontières de transit de déchets dangereux ou d'autres déchets, ou si elle modifie ses exigences à cet égard, elle informe immédiatement les autres Parties de sa décision conformément aux dispositions de l'article 13. Dans ce dernier cas, si l'État d'exportation ne reçoit aucune réponse dans un délai de 60 jours à compter de la réception de la notification donnée par l'État de transit, l'État d'exportation peut permettre que cette exportation se fasse à travers l'État de transit.</p> <p>5. Lorsque, dans un mouvement transfrontières de déchets, ces déchets ne sont juridiquement définis ou considérés comme dangereux que:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) par l'État d'exportation, les dispositions du paragraphe 9 du présent article qui s'appliquent à l'importateur ou à l'éliminateur et à l'État d'importation s'appliqueront <i>mutatis mutandis</i> à l'exportateur et à l'État d'exportation, respectivement; b) par l'État d'importation ou par les États d'importation et de transit qui sont Parties, les dispositions des paragraphes 1, 3, 4 et 6 du présent article qui s'appliquent à l'exportateur et à l'État d'exportation s'appliqueront <i>mutatis mutandis</i> à l'importateur ou à l'éliminateur et à l'État d'importation, respectivement; c) pour tout État de transit qui est Partie, les dispositions du paragraphe 4 s'appliqueront audit État. <p>6. L'État d'exportation peut, sous réserve du consentement écrit des États concernés, autoriser le producteur ou l'exportateur à utiliser une procédure de notification générale lorsque des déchets dangereux ou d'autres déchets ayant les mêmes caractéristiques physiques et chimiques sont régulièrement expédiés au même éliminateur par le même poste douanier de sortie de l'État d'exportation, le même poste douanier d'entrée du pays d'importation et, en cas de transit, par les mêmes postes douaniers d'entrée et de sortie du ou des États de transit.</p> <p>7. Les États concernés peuvent subordonner leur consentement écrit à l'emploi de la procédure de notification générale visée au paragraphe 6 pour la communication de certains renseignements, tels que la quantité exacte des déchets dangereux ou d'autres déchets à expédier, ou la liste périodique de ces déchets.</p> <p>8. La notification générale et le consentement écrit visés aux paragraphes 6 et 7 peuvent porter sur des expéditions multiples de déchets dangereux ou d'autres déchets au cours d'une période maximum de 12 mois.</p>
---	--

	<p>9. Les Parties exigent de toute personne prenant en charge un mouvement transfrontières de déchets dangereux ou d'autres déchets qu'elle signe le document de mouvement à la livraison ou à la réception des déchets en question. Elles exigent aussi de l'éliminateur qu'il informe l'exportateur et l'autorité compétente de l'État d'exportation de la réception des déchets en question et, en temps voulu, de l'achèvement des opérations d'élimination selon les modalités indiquées dans la notification. Si cette information n'est pas reçue par l'État d'exportation, l'autorité compétente de cet État ou l'exportateur en informe l'État d'importation.</p> <p>10. La notification et la réponse exigées aux termes du présent article sont communiquées à l'autorité compétente des Parties concernées ou à l'organisme gouvernemental compétent dans le cas des États non Parties.</p> <p>11. Les États d'importation ou de transit qui sont Parties peuvent exiger comme condition d'entrée que tout mouvement transfrontières de déchets dangereux ou d'autres déchets soit couvert par une assurance, un cautionnement ou d'autres garanties."</p>
Article 8 Obligation de réimporter	<p>"Lorsqu'un mouvement transfrontières de déchets dangereux ou d'autres déchets auquel les États concernés ont consenti, sous réserve des dispositions de la présente convention, ne peut être mené à terme conformément aux clauses du contrat, l'État d'exportation veille, si d'autres dispositions ne peuvent être prises pour éliminer les déchets selon des méthodes écologiquement rationnelles dans un délai de 90 jours à compter du moment où l'État concerné a informé l'État d'exportation et le Secrétariat, ou toute autre période convenue par les États concernés, à ce que l'exportateur réintroduise ces déchets dans l'État d'exportation. À cette fin, l'État d'exportation et toute Partie de transit ne s'opposent pas à la réintroduction de ces déchets dans l'État d'exportation, ni ne l'entravent ou ne l'empêchent."</p> <p>→ Il est obligatoire de réimporter les déchets s'ils ne peuvent être éliminés d'une manière écologiquement rationnelle.</p>
Article 9 Trafic illicite	<p>"1. Aux fins de la présente convention, est réputé constituer un trafic illicite tout mouvement transfrontières de déchets dangereux ou d'autres déchets:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) effectué sans qu'une notification ait été donnée à tous les États concernés conformément aux dispositions de la présente convention; ou b) effectué sans le consentement que doit donner l'État intéressé conformément aux dispositions de la présente convention; ou c) effectué avec le consentement des États intéressés obtenu par falsification, fausse déclaration ou fraude; ou d) qui n'est pas conforme matériellement aux documents; ou e) qui entraîne une élimination délibérée (par exemple déversement) de déchets dangereux ou d'autres déchets, en violation des dispositions de la présente convention et des principes généraux du droit international. <p>2. Au cas où un mouvement transfrontières de déchets dangereux ou d'autres déchets est considéré comme trafic illicite du fait du comportement de l'exportateur ou du producteur, l'État d'exportation veille à ce que les déchets dangereux en question soient:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) repris par l'exportateur ou le producteur ou, s'il y a lieu, par lui-même sur son territoire ou, si cela est impossible; b) éliminés d'une autre manière conformément aux dispositions de la présente convention, dans un délai de 30 jours à compter du moment où l'État d'exportation a été informé du trafic illicite ou tout autre délai dont les États concernés pourraient convenir. À cette fin, les Parties concernées ne s'opposent pas au retour de ces déchets dans l'État d'exportation ni ne l'entravent ou ne l'empêchent.

	<p>3. Lorsqu'un mouvement transfrontières de déchets dangereux ou d'autres déchets est considéré comme trafic illicite par suite du comportement de l'importateur ou de l'éliminateur, l'État d'importation veille à ce que les déchets dangereux en question soient éliminés d'une manière écologiquement rationnelle par l'importateur ou, s'il y a lieu, par lui-même dans un délai de 30 jours à compter du moment où le trafic illicite a retenu l'attention de l'État d'importation ou tout autre délai dont les États concernés pourraient convenir. À cette fin, les Parties concernées coopèrent, selon les besoins, pour éliminer les déchets selon des méthodes écologiquement rationnelles.</p> <p>4. Lorsque la responsabilité du trafic illicite ne peut être imputée ni à l'exportateur ou au producteur, ni à l'importateur ou à l'éliminateur, les Parties concernées ou d'autres Parties, le cas échéant, coopèrent pour veiller à ce que les déchets dangereux en question soient éliminés le plus tôt possible selon des méthodes écologiquement rationnelles dans l'État d'exportation, dans l'État d'importation ou ailleurs, s'il y a lieu.</p> <p>5. Chaque Partie adopte les lois nationales/internes voulues pour interdire et réprimer sévèrement le trafic illicite. Les Parties coopèrent en vue de parvenir aux objectifs énoncés dans le présent article."</p>
Article 10 Coopération internationale	<p>1. Les Parties coopèrent entre elles afin d'améliorer et d'assurer la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets.</p> <p>2. À cette fin, les Parties:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Communiquent sur demande des renseignements, sur base bilatérale ou multilatérale, en vue d'encourager la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets, y compris par l'harmonisation des normes et pratiques techniques visant à une bonne gestion des déchets dangereux et d'autres déchets; b) Coopèrent en vue de surveiller les effets de la gestion des déchets dangereux sur la santé humaine et l'environnement; c) Coopèrent, sous réserve des dispositions de leurs lois, réglementations et politiques nationales, à la mise au point et à l'application de nouvelles techniques écologiquement rationnelles produisant peu de déchets et à l'amélioration des techniques existantes en vue d'éliminer dans la mesure du possible, la production de déchets dangereux et d'autres déchets et d'élaborer des méthodes plus efficaces pour en assurer la gestion d'une manière écologiquement rationnelle, notamment en étudiant les conséquences économiques, sociales et environnementales de l'adoption de ces innovations ou perfectionnements techniques; d) Coopèrent activement, sous réserve des dispositions de leurs lois, réglementations et politiques nationales, au transfert des techniques relatives à la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets et des systèmes d'organisation de cette gestion. Elles coopèrent aussi pour favoriser le développement des moyens techniques des Parties et notamment de celles qui auraient besoin d'une aide technique dans ce domaine et en feraient la demande; ...

2. Décisions de la Conférence des Parties

1. On trouvera ci-après des exemples de décisions adoptées lors de réunions de la CdP à la Convention de Bâle:

CdP 2 Genève, 1994	<p>→ À la CdP 2, les Parties sont convenues d'interdire les exportations de déchets dangereux destinés à des opérations d'élimination définitive, de récupération et de recyclage en provenance des pays membres de l'OCDE vers les pays non membres de l'OCDE (Décision II/12). Comme la décision n'avait pas été intégrée dans le texte de la Convention lui-même, la question de savoir si elle était juridiquement contraignante ou non a été soulevée.</p>
-------------------------------------	---

<p>CdP 3 Genève, 1995</p>	<p>→ À la CdP 3, il a été proposé d'intégrer l'interdiction de manière formelle dans la Convention de Bâle en tant qu'amendement (Décision III/1). Lorsque l'interdiction entrera en vigueur (cet amendement comptait 69 Parties en octobre 2010), il insérera un nouvel article 4 A 2) dans la Convention qui disposerait ce qui suit:</p> <ul style="list-style-type: none"> - interdiction de tous les mouvements transfrontières de déchets dangereux destinés à des opérations d'élimination définitive en provenance des pays figurant dans l'annexe VII (membres de l'OCDE, des CE et Liechtenstein) vers les pays ne figurant pas dans l'annexe VII, et - interdiction de tous les mouvements transfrontières de déchets dangereux visés au paragraphe 1 a) de l'article premier qui sont destinés à des opérations de recyclage en provenance de pays figurant dans l'annexe VII vers les pays ne figurant pas dans l'annexe VII.
<p>CdP 4 Kuching, 1998</p>	<p>→ À la CdP 4, une discussion a eu lieu au sujet de certains pays (Monaco, la Slovénie et Israël) qui souhaitaient être inscrits à l'annexe VII. Toutefois, il a été décidé d'attendre pour voir si l'interdiction était effective et de ne pas modifier l'annexe VII avant l'entrée en vigueur de cette interdiction. On pourrait alors décider de ne plus modifier l'annexe VII ou d'établir des critères permettant de la modifier. Cette question a été soulevée de nouveau à la CdP 5.</p> <p>→ Les annexes VIII et IX de la Convention, adoptées à la CdP 4, précisent les déchets qui sont considérés ou non comme dangereux. Des matières non dangereuses figurent parmi les déchets inscrits à l'annexe IX (liste B). De nombreuses matières recyclables, telles que le cuivre, le zinc (et leurs produits) et d'autres métaux précieux, figurent à l'annexe IX et ne sont pas considérées comme dangereuses à moins qu'elles n'aient été contaminées. Des précisions supplémentaires sont nécessaires pour certains déchets, tels que le plomb-acide et les poussières de zinc (ces déchets étant considérés comme dangereux en vertu de la Convention de Bâle).</p>
<p>CdP 5 Bâle, 1999</p>	<p>→ À la CdP 5, la Déclaration de Bâle pour une gestion écologiquement rationnelle a été adoptée. Cette déclaration indique les activités à entreprendre pour réaliser les objectifs de l'application pratique d'une gestion écologiquement rationnelle: prévention, réduction, recyclage, récupération et élimination des déchets visés par la Convention.</p>
<p>CdP 6 Genève, 2002</p>	<p>→ À sa sixième réunion, la CdP a adopté la Décision VI/30 concernant la coopération avec l'OMC:</p> <p>"... 1. Prie le secrétariat de la Convention de Bâle de:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) demander le statut d'observateur auprès du [CCE] réuni en Session extraordinaire et d'informer les Parties à la Convention de Bâle de la date du dépôt de cette demande et de celle de l'octroi de ce statut par l'Organisation mondiale du commerce; b) faire rapport aux Parties à la Convention de Bâle sur toute réunion à laquelle il assiste au sein de l'Organisation mondiale du commerce et sur tout contact d'ordre technique avec le Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce et les secrétariats de ses comités; c) suivre les tendances au sein du [CCE] de l'[OMC] réuni en Session extraordinaire et faire rapport aux Parties à ce sujet. <p>2. Prie également le secrétariat de la Convention de Bâle, lorsqu'il lui sera demandé de fournir des informations d'ordre général à l'Organisation mondiale du commerce sur les dispositions de la Convention de Bâle relatives au commerce, de consulter les Parties à la Convention de Bâle avant de fournir ces avis. S'il lui est demandé de fournir une interprétation des dispositions de la Convention relatives au commerce, le secrétariat de la Convention de Bâle renverra ces demandes à la [CdP]."</p>

<p>CdP 7 Genève, 2004</p>	<p>→ À sa septième réunion, la CdP a adopté une déclaration ministérielle sur le partenariat pour relever le défi posé par les déchets à l'échelon planétaire qui énonce des stratégies de mobilisation de ressources supplémentaires pour les déchets dangereux. La déclaration préconise le renforcement des partenariats avec les industries et d'autres organisations ou accords internationaux, notamment la Convention de Rotterdam sur le commerce de produits chimiques et pesticides dangereux et la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants. Elle encourage également les gouvernements à fixer leurs propres cibles individuelles ou régionales pour réduire au minimum les déchets. Les Décisions VII/2 sur la réduction au minimum des déchets dangereux, VII/3 sur le Programme de partenariats de la Convention de Bâle et VII/4 sur l'Initiative pour un partenariat sur les téléphones portables ont été adoptées pour relever le défi posé par les déchets à l'échelle planétaire.</p> <p>→ La Décision VII/38 sur la coopération internationale, y compris la coopération avec l'OMC et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) prie "le secrétariat de poursuivre sa coopération conformément aux Décisions VI/29 et VI/30, dans des secteurs essentiels pour une mise en œuvre efficace de la Convention de Bâle, de son protocole et de ses amendements avec les organisations compétentes, notamment les suivantes: ... j) OMC; ..."</p>
<p>CdP 8 Nairobi, 2006</p>	<p>→ À sa huitième réunion, la CdP a adopté la déclaration ministérielle de Nairobi sur la gestion écologiquement rationnelle des déchets électroniques et électriques qui énonce des stratégies de traitement des déchets électroniques et encourage l'échange d'informations et le transfert des meilleures technologies disponibles pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets électroniques des pays développés vers les pays en développement et les pays à économie en transition. La déclaration établit un mécanisme pour empêcher et combattre le trafic illicite de déchets électroniques et encourage des actions nationales, régionales et mondiales globales en matière de gestion écologiquement rationnelle des déchets électroniques et des équipements en fin de vie grâce à un partage des responsabilités et à des engagements de la part de toutes les parties concernées. Une décision sur la gestion écologiquement rationnelle des déchets électroniques a également été adoptée et charge le Groupe de travail à composition non limitée d'élaborer un programme de travail sur la gestion écologiquement rationnelle des déchets électroniques centré sur les besoins des pays en développement et des pays à économie en transition. La décision prie instamment les Parties, notamment, de collaborer pour empêcher et combattre le trafic illicite grâce à l'échange d'informations; à des systèmes de traçabilité et d'avertissement rapide; au renforcement des capacités, plus particulièrement le renforcement des mécanismes institutionnels; à des cadres juridiques; et au contrôle des activités. Elle demande également instamment aux Parties de veiller à ce que les dons d'équipements électroniques et électriques qui font l'objet de mouvements transfrontières ne comportent pas d'équipements en fin de vie. Des rapports sur la mise en œuvre de la décision seront présentés à la CdP 9.</p> <p>→ À sa huitième réunion, la CdP a adopté une décision qui demande au Secrétariat de renforcer encore la coopération et les synergies avec d'autres organisations internationales et régionales ainsi qu'avec les accords multilatéraux sur l'environnement dans des domaines relevant de la Convention de Bâle, y compris l'OMC. Cette décision prie en outre le Secrétariat de demander à bénéficier du statut d'observateur au Comité du commerce et de l'environnement de l'OMC et d'aviser les Parties à la Convention lorsque la demande aura été faite et lorsque le statut d'observateur aura été accordé par l'OMC.</p> <p>→ S'agissant de l'interprétation du paragraphe 5 de l'article 17 de la Convention qui régit l'entrée en vigueur des amendements à la Convention, la CdP 8 a prié le Groupe de travail à composition non limitée de commencer à traiter la question de l'interprétation et d'élaborer un projet de décision pour parvenir à un accord sur l'interprétation du paragraphe 5 de l'article 17, conformément au droit international, qui sera soumis à la CdP 9 pour examen. Il est indiqué que l'entrée en vigueur de l'amendement contenu dans la Décision III/1, adoptée par la CdP 3, pourrait dépendre de l'interprétation du paragraphe 5 de l'article 17.</p> <p>→ S'agissant du mouvement transfrontières des téléphones portables usagés en fin de vie, la CdP 8 a adopté provisoirement un document d'orientation sur la gestion écologiquement rationnelle des téléphones portables usagés en fin de vie en tant que document à caractère volontaire et a invité les Parties à utiliser et tester le document d'orientation ainsi que les cinq directives élaborées dans le cadre de l'initiative pour un partenariat sur les téléphones portables utilisées au cours de la période biennale 2005-2006. Le document d'orientation traite, entre autres, des mouvements transfrontières des téléphones portables usagés ou en fin de vie.</p>

<p>CdP-9 Bali, 2008</p>	<p>→ À sa neuvième réunion, la CdP a adopté la Déclaration de Bali sur la gestion des déchets au service de la santé et des moyens de subsistance. La Déclaration encourage:</p> <p>"les Parties et les organisations publiques et privées compétentes, y compris les organisations et programmes internationaux et régionaux" à prendre les mesures suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> "b) Renforcer la coopération sous-régionale et régionale dans le domaine des déchets et de la santé (...) c) Améliorer le contrôle des expéditions de déchets et les contrôles aux frontières de façon à prévenir les mouvements illicites de déchets dangereux et autres déchets (...) d) Améliorer la coopération entre les autorités nationales et les responsables des secteurs des déchets, des produits chimiques et de la santé, et ce en association avec d'autres autorités et parties prenantes compétentes, aux fins de conception et de mise en place de systèmes efficaces et sans danger de gestion des déchets; e) Renforcer encore les capacités, de façon à encourager, et lorsque cela est possible, accroître les investissements publics et privés destinés au transfert et à l'utilisation des technologies appropriées permettant une gestion écologiquement rationnelle et sans danger des déchets." <p>→ La CdP 9 est convenue que le Secrétariat devrait prendre note de la demande d'examen des projets de directives techniques afin d'aborder de façon plus approfondie des aspects tels que l'incinération à terre et le cotraitement des déchets dangereux dans le contexte de la Convention de Bâle.</p> <p>→ La CdP 9 a adopté une décision (IX-26) invitant les Parties à prendre en considération "la voie à suivre éventuellement concernant l'Amendement portant interdiction" figurant dans la Déclaration du Président, afin d'examiner les moyens grâce auxquels les objectifs de l'Amendement pourraient être réalisés, en attendant son entrée en vigueur.</p>
<p>ExCdP-1 Bali, 2010</p>	<p>Les réunions extraordinaires simultanées des Conférences des Parties⁶ aux conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm ont abouti à une décision "omnibus" (BC Ex-1/1)⁷, qui porte sur les thèmes suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) activités conjointes; b) fonctions conjointes de gestion; c) services communs; d) synchronisation des cycles budgétaires; e) vérification conjointes des comptes des secrétariats; f) mécanismes d'examen. <p>La mise en œuvre de la décision "omnibus" sera examinée par les Conférences des Parties respectives en 2011. La 10^{ème} réunion de la CdP se tiendra du 17 au 21 octobre 2011 en Colombie.</p>

⁶ <http://excops.unep.ch/>.

⁷ <http://www.basel.int/synergies/documents/Attachment%2018.pdf>.

G. CONVENTION SUR LA DIVERSITE BIOLOGIQUE

1. Dispositions de la Convention

1. Le texte de la Convention ne mentionne pas expressément de mesures commerciales, et la Convention ne prescrit pas en général de mesures spécifiques. Les dispositions de la Convention, sauf quelques exceptions, fixent des objectifs et établissent des principes généraux. Il relève essentiellement des Parties de choisir les mesures spécifiques nécessaires pour réaliser ces objectifs et pour rendre ces principes effectifs. Toutefois, la Convention contient un certain nombre de dispositions qui sont généralement interprétées comme imposant aux Parties de prendre des mesures qui peuvent avoir éventuellement des conséquences sur le commerce. En outre, certaines dispositions de la Convention sont liées à d'autres accords commerciaux internationaux.

Article 6 Mesures générales en vue de la conservation et de l'utilisation durable	"Chacune des parties contractantes, en fonction des conditions et moyens qui lui sont propres: a) élabore des stratégies, plans ou programmes nationaux tendant à assurer la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique ou adapte à cette fin ses stratégies, plans ou programmes existants qui tiendront compte, entre autres, des mesures énoncées dans la présente convention qui la concernent; b) intègre, dans toute la mesure possible et comme il convient, la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans ses plans, programmes et politiques sectoriels ou intersectoriels pertinents."
Article 7 c) Identification et surveillance	"Chaque partie contractante, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra, notamment aux fins des articles 8 à 10: ... c) identifie les processus et catégories d'activités qui ont ou risquent d'avoir une influence défavorable sensible sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et surveille leurs effets par prélèvement d'échantillons et d'autres techniques."
Article 8 Conservation <i>in situ</i>	"Chaque partie contractante, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra: ... h) empêche d'introduire, contrôle ou éradique les espèces exotiques qui menacent des écosystèmes, des habitats ou des espèces; ... j) sous réserve des dispositions de sa législation nationale, respecte, préserve et maintient les connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales qui incarnent des modes de vie traditionnels présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et en favorise l'application sur une plus grande échelle, avec l'accord et la participation des dépositaires de ces connaissances, innovations et pratiques et encourage le partage équitable des avantages découlant de l'utilisation de ces connaissances, innovations et pratiques; ... l) lorsqu'un effet défavorable important sur la diversité biologique a été déterminé conformément à l'article 7, réglemente ou gère les processus pertinents ainsi que les catégories d'activités; ..."
Article 10 Utilisation durable des éléments constitutifs de la diversité biologique	"Chaque partie contractante, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra: ... b) adopte des mesures concernant l'utilisation des ressources biologiques pour éviter ou atténuer les effets défavorables sur la diversité biologique; c) protège et encourage l'usage coutumier des ressources biologiques conformément aux pratiques culturelles traditionnelles compatibles avec les impératifs de leur conservation ou de leur utilisation durable; ..."
Article 11 Mesures d'incitation	"Chaque partie contractante adopte, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra, des mesures économiquement et socialement rationnelles incitant à conserver et à utiliser durablement les éléments constitutifs de la diversité biologique."

<p>Article 14 Études d'impact et réduction des effets nocifs</p>	<p>"1. Chaque partie contractante, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) adopte des procédures permettant d'exiger l'évaluation des impacts sur l'environnement des projets qu'elle a proposés et qui sont susceptibles de nuire sensiblement à la diversité biologique en vue d'éviter et de réduire au minimum de tels effets, et, s'il y a lieu, permet au public de participer à ces procédures; b) prend les dispositions voulues pour qu'il soit dûment tenu compte des effets sur l'environnement de ses programmes et politiques susceptibles de nuire sensiblement à la diversité biologique; c) encourage, sur une base de réciprocité, la notification, l'échange de renseignements et les consultations au sujet des activités relevant de sa juridiction ou de son autorité et susceptibles de nuire sensiblement à la diversité biologique d'autres États ou de zones situées hors des limites de la juridiction nationale, en encourageant la conclusion d'accords bilatéraux, régionaux ou multilatéraux, selon qu'il conviendra; d) dans le cas d'un danger ou d'un dommage imminent ou grave trouvant son origine sous sa juridiction ou son contrôle et menaçant la diversité biologique dans une zone relevant de la juridiction d'autres États ou dans des zones situées en dehors des limites de la juridiction des États, en informe immédiatement les États susceptibles d'être touchés par ce danger ou ce dommage, et prend les mesures propres à prévenir ce danger ou ce dommage ou à en atténuer autant que possible les effets; e) facilite les arrangements nationaux aux fins de l'adoption de mesures d'urgence au cas où des activités ou des événements, d'origine naturelle ou autre, présenteraient un danger grave ou imminent pour la diversité biologique, et encourage la coopération internationale en vue d'étayer ces efforts nationaux et, selon qu'il est approprié et comme en conviennent les États ou les organisations régionales d'intégration économique concernés, en vue d'établir des plans d'urgence communs. <p>2. La [CdP] examine, sur la base des études qui seront entreprises, la question de la responsabilité et de la réparation, y compris la remise en état et l'indemnisation pour dommages causés à la diversité biologique, sauf si cette responsabilité est d'ordre strictement interne."</p>
<p>Article 15 Accès aux ressources génétiques</p>	<p>"1. Étant donné que les États ont droit de souveraineté sur leurs ressources naturelles, le pouvoir de déterminer l'accès aux ressources génétiques appartient aux gouvernements et est régi par la législation nationale.</p> <p>2. Chaque partie contractante s'efforce de créer les conditions propres à faciliter l'accès aux ressources génétiques aux fins d'utilisation écologiquement rationnelle par d'autres parties contractantes et de ne pas imposer de restrictions allant à l'encontre des objectifs de la présente convention.</p> <p>3. Aux fins de la présente convention, on entend par ressources génétiques fournies par une partie contractante, et dont il est fait mention dans le présent article et aux articles 16 et 19 ci-après, exclusivement les ressources qui sont fournies par des parties contractantes qui sont des pays d'origine de ces ressources ou par des Parties qui les ont acquises conformément à la présente convention.</p> <p>4. L'accès, lorsqu'il est accordé, est régi par des conditions convenues d'un commun accord et est soumis aux dispositions du présent article.</p> <p>5. L'accès aux ressources génétiques est soumis au consentement préalable donné en connaissance de cause de la partie contractante qui fournit lesdites ressources, sauf décision contraire de cette Partie.</p> <p>6. Chaque partie contractante s'efforce de développer et d'effectuer des recherches scientifiques fondées sur les ressources génétiques fournies par d'autres parties contractantes avec la pleine participation de ces Parties et, dans la mesure du possible, sur leur territoire.</p> <p>7. Chaque partie contractante prend les mesures législatives, administratives ou de politique générale appropriées, conformément aux articles 16 et 19 et, le cas échéant, par le biais du mécanisme de financement créé en vertu des articles 20 et 21, pour assurer le partage juste et équitable des résultats de la recherche et de la mise en valeur ainsi que des avantages résultant de l'utilisation commerciale et autre des ressources génétiques avec la partie contractante qui fournit ces ressources. Ce partage s'effectue selon des modalités mutuellement convenues."</p>

<p>Article 16 Accès à la technologie et transfert de technologie</p>	<p>"1. Chaque partie contractante, reconnaissant que la technologie inclut la biotechnologie, et que l'accès à la technologie et le transfert de celle-ci entre parties contractantes sont des éléments essentiels à la réalisation des objectifs de la présente convention, s'engage, sous réserve des dispositions du présent article, à assurer et/ou à faciliter à d'autres parties contractantes l'accès aux technologies nécessaires à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique, ou utilisant les ressources génétiques sans causer de dommages sensibles à l'environnement, et le transfert desdites technologies.</p> <p>2. L'accès à la technologie et le transfert de celle-ci, tels que visés au paragraphe 1 ci-dessus, sont assurés et/ou facilités pour ce qui concerne les pays en développement à des conditions justes et les plus favorables, y compris à des conditions de faveur et préférentielles s'il en est ainsi mutuellement convenu, et selon que de besoin conformément aux mécanismes financiers établis aux termes des articles 20 et 21. Lorsque les technologies font l'objet de brevets et autres droits de propriété intellectuelle, l'accès et le transfert sont assurés selon des modalités qui reconnaissent les droits de propriété intellectuelle et sont compatibles avec leur protection adéquate et effective. L'application du présent paragraphe sera conforme aux dispositions des paragraphes 3, 4 et 5 ci-après.</p> <p>3. Chaque partie contractante prend, comme il convient, les mesures législatives, administratives ou de politique générale voulues pour que soit assuré aux parties contractantes qui fournissent des ressources génétiques, en particulier celles qui sont des pays en développement, l'accès à la technologie utilisant ces ressources et le transfert de ladite technologie selon des modalités mutuellement convenues, y compris à la technologie protégée par des brevets et autres droits de propriété intellectuelle, le cas échéant par le biais des dispositions des articles 20 et 21, dans le respect du droit international et conformément aux paragraphes 4 et 5 ci-après.</p> <p>4. Chaque partie contractante prend, comme il convient, les mesures législatives, administratives, ou de politique générale, voulues pour que le secteur privé facilite l'accès à la technologie visée au paragraphe 1 ci-dessus, sa mise au point conjointe et son transfert au bénéfice tant des institutions gouvernementales que du secteur privé des pays en développement et, à cet égard, se conforme aux obligations énoncées aux paragraphes 1, 2 et 3 ci-dessus.</p> <p>5. Les parties contractantes, reconnaissant que les brevets et autres droits de propriété intellectuelle peuvent avoir une influence sur l'application de la Convention, coopèrent à cet égard sans préjudice des législations nationales et du droit international pour assurer que ces droits s'exercent à l'appui et non à l'encontre de ses objectifs."</p>
<p>Article 19 Gestion de la biotechnologie et répartition de ses avantages</p>	<p>"1. Chaque partie contractante prend les mesures législatives, administratives ou de politique voulues pour assurer la participation effective aux activités de recherche biotechnologique des parties contractantes, en particulier les pays en développement, qui fournissent les ressources génétiques pour ces activités de recherche, si possible dans ces parties contractantes.</p> <p>2. Chaque partie contractante prend toutes les mesures possibles pour encourager et favoriser l'accès prioritaire, sur une base juste et équitable, des parties contractantes, en particulier des pays en développement, aux résultats et aux avantages découlant des biotechnologies fondées sur les ressources génétiques fournies par ces Parties. Cet accès se fait à des conditions convenues d'un commun accord.</p> <p>3. Les Parties examinent s'il convient de prendre des mesures et d'en fixer les modalités, éventuellement sous forme d'un protocole, comprenant notamment un accord préalable donné en connaissance de cause définissant les procédures appropriées dans le domaine du transfert, de la manutention et de l'utilisation en toute sécurité de tout [OVM] résultant de la biotechnologie qui risquerait d'avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique.</p> <p>4. Chaque partie contractante communique directement ou exige que soit communiquée par toute personne physique ou morale relevant de sa juridiction et fournissant des organismes visés au paragraphe 3 ci-dessus toute information disponible relative à l'utilisation et aux règlements de sécurité exigés par ladite partie contractante en matière de manipulation de tels organismes, ainsi que tout renseignement disponible sur l'impact défavorable potentiel des organismes spécifiques en cause, à la partie contractante sur le territoire de laquelle ces organismes doivent être introduits."</p>

Article 22 Relations avec d'autres conventions internationales	<p>"1. Les dispositions de la présente convention ne modifient en rien les droits et obligations découlant pour une partie contractante d'un accord international existant, sauf si l'exercice de ces droits ou le respect de ces obligations causait de sérieux dommages à la diversité biologique ou constituait pour elle une menace.</p> <p>2. Les parties contractantes appliquent la présente convention, en ce qui concerne le milieu marin, conformément aux droits et obligations des États découlant du droit de la mer."</p>
---	---

2. Décisions de la Conférence des Parties⁸

1. Plusieurs thèmes abordés par la Conférence des Parties ont trait au commerce international et aux travaux de l'Organisation mondiale du commerce. La CdP a souligné l'interrelation entre la Convention et les dispositions de l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC), et la nécessité d'explorer davantage cette interrelation. Plus spécifiquement, la CdP a reconnu le rôle que pouvaient jouer les droits de propriété intellectuelle pour favoriser l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages résultant de leur exploitation, pour contribuer à la protection des savoirs traditionnels et au transfert de technologie dans le cadre de la Convention.

a) Accès aux ressources génétiques et partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation

Décision V/26 Accès aux ressources génétiques	<p>"B. La relation entre les droits de propriété intellectuelle et les dispositions pertinentes de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et de la [CDB]</p> <p>La [CdP] ... 2. Invite l'[OMC] à reconnaître les dispositions pertinentes de la Convention, à tenir compte du fait que les dispositions de l'Accord sur les [ADPIC] et de la [CDB] sont intimement liées et à explorer davantage cette interrelation.</p> <p>3. Demande au Secrétaire exécutif de transmettre la présente décision aux Secrétariats de l'[OMC] et de l'[OMPI] aux fins de son utilisation par les instances compétentes de ces organismes et de veiller à renforcer la coopération et la consultation avec ces organisations.</p> <p>4. Renouvelle sa demande au Secrétaire exécutif de la Convention pour qu'il sollicite le statut d'observateur auprès du Conseil des [ADPIC] et le prie de faire rapport à la [CdP] sur les mesures prises ..."</p>
Décision VI/24 Accès et partage des avantages associés aux ressources génétiques	<p>Les Lignes directrices de Bonn adoptées par la Conférence des Parties à sa sixième réunion sont contenues dans l'annexe de la Décision VI/24, section A. Les dispositions suivantes des lignes directrices peuvent s'avérer particulièrement pertinentes:</p> <p>"A. Lignes directrices de Bonn sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages résultant de leur utilisation</p> <p>I. Dispositions générales</p> <p>1. Les présentes lignes directrices peuvent fournir des éléments pour la mise au point et l'élaboration de mesures législatives, administratives ou de politique générale sur l'accès et le partage des avantages, eu égard en particulier aux dispositions des articles 8 j), 10 c), 15, 16 et 19, ainsi que de contrats et autres arrangements à des conditions convenues d'un commun accord pour l'accès et le partage des avantages. ...</p> <p>7. Les présentes lignes directrices sont volontaires et ont été établies de manière à assurer leur:</p> <p>a) Caractère volontaire: elles sont destinées à guider à la fois les utilisateurs et les fournisseurs de ressources génétiques sur une base volontaire; ...</p>

⁸ Toutes les décisions de la Conférence des Parties à la Convention sont disponibles en ligne à l'adresse <http://www.cbd.int/decisions/>.

9. Toutes les ressources génétiques et les connaissances, innovations et pratiques traditionnelles associées qui sont couvertes par la [CDB] ainsi que les avantages résultant de l'utilisation commerciale et autre de ces ressources devraient être couverts par les Lignes directrices, à l'exception des ressources génétiques humaines. ...
12. Les Lignes directrices sont conçues pour aider les Parties à élaborer une stratégie globale d'accès et de partage des avantages, qui puisse être intégrée à leur stratégie et plan d'action nationaux relatifs à la diversité biologique, ainsi qu'à déterminer les étapes du processus d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages.
- II. Rôles et responsabilités en matière d'accès et de partage des avantages conformément à l'article 15 de la [CDB]**
- ... 13. Chaque Partie devrait désigner un correspondant national unique pour l'accès et le partage des avantages et communiquer cette information par le biais du centre d'échange. Le correspondant national devrait indiquer aux demandeurs d'accès aux ressources génétiques quelles sont les procédures à suivre pour l'obtention du consentement préalable donné en connaissance de cause et les conditions convenues d'un commun accord, y compris le partage des avantages, et quelles sont les autorités nationales compétentes, les communautés autochtones et locales et les parties prenantes concernées, par l'intermédiaire du centre d'échange. ...
16. Eu égard au fait que les Parties à la Convention et les parties prenantes peuvent être à la fois utilisateurs et fournisseurs, la liste ci-après, qui indique de façon équilibrée les rôles et responsabilités de chacun, évoque les éléments clés pour lesquels une action peut être entreprise: ...
- b) dans la mise en œuvre des conditions convenues d'un commun accord, les utilisateurs devraient:
 - i) rechercher le consentement en connaissance de cause préalablement à l'accès aux ressources génétiques, conformément au paragraphe 5 de l'article 15 de la Convention; ...
 - d) les parties contractantes ayant sous leur juridiction des utilisateurs de ressources génétiques devraient prendre les mesures législatives, administratives ou de politique générale appropriées, selon qu'il conviendra, afin de favoriser le respect du consentement préalable donné en connaissance de cause de la partie contractante fournissant ces ressources ainsi que des conditions convenues d'un commun accord auxquelles l'accès a été accordé. Ces pays devraient envisager notamment les mesures suivantes:
 - i) mécanismes destinés à fournir aux utilisateurs potentiels des renseignements sur leurs obligations en matière d'accès aux ressources génétiques;
 - ii) mesures visant à encourager la divulgation du pays d'origine des ressources génétiques et l'origine des connaissances, innovations et pratiques traditionnelles des communautés autochtones et locales dans les demandes de droits de propriété intellectuelle;
 - iii) mesures visant à empêcher l'utilisation des ressources génétiques obtenues sans le consentement préalable donné en connaissance de cause de la partie contractante qui fournit ces ressources;
 - iv) coopération entre parties contractantes pour faire face à des violations présumées des accords concernant l'accès et le partage des avantages;
 - v) dispositifs de certification volontaires pour les institutions qui se conforment aux règles concernant l'accès et le partage des avantages;
 - vi) mesures décourageant les pratiques commerciales déloyales;
 - vii) autres mesures propres à encourager les utilisateurs à respecter les dispositions du paragraphe 16 b) ci-dessus. ...

IV. Étapes du processus d'accès et de partage des avantages

24. En vertu de l'article 15 de la [CDB], qui reconnaît le droit de souveraineté des États sur leurs ressources naturelles, chaque partie contractante à la Convention doit s'efforcer de créer des conditions propres à faciliter l'accès aux ressources génétiques aux fins d'utilisation écologiquement rationnelle par d'autres parties contractantes et le partage juste et équitable des avantages résultant de telles utilisations. Conformément au paragraphe 5 de l'article 15 de la [CDB], l'accès aux ressources génétiques doit être soumis au consentement préalable donné en connaissance de cause de la partie contractante qui fournit lesdites ressources, sauf décision contraire de cette Partie.

25. Dans ce contexte, les Lignes directrices sont conçues pour aider les Parties à mettre en place un système de consentement préalable donné en connaissance de cause conformément au paragraphe 5 de l'article 15 de la Convention. ...

D. Conditions convenues d'un commun accord

...

1. Exigences fondamentales pour les conditions convenues d'un commun accord

43. Les éléments suivants pourraient être considérés comme des paramètres d'orientation dans les accords contractuels. Ces éléments pourraient également être considérés comme des exigences fondamentales pour les conditions convenues d'un commun accord: ...

- c) Clause d'utilisation des droits de propriété intellectuelle concernant la recherche conjointe et l'obligation d'appliquer les droits aux inventions obtenues et de fournir des licences d'un commun accord;
- d) Possibilité de détenir conjointement des droits de propriété intellectuelle selon le degré de contribution."

D'autres parties de la Décision VI/24 peuvent aussi s'avérer pertinentes pour l'OMC:

La partie C. de la Décision VI/24 concernant le rôle des droits de propriété intellectuelle dans la mise en œuvre des arrangements concernant l'accès et le partage des avantages dispose:

"La [CdP]

1. Invite les Parties et les gouvernements à encourager la divulgation du pays d'origine des ressources génétiques dans les demandes d'octroi de droits de propriété intellectuelle quand l'objet de la demande concerne ou utilise des ressources génétiques dans son développement, en tant que contribution possible au suivi du respect du consentement préalable donné en connaissance de cause et des conditions convenues d'un commun accord sur la base desquelles l'accès à ces ressources a été accordé.

2. Invite également les Parties et les gouvernements à encourager la divulgation de l'origine des connaissances, innovations et pratiques traditionnelles pertinentes des communautés autochtones et locales se rapportant à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique dans les demandes d'octroi de droits de propriété intellectuelle, quand l'objet de la demande concerne ou utilise ces connaissances dans son développement.

3. Prie le Secrétaire exécutif, avec le concours d'autres organisations internationales et intergouvernementales telles que l'OMPI et, le cas échéant, par l'intermédiaire du Groupe de travail spécial intersessions à composition non limitée sur l'article 8 j) et les dispositions connexes de la Convention, de recueillir et d'analyser des informations supplémentaires en ce qui concerne:

- a) l'impact des régimes de propriété intellectuelle sur l'accès aux ressources génétiques et leur utilisation et sur la recherche scientifique;
- b) le rôle des lois et des pratiques coutumières concernant la protection des ressources génétiques ainsi que les connaissances, innovations et pratiques traditionnelles et leurs relations avec les droits de propriété intellectuelle;
- c) la cohérence et l'applicabilité des exigences relatives à la divulgation du pays d'origine et au consentement préalable donné en connaissance de cause dans le contexte des obligations juridiques internationales;

	<p>d) l'efficacité de la divulgation du pays d'origine et du consentement préalable donné en connaissance de cause pour ce qui est de faciliter l'examen des demandes de droits de propriété intellectuelle et le réexamen des droits de propriété intellectuelle accordés;</p> <p>e) l'efficacité de la divulgation du pays d'origine et du consentement préalable donné en connaissance de cause dans le suivi du respect des dispositions relatives à l'accès;</p> <p>f) la faisabilité d'un système de certificats d'origine reconnu internationalement comme preuve du consentement préalable donné en connaissance de cause et des conditions convenues d'un commun accord; et</p> <p>g) le rôle de la preuve orale concernant l'état de la technique dans l'examen, l'octroi et le maintien des droits de propriété intellectuelle. ...</p> <p>8. Invite d'autres organisations internationales compétentes (comme la FAO, la CNUCED, l'OMPI, l'OMC et le HCR), ainsi que les organisations régionales, les Parties et les gouvernements à contribuer à la poursuite de l'étude et de l'analyse des questions spécifiées aux paragraphes 3 et 4. ..."</p> <p>La partie D. de la Décision VI/24 concernant les autres questions relatives à l'accès et au partage des avantages dispose:</p> <p>La [CdP],</p> <p><i>Relations entre l'[Accord de l'OMC sur les ADPIC et la CDB]</i></p> <p>Notant que les dispositions de l'[Accord de l'OMC sur les ADPIC et la CDB] sont étroitement liées,</p> <p>Notant également que les relations entre l'[Accord sur les ADPIC et la CDB] sont examinées par le [Conseil des ADPIC], conformément à l'article 19 de la Déclaration ministérielle de Doha, adoptée par l'[OMC] en novembre 2001,</p> <p>Notant aussi que le secrétariat de la Convention ne bénéficie toujours pas du statut d'observateur au [Conseil des ADPIC], malgré la demande officielle adressée par le Secrétaire exécutif au Directeur général de l'[OMC] dans une lettre datée du 4 juillet 2000:</p> <p>1. Prie le Secrétaire exécutif de la Convention de renouveler la demande de statut d'observateur au [Conseil des ADPIC] et de faire rapport à la Conférence des Parties sur ses efforts.</p> <p>2. Prie le Secrétaire exécutif de suivre les discussions et les développements au [CCE de l'OMC et au Conseil des ADPIC] en ce qui concerne les relations entre l'[Accord sur les ADPIC] et la Convention.</p> <p><i>Coopération avec d'autres organisations intergouvernementales compétentes</i></p> <p>3. Prend note des travaux pertinents menés par d'autres organisations intergouvernementales telles que l'[OMPI, l'OMC, l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales, la CNUCED et la FAO], sur les questions concernant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages.</p> <p>4. Prie le Secrétaire exécutif de collaborer plus avant avec les organisations compétentes susmentionnées pour assurer la complémentarité et éviter les doubles emplois dans les travaux. ..."</p>
<p>Décision VII/19</p> <p>Accès aux ressources génétiques et partage des avantages (article 15)</p>	<p>"... D. Régime international sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages ...</p> <p>La [CdP] ...</p> <p>1. Décide de confier au Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'accès et le partage des avantages, avec la collaboration du Groupe de travail spécial sur l'article 8 j) et les dispositions connexes, en assurant la pleine participation des communautés autochtones et locales, des organisations non gouvernementales et intergouvernementales, du secteur privé, des établissements scientifiques et des institutions d'enseignement, le mandat d'élaborer et de négocier un régime international sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages, en vue d'adopter un ou plusieurs instruments qui puissent mettre en œuvre de façon efficace les dispositions des articles 15 et 8 j) de la Convention et les trois objectifs de la Convention;</p>

2. Recommande que le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'accès et le partage des avantages mène ses travaux conformément aux attributions présentées à l'annexe de la présente décision; ...

5. Invite le [PNUE, la FAO, l'OMC, l'OMPI] et l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales à collaborer avec le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'accès et le partage des avantages en vue d'élaborer le régime international; ...

Annexe: Attributions du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'accès et le partage des avantages ...

- d) Éléments: Les éléments suivants doivent être examinés par le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'accès et le partage des avantages en vue de leur intégration dans le régime international; ...
- xiii) Certificat reconnu internationalement concernant l'origine/la source/la provenance légale des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées;
- xiv) Divulgence de l'origine/source/provenance légale des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles pour les applications relatives aux droits de propriété; ...
- xxiii) Éléments pertinents des instruments et mécanismes en vigueur, dont: ...
 - L'[Accord sur les ADPIC] et d'autres accords de l'[OMC]; ...

E. Mesures, y compris l'examen de leur faisabilité, de leur réalisme et de leurs coûts, propres à faire respecter le consentement préalable donné en connaissance de cause par la partie contractante fournissant des ressources génétiques ainsi que les conditions convenues d'un commun accord auxquelles l'accès a été accordé dans les parties contractantes dont relèvent des utilisateurs de telles ressources ...

Notant également les activités et processus en cours, dans les forums internationaux pertinents, comme l'[OMPI, le Conseil des ADPIC de l'OMC] et la Commission sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture siégeant en tant que Comité provisoire du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, et qui portent sur les mesures visant à garantir le respect du consentement préalable donné en connaissance de cause, ...

2. *Invite* les Parties et les gouvernements à continuer de prendre des mesures pratiques et adéquates pour soutenir le respect du consentement préalable donné en connaissance de cause par les parties contractantes fournissant de telles ressources, dont les pays d'origine, conformément à l'article 2 et à l'article 15, paragraphe 3, de la Convention, et par les communautés autochtones et locales fournissant les connaissances traditionnelles associées, ainsi que des conditions convenues d'un commun accord auxquelles l'accès a été accordé. Parmi ces mesures on pourrait citer: ...

- b) des mesures incitatives, visées au paragraphe 51 des Lignes directrices de Bonn, destinées à encourager les utilisateurs à respecter la législation nationale, y compris le consentement préalable donné en connaissance de cause et les conditions convenues d'un commun accord, comme les bourses de recherche accordées par les pouvoirs publics et les plans de certification volontaire; ...
- d) les aspects liés à l'importation et l'exportation de ressources génétiques, y compris des règlements lorsque cela est faisable et approprié; ...

4. *Invite* les Parties à créer des mécanismes nationaux pour garantir la satisfaction, lorsqu'elle est exigée par la législation nationale, des conditions d'octroi du consentement préalable donné en connaissance de cause par les communautés autochtones et locales en ce qui concerne l'accès aux ressources génétiques et les connaissances traditionnelles qui leur sont associées; ...

	<p>F. Besoins en matière de renforcement des capacités recensés par les pays pour l'application des Lignes directrices ...</p> <p>1. Adopte le Plan d'action relatif au renforcement des capacités pour l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages annexés à la présente décision; ...</p> <p>Annexe: Plan d'action relatif au renforcement des capacités pour l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages ...</p> <p>5. Les capacités devraient être renforcées à l'échelon systémique, institutionnel et individuel dans les principaux domaines suivants: ...</p> <p>m) Meilleure connaissance des conventions, normes et politiques relatives aux droits de propriété intellectuelle et au commerce, ainsi qu'à leurs liens avec les ressources génétiques et les connaissances traditionnelles; ..."</p>
<p>Décision VIII/4 Accès et partage des avantages</p>	<p>"... D. Mesures, y compris l'examen de leur faisabilité, de leur réalisme et de leurs coûts, propres à assurer le respect du consentement préalable donné en connaissance de cause par la Partie fournissant des ressources génétiques et des conditions convenues d'un commun accord en vertu desquelles l'accès a été accordé dans les Parties dont relèvent les utilisateurs de ces ressources</p> <p>La [CdP] ... Prenant note des discussions sur la divulgation de l'origine/source/provenance légale dans les demandes d'octroi de droits de propriété intellectuelle faites auprès de l'[OMPI] et dans le Programme de travail de Doha de l'[OMC], ...</p> <p>4. Prie le Secrétaire exécutif de renouveler la demande d'accréditation à titre d'observateur de la [CDB] auprès du [Conseil des ADPIC] de l'[OMC]."</p>
<p>Décision X/1 Accès aux ressources génétiques et partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation</p>	<p>"1. Décide d'adopter le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique (le Protocole) tel qu'il figure dans l'annexe I de la présente décision";</p> <p>⇒ Voir les renseignements supplémentaires communiqués au sujet du Protocole.</p>

b) Article 8 j) et dispositions connexes

<p>Décision V/16 Article 8 j) et dispositions connexes</p>	<p>"La [CdP] ... 14. Reconnaît l'importance que revêtent les systèmes <i>sui generis</i> et autres systèmes visant la protection des connaissances traditionnelles des communautés autochtones et locales et le partage équitable des avantages découlant de leur exploitation, pour l'application des dispositions de la [CDB], compte tenu des travaux en cours sur l'article 8 j) et les dispositions connexes, et transmet ses conclusions à l'[OMC] et à l'[OMPI], comme proposé au paragraphe 6 b) de la recommandation 3 de la réunion intersession concernant le fonctionnement de la Convention (UNEP/CBD/COP/5/4, annexe); ..."</p>
<p>Décision VI/10 Article 8 j) et dispositions connexes</p>	<p>"La [CdP] ... 35. Prie aussi le Secrétaire exécutif de continuer à compiler les informations fournies par les Parties et les gouvernements au sujet des législations nationales et des autres mesures en vigueur pour la protection des connaissances, innovations et pratiques traditionnelles;</p> <p>36. Invite l'[OMC] et l'[OMPI] à mettre à la disposition du Secrétaire exécutif les informations visées au paragraphe 35 plus haut fournies par l'intermédiaire de leurs systèmes de notification respectifs; ...</p> <p>39. Encourage les Parties et les gouvernements, s'ils ne l'ont pas déjà fait, à prendre des mesures pour établir des liens opérationnels entre leurs organismes gouvernementaux s'occupant de la propriété intellectuelle, les correspondants nationaux pour la [CDB] et les communautés autochtones et locales et leurs organisations, ou renforcer ces liens, afin d'être mieux à même de coordonner et d'adopter les mesures visant à protéger leurs connaissances, innovations et pratiques traditionnelles présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, en particulier en ce qui concerne les initiatives de documentation des connaissances traditionnelles et les registres communautaires de connaissances traditionnelles; ...</p>

	<p>46. Invite les Parties et les gouvernements à encourager la divulgation de l'origine des connaissances, innovations et pratiques traditionnelles des communautés autochtones et locales présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans les demandes d'attribution de droits de propriété intellectuelle lorsque l'objet des demandes concerne ces connaissances ou repose sur elles;</p> <p>47. Prie instamment les Parties et les gouvernements d'examiner, le cas échéant, les dispositions pertinentes de la [CDB] relatives au consentement préalable en connaissance de cause et aux conditions convenues d'un commun accord lorsque les connaissances traditionnelles sont utilisées sous leur forme première ou pour la mise au point de nouveaux produits et/ou de nouvelles applications;</p> <p>48. Invite les Parties et les gouvernements, avec l'assistance de l'[OMPI], à tenir compte des connaissances traditionnelles dans l'examen du caractère novateur et de l'inventivité des demandes de brevet; ..."</p>
Décision VII/16 Article 8 j) et dispositions connexes	<p>"La [CdP] ... H. Élaboration d'éléments pour des systèmes <i>sui generis</i> de protection des connaissances, innovations et pratiques traditionnelles ...</p> <p>Notant qu'un train de mesures positives de protection, en tenant compte à la fois du caractère breveté ou pas, peut s'avérer nécessaire pour la protection des connaissances, innovations et pratiques traditionnelles qui présentent un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, ...</p> <p>Soulignant que dans tout système <i>sui generis</i> destiné à la protection des connaissances, innovations et pratiques traditionnelles doit être élaboré en tenant compte du droit coutumier et des pratiques traditionnelles avec la participation pleine et effective des communautés autochtones et locales concernées,</p> <p>... Reconnaissant la nécessité d'une collaboration soutenue et permanente avec toutes les organisations compétentes qui interviennent sur les questions de protection des connaissances, innovations et pratiques traditionnelles, à l'exemple de l'[OMPI], du Forum permanent sur les questions autochtones (PFII), de l'OMS, de la FAO, de l'UNESCO, de la CNUCED et de l'OMC], et ce afin de se soutenir mutuellement et d'éviter le double emploi, ...</p> <p>7. Invite les Parties et les gouvernements à examiner, avec la participation pleine et effective des communautés autochtones et locales, des mesures appropriées pour mettre en œuvre des systèmes <i>sui generis</i> et autres nouveaux mécanismes novateurs aux niveaux local, national, régional et international, propres à assurer la protection des connaissances, innovations et pratiques traditionnelles, en prenant en compte le droit coutumier et les pratiques traditionnelles; ..."</p>
Décision VIII/5 Article 8 j) et dispositions connexes	<p>"... E. Élaboration des éléments de systèmes <i>sui generis</i> pour la protection des connaissances, innovations et pratiques traditionnelles des communautés autochtones et locales</p> <p>La [CdP] ... 7. Reconnaît les discussions actuellement menées au sein de l'[OMC], en vue d'examiner notamment les liens qui existent entre l'[Accord sur les ADPIC], la [CDB] et la protection des connaissances traditionnelles ..."</p>

c) Transfert de technologie et coopération scientifique et technologique

Décision IX/14 Transfert de technologie et coopération	<p>"La [CdP] ... 11. <i>Rappelant</i> l'article 16, paragraphes 2, 3 et 5 de la Convention, <i>invite</i> les organisations et initiatives internationales intéressées, les instituts de recherche à tous les niveaux et les organisations non gouvernementales à conduire de plus amples recherches sur le rôle joué par les droits de propriété intellectuelle dans le transfert de technologie au titre de la Convention, dont:</p> <p>d) la poursuite de l'examen, par les organisations internationales compétentes, des tendances générales qui se dégagent de l'exercice des recours prévus par l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) ..."</p>
---	--

d) Mesures d'incitation

1. Les dispositions de la Convention sur les mesures d'incitation (article 11), les programmes de travail qui leur sont associés et les lignes directrices élaborées dans ce contexte sont étroitement liés au commerce et aux travaux de l'OMC, en particulier du fait de l'accent que met la Convention sur les mesures d'incitation positives pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité, y compris le développement et la promotion des marchés, ainsi sur le retrait ou l'atténuation des incitations ayant des effets néfastes sur la biodiversité ("incitations perverses").

Décision III/18 Mesures d'incitation (telle que modifiée par la Décision VII/33)	"La [CdP] ... 2. Décide que les mesures d'incitation seront inscrites, comme il convient, à l'ordre du jour de la [CdP] et intégrées aux rubriques portant sur les questions sectorielles et thématiques du programme de travail à moyen terme de la [CdP]. 3. Encourage les Parties à examiner leurs législations et politiques économiques en vigueur afin de recenser les incitations utiles à la conservation et à l'utilisation durable des éléments constitutifs de la diversité biologique et d'en favoriser l'application, en soulignant qu'il importe de prendre des mesures appropriées lorsque les incitations menacent la diversité biologique. 4. Encourage les Parties à faire en sorte que les plans, politiques et programmes et d'autres dispositifs pertinents, comme les systèmes de comptabilité nationale et les stratégies d'investissement, prennent en compte la valeur commerciale et non commerciale attribuée à la diversité biologique ... 6. Encourage les Parties à intégrer la prise en compte de la diversité biologique dans les études d'impact, conformément à l'article 14 de la Convention, comme première étape dans la voie de la conception et de l'application des mesures d'incitation ..."
Décision IV/10 Mesures visant à faire appliquer la Convention (telle que modifiée par la Décision VII/33)	"A. Mesures d'incitation: examen de mesures visant l'application de l'article 11 ... La [CdP] ... 1. Encourage les Parties, les gouvernements et les organisations compétentes à: ... a) favoriser la conception et l'application de mesures d'incitation appropriées, en tenant pleinement compte de l'approche par écosystème et de la situation particulière des Parties et en appliquant la démarche fondée sur le principe de précaution du principe 15 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, afin de faciliter la réalisation des objectifs de la Convention et d'intégrer la diversité biologique dans les politiques, instruments et projets sectoriels; ... c) prendre en compte l'évaluation des aspects économiques, sociaux, culturels et ethniques dans la mise au point de mesures d'incitation pertinentes; ... f) déceler les mesures d'incitation ayant des effets pervers et à envisager d'en éliminer ou d'en réduire les conséquences négatives sur la diversité biologique afin de favoriser des effets positifs plutôt que négatifs sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique; ... h) valoriser et améliorer les ressources génétiques naturelles, si possible selon la méthode participative, à titre d'incitation pour leur conservation et leur utilisation durable; ..."

<p>Décision VI/15 Mesures d'incitation Annexe I Propositions pour la conception et l'application de mesures d'incitation</p>	<p>"La [CdP] ... 2. Approuve les propositions pour la conception et l'application de mesures d'incitation ainsi que les recommandations relatives à la poursuite de la coopération dans ce domaine, qui figurent respectivement aux annexes I et II à la présente décision, pour autant qu'elles soient compatibles avec les politiques et les législations nationales des Parties et avec leurs obligations internationales; ...</p> <p>Annexe I: Propositions pour la conception et l'application de mesures d'incitation</p> <p>1. Les mesures d'incitation devraient, d'une manière générale, être conçues pour assurer la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique tout en tenant compte: ...</p> <p>d) des liens entre ces mesures et les accords internationaux existants. ...</p> <p>2. Les éléments suivants devraient être pris en considération pour la conception et l'application de mesures d'incitation en vue de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique: ...</p> <p>E. Directives pour le choix de mesures appropriées et complémentaires</p> <p>36. Les directives ci-après s'appliquent au choix de mesures appropriées et complémentaires:</p> <p>a) tout processus décisionnel pour le choix de mesures appropriées et complémentaires devrait tenir compte de la situation du pays concerné;</p> <p>b) il importe de prendre en considération le contexte dans lequel les mesures d'incitation sont introduites pour aider à la prise des décisions finales au sujet d'une ou de plusieurs mesures particulières;</p> <p>c) il est indispensable lorsque l'on conçoit des mesures d'incitation d'être particulièrement conscient du fait qu'une seule mesure sera le plus souvent insuffisante pour résoudre les problèmes complexes liés à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique, et que toute une panoplie de mesures pourrait être nécessaire;</p> <p>d) l'équité, et notamment l'atténuation de la pauvreté, doit être une considération sous-tendant la conception et la sélection des mesures d'incitation appropriées;</p> <p>e) la mise en œuvre de mesures d'incitation ne devrait pas se traduire par une hausse sensible du coût de la vie et/ou par une augmentation des recettes publiques;</p> <p>f) la taille de l'économie d'un pays est un facteur important intervenant dans le choix des mesures d'incitation financières;</p> <p>g) il importe que des droits de propriété et fonciers bien définis existent pour concevoir et mettre en œuvre des mesures d'incitation visant à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique;</p> <p>h) des incitations positives peuvent influencer sur la prise de décisions en reconnaissant et récompensant les activités menées en faveur de la conservation et de l'utilisation durable;</p> <p>i) l'élimination des incitations ayant des effets pervers atténue la pression sur l'environnement. Il est indispensable de recenser ces incitations, tant internes qu'externes, ainsi que les autres menaces pesant sur la conservation de la diversité biologique et la promotion de son utilisation durable pour retenir et concevoir des mesures d'incitation appropriées. L'élimination des incitations ayant des effets pervers peut améliorer l'efficacité économique et réduire les dépenses fiscales;</p> <p>j) les incitations négatives demeurent un instrument important pour parvenir à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique et peuvent être utilisées en association avec les incitations positives ..."</p>
<p>Décision VII/2 Diversité biologique des terres arides et subhumides</p>	<p>"La [CdP] ... 2. Adopte la proposition formulée par le Secrétaire exécutif, qui appelle à un affinement du programme de travail et qui suggère des collaborateurs comme indiqué à l'annexe de la présente décision; ...</p>

Annexe	Annexe: Tableau récapitulatif des résultats escomptés et des échéanciers, des intervenants potentiels et des indicateurs de progrès dans la mise en œuvre du programme de travail sur la diversité biologique des terres arides et subhumides					
	Activité	Résultats escomptés	Échéancier	Principaux intervenants	Étape	Indicateurs de progrès
	... Activité 9. Encourager l'utilisation de moyens de subsistance durables ...					
	(d) développement des marchés	- Produits dérivés de l'utilisation durable de plus en plus commercialisés		Parties, OMC	Proposé	Premières études de cas présentées
		- Relations commerciales favorables mises en place		Parties, OMC	Proposé	
Décision VII/11 Approche par écosystème	<p>"La [CdP] ... 3. Accueille avec satisfaction les directives de mise en œuvre et les annotations aux explications, telles qu'elles figurent dans l'annexe I de la présente décision et appelle les Parties et les gouvernements à mettre en œuvre l'approche par écosystème, sans oublier, lors de son application, de prendre en compte tous les principes en accordant une importance appropriée à chacun, selon les conditions locales, et que tous ces principes doivent être considérés comme des instruments volontaires et doivent être adaptés aux conditions locales et mis en œuvre en accord avec les lois nationales; ...</p> <p>Annexe 1: Affinement et élaboration de l'approche par écosystème sur la base des expériences des parties dans sa mise en œuvre ...</p> <p>Principe 4: Compte tenu des avantages potentiels de la gestion, il convient de comprendre l'écosystème dans un contexte économique. Tout programme de gestion devrait:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) réduire les distorsions du marché qui ont des effets néfastes sur la diversité biologique; b) harmoniser les mesures d'incitation pour favoriser la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique; c) intégrer dans la mesure du possible les coûts et les avantages à l'intérieur de l'écosystème géré. <p>Fondement:</p> <p>La plus grave menace pesant sur la diversité biologique est constituée par l'adoption de modes d'occupation des sols qui excluent la diversité biologique. Les distorsions du marché sont souvent à l'origine de ce phénomène car les systèmes et populations naturels sont sous-évalués par les marchés, qui, par le biais d'incitations et de subventions ayant un effet pervers, favorisent une reconversion des terres au profit de systèmes moins divers. Bien souvent, ceux qui bénéficient de la conservation ne paient pas les coûts qui y sont associés et, de même, ceux qui engendrent les coûts environnementaux (par exemple par la pollution) échappent à la responsabilité. L'harmonisation des mesures d'incitation permet à ceux qui contrôlent la ressource d'en tirer des avantages et veille à ce que les coûts environnementaux soient payés par ceux qui en sont responsables. ..."</p>					

<p>Décision VII/12 Utilisation durable (article 10)</p>	<p>"La [CdP] ... 1. Adopte les Principes et directives d'Addis-Abeba pour l'utilisation durable de la diversité biologique qui figure à l'annexe II de la présente décision;</p> <p>2. Invite les Parties, les autres gouvernements et les organisations intéressées à entreprendre la mise en œuvre des Principes et directives d'Addis-Abeba à l'échelle nationale et locale, conformément à l'article 10 de la Convention qui prévoit que chaque partie contractante entreprend des actions déterminées, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra, et dans l'esprit de l'article 6 de la [CDB], compte tenu des obligations aux termes d'autres accords et conventions internationaux et des cadres de travail actuels en faveur de l'utilisation durable des éléments constitutifs de la diversité biologique, notamment la notion de gestion durable des forêts, en élaborant par exemple des projets pilotes, et ce dans les buts suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) intégrer les Principes et directives d'Addis-Abeba dans un ensemble de mesures, y compris les politiques, programmes, lois nationales et autres règlements, ainsi que dans les plans et programmes sectoriels et intersectoriels traitant des utilisations consommatrices et non consommatrices des éléments constitutifs de la diversité biologique, notamment les plans et programmes visant à supprimer ou à éliminer les mesures d'incitation dont les effets pervers nuisent à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique, comme l'estimera nécessaire chaque Partie; et b) recueillir et diffuser, par le biais du Centre d'échange et par d'autres voies, des informations sur les expériences en cours et sur les enseignements qui en sont tirés afin d'affiner les directives; <p>→ Le texte intégral des Principes et directives d'Addis-Abeba pour l'utilisation durable de la diversité biologique figure à l'annexe II de la Décision VII/12 et peut être consulté à l'adresse http://www.biodiv.org/decisions/default.aspx?m=COP-07&id=7749&lg=0.</p> <p>→ Les principes pertinents incluent:</p> <p>"Principe pratique 3: Les politiques, lois et règlements internationaux et nationaux qui introduisent des distorsions dans les marchés, qui contribuent à la dégradation des habitats ou qui génèrent autrement des effets pervers préjudiciables à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique sont identifiés et éliminés ou modifiés.</p> <p>Fondement: Il arrive que des politiques ou des pratiques induisent de manière indirecte et imprévue des comportements qui nuisent à la diversité biologique, alors que ce n'était pas le but recherché. Par exemple, certaines politiques qui favorisent une surproduction nationale génèrent souvent des effets pervers contraires à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique. Le plan d'application du Sommet mondial pour le développement durable préconise la suppression des subventions qui encouragent la pêche illégale, non déclarée et non réglementée et la surcapacité afin de parvenir à une utilisation durable, autre exemple de la nécessité d'éliminer ces effets pervers.</p> <p>Directives opérationnelles</p> <ul style="list-style-type: none"> - Recenser les mécanismes économiques, y compris les régimes d'incitation et les subventions, établis à l'échelle internationale et nationale qui nuisent à la viabilité de l'utilisation de la diversité biologique; - Supprimer les régimes qui entraînent des distorsions du marché et, ce faisant, induisent une surexploitation des éléments constitutifs de la diversité biologique; ... <p>Principe pratique 13: Le coût de la gestion et de la conservation de la diversité biologique est internalisé dans la gestion et est reflété dans la répartition des avantages issus de l'utilisation. ...</p> <p>Fondement: La gestion et la conservation des ressources naturelles impliquent des coûts. Si ceux-ci ne sont pas convenablement pris en charge, la gestion risque d'en pâtir et le volume et la valeur des ressources de décliner. Il faut veiller à ce qu'une partie des avantages issus de l'utilisation aille aux responsables locaux de la gestion des ressources naturelles, afin de maintenir les activités essentielles à la viabilité. Ces avantages peuvent être directs, tels les droits d'entrée dans un parc national versés par les visiteurs et conservés par la direction, ou indirects, telles les redevances d'abattage payées par les exploitants forestiers au Trésor public, qui les reverse au service forestier local. Les droits de pêche sont parfois payés directement à l'organisme de gestion, parfois au Trésor public.</p>
--	--

	<p>Directives opérationnelles</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à ce que les politiques nationales n'accordent pas des subventions qui masquent le coût réel de la gestion. ... - Établir des mesures d'incitation économiques pour les gestionnaires qui ont déjà internalisé les coûts environnementaux, par exemple la certification pour l'accès à de nouveaux marchés, l'exonération ou le report de taxes en contrepartie d'un investissement écologique, la promotion de l'écoétiquetage pour la commercialisation. ..."
<p>Décision VII/28 Aires protégées (article 8 a) à e))</p>	<p>"La [CdP] 1. <i>Confirme</i> que les efforts visant à instaurer et gérer des systèmes d'aires protégées et des zones dans lesquelles des mesures spéciales doivent être prises en vue de préserver la diversité biologique, conformément à l'article 8 sur la conservation <i>in situ</i> et d'autres articles pertinents de la Convention, sont indispensables à l'atteinte des trois objectifs de la Convention, par la mise en œuvre de l'approche par écosystème, contribuant ainsi à la réalisation de l'objectif de 2010 énoncé dans le Plan stratégique pour la Convention et dans le Plan d'application du Sommet mondial pour le développement durable, ainsi qu'à la mise en œuvre du développement durable et à l'atteinte des Objectifs de développement pour le Millénaire; ...</p> <p>18. Adopte le programme de travail sur les aires protégées qui figure en annexe à la présente décision, dans le but d'assurer la création et le maintien, d'ici 2010 pour les zones terrestres et d'ici 2012 pour les zones marines, de systèmes nationaux et régionaux d'aires protégées complets, bien gérés et écologiquement représentatifs, qui concourent ensemble par un réseau mondial à atteindre les trois objectifs de la Convention et l'objectif de 2010, à savoir réduire fortement le rythme actuel de perte de la diversité biologique; ...</p> <p>21. Exhorte les Parties concernées, à titre individuel et collectif, de prendre de nouvelles mesures pour lutter contre l'exploitation et le commerce illicites des ressources, en particulier dans les aires protégées existantes et dans les zones qui présentent une importance écologique pour la conservation de la diversité biologique; ...</p> <p>But 3.1 – Mettre en œuvre des réformes politiques, institutionnelles et socioéconomiques propres à fournir un environnement favorable aux aires protégées</p> <p>Objectif: Examiner et réviser, d'ici 2008, les politiques, notamment l'utilisation d'évaluations et d'incitations sociales et économiques, afin de fournir un environnement favorable à la création et la gestion plus efficaces des aires protégées et des systèmes d'aires protégées.</p> <p>Activités suggérées aux Parties ...</p> <p>3.1.2 Effectuer des évaluations à l'échelon national des contributions aux aires protégées, jugeant appropriés les services environnementaux à l'économie et à la culture du pays, ainsi qu'à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement au niveau national; intégrer l'utilisation d'outils d'évaluation économique et de comptabilisation des ressources naturelles aux processus de planification nationale afin d'identifier les avantages économiques directs et indirects fournis par les aires protégées et ainsi que les bénéficiaires de ces avantages.</p> <p>3.1.3 Harmoniser les politiques sectorielles et les législations afin de veiller à ce qu'elles soutiennent la conservation et la gestion efficaces des systèmes d'aires protégées. ...</p> <p>3.1.5 Identifier et éliminer les mesures d'incitation à effets pervers et les incohérences dans les politiques sectorielles susceptibles d'accroître la pression sur les aires protégées, ou prendre des mesures propres à atténuer ces effets pervers. Dans la mesure du possible, les réorienter en incitations positives pour la conservation.</p> <p>3.1.6 Identifier et créer des mesures incitatives positives qui soutiennent l'intégrité et le maintien des aires protégées, ainsi que la participation des communautés autochtones et locales et d'autres acteurs à la conservation.</p> <p>3.1.7 Adopter des cadres juridiques correspondant spécifiquement aux systèmes nationaux, régionaux et infranationaux d'aires protégées des pays (...)</p> <p>3.1.9 Identifier et favoriser les possibilités économiques et la création de marchés aux niveaux local, national et international pour les biens et services procurés par les aires protégées ou dépendant des services écologiques fournis par les aires protégées, conformément aux objectifs relatifs aux aires protégées, et promouvoir le partage équitable des avantages. ..."</p>

Décision VIII/25 Mesures d'incitation: application des outils d'évaluation de la diversité biologique et des ressources et fonctions de la diversité biologique	"La [CdP] ... 1. <i>Prend note</i> des choix pour l'application des outils d'évaluation de la diversité biologique et de ses ressources et fonctions annexées à la présente décision; 2. <i>Invite</i> les Parties et les autres gouvernements, conformément aux politiques et législations nationales, selon leurs capacités et en tenant compte des autres instruments internationaux, à prendre en considération ces choix comme apports possibles à des fins d'analyse lors de leur étude, sur une base volontaire, des possibilités d'application de méthodes d'évaluation des changements de la valeur des ressources et des fonctions de la diversité biologique et des services écologiques associés résultant de leur prise de décision, y compris par des projets pilotes."
Décision VIII/26 Mesures d'incitation: préparation pour l'examen approfondi du programme de travail sur les mesures d'incitation	Partie sur les mesures d'incitation à effets positifs, préambule: "Reconnaissant que des mesures d'incitation à effets positifs peuvent influencer les décisions en reconnaissant et en récompensant les activités exécutées dans le but de conserver la diversité biologique et de l'utiliser de façon durable, et qu'elles sont importantes pour réaliser les objectifs de la Convention et l'objectif de 2010 relatif à la diversité biologique, lorsque ces mesures d'incitation à effets positifs sont ciblées, souples, transparentes et soumises à un contrôle approprié et adaptées aux conditions locales, <i>Notant</i> que les orientations de politique sur les mécanismes d'incitation élaborées au titre de la Convention sont de nature volontaire et qu'elles devraient être appliquées conformément à la législation nationale, compte tenu d'autres instruments internationaux ..."
Décision X/44 Mesures d'incitation	"12. <i>Invite</i> les Parties et les autres gouvernements à encourager, selon qu'il convient, la mise en œuvre de pratiques de consommation et de production durables en faveur de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique, tant dans le secteur public que privé, notamment par le biais des initiatives entreprises et biodiversité et de la mise au point de méthodes visant à promouvoir les informations sur la diversité biologique à base scientifique dans les décisions des consommateurs et des producteurs, d'une manière compatible et en harmonie avec la Convention et les autres obligations internationales en vigueur;"
Décision X/2 Plan stratégique actualisé et révisé pour la période d'après 2010 – Annexe	Section IV (Buts stratégiques et grands objectifs pour 2020) " Objectif 3: D'ici à 2020 au plus tard, les incitations, y compris les subventions néfastes pour la diversité biologique, sont éliminées, réduites progressivement ou réformées, afin de réduire au minimum ou d'éviter les impacts défavorables, et des incitations positives en faveur de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique sont élaborées et appliquées, d'une manière compatible et en harmonie avec les dispositions de la Convention et les obligations internationales en vigueur, en tenant compte des conditions socioéconomiques nationales."

e) Espèces exotiques envahissantes

1. La CdP a reconnu la nécessité de renforcer la coordination institutionnelle à l'échelle internationale, régionale et nationale, en ce qui a trait aux espèces exotiques envahissantes dans le contexte du commerce, et a ainsi invité l'Organisation mondiale du commerce à prendre en considération les risques posés par les espèces exotiques envahissantes. Au-delà des souhaits exprimés par la CdP, des travaux sont actuellement entrepris avec le Comité SPS, ainsi qu'avec d'autres partenaires, sur le manque de normes internationales couvrant les espèces exotiques envahissantes, en particulier les animaux, qui ne sont ni des parasites de plantes en vertu de la Convention internationale pour la protection des végétaux, ni des maladies inscrites sur les listes de l'Organisation mondiale de la santé animale.

<p>Décision VI/23 Espèces exotiques qui menacent des écosystèmes, des habitats ou des espèces*</p> <p>Annexe: Principes directeurs concernant la prévention, l'introduction et l'atténuation des impacts des espèces exotiques qui menacent des écosystèmes, des habitats ou des espèces</p>	<p>"La [CdP] ... 4. Ayant examiné ces options, adopte les Principes directeurs annexés à la présente décision;</p> <p>5. Exhorte les Parties, les autres gouvernements et les organisations compétentes à promouvoir et à mettre en œuvre les Principes directeurs; ...</p> <p>15. Exhorte les Parties, les gouvernements, les organisations multilatérales et d'autres organismes intéressés à examiner les effets potentiels des changements intervenus à l'échelle mondiale sur le risque que constituent les espèces exotiques envahissantes pour la diversité biologique et les produits et services connexes des écosystèmes et, plus particulièrement: ...</p> <p>b. Invite l'[OMC], par l'intermédiaire de son [CCE], à prendre cette question en considération lorsqu'elle examinera les effets du commerce et de la libéralisation des échanges; ...</p> <p>Principe directeur 1: Approche de précaution</p> <p>En raison de l'imprévisibilité des modes d'introduction des espèces exotiques envahissantes et des impacts de celles-ci sur la diversité biologique, les activités visant à déceler et à prévenir les introductions accidentelles et les décisions concernant les introductions intentionnelles devraient être basées sur l'approche de précaution, en particulier en ce qui concerne l'analyse de risque, conformément aux Principes directeurs ci-après. L'approche de précaution est celle énoncée dans le principe 15 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement de 1992 et dans le préambule de la [CDB].</p> <p>L'approche de précaution devrait également être appliquée lorsque des mesures visant à éradiquer des espèces exotiques déjà implantées à les confiner ou à lutter contre elles sont envisagées. L'absence de certitude scientifique concernant les diverses incidences d'une invasion ne devrait pas constituer une raison pour différer ou ne pas prendre des mesures appropriées d'éradication, de confinement ou de lutte. ...</p> <p>Principe directeur 7: Contrôle aux frontières et quarantaine</p> <p>1. Les États devraient appliquer des mesures de contrôle et de quarantaine aux frontières pour les espèces exotiques qui sont envahissantes ou pourraient le devenir afin de veiller à ce que:</p> <p>a. Les introductions intentionnelles d'espèces exotiques soient dûment autorisées (principe 10);</p> <p>b. Les introductions accidentelles ou non autorisées d'espèces exotiques soient réduites au minimum.</p> <p>2. Les États devraient envisager de mettre en place des mesures appropriées pour contrôler les introductions d'espèces exotiques envahissantes sur leur territoire conformément à la législation et aux politiques nationales là où elles existent.</p> <p>3. Ces mesures devraient reposer sur une analyse du risque lié aux menaces posées par les espèces exotiques et à leurs modes d'introduction possibles. Il faudrait renforcer et étoffer, au besoin, les autorités et les organismes publics compétents et dispenser à leur personnel la formation nécessaire pour l'application de ces mesures. Des systèmes de détection rapide et une coordination régionale et internationale sont indispensables aux fins de la prévention ...".⁹</p>
---	--

⁹ * Un représentant a exprimé une objection formelle durant le processus ayant conduit à l'adoption de cette décision et a souligné qu'il ne pensait pas que la Conférence des Parties puisse légitimement adopter une motion ou un texte alors qu'une objection formelle avait été formulée. Quelques représentants ont exprimé des réserves concernant la procédure ayant conduit à l'adoption de cette décision (voir le document UNEP/CBD/COP/6/20, paragraphes 294 à 324).

<p>Décision VII/13 Espèces exotiques qui menacent des écosystèmes, des habitats ou des espèces (article 8 h))</p>	<p>"La [CdP] ... 5. <i>Prenant</i> note des cadres réglementaires internationaux, régionaux et nationaux existants, mais <i>reconnaissant</i> en particulier la nécessité de renforcer la coordination institutionnelle à l'échelle internationale, régionale et nationale, en ce qui a trait aux espèces exotiques envahissantes dans le contexte du commerce:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Invite l'[OMC] et ses comités compétents à prendre dûment en considération, dans leurs délibérations, les risques posés par les espèces exotiques envahissantes; b) Prie le Secrétaire exécutif de collaborer, quand c'est possible et s'il y a lieu, avec le Secrétariat de l'[OMC] dans le cadre de ses activités de formation, de renforcement des capacités et d'information, en vue d'accroître la sensibilisation sur les questions relatives aux espèces exotiques envahissantes et de promouvoir une coopération améliorée en la matière; c) Prie le Secrétaire exécutif de renouveler sa demande de statut d'observateur auprès du [Comité SPS de l'OMC] dans le but de renforcer, entre les organes respectifs, l'échange d'informations sur les délibérations et les faits nouveaux concernant les espèces exotiques envahissantes; d) Invite les Parties et les autres gouvernements à prendre en considération, comme il conviendra, les risques liés à l'introduction, l'utilisation et la propagation des espèces exotiques envahissantes lors de l'élaboration, de l'élargissement et de l'examen environnemental des accords internationaux, bilatéraux et régionaux, tels que les accords commerciaux, selon qu'il convient; ... <p>6. Invite les Parties à la [CDB] et les autres gouvernements, ainsi que les organisations nationales, régionales et internationales concernées à: ...</p> <ul style="list-style-type: none"> f) envisager l'adoption de mesures d'incitation, pour la prévention, l'atténuation, l'élimination ou le contrôle des espèces exotiques envahissantes et pour l'utilisation d'espèces indigènes, en tenant compte de l'efficacité du contrôle et de l'impact sur les autres espèces indigènes dans les programmes de gestion des terres et des eaux, notamment; ... <p>7. <i>Note</i> que des lacunes particulières persistent dans le cadre réglementaire international aux niveaux régional, national et international, notamment en ce qui concerne les espèces envahissantes qui ne sont pas considérées comme nuisibles, aux termes de la CIPV et d'autres instruments internationaux, pour les végétaux ou les animaux, conformément aux règlements de l'Office international des épizooties et d'autres instruments internationaux, et en ce qui concerne les éventuelles voies d'introduction ci-après: ..."</p>
<p>Décision VIII/27 Espèces exotiques qui menacent des écosystèmes, des habitats ou des espèces (article 8 j)): Examen plus approfondi des lacunes et contradictions relevées dans le cadre réglementaire international</p>	<p>"La [CdP] ... 14. <i>Prie</i> le Secrétaire exécutif de consulter les organisations et instruments internationaux compétents, tels que la [CIPV, l'OIE, la FAO et l'OMC], en tenant compte des observations du rapport du Groupe spécial d'experts techniques (UNEP/CBD/SBSTTA/11/INF/4) sur la question de savoir si et comment il convient d'aborder le manque de normes internationales sur les animaux qui sont classés espèces exotiques envahissantes, en particulier les animaux qui ne sont pas considérés comme des parasites de plantes aux termes de la Convention internationale pour la protection des végétaux, et de rendre compte des résultats de ces consultations pour examen par l'Organe subsidiaire et par la [CdP] à sa neuvième réunion."</p>

<p>Décision IX/4 Examen approfondi des travaux en cours sur les espèces exotiques qui menacent les écosystèmes, les habitats ou les espèces</p>	<p>"La [CdP] ... 4. <i>Invite</i> le Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'Organisation mondiale du commerce à prendre note du manque de normes internationales couvrant les espèces exotiques envahissantes, en particulier les animaux, qui ne sont ni des parasites de plantes en vertu de la Convention internationale pour la protection des végétaux, ni des maladies inscrites sur les listes de l'Organisation mondiale de la santé animale, et à envisager des moyens pour s'assurer que les dispositions de l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce sur les mesures sanitaires et phytosanitaires couvrant la santé des plantes et des animaux puissent être appliquées afin d'éviter les risques que font courir les espèces exotiques envahissantes associées au commerce international; ...</p> <p>6. <i>Encourage</i> les Parties et les autres gouvernements à soulever officiellement les questions susmentionnées par le truchement de leurs délégations nationales à l'Organisation mondiale de la santé animale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, et l'Organisation mondiale du commerce; ...</p> <p>11. <i>Prie</i> le Secrétaire exécutif de continuer à collaborer avec les secrétariats de la Convention internationale pour la protection des végétaux, de l'Organisation mondiale pour la santé animale, de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) et de l'Organisation mondiale du commerce, ainsi que d'autres organisations internationales comme l'Organisation de l'aviation civile internationale et de l'Organisation maritime internationale en vue de combler les lacunes et de promouvoir la cohérence dans le cadre réglementaire, réduisant le double emploi, encourageant l'adoption d'autres mesures pour combattre les espèces exotiques envahissantes au niveau national et facilitant l'appui aux Parties, notamment par le biais du renforcement de leurs capacités, et de préparer un rapport pour la dixième réunion de la Conférence des Parties;</p> <p>12. <i>Prie</i> le Secrétaire exécutif de consulter les secrétariats des organisations concernées, comme mentionné au paragraphe 11, pour déterminer la mesure dans laquelle les instruments internationaux existants reconnaissent et combattent les menaces causées par les génotypes exotiques envahissants ..."</p>
<p>Décision X/38 Espèces exotiques envahissantes</p>	<p>"La [CdP] ... 3. <i>Prie</i> le Secrétaire exécutif: ...</p> <p>c) d'examiner d'autres moyens d'accroître la capacité des Parties de traiter la question des espèces exotiques envahissantes introduites en tant qu'animaux domestiques, espèces d'aquarium et de terrarium, et en tant qu'appâts et aliments vivants, notamment en consultation avec les secrétariats des conventions liées à la diversité biologique et les organisations internationales concernés comme l'Organisation mondiale pour la santé animale (OIE), la Commission du Codex Alimentarius, la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) et la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES); ...</p> <p>10. <i>Se félicite</i> de la participation des secrétariats de la Convention internationale pour la protection des végétaux, de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), de l'Organisation mondiale du commerce, de l'Organisation maritime internationale, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction ainsi que de l'UICN et du Programme mondial sur les espèces envahissantes aux travaux du groupe de liaison interinstitutions sur les espèces exotiques envahissantes, et encourage ces organisations ainsi que l'Organisation de l'aviation civile internationale à poursuivre leur collaboration avec le Secrétaire exécutif conformément à la Décision IX/4 A (paragraphe 11);</p> <p>11. <i>Accueille</i> avec satisfaction les réponses des secrétariats de la Convention internationale pour la protection des végétaux, de l'Organisation mondiale pour la santé animale (OIE), de l'Organisation mondiale du commerce, du Comité des pêches de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aux invitations à des organisations dans les paragraphes 2, 3, 4 et 5 respectivement de la Décision IX/4 A, décrivant comment elles peuvent remédier aux lacunes et incohérences du cadre réglementaire international sur les espèces exotiques envahissantes; ...</p>

f) Coopération et statut d'observateur

1. La CdP a affirmé qu'il fallait que les accords commerciaux et les accords sur l'environnement se complètent pour assurer l'avènement d'un développement durable, a prié le Secrétaire exécutif de demander à obtenir le statut d'observateur auprès des différents organes pertinents de l'OMC, ou de renouveler ses demandes à cet effet, et de poursuivre et de renforcer ses liens et sa coopération avec l'Organisation mondiale du commerce.

<p>Décision IV/15 Relations entre la Convention sur la diversité biologique et la Commission du développement durable, les conventions intéressant la diversité biologique et d'autres accords, institutions et mécanismes internationaux pertinents (telle que modifiée par la Décision VII/33)</p>	<p>"La [CdP] ...</p> <p>8. Note aussi que certaines Parties à la [CDB], en particulier nombre de pays en développement, ne sont pas Membres de l'[OMC] et n'ont donc guère la possibilité de lui faire part de leurs préoccupations concernant la diversité biologique;</p> <p>9. Insiste sur la nécessité de veiller à la cohérence de l'application de la [CDB] et des Accords de l'[OMC], notamment l'Accord sur les [ADPIC], afin d'assurer un appui et une intégration mutuels accrus des préoccupations en matière de diversité biologique et la protection des droits de propriété intellectuelle, et invite l'[OMC] à réfléchir à la manière de réaliser ces objectifs compte tenu de l'article 16, paragraphe 5, de la Convention et de l'examen, prévu en 1999, de l'alinéa b), paragraphe 3, de l'article 27 de l'Accord sur les [ADPIC];</p> <p>10. Souligne qu'il convient de poursuivre les travaux en vue de dégager une appréciation commune des relations entre les droits de propriété intellectuelle et les dispositions pertinentes de l'Accord sur les [ADPIC] et de la [CDB], en particulier pour ce qui est des questions relatives au transfert de technologie et à la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique ainsi qu'au partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques, y compris la protection des connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales qui sont l'expression de modes de vie traditionnels utiles pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique ..."</p>
<p>Décision VI/20 Coopération avec d'autres organisations et initiatives et d'autres conventions</p>	<p>Coopération avec l'OMC</p> <p>"La [CdP] ... 25. Réitère qu'il faut que les accords commerciaux et les accords sur l'environnement se complètent pour assurer l'avènement d'un développement durable, comme le souligne la [CdP] dans sa Décision IV/15 adoptée à sa quatrième réunion et comme le reconnaissent le Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques et la Déclaration ministérielle de Doha adoptée par l'[OMC] le 14 novembre 2001;</p> <p>26. Note que la Déclaration ministérielle de Doha se félicite de la coopération suivie entre l'[OMC], le [PNUE] et d'autres organisations intergouvernementales pour l'environnement, et encourage les efforts visant à promouvoir une coopération entre l'[OMC] et les organisations internationales compétentes en matière d'environnement et de développement;</p> <p>27. Reconnaît qu'il importe de développer la coopération avec l'[OMC] sur les questions qui entrent dans le cadre du Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques et souligne que pour préparer la mise en œuvre du Protocole de Carthagène, il faudra parvenir à une complémentarité avec les Accords pertinents de l'[OMC], en particulier l'[Accord SPS] et l'[Accord OTC], dans la perspective d'un développement durable;</p> <p>28. Se félicite de la pratique instituée entre le Secrétaire exécutif et l'[OMC] aux fins d'échange d'informations sur les activités du Comité intergouvernemental pour le Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques;</p> <p>29. Prie le Secrétaire exécutif de demander à l'[OMC] le statut d'observateur et de représenter la Convention sur la diversité biologique aux réunions du [Comité SPS] et du [Comité OTC];</p> <p>30. Prie en outre le Secrétaire exécutif de renouveler la demande faite auprès de l'[OMC] à l'effet d'obtenir le statut d'observateur au [Conseil des ADPIC]."</p>

Décision VII/26 Coopération avec d'autres conventions, initiatives et organisations internationales	"La [CdP] ... 1. <i>Demande instamment</i> une coopération plus poussée entre la [CDB] et toutes les conventions, organisations et organes internationaux compétents, le renforcement et la consolidation des arrangements de coopération existants visant à accroître les synergies et réduire les inefficacités, de manière qui soit conforme à leurs mandats respectifs, des arrangements de gouvernance et programmes convenus, dans les limites des ressources disponibles; ... 4. <i>Demande</i> au Secrétaire exécutif de présenter à nouveau sa demande pour obtenir la qualité d'observateur au sein des organes concernés de l'[OMC], plus particulièrement le [Conseil des ADPIC]; ..."
Décision VIII/16 Coopération avec d'autres conventions, initiatives et organisations internationales	"La [CdP] ... 13. <i>Prie</i> le Secrétaire exécutif d'œuvrer en collaboration avec le Secrétariat de l'[OMC] sur des questions pertinentes, y compris notamment les droits de propriété intellectuelle touchant au commerce, les mesures sanitaires et phytosanitaires, et les biens et services environnementaux et ce, afin d'identifier les possibilités de renforcer la coopération, y compris l'élaboration d'un mémorandum de coopération portant sur la promotion des trois objectifs de la Convention ..."
Décision IX/27 Coopération entre les accords multilatéraux sur l'environnement et d'autres organisations	"La [CdP] ... 10. <i>Prie</i> le Secrétaire exécutif de renouveler sa demande d'octroi du statut d'observateur auprès des organes pertinents de l'Organisation mondiale du commerce et de poursuivre, puis renforcer, ses liens et sa collaboration avec l'Organisation mondiale du commerce ..."
Décision X/20 Coopération avec les autres conventions et les organisations et initiatives internationales	"La [CdP] ... 18. <i>Prie également</i> le Secrétaire exécutif de poursuivre et d'augmenter la coopération et la liaison avec l'Organisation mondiale du commerce et de renouveler les demandes faites par la Convention pour obtenir le statut d'observateur dans les organes pertinents de l'Organisation mondiale du commerce qui sont encore en attente; ..."

g) **Autres**

Décision VII/3 Diversité biologique agricole	"La [CdP] ... 6. <i>Prend également note des documents d'information préparés par le Secrétaire exécutif (UNEP/CBD/COP/7/INF/14 et 15), en application du paragraphe 17 de la Décision VI/5, concernant les impacts de la libéralisation des échanges sur la diversité biologique agricole, et demande à tous les pays en développement de bien vouloir rassembler et incorporer davantage de données sur cette question; (...).</i> "
Décision VII/14 Diversité biologique et tourisme	"La [CdP] 1. Adopte les Lignes directrices sur la diversité biologique et le développement du tourisme jointes en annexe à la présente décision; ... 9. À la lumière de la collaboration entre la [CDB, le PNUE et l'UNESCO, invite l'Organisation mondiale du Tourisme, la CNUCED, le PNUD, la Banque mondiale, l'OMC], les banques régionales de développement et les autres organisations internationales concernées: a) à prendre en compte les présentes lignes directrices dans la conduite de leurs activités; ... Annexe: Lignes directrices sur la diversité biologique et le développement du tourisme ... 1. Les présentes lignes directrices ont un caractère volontaire et représentent une variété de perspectives pour les autorités locales, régionales et nationales ainsi que pour les communautés locales et les autres parties prenantes en leur permettant de gérer les activités touristiques de manière durable aux plans environnemental, économique et social. Elles peuvent être appliquées avec souplesse de façon à les adapter à différentes circonstances et cadres institutionnels et juridiques intérieurs. ...

	<p>32. Les mesures juridiques et de contrôle à envisager pourraient porter sur: ...</p> <p>n) Le suivi, le contrôle et la fourniture de données relatives aux activités de prélèvement et d'exploitation commerciale des ressources biologiques et des ressources culturelles connexes à l'intérieur des sites touristiques. ..."</p>
--	---

H. PROTOCOLE DE CARTHAGENE SUR LA PREVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES

1. Dispositions de la Convention

Préambule	<p>"... <i>Estimant</i> que les accords sur le commerce et l'environnement devraient se soutenir mutuellement en vue de l'avènement d'un développement durable,</p> <p><i>Soulignant</i> que le présent protocole ne sera pas interprété comme impliquant une modification des droits et obligations d'une Partie en vertu d'autres accords internationaux en vigueur,</p> <p><i>Considérant</i> qu'il est entendu que le présent préambule ne vise pas à subordonner le Protocole à d'autres accords internationaux, ..."</p>
Article 2 Dispositions générales	"... 4. Rien dans le présent protocole ne doit être interprété comme restreignant le droit d'une Partie de prendre des mesures plus rigoureuses pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique que celles prévues par le Protocole, à condition qu'elles soient compatibles avec l'objectif et les dispositions du Protocole et en accord avec les autres obligations imposées à cette Partie par le droit international."
Article 4 Champ d'application	"Le présent protocole s'applique aux mouvements transfrontières, au transit, à la manipulation et à l'utilisation de tout [OVM] qui pourrait avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu également des risques pour la santé humaine."
Article 6 Transit et utilisations en milieu confiné	<p>"1. Nonobstant l'article 4 et sans préjudice du droit d'une Partie de transit de réglementer le transport d'[OVM] sur son territoire et d'aviser le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques de toute décision qu'elle a prise, en vertu du paragraphe 3 de l'article 2, concernant le transit sur son territoire d'un [OVM] déterminé, les dispositions du présent protocole concernant la procédure d'accord préalable en connaissance de cause ne s'appliquent pas aux [OVM] en transit.</p> <p>2. Nonobstant l'article 4 et sans préjudice du droit de toute Partie de soumettre un [OVM] quel qu'il soit à une évaluation des risques avant de prendre une décision concernant son importation et de fixer des normes applicables aux utilisations en milieu confiné dans les limites de sa juridiction, les dispositions du présent protocole relatives à la procédure d'accord préalable en connaissance de cause ne s'appliquent pas aux mouvements transfrontières d'[OVM] destinés à être utilisés en milieu confiné qui sont effectués conformément aux normes de la Partie importatrice."</p>
Article 7 Application de la procédure d'accord préalable en connaissance de cause	<p>"1. Sous réserve des articles 5 et 6, la procédure d'accord préalable en connaissance de cause prévue aux articles 8, 9, 10 et 12 s'applique avant le premier mouvement transfrontières intentionnel d'[OVM] destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement de la Partie importatrice.</p> <p>2. L'introduction intentionnelle dans l'environnement visée au paragraphe 1 ci-dessus ne concerne pas les [OVM] destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés.</p> <p>3. L'article 11 s'applique avant le premier mouvement transfrontières d'[OVM] destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale ou à être transformés.</p>

	<p>4. La procédure d'accord préalable en connaissance de cause ne s'applique pas aux mouvements transfrontières intentionnels des [OVM] qui, dans une décision de la [CdP] siégeant en tant que [RdP] au Protocole, sont définis comme peu susceptibles d'avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu également des risques pour la santé humaine."</p> <p>→ Cet article indique la procédure d'accord préalable en connaissance de cause qui s'applique au premier mouvement transfrontières intentionnel d'[OVM] destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement de la Partie importatrice. Cette procédure est présentée dans les grandes lignes aux articles 8 à 10 et à l'article 12. La procédure indiquée à l'article 11 s'applique avant le premier mouvement transfrontières d'[OVM] destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale ou à être transformés. La procédure d'accord préalable en connaissance de cause ne s'applique pas aux [OVM] en transit ou destinés à être utilisés en milieu confiné."</p>
Article 8 Notification	<p>"1. La Partie exportatrice adresse, ou exige que l'exportateur veille à adresser, par écrit, à l'autorité nationale compétente de la Partie importatrice, une notification avant le mouvement transfrontières intentionnel d'un [OVM] visé au paragraphe 1 de l'article 7. La notification contient au minimum les informations spécifiées à l'annexe I.</p> <p>2. La Partie exportatrice veille à ce qu'il y ait responsabilité juridique quant à l'exactitude des informations communiquées par l'exportateur. ..."</p>
Article 9 Accusé de réception de la notification	<p>"1. La Partie importatrice adresse par écrit à l'auteur de la notification, dans les quatre-vingt-dix (90) jours, un accusé de réception de la notification.</p> <p>2. L'accusé de réception indique:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la date de réception de la notification; b) si la notification contient à première vue les informations visées à l'article 8; c) s'il convient de procéder en se conformant au cadre réglementaire national de la Partie importatrice ou en suivant la procédure prévue à l'article 10. <p>3. Le cadre réglementaire national mentionné au paragraphe 2 c) ci-dessus doit être conforme au Protocole.</p> <p>4. Le fait, pour la Partie importatrice, de ne pas accuser réception d'une notification, ne signifie pas qu'elle consent au mouvement transfrontières intentionnel."</p>
Article 10 Procédure de décision	<p>"1. Les décisions prises par la Partie importatrice sont conformes à l'article 15.</p> <p>2. La Partie importatrice doit, dans le délai prescrit à l'article 9, indiquer par écrit à l'auteur de la notification si le mouvement transfrontières intentionnel peut avoir lieu:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) seulement lorsque la Partie importatrice a donné son consentement par écrit; ou b) à l'issue d'un délai d'au moins quatre-vingt-dix (90) jours sans autre consentement par écrit. <p>3. Dans les deux cent soixante-dix (270) jours suivant la date de réception de la notification, la Partie importatrice communique par écrit, à l'auteur de la notification et au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, la décision visée au paragraphe 2 a) ci-dessus:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) autorisant l'importation, avec ou sans condition, et indiquant comment la décision s'appliquera aux importations ultérieures du même [OVM]; b) interdisant l'importation; c) demandant des renseignements pertinents supplémentaires conformément à sa réglementation nationale ou à l'annexe I; le nombre de jours qui s'écoule entre le moment où la Partie importatrice demande des renseignements pertinents supplémentaires et celui où elle les obtient n'entre pas en ligne de compte dans le calcul du délai dont elle dispose pour répondre; d) informant l'auteur de la notification que la période spécifiée au présent paragraphe est prolongée d'une durée définie.

	<p>4. Sauf dans le cas d'un consentement inconditionnel, les décisions visées au paragraphe 3 ci-dessus doivent indiquer les raisons qui les ont motivées.</p> <p>5. Le fait, pour la Partie importatrice, de ne pas communiquer sa décision dans les deux cent soixante-dix (270) jours suivant la date de réception de la notification ne signifie pas qu'elle consent au mouvement transfrontières intentionnel.</p> <p>6. L'absence de certitude scientifique due à l'insuffisance des informations et connaissances scientifiques pertinentes concernant l'étendue des effets défavorables potentiels d'un [OVM] sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans la Partie importatrice, compte tenu également des risques pour la santé humaine, n'empêche pas cette Partie de prendre comme il convient une décision concernant l'importation de l'[OVM] en question comme indiqué au paragraphe 3 ci-dessus, pour éviter ou réduire au minimum ces effets défavorables potentiels ..."</p> <p>→ À sa première réunion en 2004, la [CdP] siégeant en tant que [RdP] au Protocole a adopté des procédures et des mécanismes destinés à aider les Parties importatrices à prendre une décision (Décision BS-I/2). Les lignes directrices et procédures prévoient entre autres que les Parties coopèrent en vue de faire en sorte que les Parties importatrices aient accès au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques (BCH); que les procédures et mécanismes doivent être induits par les demandes des Parties importatrices; et que le fichier d'experts et le BCH comptent parmi les principaux mécanismes permettant de fournir l'appui nécessaire pour prendre une décision.</p>
<p>Article 11 Procédure à suivre pour les organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés</p>	<p>"1. Toute Partie qui prend une décision définitive concernant l'utilisation sur le territoire national, y compris la mise sur le marché, d'un [OVM] qui peut faire l'objet d'un mouvement transfrontières et qui est destiné à être utilisé directement pour l'alimentation humaine ou animale ou à être transformé, doit, dans les quinze (15) jours qui suivent, en informer les autres Parties, par l'intermédiaire du [BCH]. Cette information doit contenir au minimum les renseignements demandés à l'annexe II. La Partie fournit par écrit une copie de cette information aux correspondants nationaux des Parties qui ont informé d'avance le Secrétariat du fait qu'elles n'ont pas accès au [BCH]. La présente disposition ne s'applique pas aux décisions concernant les essais sur le terrain.</p> <p>2. Toute Partie qui prend une décision conformément au paragraphe 1 ci-dessus veille à ce que des dispositions légales garantissent l'exactitude des informations fournies par le demandeur.</p> <p>3. Toute Partie peut demander des informations supplémentaires à l'autorité mentionnée au paragraphe b) de l'annexe II.</p> <p>4. Toute Partie peut prendre, dans le cadre de sa réglementation nationale, une décision concernant l'importation d'un [OVM] destiné à être utilisé directement pour l'alimentation humaine ou animale ou à être transformé, sous réserve que cette décision soit conforme à l'objectif du présent protocole.</p> <p>5. Chaque Partie met à la disposition du [BCH] une copie de toutes les lois, réglementations et directives nationales applicables à l'importation des organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale ou à être transformés, si disponibles.</p> <p>6. Tout pays en développement ou pays à économie en transition Partie au présent protocole peut, en l'absence du cadre réglementaire national visé au paragraphe 4 ci-dessus, lorsqu'il exerce sa compétence nationale, déclarer, par l'intermédiaire du [BCH], que sa décision préalable à la première importation d'un [OVM] destiné à être utilisé directement pour l'alimentation humaine ou animale ou à être transformé, au sujet duquel des informations ont été fournies en application du paragraphe 1 ci-dessus, sera prise:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) à l'issue d'une évaluation des risques entreprise conformément à l'annexe III; et b) dans un délai prévisible ne dépassant pas deux cent soixante-dix (270) jours. <p>7. Le fait qu'une Partie ne communique pas sa décision conformément au paragraphe 6 ci-dessus ne signifie pas qu'elle consente à importer ou qu'elle refuse d'importer l'[OVM] considéré destiné à être utilisé directement pour l'alimentation humaine ou animale ou à être transformé, à moins qu'elle ne l'ait spécifié par ailleurs.</p>

	<p>8. L'absence de certitude scientifique due à l'insuffisance des informations et connaissances scientifiques pertinentes concernant l'étendue des effets défavorables potentiels d'un [OVM] sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans la Partie importatrice, compte tenu également des risques pour la santé humaine, n'empêche pas cette Partie de prendre comme il convient une décision concernant l'importation de cet [OVM] s'il est destiné à être utilisé directement pour l'alimentation humaine ou animale ou à être transformé, pour éviter ou réduire au minimum ces effets défavorables potentiels.</p> <p>9. Toute Partie peut faire connaître ses besoins en matière d'assistance financière et technique et de développement des capacités, s'agissant des [OVM] destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale ou à être transformés. Les Parties coopèrent pour répondre à ces besoins, conformément aux articles 22 et 28 du présent protocole."</p>
Article 12 Examen des décisions	<p>"1. Une Partie importatrice peut à tout moment, au vu de nouvelles informations scientifiques sur les effets défavorables potentiels sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu aussi des risques pour la santé humaine, reconsidérer et modifier sa décision concernant un mouvement transfrontières intentionnel. En pareil cas, dans un délai de trente (30) jours, elle en informe les auteurs de notifications antérieures de mouvements de l'[OVM] en question, ainsi que le [BCH], en indiquant les raisons de sa décision.</p> <p>2. Une Partie exportatrice ou l'auteur d'une notification peut demander à une Partie importatrice de reconsidérer la décision qu'elle a prise la concernant, en vertu de l'article 10, lorsque la Partie exportatrice ou l'auteur de la notification estime:</p> <p>a) qu'il y a un changement de circonstances de nature à influencer sur les résultats de l'évaluation des risques qui ont fondé la décision; ou</p> <p>b) que des renseignements scientifiques ou techniques supplémentaires sont disponibles.</p> <p>3. La Partie importatrice répond par écrit à cette demande dans les quatre-vingt-dix (90) jours, en indiquant les raisons de sa décision.</p> <p>4. La Partie importatrice peut, à sa discrétion, exiger une évaluation des risques pour les importations ultérieures."</p>
Article 13 Procédure simplifiée	<p>"1. Une Partie importatrice peut, sous réserve que des mesures adéquates soient appliquées pour assurer le mouvement transfrontières intentionnel sans danger d'organismes vivants modifiés, conformément à l'objectif du Protocole, spécifier à l'avance au [BCH]:</p> <p>a) les cas où un mouvement transfrontières intentionnel dont elle est la destination peut avoir lieu au moment même où le mouvement lui est notifié;</p> <p>b) les importations d'[OVM] exemptés de la procédure d'accord préalable en connaissance de cause.</p> <p>Les notifications visées à l'alinéa a) ci-dessus peuvent valoir pour des mouvements similaires ultérieurs à destination de la même Partie.</p> <p>2. Les renseignements concernant un mouvement transfrontières intentionnel devant figurer dans la notification visée au paragraphe 1 a) ci-dessus sont ceux indiqués à l'annexe I."</p>
Article 14 Accords et arrangements bilatéraux, régionaux et multilatéraux	<p>"1. Les Parties peuvent conclure des accords et arrangements bilatéraux, régionaux et multilatéraux concernant les mouvements transfrontières intentionnels d'[OVM], s'ils sont conformes à l'objectif du Protocole et à condition que ces accords et arrangements n'aboutissent pas à un degré de protection moindre que celui prévu par le Protocole.</p> <p>2. Les Parties s'informent mutuellement, par l'intermédiaire du [BCH], de tout accord ou arrangement bilatéral, régional ou multilatéral qu'elles ont conclu avant ou après la date d'entrée en vigueur du Protocole.</p> <p>3. Les dispositions du Protocole n'ont aucun effet sur les mouvements transfrontières intentionnels qui ont lieu en vertu d'un de ces accords ou arrangements entre les Parties à cet accord ou arrangement.</p> <p>4. Toute Partie peut décider que sa réglementation nationale s'applique à certaines importations spécifiques qui lui sont destinées et notifie sa décision au [BCH]."</p>

<p>Article 15 Évaluation des risques</p>	<p>"1. Les évaluations des risques entreprises en vertu du présent protocole le sont selon des méthodes scientifiques éprouvées, conformément à l'annexe III et en tenant compte des méthodes d'évaluation des risques reconnues. Ces évaluations des risques s'appuient au minimum sur les informations fournies conformément à l'article 8 et sur d'autres preuves scientifiques disponibles permettant de déterminer et d'évaluer les effets défavorables potentiels des [OVM] sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu également des risques pour la santé humaine.</p> <p>2. La Partie importatrice veille à ce que soit effectuée une évaluation des risques pour prendre une décision au titre de l'article 10. Elle peut exiger que l'exportateur procède à l'évaluation des risques.</p> <p>3. Le coût de l'évaluation des risques est pris en charge par l'auteur de la notification si la Partie importatrice l'exige."</p>
<p>Article 16 Gestion des risques</p>	<p>"1. En tenant compte de l'article 8 g) de la Convention, les Parties mettent en place et appliquent des mécanismes, des mesures et des stratégies appropriés pour réglementer, gérer et maîtriser les risques définis par les dispositions du Protocole relatives à l'évaluation des risques associés à l'utilisation, à la manipulation et aux mouvements transfrontières d'[OVM].</p> <p>2. Des mesures fondées sur l'évaluation des risques sont imposées dans la mesure nécessaire pour prévenir les effets défavorables de l'[OVM] sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, y compris les risques pour la santé humaine, sur le territoire de la Partie importatrice.</p> <p>3. Chaque Partie prend des mesures appropriées pour empêcher les mouvements transfrontières non intentionnels d'[OVM], y compris des mesures prescrivant une évaluation des risques avant la première libération d'un [OVM].</p> <p>4. Sans préjudice du paragraphe 2 ci-dessus, chaque Partie veille à ce que tout [OVM], importé ou mis au point localement, ait été soumis à une période d'observation appropriée correspondant à son cycle de vie ou à son temps de formation avant d'être utilisé comme prévu.</p> <p>5. Les Parties coopèrent en vue:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) d'identifier les [OVM] ou les caractères d'[OVM] qui peuvent avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, en tenant compte également des risques pour la santé humaine; b) de prendre des mesures appropriées pour traiter ces [OVM] ou caractères spécifiques."
<p>Article 18 Manipulation, transport, emballage et identification</p>	<p>"1. Afin d'éviter des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, en tenant compte également des risques pour la santé humaine, chaque Partie prend les mesures nécessaires pour exiger que les [OVM] qui font l'objet d'un mouvement transfrontières intentionnel relevant du présent protocole soient manipulés, emballés et transportés dans des conditions de sécurité tenant compte des règles et normes internationales pertinentes.</p> <p>2. Chaque Partie prend des mesures pour exiger que la documentation accompagnant:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les [OVM] destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine et animale, ou destinés à être transformés, indique clairement qu'ils "peuvent contenir" des [OVM] et qu'ils ne sont pas destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement, et indique les coordonnées à contacter pour tout complément d'information. La [CdP] siégeant en tant que [RdP] au Protocole prend une décision exposant en détail les modalités de cette obligation, en particulier la façon dont il faudra spécifier l'identité de ces organismes ainsi que toute identification particulière, au plus tard dans les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur du Protocole; b) les [OVM] destinés à être utilisés en milieu confiné indique clairement qu'il s'agit d'[OVM], en spécifiant les règles de sécurité à observer pour la manipulation, l'entreposage, le transport et l'utilisation de ces organismes, et indique les coordonnées à contacter pour tout complément d'information, y compris le nom et l'adresse de la personne et de l'institution auxquelles les [OVM] sont expédiés;

	<p>c) les [OVM] destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement de la Partie importatrice, ainsi que tout autre [OVM] visé par le Protocole, indique clairement qu'il s'agit d'[OVM], spécifie leur identité et leurs traits et caractéristiques pertinents, ainsi que toute règle de sécurité à observer pour la manipulation, l'entreposage, le transport et l'utilisation de ces organismes, et indique les coordonnées de la personne à contacter pour tout complément d'information, ainsi que, le cas échéant, le nom et l'adresse de l'importateur et de l'exportateur; et contienne une déclaration certifiant que le mouvement est conforme aux prescriptions du Protocole applicables à l'exportateur.</p> <p>3. La [CdP] siégeant en tant que [RdP] au Protocole détermine s'il est nécessaire d'élaborer des normes d'identification, de manipulation, d'emballage et de transport, et fixe les modalités de cette élaboration, en consultant d'autres organismes internationaux compétents en la matière."</p>
Article 25 Mouvements transfrontières illicites	<p>"1. Chaque Partie adopte des mesures nationales propres à prévenir et à réprimer, s'il convient, les mouvements transfrontières d'[OVM] contrevenant aux mesures nationales qu'elle a prises pour appliquer le présent protocole. De tels mouvements seront réputés mouvements transfrontières illicites.</p> <p>2. En cas de mouvement transfrontières illicite, la Partie touchée peut demander à la Partie d'origine d'éliminer à ses propres frais les [OVM] concernés, en les rapatriant ou en les détruisant, selon qu'il convient.</p> <p>3. Chaque Partie met à la disposition du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques les renseignements relatifs aux cas de mouvements transfrontières illicites la concernant."</p>
Article 26 Considérations socioéconomiques	<p>"1. Les Parties, lorsqu'elles prennent une décision concernant l'importation, en vertu du présent protocole ou en vertu des mesures nationales qu'elles ont prises pour appliquer le Protocole, peuvent tenir compte, en accord avec leurs obligations internationales, des incidences socioéconomiques de l'impact des [OVM] sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, eu égard à la valeur de la diversité biologique pour les communautés autochtones et locales, en particulier.</p> <p>2. Les Parties sont encouragées à coopérer à la recherche et à l'échange d'informations sur l'impact socioéconomique des [OVM], en particulier pour les communautés autochtones et locales."</p>
Annexes	<p>→ L'annexe I indique les renseignements devant figurer dans les notifications à présenter conformément aux articles 8, 10 et 13 (procédure d'accord préalable en connaissance de cause et procédure simplifiée).</p> <p>→ L'annexe II indique les renseignements à fournir pour tout [OVM] destiné à être utilisé directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformé, conformément à l'article 11.</p> <p>→ L'annexe III fournit des précisions supplémentaires sur les évaluations de risques effectuées conformément au Protocole.</p>

2. Décisions de la CdP-RdP

Manipulation, transport, emballage et identification des organismes vivants modifiés (article 18)	<p><i>Système(s) d'identification unique ...</i></p> <p><u>Décision BS-I/6</u></p> <p>"1. Invite les Parties et les autres gouvernements à prendre des mesures aux fins d'application des identificateurs uniques pour les plantes transgéniques de l'OCDE aux organismes végétaux vivants modifiés au titre du Protocole, s'il y a lieu, sans qu'il soit porté atteinte à la création possible et à l'applicabilité des autres systèmes;</p> <p>2. Demande au Secrétaire exécutif de créer ou de conserver, au sein du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, un registre des codes d'identification unique afin de garantir l'harmonisation de ces codes par l'ensemble des utilisateurs;</p>
--	---

3. Encourage l'[OCDE] et d'autres organisations intervenant dans l'élaboration de systèmes d'identification unique des organismes vivants modifiés à démarrer ou bien à accroître leurs activités aux fins de mise au point d'un système harmonisé d'identification unique à l'intention des micro-organismes et animaux génétiquement modifiés. ..."

Paragraphe 2 a) de l'article 18:

Décision BS-I/6

"1. Prie les Parties au Protocole et exhorte les autres gouvernements de prendre des mesures visant à garantir l'utilisation d'une facture commerciale ou d'un autre document fourni par le donneur d'ordre ou exigé par le système de documentation en tant que documentation devant accompagner les [OVM] qui sont destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale aux fins d'identification en incluant les exigences en matière d'informations visées à la première phrase du paragraphe 2 a) de l'article 18 et au paragraphe 4 ci-dessous, en attendant une décision sur les exigences détaillées à ces fins par la [CdP] siégeant en tant que [RdP] au Protocole, laquelle pourrait prévoir l'utilisation d'un document indépendant;

2. Prie les Parties au Protocole et exhorte les autres gouvernements de prendre des mesures destinées à garantir que la documentation qui accompagne les [OVM] qui sont destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés, indique clairement que l'expédition est susceptible de contenir des [OVM] qui sont destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés, et précise qu'ils ne sont pas destinés à être introduits directement dans l'environnement;

3. Prie en outre les Parties au Protocole et exhorte les autres gouvernements de prendre les mesures nécessaires pour que la documentation d'accompagnement des [OVM] qui sont destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés, fournisse les coordonnées détaillées d'une personne-ressource en mesure de fournir de plus amples informations, à savoir l'exportateur, l'importateur ou de toute autorité appropriée désignée comme personne-ressource par le gouvernement;

4. Invite en outre les Parties au Protocole et les autres gouvernements à exiger que la documentation dont il est question au paragraphe 1 ci-dessus comprenne:

- i) le nom commun, scientifique et, si possible, le nom commercial, et
- ii) le code d'activité de transformation des [OVM] ou, si possible, son code d'identification unique, en guise de mode d'accès à l'information au Centre d'échange sur la diversité biologique;

5. Encourage les Parties au Protocole et les autres gouvernements à exiger des exportateurs d'[OVM] qui sont destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés, relevant de leur juridiction à déclarer, dans la documentation d'accompagnement des mouvements transfrontières dont on sait qu'ils contiennent intentionnellement des [OVM] qui sont destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés, que l'expédition contient des [OVM] qui sont destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés, et à identifier les [OVM] de même que leur mode d'identification unique, si possible; ..."

Décision BS-III/10

"La [CdP] siégeant en tant que [RdP] au Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques ...

1. *Prie* les Parties au Protocole et prie instamment les autres gouvernements de prendre les mesures nécessaires pour garantir l'utilisation d'une facture commerciale ou d'un autre document requis ou utilisé par les systèmes de documentation existants ou la documentation qui est requise par les cadres administratifs et/ou réglementaires nationaux, en tant que documentation qui devrait accompagner les [OVM] qui sont destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animales, ou à être transformés ...;

3. *Prie* en outre les Parties au Protocole et prie instamment les autres gouvernements de prendre des mesures garantissant que la documentation accompagnant les [OVM] qui sont destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés, fournit les détails d'un point de contact pour donner de plus amples informations: l'exportateur, l'importateur et/ou toute autorité appropriée qui a été désigné par un gouvernement comme point de contact;

4. *Prie* les Parties au Protocole et prie instamment les autres gouvernements de prendre des mesures garantissant que la documentation accompagnant les [OVM] destinés à être utilisés pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés, dans la production commerciale et autorisée en accord avec les cadres réglementaires nationaux, est conforme aux critères du pays d'importation et stipule clairement:

- a) Dans les cas où l'identité des [OVM] est connue en recourant à des moyens tels que les systèmes de préservation de l'identité, que la cargaison contient des [OVM] destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés;
- b) Dans les cas où l'identité des [OVM] n'est pas connue en recourant à des moyens tels que les systèmes de préservation de l'identité, que la cargaison peut contenir un ou plusieurs [OVM] destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés;
- c) Que les [OVM] ne sont pas destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement;
- d) Les noms communs, scientifiques et, s'ils existent, commerciaux des [OVM];
- e) Le code de l'événement de transformation de l'[OVM] ou, s'il est disponible, en tant que clé d'accès aux informations dans le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, son code d'identification unique;
- f) L'adresse Internet du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques afin d'obtenir de plus amples informations;

et *note* que, conformément à l'article 24 du Protocole, les mouvements transfrontières des [OVM] entre les Parties et non-Parties seront conformes à l'objectif du Protocole, et note en outre que les dispositions spécifiques visées dans ce paragraphe ne s'appliquent pas à de tels mouvements. Qui plus est, conformément au paragraphe 2 de l'article 24, les Parties encourageront les non-Parties à adhérer au Protocole ..."

Décision BS-IV/9

"La [CdP] siégeant en tant que [RdP] au Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques ...

1. *Prend note* des travaux importants en cours d'exécution par des organisations internationales compétentes telles que la Commission du Codex Alimentarius et l'Organisation internationale de normalisation et encourage les Parties à participer à ces instances et à d'autres organisations de normalisation compétentes et à échanger des informations avec elles, et à utiliser, selon qu'il convient, des critères ou méthodes d'échantillonnage et de dépistage des organismes vivants modifiés publiées par celles-ci;

2. *Demande* aux Parties et encourage les autres gouvernements et les organisations internationales compétentes à garantir que les informations relatives aux règles et normes d'échantillonnage d'organismes vivants modifiés et les techniques de détection, y compris l'expérience de ces techniques, soient disponibles via le Centre d'échange;

3. *Invite* les Parties et encourage les autres gouvernements, les organisations internationales compétentes et le Fonds pour l'environnement mondial à coopérer avec les Parties qui sont des pays en développement, en particulier les pays les moins avancés d'entre eux et les petits États insulaires en développement, ainsi que les pays à économie en transition et à les soutenir dans leurs efforts de création de capacités en matière d'échantillonnage et de dépistage des organismes vivants modifiés, y compris l'installation de laboratoires et la formation de personnel réglementaire et scientifique;

4. *Souligne* l'importance de l'accréditation des laboratoires engagés dans l'échantillonnage et le dépistage des organismes vivants modifiés;

5. *Encourage* ceux qui possèdent du matériel de référence à donner accès à ce matériel aux organisations qui pourraient en avoir besoin aux fins de dépistage d'organismes vivants modifiés."

Décision BS-V/8

"La [CdP] siégeant en tant que [RdP] au Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques ...

1. *Prie* les Parties au Protocole et *prie instamment* les autres gouvernements de continuer à prendre des mesures pour s'assurer que les informations requises au paragraphe 2 a) de l'article 18 et au paragraphe 4 de la Décision BS-III/10, afin d'identifier les organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés, font partie de la documentation existante accompagnant les organismes vivants modifiés, tel que prévu au paragraphe 1 de la Décision BS-III/10;

2. *Prie instamment* les Parties d'accélérer l'application de leurs cadres de réglementation pour la prévention des risques biotechnologiques, et de mettre à la disposition du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques toutes les lois, règlements et lignes directrices relatifs à l'application du Protocole, ainsi que tout changement dans les exigences réglementaires concernant l'identification et la documentation des organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés;

3. *Prie* les Parties et *prie instamment* les autres gouvernements de prendre des mesures pour faciliter l'application plus poussée de la Décision BS-III/10, tout particulièrement son paragraphe 4;

4. *Demande* aux Parties et *encourage* les autres gouvernements et les organisations internationales compétentes, à collaborer avec les pays en développement Parties et les Parties à économie en transition, et de leur apporter un soutien en termes de renforcement de leurs capacités, afin de respecter les exigences d'identification prévues au paragraphe 2 a) de l'article 18 et dans les décisions connexes;

5. *Encourage* les Parties à mettre en place des systèmes nationaux ou à utiliser les systèmes existants, le cas échéant, permettant d'empêcher que les organismes vivants modifiés importés, destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés, ne soient utilisés à d'autres fins telles que l'introduction dans l'environnement;

6. *Décide*, compte tenu de l'expérience limitée acquise à ce jour dans le cadre de l'application du paragraphe 4 de la Décision BS-III/10, de reporter la prise de décisions prévue au paragraphe 7 de la Décision BS-III/10, à sa septième réunion. Cette prise de décisions devrait inclure l'examen de la nécessité d'un document autonome, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 2 de la Décision BS-III/10;

7. *Prie* les Parties et *invite* les autres gouvernements et les organisations internationales compétentes à remettre au Secrétaire exécutif, au moins six mois avant la septième réunion des Parties au protocole, de plus amples informations sur l'expérience acquise dans le cadre de l'application du paragraphe 4 de la Décision BS-III/10 et de la présente décision, y compris toute information sur les obstacles rencontrés et les besoins particuliers en matière de renforcement des capacités pour l'application de ces décisions, et *prie* le Secrétaire exécutif de compiler les informations recueillies et de préparer un rapport de synthèse, pour examen à sa septième réunion."

Paragraphes 2 b) et 2 c) de l'article 18 ...

Décision BS-I/6

"1. Prie les Parties au Protocole et exhorte les autres gouvernements de prendre des mesures visant à garantir l'utilisation d'une facture commerciale ou autres documents exigés ou utilisés dans le système de documentation existants, en portant attention aux modes de présentation précisés dans les modèles joints en annexe, en tant que documentation qui devrait accompagner les [OVM] destinés à être utilisés en milieu confiné et les [OVM] destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement de la Partie importatrice, en y intégrant les informations requises en vertu des paragraphes 2 b) et 2 c) de l'article 18 du Protocole, comme il convient, tout en continuant à satisfaire aux exigences d'identification de ces paragraphes;

2. Prie les Parties au Protocole et invite les autres gouvernements à remettre au Secrétaire exécutif, six mois avant la troisième réunion de la [CdP] siégeant en tant que [RdP] au Protocole, de l'information sur l'expérience acquise dans l'utilisation de la documentation dont il est question au paragraphe 1 ci-dessous, dans la perspective d'une future possibilité d'utilisation en tant que document indépendant, de satisfaire aux exigences en matière d'identification des paragraphes 2 b) et 2 c) de l'article 18, et prie le Secrétaire exécutif de réunir l'information reçue et de préparer un rapport de synthèse offrant des choix pour les documents indépendants, aux fins d'examen à la troisième réunion de la [CdP] siégeant en tant que [RdP] au Protocole;

3. Demande aux Parties au Protocole et aux autres gouvernements de prendre des mesures visant à garantir que la documentation d'accompagnement des [OVM] contienne les informations et la déclaration suivantes:

- a) Les [OVM] destinés à être utilisés en milieu confiné (paragraphe 2 b), article 18):
 - i) Leur identification claire en tant qu'"[OVM]" y compris le nom commun et scientifique des organismes "destinés à être utilisés en milieu confiné";
 - ii) Le nom et l'adresse du destinataire, de l'exportateur ou de l'importateur, comme il convient, y compris les coordonnées à contacter utiles pour les atteindre en cas d'urgence et dans les plus brefs délais;
 - iii) Toutes conditions aux fins de manipulation, d'entreposage, de transport et d'utilisation des [OVM] dans le respect des règles de sécurité en vertu des instruments internationaux en vigueur, telles que les Recommandations des Nations Unies sur le transport de marchandises dangereuses, la Convention internationale pour la protection des végétaux et l'Office international des épizooties, les cadres de réglementation domestiques ou les dispositions des accords conclus par l'importateur ou l'exportateur. Au cas où les prescriptions seraient inexistantes, prière d'indiquer qu'il n'existe aucune prescription;
 - iv) Les renseignements supplémentaires peuvent comprendre, s'il convient, le nom commercial, s'il y a lieu, des [OVM], les caractéristiques nouvelles ou modifiées et les caractéristiques telles que l'activité de transformation, la catégorie de risque, les fins prévues de même que l'identification unique, s'il y a lieu, en tant que moyen d'accéder à l'information au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques;
- b) Les [OVM] destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement de la Partie importatrice et tout autre [OVM] qui relève du champ d'application du Protocole (paragraphe 2 c), article 18):
 - i) L'identification claire en tant qu'"[OVM]" et un descriptif succinct des organismes, y compris le nom commun et scientifique, les traits pertinents et la modification génétique, en y incluant les traits transgéniques et les caractéristiques telles que les événements de la transformation ou, lorsque c'est disponible et applicable, une référence à un système d'identification unique;

- ii) Toutes conditions aux fins de manipulation, d'entreposage, de transport et d'utilisation des [OVM] dans le respect des règles de sécurité en vertu des prescriptions internationales existantes, les cadres nationaux réglementaires, ou en vertu de tout accord passé avec l'importateur et l'exportateur. Au cas où aucune condition n'existe, prière d'indiquer qu'il n'existe aucune condition;
- iii) Le nom et l'adresse de l'exportateur et de l'importateur;
- iv) Le détail des coordonnées à contacter pour l'obtention de plus amples informations, y compris celles d'un particulier ou d'une organisation se trouvant en possession des informations pertinentes, en cas d'urgence;
- v) Une déclaration stipulant que le mouvement des [OVM] est conforme aux prescriptions du Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques applicable à l'exportateur;
- vi) Les renseignements supplémentaires peuvent comprendre, s'il y a lieu, le nom commercial, la catégorie de risque et l'approbation relative à l'importation du tout premier mouvement transfrontières d'[OVM]; ..."

Décision BS-II/10

"La [CdP] siégeant en tant que [RdP] au Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques ...

2. *Exhorte* les Parties au Protocole et invite les autres gouvernements à prendre les mesures nécessaires, en fonction de leurs propres capacités, pour garantir que les exigences visées aux paragraphes 2 b) et 2 c) de l'article 18 du Protocole, telles qu'elles ont été élaborées plus avant par la Décision BSI/ 6 B, sont intégralement respectées;

3. *Prie instamment* les Parties, et tout particulièrement les Parties importatrices, de mettre à la disposition du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques des informations sur leurs exigences nationales concernant l'importation en général et la documentation d'accompagnement en particulier d'[OVM] destinés à être utilisés en milieu confiné ou à être introduits intentionnellement dans l'environnement, au titre de l'exigence stipulée dans le paragraphe 3 de l'article 20 du Protocole, selon lequel chaque Partie doit communiquer toutes les lois, réglementations et directives nationales en vigueur visant l'application du Protocole ..."

Décision BS-IV/8

"La [CdP] siégeant en tant que [RdP] au Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques ...

1. *Invite* les Parties et encourage les autres gouvernements et organisations internationales concernées à continuer de mettre en œuvre les dispositions des paragraphes 2 b) et 2 c) de l'article 18 ainsi que les décisions connexes adoptées par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole;

2. *Décide* de réexaminer cette question à sa sixième réunion et ce, à la lumière de l'examen de l'expérience fondée sur l'analyse des deuxièmes rapports nationaux.

Paragraphe 3 de l'article 18

Décision BS-IV/10

"La [CdP] siégeant en tant que [RdP] au Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques ...

1. *Décide* de continuer à gagner en expérience dans l'application des dispositions du Protocole visant la manipulation, le transport, l'emballage et l'identification, et demande au Secrétaire exécutif de poursuivre sa collaboration avec les organisations internationales compétentes en la matière;

2. *Invite* les Parties et encourage les autres gouvernements et les organisations internationales à veiller à ce que les informations sur les normes d'identification, de manipulation, d'emballage et de transport d'organismes vivants modifiés soient diffusées par le biais du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques;

3. *Encourage* les Parties à participer aux travaux sur les normes d'identification, de manipulation, d'emballage et de transport d'organismes vivants modifiés qui sont en cours au sein d'autres organisations internationales concernées et *décide*, dans l'éventualité où des lacunes seraient découvertes dans lesdites normes, de se pencher sur la nécessité d'élaborer les normes nécessaires et sur les modalités de cette élaboration, notamment en signalant ces lacunes aux autres organisations internationales concernées;

4. *Prie* le Secrétaire exécutif d'organiser une conférence en ligne dans les buts suivants: i) répertorier les normes pertinentes d'identification, de manutention, d'emballage et de transport d'organismes vivants modifiés, ii) cerner les lacunes qui pourraient exister et iii) suggérer des moyens de combler ces lacunes, et de préparer un résumé des conclusions de cette conférence reflétant l'éventail complet des avis exprimés, pour examen par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole à sa cinquième réunion;

5. *Invite* les Parties, les autres gouvernements et les organisations internationales concernées à transmettre au Secrétaire exécutif leurs avis sur les questions qui pourraient être examinées lors de la conférence en ligne susmentionnée et *demande* au Secrétaire exécutif d'établir la liste définitive de ces questions en consultation avec le Bureau de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole."

Décision BS-V/9

"La [CdP] siégeant en tant que [RdP] au Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques ...

1. *Prie* le Secrétaire exécutif de:

- a) Continuer à suivre les développements concernant les normes relatives à la manipulation, le transport, l'emballage et l'identification des organismes vivants modifiés et de faire rapport sur ces développements aux Parties, à leur sixième réunion. Le rapport devrait comprendre des informations sur les développements concernant l'élaboration des normes d'échantillonnage et de détection des organismes vivants modifiés;
- b) Diffuser les résultats du forum en ligne sur les normes applicables au transport d'organismes vivants modifiés, y compris des informations sur les lacunes potentielles subsistant dans les normes internationales, auprès des organisations compétentes;
- c) Organiser des ateliers régionaux à l'intention i) des dirigeants de laboratoire impliqués dans la détection des organismes vivants modifiés, afin d'échanger des informations et des expériences sur l'application de normes et de méthodes pertinentes, et ii) des agents de douane ayant besoin de capacités pour l'échantillonnage et la détection des organismes vivants modifiés conformément au paragraphe 10 de la Décision BS-III/10 et au paragraphe 3 de la Décision BS-IV/9;
- d) Faire mener une étude ayant pour but d'analyser l'information sur les normes, les méthodes et l'orientation existantes relatives à la manipulation, le transport, l'emballage et l'identification des organismes vivants modifiés et de mettre l'étude à disposition aux fins d'examen par la sixième Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole. L'étude porterait notamment sur les sujets suivants:
 - i) Les lacunes éventuelles subsistant dans les normes, les méthodes et les directives existantes;
 - ii) Des moyens de faciliter la coopération avec les organisations compétentes;
 - iii) Des directives sur l'utilisation des réglementations et des normes internationales existantes;
 - iv) Le besoin éventuel d'élaborer des normes sur la manipulation, le transport, l'emballage et l'identification des organismes vivants modifiés;

2. *Invite* les organes de normalisation à créer un groupe de communication électronique avec le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, afin d'échanger des informations sur les activités pertinentes pour la manipulation, le transport, l'emballage et l'identification des organismes vivants modifiés, menées dans chaque enceinte;

3. *Invite* la Convention internationale pour la protection des végétaux à travailler en collaboration avec le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, afin d'élaborer un document explicatif sur la terminologie du Protocole, en ce qui concerne le glossaire des termes phytosanitaires adopté par la Commission sur les mesures phytosanitaires;

	<p>4. <i>Prie</i> les Parties et <i>encourage</i> les autres gouvernements et les organisations internationales compétentes, selon qu'il convient, à mettre à la disposition du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques des informations sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Les normes pertinentes pour la manipulation, le transport, l'emballage et l'identification des organismes vivants modifiés; b) Les directives existantes sur l'utilisation des normes internationales pertinentes; c) Les méthodes de détection et d'identification des organismes vivants modifiés; <p>5. <i>Invite</i> les Parties à désigner des laboratoires nationaux et internationaux de référence, en vue d'établir, par l'intermédiaire du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, un réseau en ligne de laboratoires, pour faciliter le recensement des organismes vivants modifiés et le partage d'informations et de données d'expérience."</p>
Coopération avec d'autres initiatives, conventions et organisations	<p>Décision BS-II/6 "La [CdP] siégeant en tant que [RdP] au Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques, ... <i>Demande</i> au Secrétaire exécutif de:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) poursuivre les efforts visant à obtenir le statut d'observateur pour le Secrétariat de la [CDB] au sein du Comité sur les mesures sanitaires et phytosanitaires et du Comité sur les obstacles techniques au commerce de l'[OMC]; b) poursuivre la participation du Secrétariat de la [CDB] aux discussions du [CCE de l'OMC], sur les questions se rapportant au Protocole; c) renforcer la coopération du Secrétariat avec la Commission du Codex Alimentarius, l'Office international des épizooties et la Convention internationale pour la protection des végétaux sur les questions d'intérêt mutuel; ... f) établir une coopération avec l'Organisation mondiale des douanes, l'Organisation internationale de normalisation, le Sous-Comité du transport des marchandises dangereuses des Nations Unies, l'Association du transport aérien international et d'autres organisations compétentes des douanes et des transports qui examinent les questions liées à la prévention des risques biotechnologiques, en vue de développer une approche harmonisée de l'emballage et du transport des organismes vivants modifiés, en préparation de l'examen, à la troisième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole, de la nécessité et des modalités de l'élaboration de normes relatives aux pratiques d'identification, de manipulation, d'emballage et de transport, conformément au programme de travail à moyen terme." <p>Décision BS-III/6 "La [CdP-RdP] ...</p> <p>2. <i>Félicite</i> le Secrétaire exécutif pour les efforts qu'il a récemment déployés en vue de renforcer la coopération avec d'autres organisations et initiatives, en particulier la coopération avec l'Organisation mondiale du commerce et prie le Secrétaire exécutif d'intensifier ses efforts pour obtenir le statut d'observateur auprès des Comités de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires et sur les obstacles techniques au commerce;</p> <p>3. <i>Prie</i> également le Secrétaire exécutif:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) de continuer à poursuivre, renforcer et intensifier, selon le cas, les arrangements de coopération avec toutes les organisations auxquelles il est fait référence dans la Décision BS-II/6; <p>Décision BS-IV/6 "La [CdP] siégeant en tant que [RdP] au Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques ...</p> <p>3. <i>Félicite</i> le Secrétaire exécutif des efforts qu'il déploie sans relâche pour renforcer la coopération avec d'autres organisations, en particulier avec l'Organisation mondiale du commerce, et <i>prie</i> le Secrétaire exécutif d'intensifier ses démarches en vue d'obtenir le statut d'observateur au sein du [Comité SPS] et du [Comité OTC] relevant de ladite organisation ..."</p>

	<p>Décision BS-V/6</p> <p>"La [CdP] siégeant en tant que [RdP] au Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques ...</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. <i>Félicite</i> le Secrétaire exécutif pour ses efforts soutenus visant à renforcer la coopération avec d'autres organisations, notamment avec l'Organisation mondiale du commerce, et invite le Secrétaire exécutif à intensifier les efforts afin d'obtenir le statut d'observateur au Comité sur les mesures sanitaires et phytosanitaires et à celui sur les obstacles techniques au commerce, les deux relevant de l'Organisation mondiale du commerce; 2. <i>Prie</i> le Secrétaire exécutif, dans la limite de la disponibilité des fonds, de: <ol style="list-style-type: none"> a) rechercher à passer des mémorandums d'accord avec l'Organisation internationale de normalisation et l'Association internationale d'essais de semences afin de renforcer la coopération avec ces organisations dans le cadre de l'article 18; b) participer aux réunions pertinentes des organisations internationales mentionnées dans la Décision BS-II/6 ou poursuivre cette participation si elle existe; c) coopérer avec d'autres organisations, conventions et initiatives actives dans l'élaboration de mécanismes d'échange d'informations et ce afin de: i) identifier des articulations et connexions possibles; et ii) éviter, le cas échéant, l'élaboration d'ensembles de données incompatibles ou la duplication de tels ensembles et de garantir la fiabilité de l'information fournie; d) entretenir la coopération avec les organisations intervenant dans la formulation de règles et de normes en matière d'emballage et de transport."
<p>Options relatives à l'application de l'article 8</p>	<p>Décision BS-II/8</p> <p>"La [CdP] siégeant en tant que [RdP] au Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. <i>Décide</i> de poursuivre l'examen du point relatif à la notification mentionné dans la Décision BS-I/2 en vue d'élaborer et de développer, à sa quatrième réunion, des modalités d'application relatives aux conditions de notification prévues par l'article 8 du Protocole, en tenant compte des informations et des expériences nationales sur l'application de l'article 8 rassemblées au moyen des rapports nationaux intérimaires et par le biais du [BCH]; 2. <i>Recommande</i> aux Parties au Protocole d'examiner les éléments et les options pertinents pour l'article 8 du Protocole, ainsi que les éléments suivants, en attendant l'élaboration des modalités mentionnées au paragraphe 1 ci-dessus: <ol style="list-style-type: none"> a) Appliquer les mesures nécessaires pour faire respecter les conditions de notification; b) Exiger que l'exportateur emploie la langue déterminée par la Partie importatrice dans la notification; c) Reconnaître le droit d'une Partie de transit de réglementer le transport d'organismes vivants modifiés sur son territoire et d'exiger que l'exportateur adresse une communication écrite aux autorités nationales compétentes de la Partie de transit, si le règlement de celle-ci le demande." <p>Décision BS-IV/18</p> <p>"<i>Rappelant</i> sa décision de poursuivre l'examen du point relatif à la notification en vue d'élaborer et de développer, s'il y a lieu, à sa quatrième réunion, des modalités d'application relatives aux conditions de notification prévues par l'article 8 du Protocole, en tenant compte des informations et des expériences nationales sur l'application de l'article 8 rassemblées au moyen des rapports nationaux et par le biais du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques (BS-II/8, paragraphe 1),</p> <p><i>Reconnaissant</i> que l'information communiquée par les Parties dans leurs rapports intérimaires et leurs premiers rapports nationaux, et par le Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques révèle que l'expérience relative aux conditions de notification prévues à l'article 8 du Protocole est de faible à nulle ..."</p>

<p>Considérations socioéconomiques (article 26, paragraphe 2)</p>	<p>Décision BS-IV/16</p> <p><i>"Rappelant l'article 26 du Protocole et, en particulier, le paragraphe 2 de ces dispositions, Constatant les divergences de vues et la complexité de la question que constitue l'impact socioéconomique des organismes vivants modifiés, comme cela est apparu dans les communications reçues et récapitulées par le Secrétariat conformément à la demande qui lui avait été faite dans la Décision BS-II/12;</i></p> <p><i>Invite les Parties, les autres gouvernements et les organisations concernées à continuer de partager, par le biais du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, leurs travaux, méthode de recherche et expérience de la prise en compte des effets socioéconomiques des organismes vivants modifiés, d'où il serait possible de les extraire au moyen du terme de recherche "socioéconomique" ..."</i></p> <p>Décision BS-V/3: Renforcement des capacités</p> <p><i>IV. Coopération relative à l'identification des besoins de renforcement des capacités pour la recherche et l'échange d'informations sur les considérations socioéconomiques</i></p> <p>21. <i>Prend note</i> des recommandations de la sixième réunion de coordination des gouvernements et organisations réalisant ou finançant des activités de renforcement des capacités sur les possibilités de coopération au recensement des besoins de renforcement des capacités entre les Parties pour la recherche et l'échange d'informations sur les impacts socioéconomiques des organismes vivants modifiés (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/5/INF/4);</p> <p>22. <i>Invite</i> les Parties et les autres gouvernements à soumettre au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques leurs besoins et priorités en matière de renforcement des capacités concernant les considérations socioéconomiques;</p> <p>23. <i>Exhorte</i> les Parties, les autres gouvernements et les organisations concernées à soumettre au Secrétaire exécutif des informations pertinentes sur les considérations socioéconomiques, y compris des matériels d'orientation et des études de cas sur notamment les modalités institutionnelles et les bonnes pratiques;</p> <p>24. <i>Prie</i> le Secrétaire exécutif d'organiser des conférences régionales en ligne pour: i) faciliter le partage de points de vue, d'information et de données d'expérience sur les considérations socioéconomiques sur une base régionale; ii) identifier les questions éventuelles à examiner de manière plus approfondie;</p> <p>25. <i>Prie également</i> le Secrétaire exécutif de convoquer, avant la sixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole et moyennant la disponibilité des ressources nécessaires, un atelier à représentation régionale équilibrée sur le renforcement des capacités en matière de recherche et d'échange d'informations sur les incidences socioéconomiques des organismes vivants modifiés, avec les principaux objectifs suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) L'analyse des activités de renforcement des capacités, des besoins et des priorités concernant les considérations socioéconomiques soumis par les Parties et les autres gouvernements au Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques et identification des possibilités de coopération pour répondre à ces besoins; b) L'échange et l'analyse d'informations sur l'emploi des considérations socioéconomiques dans le cadre de l'article 26 du Protocole; <p>27. <i>Prie</i> le Groupe de liaison sur le renforcement des capacités pour la prévention des risques biotechnologiques de donner au Secrétaire exécutif des conseils sur l'organisation de l'atelier mentionné au paragraphe 25 ci-dessus;</p> <p>28. <i>Prie</i> le Secrétaire exécutif de faire la synthèse des conclusions des conférences en ligne et de l'atelier mentionnés aux paragraphes 24 et 25 ci-dessus et de présenter un rapport à la sixième réunion des Parties aux fins d'examen des prochaines mesures à prendre;</p> <p>29. <i>Invite</i> les Parties, en collaboration avec des organismes régionaux et les organisations concernées, à organiser des ateliers régionaux pour faciliter l'échange d'informations et d'expériences sur les considérations socioéconomiques;</p>
--	---

	<p>30. <i>Accueille</i> avec satisfaction le rapport de l'étude sur l'application et l'expérience de l'utilisation de considérations socioéconomiques dans la prise de décisions sur les organismes vivants modifiés effectuée par le Programme des Nations pour l'environnement et le Secrétariat (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/5/INF/10);</p> <p>31. <i>Invite</i> le Programme des Nations Unies pour l'environnement et d'autres organisations à faire des études de cas additionnelles pour documenter les expériences et les leçons apprises dans différentes régions."</p>
Responsabilité et réparation en vertu du Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques	<p>Décision BS-V/11</p> <p>"La [CdP] siégeant en tant que [RdP] au Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques ...</p> <p>1. <i>Décide</i> d'adopter le Protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques, tel qu'il figure à l'annexe de la présente décision (dénommé ci-après "le Protocole additionnel").</p> <p>2. <i>Prie</i> le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'être le dépositaire du Protocole additionnel et de l'ouvrir à la signature au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York du 7 mars 2011 au 6 mars 2012;</p> <p>3. <i>Encourage</i> les Parties au Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques à mettre en œuvre le Protocole additionnel en attendant son entrée en vigueur;</p> <p>4. <i>Appelle</i> les Parties au Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques à signer le Protocole additionnel le 7 mars 2011 ou dans les meilleurs délais par la suite et de déposer dès que possible leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, selon qu'il convient;</p> <p>.....</p> <p>7. <i>Décide</i> que lorsque les coûts de mesures d'intervention, au titre du Protocole additionnel, ne sont pas prévus, cette situation peut être corrigée par des mesures additionnelles et supplémentaires d'indemnisation;</p> <p>8. <i>Décide</i> que les mesures visées au paragraphe 7 ci-dessus pourraient comprendre des arrangements pouvant être arrêtés par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties. ..."</p>
Évaluation des risques et gestion des risques	<p><u>Décision BS-III/11</u></p> <p>"La [CdP-RdP] ...</p> <p>15. <i>Prie</i> le Secrétaire exécutif de collaborer avec des organisations compétentes, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, en vue de favoriser la constitution de réseaux et l'établissement de liens entre les spécialistes de l'évaluation des risques associés aux organismes vivants modifiés et les spécialistes dans d'autres domaines pertinents de l'évaluation et de la gestion des risques (par exemple la santé végétale, la santé animale et la sécurité alimentaire), en utilisant notamment des portails Internet tels que le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques et le Portail international de sécurité des aliments, et de santé animale et végétale;</p> <p><u>Décision BS-IV/11</u></p> <p>"La [CdP] siégeant en tant que [RdP] au Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques ...</p> <p>3. <i>Décide</i> de créer, par le biais du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, un forum en ligne à composition non limitée sur les aspects spécifiques de l'évaluation des risques, ainsi qu'il est mentionné dans l'annexe à la présente décision;</p> <p>4. <i>Décide</i> de créer un Groupe spécial d'experts techniques sur l'évaluation des risques et la gestion des risques, conformément aux modalités de travail et au mandat annexés au présent document ..."</p> <p><u>Décision BS-V/12</u></p> <p>"La [CdP] siégeant en tant que [RdP] au Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques ...</p>

	<p>4. <i>Décide</i> d'élargir le forum en ligne à composition non limitée et le Groupe spécial d'experts techniques sur l'évaluation et la gestion des risques conformément aux termes de référence ci-joints en annexe;</p> <p>6. <i>Note en outre</i> que la première version des Directives doit faire l'objet d'un examen et d'un essai plus approfondis par les pairs pour en déterminer l'utilité et l'applicabilité générales aux organismes vivants modifiés issus de différents taxons introduits dans différents milieux écologiques et <i>prie</i> le Secrétaire exécutif de, avant la première réunion du Groupe spécial d'experts techniques, i) traduire les Directives dans les six langues de l'Organisation des Nations Unies afin de permettre à un plus grand nombre d'experts de prendre part au processus d'examen par des pairs, ii) coordonner, avec les Parties et d'autres gouvernements, par le biais de leurs experts scientifiques et techniques, ainsi qu'avec d'autres organisations compétentes, un processus d'examen de la première version des Directives; iii) mettre les résultats de ce processus à disposition par l'intermédiaire du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques;</p> <p>8. <i>Prie en outre</i> le Secrétariat exécutif: i) de réviser le format commun de soumission des documents au Centre des ressources d'information pour la prévention des risques biotechnologiques afin de lier ses documents sur l'évaluation des risques à des sections spécifiques des Directives; et ii) d'étudier la possibilité de lier les matériels de base disponibles dans la "Base de données bibliographiques scientifiques sur la prévention des risques biotechnologiques" à des sections spécifiques des Directives;</p> <p>10. <i>Exhorte</i> les Parties et <i>invite</i> les autres gouvernements à soumettre au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques les décisions et les évaluations des risques dans le cadre desquelles des effets défavorables potentiels ont été identifiés ainsi que toutes autres informations qui peuvent aider les Parties à identifier les organismes vivants modifiés ou caractères spécifiques susceptibles d'avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte également tenu des risques pour la santé humaine, y compris des informations lorsqu'une décision n'est pas prise en raison de la possibilité qu'un organisme vivant modifié de causer des effets défavorables s'il est introduit dans un environnement donné;</p> <p>12. <i>Prie</i> les Parties et <i>invite</i> les autres gouvernements et organisations compétentes à transmettre au Secrétaire exécutif i) des informations sur des évaluations des risques, réalisées au cas par cas sur le milieu récepteur de l'organisme vivant modifié, qui pourraient aider les Parties à identifier les organismes vivants modifiés qui ne sont pas susceptibles d'avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte également tenu des risques pour la santé humaine, et ii) les critères utilisés pour identifier ces organismes vivants modifiés;</p> <p>13. <i>Prie</i> le Secrétaire exécutif d'assembler les informations aux fins de leur examen par les Parties lors de la sixième réunion ..."</p>
Décision BS-V/10 Droits et/ou obligations des Parties de transit d'organismes vivants modifiés	<p>"La [CdP] siégeant en tant que [RdP] au Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques ...</p> <p>1. <i>Encourage</i> les Parties à continuer de résoudre les questions relatives au transit des organismes vivants modifiés sur leurs territoires au moyen de leurs systèmes administratifs et juridiques nationaux;</p> <p>2. <i>Décide</i> d'examiner cette question à sa huitième réunion."</p>

<p>Décision BS-V/15 Évaluation et examen (article 35)</p>	<p>"La [CdP] siégeant en tant que [RdP] au Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques ...</p> <ol style="list-style-type: none"> <i>Décide:</i> <ol style="list-style-type: none"> Que la deuxième évaluation devrait être principalement axée sur une détermination et un examen de l'état d'application des éléments fondamentaux du Protocole, identifiés dans l'annexe ci-jointe; Que l'évaluation devrait aussi s'appuyer sur les informations sur l'application du Protocole provenant des deuxièmes rapports nationaux et du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, et d'information pouvant être obtenue auprès du Comité chargé du respect des obligations dans le cadre de son rôle d'examineur des questions générales relatives à la conformité et au mécanisme de coordination du renforcement des capacités, et d'autres processus pertinents et organisations compétentes; <i>Prie</i> le Secrétaire exécutif d'assembler et de compiler les informations relatives à l'application du Protocole et de commander l'analyse de cette compilation en vue de faciliter la deuxième évaluation et l'examen de l'efficacité du Protocole; <i>Décide également:</i> <ol style="list-style-type: none"> De créer sous réserve des fonds disponibles un Groupe spécial d'experts techniques à représentation régionale équilibrée afin: i) d'examiner l'analyse des informations dont il est fait mention au paragraphe 2 ci-dessus; et ii) de présenter leurs recommandations, pour examen à la sixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole, Que la troisième évaluation et examen de l'efficacité du Protocole sera tenue conjointement avec l'examen à mi-parcours de la mise en œuvre du Plan stratégique, à la huitième réunion des Parties, en utilisant, entre autres, les informations recueillies dans le cadre des troisièmes rapports nationaux. <i>Exhorte</i> les Parties et <i>invite</i> les autres gouvernements et les organisations internationales compétentes à contribuer, selon qu'il convient, aux processus de collecte de données en remplissant et en soumettant les rapports nationaux dans les délais prescrits, ou en répondant à un questionnaire et en fournissant toute l'information requise sur l'application du Protocole ..."
<p>Décision BS-V/16 Plan stratégique du Protocole de Carthagène pour la période 2011-2020</p>	<p>"La [CdP] siégeant en tant que [RdP] au Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques ...</p> <ol style="list-style-type: none"> <i>Adopte</i> le Plan stratégique du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (2011-2020) (annexe I à la présente décision) et le programme de travail pluriannuel de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties du Protocole (annexe II à la présente décision); <i>Exhorte</i> les Parties et <i>invite</i> les autres gouvernements et les organisations internationales compétentes à faire ce qui suit, s'il y a lieu: <ol style="list-style-type: none"> Réviser et aligner leurs programmes et plans d'action nationaux d'intérêt pour l'application du Protocole, y compris leurs stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique, en fonction du Plan stratégique, s'il y a lieu; Allouer les ressources humaines et financières nécessaires afin d'accélérer l'application du Plan stratégique; <i>Exhorte</i> les Parties à remettre leurs rapports nationaux complets sur l'application du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques dans les délais opportuns en utilisant le deuxième format de rapport national afin que la deuxième évaluation et examen de l'efficacité du Protocole, entre autres, contribue à l'établissement de données de référence pour l'évaluation des progrès réalisés dans l'application du Protocole et du Plan stratégique; <i>Décide</i> de mener un examen à mi-parcours du Plan stratégique: <ol style="list-style-type: none"> Cinq ans après son adoption, de concert avec le troisième exercice d'évaluation et examen qui sera mené à la huitième Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole; En utilisant les critères d'évaluation pertinents qui doivent être proposés par le Secrétaire exécutif à la septième Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole.

I. PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCES AUX RESSOURCES GENETIQUES ET LE PARTAGE JUSTE ET EQUITABLE DES AVANTAGES DECOULANT DE LEUR UTILISATION

1. Le texte du Protocole ne fait pas explicitement référence à des mesures commerciales, mais le Protocole contient quelques dispositions qui pourraient avoir une incidence sur les échanges. De plus, certaines de ses dispositions sont étroitement liées à des accords commerciaux internationaux.

<p>Article 4 Relation avec les autres accords et instruments internationaux</p>	<p>"1. Les dispositions du présent Protocole ne modifient en rien les droits et obligations découlant pour une Partie contractante d'un accord international existant, sauf si l'exercice de ces droits ou le respect de ces obligations causait de sérieux dommages à la diversité biologique ou constituait pour elle une menace. Le présent paragraphe n'a pas pour objet de créer une hiérarchie entre le présent Protocole et d'autres accords internationaux.</p> <p>2. Rien dans le présent Protocole n'empêche l'élaboration et l'application d'autres accords internationaux pertinents, y compris d'autres accords spécialisés d'accès et de partage des avantages, à condition qu'ils soutiennent et n'aillent pas à l'encontre des objectifs de la Convention et du présent Protocole.</p> <p>3. Le présent Protocole est appliqué de manière complémentaire aux autres instruments internationaux qui s'y rapportent. Les travaux ou pratiques utiles et pertinents en cours dans le cadre de ces instruments internationaux et organisations internationales compétentes sont dûment pris en compte, à condition qu'ils soutiennent et n'aillent pas à l'encontre des objectifs de la Convention et du présent Protocole.</p> <p>4. Le présent Protocole est l'instrument de l'application des dispositions de la Convention relatives à l'accès et au partage des avantages. Lorsque un instrument international spécialisé en matière d'accès et de partage des avantages s'applique, est conforme aux objectifs de la Convention et du présent Protocole et ne va pas à l'encontre de ceux-ci, le présent Protocole ne s'applique pas pour la ou les partie(s) contractante(s) à l'instrument spécialisé en ce qui concerne la ressource génétique spécifique couverte par l'instrument spécialisé et pour les besoins de celui-ci."</p>
<p>Article 5 Partage juste et équitable des avantages</p>	<p>"1. Conformément aux paragraphes 3 et 7 de l'article 15 de la Convention, les avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques et des applications et de la commercialisation subséquentes sont partagés de manière juste et équitable avec la Partie qui fournit lesdites ressources et qui est le pays d'origine de ces ressources ou une Partie qui a acquis les ressources génétiques conformément à la Convention. Ce partage est soumis à des conditions convenues d'un commun accord. (...)</p> <p>3. Chaque Partie prend les mesures législatives, administratives ou de politique nécessaires pour appliquer le paragraphe 1. (...)"</p>
<p>Article 17 Surveillance de l'utilisation des ressources génétiques</p>	<p>"1. Afin de soutenir la conformité, chaque Partie prend les mesures nécessaires, selon qu'il convient, pour surveiller l'utilisation et augmenter la transparence concernant l'utilisation des ressources génétiques. Ces mesures comprennent:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) La désignation d'un ou plusieurs points de contrôle, comme suit: <ul style="list-style-type: none"> i) Les points de contrôle désignés recueilleraient ou recevraient selon qu'il convient, les informations concernant l'obtention du consentement préalable donné en connaissance de cause, la source de la ressource génétique, l'établissement de conditions convenues d'un commun accord et/ou l'utilisation des ressources génétiques, le cas échéant. ii) Chaque Partie, s'il y a lieu et selon les caractéristiques particulières du point de contrôle désigné, exige que les utilisateurs de ressources génétiques fournissent à un point de contrôle désigné les renseignements précisés dans le paragraphe ci-dessus. Chaque Partie prend des mesures appropriées, efficaces et proportionnées nécessaires pour traiter les cas de non-respect. iii) Ces renseignements, y compris ceux provenant de certificats de conformité reconnus à l'échelle internationale, lorsqu'ils sont disponibles, doivent être donnés aux autorités nationales compétentes, à la Partie qui donne le

	<p>consentement préalable en connaissance de cause et au centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, selon qu'il convient et sans préjudice de la protection de l'information confidentielle.</p> <p>iv) Les points de contrôle doivent être efficaces et leurs fonctions se rapporter à l'application de cet alinéa a). Ils s'inscrivent dans le cadre des ressources génétiques ou de la collecte d'informations pertinentes à tout stade de la recherche, du développement, de l'innovation, de la précommercialisation ou de la commercialisation.</p> <p>b) Encourager les utilisateurs et les fournisseurs de ressources génétiques à inclure, dans les conditions convenues d'un commun accord, de l'information sur l'application de ces dispositions, notamment par l'obligation de faire rapport;</p> <p>c) Encourager l'utilisation d'outils et de systèmes de communication efficaces par rapport au coût.</p> <p>2. Un permis ou son équivalent délivré conformément au paragraphe 3 e) de l'article 6 et mis à la disposition du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages constitue un certificat de conformité reconnu à l'échelle internationale.</p> <p>3. Un certificat de conformité reconnu à l'échelle internationale sert de preuve que l'accès de la ressource génétique auquel il se rapporte a fait l'objet d'un consentement préalable donné en connaissance de cause et de la conclusion de conditions convenues d'un commun accord, ainsi qu'il est précisé dans la législation ou réglementation interne relative à l'accès et au partage des avantages de la Partie qui donne le consentement préalable en connaissance de cause.</p> <p>4. Le certificat de conformité reconnu à l'échelle internationale contient au minimum les renseignements suivants lorsqu'ils ne sont pas confidentiels:</p> <p>a) l'autorité de délivrance;</p> <p>b) la date de délivrance;</p> <p>c) le fournisseur;</p> <p>d) l'identificateur du certificat;</p> <p>e) la personne ou entité à laquelle le consentement préalable a été donné;</p> <p>f) le sujet ou les ressources génétiques couverts par le certificat;</p> <p>g) une confirmation que des conditions convenues d'un commun accord ont été établies;</p> <p>h) une confirmation que le consentement préalable en connaissance de cause a été obtenu; et</p> <p>i) l'utilisation à des fins commerciales et/ou non commerciales."</p>
--	--

J. CONVENTION-CADRE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

1. La CCNUCC ne contient pas de dispositions qui restreignent directement les échanges, mais les mesures prises au niveau national par les pays qui mettent en œuvre la CCNUCC peuvent avoir des conséquences sur le commerce.

Article 3.5 Principes	<p>"Il appartient aux Parties de travailler de concert à un système économique international qui soit porteur et ouvert et qui mène à une croissance économique et à un développement durables de toutes les Parties, en particulier des pays en développement Parties, pour leur permettre de mieux s'attaquer aux problèmes posés par les changements climatiques. Il convient d'éviter que les mesures prises pour lutter contre les changements climatiques, y compris les mesures unilatérales, constituent un moyen d'imposer des discriminations arbitraires ou injustifiables sur le plan du commerce international, ou des entraves déguisées à ce commerce."</p> <p>→ Aucune incidence négative sur le commerce dans le cadre des politiques et des mesures adoptées par les Parties n'a été signalée à la CCNUCC.</p> <p>→ À sa 16^{ème} réunion, la CdP a réaffirmé le principe énoncé à l'article 3.5.</p>
----------------------------------	---

Article 4) Engagements	<p>"2. Les pays développés Parties et les autres Parties figurant à l'annexe I prennent les engagements spécifiques prévus ci-après:</p> <p>a) chacune de ces Parties adopte des politiques nationales et prend en conséquence les mesures voulues pour atténuer les changements climatiques en limitant ses émissions anthropiques de gaz à effet de serre et en protégeant et renforçant ses puits et réservoirs de gaz à effet de serre. Ces politiques et mesures démontreront que les pays développés prennent l'initiative de modifier les tendances à long terme des émissions anthropiques conformément à l'objectif de la Convention, reconnaissant que le retour, d'ici à la fin de la présente décennie, aux niveaux antérieurs d'émissions anthropiques de dioxyde de carbone et d'autres gaz à effet de serre non réglementés par le Protocole de Montréal contribuerait à une telle modification, et tenant compte des différences entre ces Parties quant à leur point de départ et à leur approche, à leur structure économique et à leur base de ressources, de la nécessité de maintenir une croissance économique forte et durable, des technologies disponibles et des autres circonstances propres à chaque cas, ainsi que de la nécessité pour chacune de ces Parties de contribuer de façon appropriée et équitable à l'effort entrepris à l'échelle mondiale pour atteindre cet objectif. Ces Parties peuvent appliquer de telles politiques et mesures en association avec d'autres Parties et aider d'autres Parties à contribuer à l'objectif de la Convention, en particulier à celui du présent alinéa; ..."</p> <p>→ Prescrit l'obligation, pour les pays développés Parties, d'adopter des politiques nationales et de prendre des mesures en conséquence afin d'atténuer les changements climatiques.</p>
-----------------------------------	---

K. PROTOCOLE DE KYOTO

Article 2	<p>"1. Chacune des Parties visées à l'annexe I, pour s'acquitter de ses engagements chiffrés en matière de limitation et de réduction prévus à l'article 3, de façon à promouvoir le développement durable:</p> <p>a) Applique et/ou élabore plus avant des politiques et des mesures, en fonction de sa situation nationale, par exemple les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> i) accroissement de l'efficacité énergétique dans les secteurs pertinents de l'économie nationale; ii) protection et renforcement des puits et des réservoirs des gaz à effet de serre non réglementés par le Protocole de Montréal, compte tenu de ses engagements au titre des accords internationaux pertinents relatifs à l'environnement; promotion de méthodes durables de gestion forestière, de boisement et de reboisement; iii) promotion de formes d'agriculture durables tenant compte des considérations relatives aux changements climatiques; iv) recherche, promotion, mise en valeur et utilisation accrue de sources d'énergie renouvelables, de technologies de piégeage du dioxyde de carbone et de technologies écologiquement rationnelles et innovantes; v) réduction progressive ou suppression graduelle des imperfections du marché, des incitations fiscales, des exonérations d'impôt et de droits et des subventions qui vont à l'encontre de l'objectif de la Convention, dans tous les secteurs émettant des gaz à effet de serre et application d'instruments du marché; vi) encouragement de réformes appropriées dans les secteurs pertinents en vue de promouvoir les politiques et mesures ayant pour effet de limiter ou de réduire les émissions de gaz à effet de serre qui ne sont pas réglementés par le Protocole de Montréal; vii) adoption de mesures visant à limiter ou à réduire les émissions de gaz à effet de serre non réglementés par le Protocole de Montréal dans le secteur des transports;
------------------	---

	<p>viii) limitation et/ou réduction des émissions de méthane grâce à la récupération et à l'utilisation dans le secteur de la gestion des déchets ainsi que dans la production, le transport et la distribution de l'énergie.</p> <p>b) Coopère avec les autres Parties visées pour renforcer l'efficacité individuelle et globale des politiques et mesures adoptées au titre du présent article, conformément au sous-alinéa i) de l'alinéa e) du paragraphe 2 de l'article 4 de la Convention. À cette fin, ces Parties prennent des dispositions en vue de partager le fruit de leur expérience et d'échanger des informations sur ces politiques et mesures, notamment en mettant au point des moyens d'améliorer leur comparabilité, leur transparence et leur efficacité. À sa première session ou dès qu'elle le peut par la suite, la [CRP] au présent protocole étudie les moyens de faciliter cette coopération en tenant compte de toutes les informations pertinentes.</p> <p>2. Les Parties visées à l'annexe I cherchent à limiter ou réduire les émissions de gaz à effet de serre non réglementées par le Protocole de Montréal provenant des combustibles de soute utilisés dans les transports aériens et maritimes, en passant par l'intermédiaire de l'Organisation de l'aviation civile internationale et de l'Organisation maritime internationale, respectivement.</p> <p>3. Les Parties visées à l'annexe I s'efforcent d'appliquer les politiques et les mesures prévues dans le présent article de manière à réduire au minimum les effets négatifs, notamment les effets néfastes des changements climatiques, les répercussions sur le commerce international et les conséquences sociales, environnementales et économiques pour les autres Parties, surtout les pays en développement Parties et plus particulièrement ceux qui sont désignés aux paragraphes 8 et 9 de l'article 4 de la Convention, compte tenu de l'article 3 de celle-ci. La [CRP] au présent protocole pourra prendre, selon qu'il conviendra, d'autres mesures propres à faciliter l'application des dispositions du présent paragraphe.</p> <p>4. Si elle décide qu'il serait utile de coordonner certaines des politiques et des mesures visées à l'alinéa a) du paragraphe 1 ci-dessus, compte tenu des différentes situations nationales et des effets potentiels, la CRP au présent protocole étudie des modalités propres à organiser la coordination de ces politiques et mesures."</p>
Articles 6, 12 et 17	<p>→ Le Protocole de Kyoto établit trois mécanismes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Article 6: Application conjointe (projets réalisés par les Parties incluses dans l'annexe I dont les engagements sont inscrits à l'Annexe B du Protocole de Kyoto (Parties visées à l'annexe I) pour aider une Partie à remplir ses engagements). - Article 12: Mécanisme pour un développement propre (le MDP permet aux Parties visées à l'annexe I d'investir dans des projets dans les pays en développement afin de parvenir à un développement durable, de contribuer à l'objectif de la Convention et d'aider les Parties visées à l'annexe I à respecter leurs engagements en matière de réduction d'émissions). - Article 17: Échanges de droits d'émission. <p>→ Dans la Décision 2/CMP.1, la CRP du Protocole de Kyoto est convenue des principes, de la nature et du champ d'application des mécanismes prévus aux articles 6, 12 et 17 du Protocole de Kyoto.</p> <p>→ Des lignes directrices pour l'application de l'article 6 du Protocole de Kyoto figurent dans l'annexe de la Décision 9/CMP.1 de la CRP du Protocole de Kyoto, telle que révisée par des décisions ultérieures de la CRP.</p> <p>→ Les modalités et procédures d'application d'un MDP tel que défini à l'article 12 du Protocole de Kyoto figurent dans l'annexe de la Décision 31/CMP.1 de la [CRP] du Protocole de Kyoto.</p> <p>→ Les modalités, règles et lignes directrices applicables à l'échange de droits d'émission en vertu de l'article 17 du Protocole de Kyoto figurent dans l'annexe de la Décision 11/CMP.1 de la CRP du Protocole de Kyoto.</p>

L. ACCORD INTERNATIONAL SUR LES BOIS TROPICAUX

1. Dispositions de l'Accord

1. Il n'existe aucune disposition concernant des mesures commerciales dans l'AIBT de 1994. Toutefois, à la suite de l'entrée en vigueur de l'AIBT de 1994, le mandat de l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) relatif au commerce a été actualisé et précisé, ce qui s'est traduit dans six objectifs liés au commerce de l'Accord qui sont indiqués à l'article premier.

Article premier Objectifs	<p>"Reconnaissant la souveraineté des membres sur leurs ressources naturelles, telle qu'elle est définie dans le principe 1 a) de la Déclaration de principes, non juridiquement contraignante mais faisant autorité, pour un consensus mondial sur la gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable de tous les types de forêts, les objectifs de l'Accord international de 1994 sur les bois tropicaux (ci-après dénommé "le présent accord") sont les suivants: ...</p> <ul style="list-style-type: none">b) offrir un cadre pour des consultations afin de promouvoir des pratiques non discriminatoires dans le commerce du bois; ...d) renforcer la capacité des membres d'exécuter une stratégie visant à ce que, d'ici à 2000, les exportations de bois et de produits dérivés des bois tropicaux proviennent de sources gérées de façon durable;e) promouvoir l'expansion et la diversification du commerce international des bois tropicaux provenant de sources durables par l'amélioration des caractéristiques structurelles des marchés internationaux, en tenant compte, d'une part, d'un accroissement à long terme de la consommation et de la continuité des approvisionnements et, d'autre part, de prix qui reflètent les coûts de la gestion durable des forêts et qui soient rémunérateurs et équitables pour les membres, ainsi qu'une amélioration de l'accès aux marchés; ...h) améliorer l'information sur le marché en vue d'assurer une plus grande transparence du marché international du bois, notamment par le rassemblement, le colligeage et la diffusion de données relatives au commerce, y compris de données relatives aux essences commercialisées; ...k) améliorer la commercialisation et la distribution des exportations de bois tropicaux provenant de sources gérées de façon durable; ...n) encourager l'échange d'informations sur le marché international du bois."
Article 36 Non-discrimination	<p>"Rien dans le présent accord n'autorise le recours à des mesures visant à restreindre ou à interdire le commerce international du bois et des produits dérivés du bois, en particulier en ce qui concerne les importations et l'utilisation du bois et des produits dérivés du bois."</p>

2. Décisions et recommandations

1. On trouvera ci-après des exemples de décisions et de recommandations adoptées par le Conseil de l'OIBT (CIBT):

Décision 3 (X)	→ En juin 1991, le CIBT s'est engagé, dans la Décision 3 (X), à réaliser l'"Objectif de l'OIBT pour l'année 2000" qui visait à ce que tous les bois tropicaux entrant dans le commerce international proviennent, d'ici à 2000, de sources gérées de façon durable. Depuis lors, le Conseil a approuvé des études de mesures et des financements de projets pour un certain nombre d'activités destinées à aider les pays membres à progresser vers la réalisation de cet objectif. L'Objectif de l'OIBT pour l'année 2000 a été intégré aux objectifs de l'AIBT de 1994 (paragraphe d) de l'article premier). À sa vingt-neuvième session, le CIBT a réaffirmé qu'il était résolu à aller de l'avant pour parvenir, dans les meilleurs délais, à ce que les exportations de bois tropicaux et de produits dérivés des bois tropicaux proviennent de sources gérées de façon durable conformément à l'Objectif de l'OIBT pour l'année 2000 (Décision 2 (XXIX) adoptée le 4 novembre 2000).
Plan d'action OIBT de Yokohama 2002-2006	→ En novembre 2001, le CIBT a adopté le Plan d'action de Yokohama de 2002 à 2006, établi par l'OIBT, qui est son troisième plan d'action (Décision 2 (XXXI) du 3 novembre 2001).
Décision 10 (XXXIV)	→ En mai 2003, le CIBT a décidé de faire effectuer une étude des coûts et avantages de l'écocertification dans un certain nombre de pays membres de l'OIBT, afin d'élaborer des procédures sur la mise en œuvre des approches progressives de l'écocertification, et de réunir un atelier international afin de promouvoir ces approches.
Décision 12 (XXXIV)	→ En mai 2003, le CIBT a également décidé de procéder à une étude qui devrait: <ul style="list-style-type: none"> - identifier les normes et les exigences de qualité et de classement applicables aux produits, les codes de construction, et les réglementations techniques susceptibles d'une incidence sur le commerce des bois tropicaux et des produits dérivés; - évaluer les incidences possibles des normes et exigences de qualité et de classement applicables aux produits, celles des codes de construction et des réglementations techniques sur le commerce des bois tropicaux, notamment les panneaux; - évaluer la capacité des pays producteurs de bois tropicaux à se conformer aux normes de produits et réglementations techniques existantes et en évolution pour les produits ligneux dans les pays importateurs, et, lorsqu'un fossé apparaît à cet égard, définir et proposer une assistance utile aux pays producteurs; - proposer des recommandations dont seront saisis les pays membres et le Conseil; et - dans le cadre du Plan de développement de Doha, rendre compte des tarifs douaniers, des négociations et du processus de négociation dans leurs rapports avec les produits ligneux tropicaux, à la trente-sixième session du Conseil.
Décision 2 (XXXVII)	→ En décembre 2004, le CIBT a adopté une décision sur l'intensification de la coopération entre l'OIBT et la CITES sur le ramin et l'acajou d'Amérique.
Plan d'action OIBT de Yokohama 2008-2011	→ En novembre 2008, le CIBT a adopté le Plan d'action OIBT 2008-2011, [Décision 4 (XLIV)].

M. ACCORD DES NATIONS UNIES SUR LES STOCKS DE POISSONS

Article 17 États non membres d'organisations et États non participants à des arrangements	"... 4. Les États qui sont membres d'une [OGPR] ou participants à un [AGPR] échangent des informations sur les activités des navires de pêche battant le pavillon d'États qui ne sont pas membres de l'organisation ni participants à l'arrangement et qui se livrent à la pêche des stocks concernés. Ils prennent des mesures, conformément au présent accord et au droit international, en vue de dissuader ces navires de se livrer à des activités qui compromettent l'efficacité des mesures sous-régionales ou régionales de conservation et de gestion."
Article 20 Coopération internationale en matière de police	"... 7. Les États parties qui sont membres d'une organisation ou participants à un arrangement sous-régional ou régional de gestion des pêcheries peuvent prendre des mesures conformément au droit international, y compris en recourant aux procédures établies à cette fin à l'échelon sous-régional ou régional, pour dissuader les navires qui se sont livrés à des activités qui compromettent l'efficacité des mesures de conservation et de gestion instituées par ladite organisation ou ledit arrangement ou constituent de toute autre manière une infraction à ces mesures de pratiquer la pêche en haute mer dans la sous-région ou la région en attendant que l'État du pavillon ait pris les mesures appropriées."
Article 23 Mesures à prendre par l'État du port	<p>"1. L'État du port a le droit et l'obligation de prendre des mesures, conformément au droit international, pour garantir l'efficacité des mesures sous-régionales, régionales et mondiales de conservation et de gestion. Lorsqu'il prend de telles mesures, l'État du port n'exerce aucune discrimination de forme ou de fait à l'encontre des navires d'un État quel qu'il soit.</p> <p>2. L'État du port peut notamment contrôler les documents, les engins de pêche et les captures à bord des navires de pêche lorsque ceux-ci se trouvent volontairement dans ses ports ou ses installations terminales au large.</p> <p>3. Les États peuvent adopter des règlements habilitant les autorités nationales compétentes à interdire les débarquements et les transbordements lorsqu'il est établi que la capture a été effectuée d'une manière qui compromet l'efficacité des mesures régionales, sous-régionales ou mondiales de conservation et de gestion en haute mer.</p> <p>4. Aucune disposition du présent article ne porte atteinte à l'exercice par les États de leur souveraineté sur les ports de leur territoire conformément au droit international."</p>
Article 33 États non Parties au présent accord	"... 2. Les États Parties prennent, conformément au présent accord et au droit international, des mesures en vue de dissuader les navires battant le pavillon d'États non Parties de se livrer à des activités qui compromettent l'application effective du présent accord."

N. CONVENTION DE ROTTERDAM SUR LA PROCEDURE DE CONSENTEMENT PREALABLE EN CONNAISSANCE DE CAUSE APPLICABLE A CERTAINS PRODUITS CHIMIQUES ET PESTICIDES DANGEREUX QUI FONT L'OBJET D'UN COMMERCE INTERNATIONAL

1. Dispositions de la Convention

Préambule	"Les Parties à la présente convention, Conscientes des incidences néfastes qu'ont sur la santé des personnes et sur l'environnement certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet du commerce international, (...) "... Considérant que les politiques commerciales et environnementales devraient être complémentaires afin d'assurer l'avènement d'un développement durable,
------------------	--

	<p>Soulignant que rien dans la présente convention ne doit être interprété comme entraînant de quelque manière que ce soit une modification des droits et obligations d'une Partie au titre d'un accord international en vigueur applicable aux produits chimiques faisant l'objet du commerce international ou à la protection de l'environnement,</p> <p>Estimant que les considérants ci-dessus n'ont pas pour objet d'établir une hiérarchie entre la présente convention et d'autres accords internationaux,</p> <p>Déterminées à protéger la santé des personnes, notamment celle des consommateurs et des travailleurs, ainsi que l'environnement, contre les incidences néfastes que peuvent avoir certains produits chimiques et pesticides dangereux faisant l'objet du commerce international ..."</p>
Articles 5, 6, 7 et 9	<p>→ Indiquent les procédures pour i) l'inscription à l'annexe III des produits chimiques qui sont soumis à la procédure de consentement préalable en connaissance de cause, et ii) la radiation de produits chimiques de l'annexe III.</p>
Article 5 Procédure applicable aux produits chimiques interdits ou strictement réglementés	<p>"1. Toute Partie qui a adopté une mesure de réglementation finale en avise le Secrétariat par écrit. Cette notification doit être faite dès que possible, quatre-vingt-dix (90) jours au plus tard après la date à laquelle la mesure de réglementation finale a pris effet, et comporte les renseignements demandés à l'annexe I, s'ils sont disponibles.</p> <p>2. Toute Partie doit, à la date à laquelle la présente convention entre en vigueur pour elle-même, informer le Secrétariat par écrit des mesures de réglementation finales qui sont en vigueur à cette date; toutefois, les Parties qui ont donné notification de leurs mesures de réglementation finales en vertu de la version modifiée des Directives de Londres ou du Code international de conduite ne sont pas tenues de soumettre de nouvelles notifications.</p> <p>3. Le Secrétariat doit, dès que possible et six mois au plus tard après réception d'une notification visée aux paragraphes 1 et 2, vérifier que cette notification contient les renseignements demandés à l'annexe I. Si la notification contient les informations requises, le Secrétariat adresse aussitôt à toutes les Parties un résumé des renseignements reçus; si la notification ne contient pas les informations requises, il en informe la Partie qui l'a adressée.</p> <p>4. Le Secrétariat communique aux Parties, tous les six mois, un résumé des renseignements qui lui ont été communiqués en application des paragraphes 1 et 2, y compris des renseignements figurant dans les notifications qui ne contiennent pas toutes les informations demandées à l'annexe I.</p> <p>5. Lorsque le Secrétariat a reçu, pour un produit chimique donné, au moins une notification émanant de deux régions différentes considérées aux fins de la procédure de consentement préalable en connaissance de cause, il transmet ces notifications au Comité d'étude des produits chimiques, après avoir vérifié qu'elles sont conformes à l'annexe I. Les régions considérées aux fins de la procédure de consentement préalable en connaissance de cause sont définies dans une décision qui est adoptée par consensus à la première réunion de la [CdP] .</p> <p>6. Le Comité d'étude des produits chimiques examine les renseignements contenus dans les notifications et, en se fondant sur les critères énumérés à l'annexe II, recommande à la [CdP] de soumettre ou non le produit chimique considéré à la procédure de consentement préalable en connaissance de cause et, par voie de conséquence, de l'inscrire ou non à l'annexe III."</p>
Article 6 Procédure applicable aux préparations pesticides extrêmement dangereuses	<p>"1. Toute Partie pays en développement ou pays à économie en transition qui rencontre des problèmes du fait d'une préparation pesticide extrêmement dangereuse, dans les conditions dans lesquelles elle est utilisée sur son territoire, peut proposer au Secrétariat d'inscrire cette préparation à l'annexe III. À cette fin, la Partie en question peut faire appel aux connaissances techniques de toute source compétente. La proposition doit comporter les renseignements demandés dans la première partie de l'annexe IV.</p> <p>2. Dès que possible et six mois au plus tard après réception d'une proposition faite en vertu du paragraphe 1, le Secrétariat vérifie que ladite proposition contient les informations prescrites dans la première partie de l'annexe IV. Si la proposition contient ces informations, le Secrétariat en transmet aussitôt un résumé à toutes les Parties. Si la proposition ne contient pas les informations requises, il en informe la Partie qui l'a présentée.</p>

	<p>3. Le Secrétariat rassemble les renseignements supplémentaires demandés dans la deuxième partie de l'annexe IV concernant les propositions qui lui sont adressées en vertu du paragraphe 2.</p> <p>4. Si les dispositions des paragraphes 2 et 3 ci-dessus ont été appliquées en ce qui concerne une préparation pesticide extrêmement dangereuse donnée, le Secrétariat transmet la proposition et les renseignements connexes au Comité d'étude des produits chimiques.</p> <p>5. Le Comité d'étude des produits chimiques examine les renseignements contenus dans la proposition et tous les autres renseignements recueillis et, conformément aux critères énoncés dans la troisième partie de l'annexe IV, recommande à la [CdP] de soumettre ou non la préparation pesticide extrêmement dangereuse à la procédure de consentement préalable en connaissance de cause et, par voie de conséquence, de l'inscrire ou non à l'annexe III."</p>
Article 7 Inscription de produits chimiques à l'annexe III	<p>"1. Pour chacun des produits chimiques dont le Comité d'étude des produits chimiques a décidé de recommander l'inscription à l'annexe III, le Comité établit un projet de document d'orientation des décisions. Le document d'orientation des décisions comporte, au minimum, les renseignements demandés à l'annexe I ou, le cas échéant, à l'annexe IV; il contient également des renseignements sur les emplois du produit chimique dans une catégorie autre que celle à laquelle s'applique la mesure de réglementation finale.</p> <p>2. La recommandation visée au paragraphe 1, accompagnée du projet de document d'orientation des décisions, est transmise à la [CdP]. La [CdP] décide si le produit chimique doit être soumis à la procédure d'accord préalable en connaissance de cause, et par conséquent inscrit à l'annexe III, et approuve le projet de document d'orientation des décisions.</p> <p>3. Lorsque la [CdP] a décidé d'inscrire un nouveau produit chimique à l'annexe III et approuvé le document d'orientation des décisions correspondant, le Secrétariat en informe aussitôt toutes les Parties."</p>
Article 8 Produits chimiques soumis à la procédure facultative de consentement préalable en connaissance de cause	<p>"La [CdP] décide à sa première réunion d'inscrire à l'annexe III tout produit chimique, autre que les produits inscrits à l'annexe III, soumis à la procédure facultative d'accord préalable en connaissance de cause avant la date de cette première réunion, sous réserve qu'elle ait l'assurance que toutes les conditions requises pour l'inscription à l'annexe III ont été remplies."</p> <p>→ À sa première réunion, la CdP a décidé (Décision RC-1/3) d'inclure 14 produits chimiques à l'annexe III.</p>
Article 9 Radiation de produits chimiques de l'annexe III	<p>"1. Si une Partie communique au Secrétariat des renseignements qui n'étaient pas disponibles au moment de la décision d'inscrire un produit chimique à l'annexe III et qui donnent à penser que cette inscription ne se justifie peut-être plus au regard des critères pertinents énoncés aux annexes II ou IV, le Secrétariat transmet lesdits renseignements au Comité d'étude des produits chimiques.</p> <p>2. Le Comité d'étude des produits chimiques examine les renseignements qu'il reçoit en application du paragraphe 1. Le Comité établit un projet révisé de document d'orientation des décisions pour chaque produit chimique dont il décide de recommander la radiation de l'annexe III sur la base des critères pertinents énoncés à l'annexe II ou, le cas échéant, à l'annexe IV.</p> <p>3. La recommandation visée au paragraphe 2 ci-dessus est transmise à la [CdP] accompagnée d'un projet révisé de document d'orientation des décisions. La [CdP] décide s'il convient de radier le produit chimique de l'annexe III et d'approuver le projet révisé de document d'orientation des décisions.</p> <p>4. Lorsque la [CdP] a décidé de radier un produit chimique de l'annexe III et approuvé le document révisé d'orientation des décisions, le Secrétariat en informe immédiatement toutes les Parties."</p> <p>→ Cet article décrit la procédure pour la radiation de produits chimiques de la liste figurant à l'annexe III.</p>
Articles 10, 11, 12 et 13	Indiquent les obligations relatives à l'importation et/ou à l'exportation i) des produits chimiques inscrits sur la liste de l'annexe III et ii) des produits chimiques qui sont interdits ou strictement réglementés par une Partie mais ne figurent pas à l'annexe III.

Article 10
Obligations afférentes aux
importations de produits
chimiques inscrits à
l'annexe III

- "1. Chaque Partie applique des mesures législatives ou administratives appropriées pour assurer la prise de décisions en temps voulu concernant l'importation de produits chimiques inscrits à l'annexe III.
2. Pour un produit donné, chaque Partie remet au Secrétariat, dès que possible et neuf mois au plus tard après la date d'envoi du document d'orientation des décisions visé au paragraphe 3 de l'article 7, une réponse concernant l'importation future du produit. Si elle modifie cette réponse, elle présente immédiatement la réponse révisée au Secrétariat.
3. Le Secrétariat, à l'expiration du délai indiqué au paragraphe 2, adresse immédiatement à une Partie n'ayant pas remis de réponse une demande écrite l'invitant à le faire. Au cas où cette Partie ne serait pas en mesure de donner une réponse, le Secrétariat l'y aide le cas échéant, afin qu'elle adresse sa réponse dans le délai indiqué dans la dernière phrase du paragraphe 2 de l'article 11.
4. La réponse visée au paragraphe 2 consiste:
 - a) Soit en la décision finale, conforme aux mesures législatives ou administratives:
 - i) de consentir à l'importation;
 - ii) de ne pas consentir à l'importation; ou
 - iii) de ne consentir à l'importation que sous certaines conditions précises.
 - b) Soit en une réponse provisoire, qui peut comprendre:
 - i) une déclaration provisoire indiquant que l'on consent à l'importation, à certaines conditions ou non, ou que l'on n'y consent pas durant la période provisoire;
 - ii) une déclaration indiquant qu'une décision définitive est activement à l'étude;
 - iii) une demande de renseignements complémentaires adressée au Secrétariat ou à la Partie ayant notifié la mesure de réglementation finale;
 - iv) une demande d'assistance adressée au Secrétariat aux fins de l'évaluation du produit chimique.
5. Une réponse au titre des alinéas a) ou b) du paragraphe 4 s'applique à la catégorie ou aux catégories indiquée(s) à l'annexe III pour le produit chimique considéré.
6. Une décision finale devrait être accompagnée de renseignements sur les mesures législatives ou administratives sur lesquelles cette décision se fonde.
7. Chaque Partie communique au Secrétariat, au plus tard à la date d'entrée en vigueur de la Convention pour elle-même, des réponses pour chacun des produits chimiques inscrits à l'annexe III. Les Parties qui ont communiqué leurs réponses en vertu de la version modifiée des Directives de Londres ou du Code international de conduite ne sont pas tenues de les communiquer à nouveau.
8. Chaque Partie met ses réponses au titre du présent article à la disposition des personnes physiques et morales intéressées relevant de sa juridiction, conformément à ses mesures législatives ou administratives.
9. Toute Partie qui, en vertu des paragraphes 2 et 4 ci-dessus et du paragraphe 2 de l'article 11, prend la décision de ne pas consentir à l'importation d'un produit chimique ou de n'y consentir que dans des conditions précises doit, si elle ne l'a pas déjà fait, simultanément interdire ou soumettre aux mêmes conditions:
 - a) l'importation du produit chimique considéré quelle qu'en soit la provenance;
 - b) la production nationale du produit chimique aux fins de consommation intérieure.
10. Tous les six mois, le Secrétariat informe toutes les Parties des réponses qu'il a reçues. Il transmet notamment les renseignements concernant les mesures législatives ou administratives sur lesquelles sont fondées les décisions, lorsque ces renseignements sont disponibles. Le Secrétariat signale en outre aux Parties tous les cas où une réponse n'a pas été donnée."

<p>Article 11 Obligations afférentes aux exportations de produits chimiques inscrits à l'annexe III</p>	<p>"1. Chaque Partie exportatrice doit:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) appliquer des mesures législatives ou administratives appropriées pour communiquer aux personnes concernées relevant de sa juridiction les réponses transmises par le Secrétariat en application du paragraphe 10 de l'article 10; b) prendre des mesures législatives ou administratives appropriées pour s'assurer que les exportateurs relevant de sa juridiction donnent suite aux décisions figurant dans chaque réponse dans les six mois suivant la date à laquelle le Secrétariat a communiqué pour la première fois cette réponse aux Parties conformément au paragraphe 10 de l'article 10; c) conseiller et assister les Parties importatrices, sur demande et selon qu'il convient, afin: <ul style="list-style-type: none"> i) qu'elles puissent obtenir des renseignements supplémentaires pour les aider à prendre des mesures conformément au paragraphe 4 de l'article 10 et à l'alinéa c) du paragraphe 2 ci-dessous; ii) qu'elles développent leurs capacités et leurs moyens afin de gérer les produits chimiques en toute sécurité durant la totalité de leur cycle de vie. <p>2. Chaque Partie veille à ce qu'aucun produit chimique inscrit à l'annexe III ne soit exporté à partir de son territoire à destination d'une Partie importatrice qui, en raison de circonstances exceptionnelles, n'a pas communiqué sa réponse ou qui a communiqué une réponse provisoire ne contenant pas de décision provisoire, sauf:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) s'il s'agit d'un produit chimique qui, à la date de l'importation, est homologué comme produit chimique dans la Partie importatrice; b) s'il s'agit d'un produit chimique dont on a la preuve qu'il a déjà été utilisé ou importé dans la Partie importatrice et pour lequel aucune mesure de réglementation n'a été prise en vue d'en interdire l'utilisation; c) si l'exportateur a demandé et reçu un consentement explicite en vue de l'importation, par l'intermédiaire d'une autorité nationale désignée de la Partie importatrice. La Partie importatrice répond à la demande de consentement dans les soixante (60) jours et notifie rapidement sa décision au Secrétariat. <p>Les obligations des Parties exportatrices en vertu du présent paragraphe prennent effet à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date à laquelle le Secrétariat a pour la première fois informé les Parties, conformément au paragraphe 10 de l'article 10, qu'une Partie n'a pas communiqué sa réponse ou a communiqué une réponse provisoire ne contenant pas de décision provisoire, et elles continuent de s'appliquer pendant un an."</p>
<p>Article 12 Notification d'exportation</p>	<p>"1. Lorsqu'un produit chimique interdit ou strictement réglementé par une Partie est exporté à partir de son territoire, cette Partie adresse une notification d'exportation à la Partie importatrice. La notification d'exportation comporte les renseignements indiqués à l'annexe V.</p> <p>2. La notification d'exportation est envoyée pour le produit chimique considéré avant la première exportation faisant suite à l'adoption de la mesure de réglementation finale s'y rapportant. Par la suite, une notification d'exportation est envoyée avant la première exportation de l'année civile. L'autorité nationale désignée de la Partie importatrice peut lever cette obligation.</p> <p>3. Une Partie exportatrice envoie une notification d'exportation mise à jour après avoir adopté une mesure de réglementation finale qui entraîne un important changement en ce qui concerne l'interdiction ou la stricte réglementation du produit chimique considéré.</p> <p>4. La Partie importatrice accuse réception de la première notification d'exportation qu'elle reçoit après l'adoption de la mesure de réglementation finale. Si la Partie exportatrice n'a pas reçu d'accusé de réception dans les trente (30) jours suivant l'envoi de la notification d'exportation, elle envoie une deuxième notification. La Partie exportatrice fait de son mieux pour s'assurer que la deuxième notification parvient à la Partie importatrice.</p> <p>5. Les obligations énoncées au paragraphe 1 prennent fin lorsque:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le produit chimique a été inscrit à l'annexe III;

	<p>b) la Partie importatrice a adressé une réponse au Secrétariat concernant le produit chimique considéré, conformément au paragraphe 2 de l'article 10;</p> <p>c) le Secrétariat a communiqué la réponse aux Parties conformément au paragraphe 10 de l'article 10."</p>
<p>Article 13 Renseignements devant accompagner les produits chimiques exportés</p>	<p>"1. La [CdP] encourage l'Organisation mondiale des douanes à attribuer à chaque produit chimique ou groupe de produits chimiques inscrit à l'annexe III, selon qu'il convient, un code déterminé relevant du Système harmonisé de codification. Chaque Partie exige que, lorsqu'un code a été attribué à un produit chimique inscrit à l'annexe III, il soit porté sur le document d'expédition accompagnant l'exportation.</p> <p>2. Chaque Partie exige que, sans préjudice des conditions exigées par la Partie importatrice, les produits chimiques inscrits à l'annexe III et les produits chimiques interdits ou strictement réglementés sur son territoire soient soumis, lorsqu'ils sont exportés, à des règles d'étiquetage propres à assurer la diffusion des renseignements voulus concernant les risques et/ou les dangers pour la santé des personnes ou pour l'environnement, compte tenu des normes internationales applicables en la matière.</p> <p>3. Chaque Partie exige que, sans préjudice des conditions exigées par la Partie importatrice, les produits chimiques qui font l'objet sur son territoire de règles d'étiquetage relatives à la santé ou à l'environnement, soient soumis, lorsqu'ils sont exportés, à des règles d'étiquetage propres à assurer la diffusion des renseignements voulus concernant les risques et/ou les dangers pour la santé des personnes ou pour l'environnement, compte tenu des normes internationales applicables en la matière.</p> <p>4. En ce qui concerne les produits chimiques visés au paragraphe 2 et destinés à être utilisés à des fins professionnelles, chaque Partie exportatrice veille à ce qu'une fiche technique de sécurité, établie d'après un modèle internationalement reconnu et comportant les renseignements disponibles les plus récents, soit adressée à chaque importateur.</p> <p>5. Les renseignements figurant sur l'étiquette et sur la fiche technique de sécurité sont, dans la mesure du possible, libellés dans l'une au moins des langues officielles de la Partie importatrice."</p>
<p>Article 15 Application de la Convention</p>	<p>"1. Chaque Partie prend les mesures qui pourraient être nécessaires pour se doter d'infrastructures et d'institutions nationales ou les renforcer afin d'appliquer efficacement la présente Convention. Ces mesures pourront inclure, si nécessaire, l'adoption d'une législation nationale ou de mesures administratives, ou leur modification, et aussi avoir pour but:</p> <p>(...)</p> <p>2. Chaque Partie veille, dans la mesure du possible, à ce que le public ait accès comme il convient aux renseignements (...)</p> <p>3. Les Parties conviennent, au besoin, de coopérer, directement ou par l'intermédiaire d'organisations internationales compétentes, à l'application de la présente Convention</p> <p>4. Aucune des dispositions de la présente convention ne doit être interprétée comme limitant le droit des Parties de prendre, pour mieux protéger la santé des personnes et l'environnement, des mesures plus strictes que celles prévues dans la Convention, pourvu qu'elles soient compatibles avec les dispositions de la Convention et conformes aux règles du droit international."</p>

2. Principales décisions de la CdP sur les liens entre le secrétariat de la Convention de Rotterdam et l'OMC

<p>Décision RC-1/15 Coopération avec l'OMC (2004)</p>	<p>"... La Conférence des Parties ...</p> <p>1. <i>Se félicite</i> de l'intensification de la coopération entre le secrétariat de la Convention et l'Organisation mondiale du commerce;</p> <p>2. <i>Prie</i> le secrétariat:</p> <p>a) de faire une demande pour obtenir le statut d'observateur aux Sessions extraordinaires du CCE de l'OMC et d'informer les Parties de la date à laquelle cette demande aura été présentée et de la date à laquelle il y aura été fait droit;</p>
---	--

	<ul style="list-style-type: none"> b) de faire rapport à la CdP sur toute réunion de l'OMC à laquelle il assiste, sur tout contact technique qu'il entretient avec le Secrétariat de l'OMC et sur toutes informations générales et factuelles fournies au Secrétariat de l'OMC ou à tout autre organe de l'OMC ou toutes autres informations sollicitées par ces derniers; c) de veiller à ce qu'en tout temps, il n'interprète pas les dispositions de la Convention; d) de suivre les développements au sein des Sessions extraordinaires du CCE et de faire rapport à la CdP sur ces développements; e) de réfléchir aux moyens d'améliorer la circulation de l'information sur les questions d'intérêt commun avec l'OMC; ..." <p>→ À l'invitation du CCE réuni en Session extraordinaire, le secrétariat de la Convention a participé en qualité d'observateur <i>ad hoc</i> aux réunions du 14 octobre 2005, des 21 et 22 février 2006, et des 6 et 7 juillet 2006.</p> <p>→ À la CdP 3, le secrétariat de la Convention a relevé certains progrès réalisés dans l'application de la Décision RC-1/15.</p>
Décision RC-4/10 Coopération avec l'OMC (2008)	"La [CdP] (...) <i>Prie</i> le secrétariat, tout en continuant de suivre la demande d'obtention du statut d'observateur aux Sessions extraordinaires du Comité du commerce et de l'environnement de l'Organisation mondiale du commerce, de demander un statut d'observateur aux réunions de ce dernier, étant donné que ce Comité est l'organe permanent de l'Organisation mondiale du commerce chargé d'examiner les questions commerciales et environnementales lors des sessions ordinaires, et d'informer les Parties de la date à laquelle la demande aura été présentée et de la date à laquelle il y aura été fait droit."

O. CONVENTION DE STOCKHOLM SUR LES POLLUANTS ORGANIQUES PERSISTANTS

Préambule	<p>"Les Parties à la Convention (...)</p> <p>... Reconnaissant que la présente convention et d'autres accords internationaux dans le domaine du commerce et de l'environnement concourent au même objectif, ..."</p>
Article 3 Mesures propres à réduire ou éliminer les rejets résultant d'une production et d'une utilisation intentionnelles	<p>"1. Chaque Partie:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Interdit et/ou prend les mesures juridiques et administratives qui s'imposent pour éliminer: <ul style="list-style-type: none"> i) la production et l'utilisation des substances chimiques inscrites à l'annexe A, suivant les dispositions de ladite annexe; ii) l'importation et l'exportation des substances chimiques inscrites à l'annexe A, conformément aux dispositions du paragraphe 2. b) Limite la production et l'utilisation des substances chimiques inscrites à l'annexe B, conformément aux dispositions de ladite annexe. <p>2. Chaque Partie prend des mesures pour s'assurer:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Que toute substance chimique inscrite à l'annexe A ou à l'annexe B est importée uniquement: <ul style="list-style-type: none"> i) en vue d'une élimination écologiquement rationnelle telle que prévue à l'alinéa d) du paragraphe 1 de l'article 6; ou ii) en vue d'une utilisation ou dans un but autorisés pour cette Partie en vertu de l'annexe A ou de l'annexe B. b) Que toute substance chimique inscrite à l'annexe A bénéficiant d'une dérogation spécifique concernant la production ou l'utilisation, ou toute substance chimique inscrite à l'annexe B bénéficiant d'une dérogation spécifique ou dans un but acceptable concernant la production ou l'utilisation, compte tenu de toutes dispositions pertinentes des instruments internationaux en vigueur sur le consentement préalable en connaissance de cause, est exportée uniquement:

- i) en vue d'une élimination écologiquement rationnelle telle que prévue à l'alinéa d) du paragraphe 1 de l'article 6;
- ii) vers une Partie qui est autorisée à utiliser cette substance chimique en vertu de l'annexe A ou de l'annexe B; ou
- iii) vers un État non Partie à la présente convention, sur certification annuelle à la Partie exportatrice. Cette certification doit préciser l'utilisation prévue de la substance chimique et comprendre une déclaration à l'effet que l'État d'importation s'engage, s'agissant de cette substance chimique, à:
 - a. protéger la santé humaine et l'environnement en prenant les mesures nécessaires pour réduire au minimum ou prévenir les rejets;
 - b. respecter les dispositions du paragraphe 1 de l'article 6;
 - c. respecter, le cas échéant, les dispositions du paragraphe 2 de la deuxième partie de l'annexe B.

Les pièces justificatives voulues, telles que législation, instruments réglementaires, directives administratives ou principes directeurs, sont jointes à la certification. La Partie exportatrice transmet la certification au Secrétariat dans les soixante (60) jours de sa réception.

- c) Que toute substance chimique inscrite à l'annexe A pour laquelle une Partie ne bénéficie plus de dérogation spécifique concernant la production et l'utilisation n'est pas exportée par cette Partie, sauf en vue d'une élimination écologiquement rationnelle telle que prévue à l'alinéa d) du paragraphe 1 de l'article 6.
- d) Aux fins du présent paragraphe, l'expression "État non Partie à la présente convention" comprend, s'agissant d'une substance chimique donnée, tout État ou organisation régionale d'intégration économique qui n'a pas accepté d'être tenu par les dispositions de la Convention pour cette substance chimique.

3. Chaque Partie qui applique un ou des régimes de réglementation et d'évaluation des nouveaux pesticides ou des nouvelles substances chimiques industrielles prend des mesures de réglementation visant à prévenir la production et l'utilisation de nouveaux pesticides ou de nouvelles substances chimiques industrielles qui, compte tenu des critères énoncés au paragraphe 1 de l'annexe D, présentent les caractéristiques de polluants organiques persistants.

4. Chaque Partie qui applique un ou des régimes de réglementation et d'évaluation des pesticides ou des substances chimiques industrielles prend, s'il y a lieu, en considération dans le cadre de ces régimes les critères énoncés au paragraphe 1 de l'annexe D lorsqu'elle procède à une évaluation des pesticides ou des substances chimiques industrielles en circulation.

5. Sauf disposition contraire de la présente convention, les paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas aux quantités d'une substance chimique destinées à être utilisées pour la recherche en laboratoire ou comme étalon de référence.

6. Toute Partie bénéficiant d'une dérogation spécifique conformément à l'annexe A ou d'une dérogation spécifique ou dans un but acceptable conformément à l'annexe B prend des mesures appropriées pour faire en sorte que toute production ou utilisation au titre de ladite dérogation ou dans ce but est effectuée de manière à prévenir ou réduire au minimum l'exposition des personnes et les rejets dans l'environnement. Dans le cas d'utilisations au titre de dérogations ou dans des buts acceptables donnant lieu à des rejets intentionnels dans l'environnement dans des conditions d'utilisation normale, ces rejets seront réduits au minimum nécessaire, compte tenu des normes et directives applicables."

<p>Article 4 Registre des dérogations spécifiques</p>	<p>"1. Un registre est établi par les présentes afin d'identifier les Parties bénéficiant de dérogations spécifiques prévues à l'annexe A ou à l'annexe B. Il ne recense pas les Parties qui appliquent les dispositions de l'annexe A ou de l'annexe B dont toutes les Parties peuvent se prévaloir. Ce registre est tenu par le Secrétariat et est accessible au public.</p> <p>2. Le registre comprend:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) une liste des types de dérogations spécifiques prévues à l'annexe A et à l'annexe B; b) une liste des Parties bénéficiant d'une dérogation spécifique prévue à l'annexe A ou à l'annexe B; c) une liste des dates d'expiration pour chaque dérogation spécifique enregistrée. <p>3. Tout État qui devient Partie peut, moyennant notification écrite adressée au Secrétariat, faire enregistrer un ou plusieurs types de dérogations spécifiques prévues à l'annexe A ou à l'annexe B.</p> <p>4. À moins qu'une date antérieure ne soit indiquée dans le registre par une Partie, ou qu'une prorogation ne soit accordée conformément au paragraphe 7, toutes les dérogations spécifiques enregistrées expirent cinq ans après la date d'entrée en vigueur de la présente convention en ce qui concerne une substance chimique donnée.</p> <p>5. À sa première réunion, la [CdP] arrête un processus d'examen des inscriptions au registre.</p> <p>6. Préablement à l'examen d'une inscription au registre, la Partie concernée soumet au Secrétariat un rapport attestant que l'enregistrement de cette dérogation reste nécessaire. Le Secrétariat distribue ce rapport à toutes les Parties. L'examen de la dérogation s'effectue sur la base de toutes les informations disponibles. La [CdP] peut faire à ce sujet toute recommandation qu'elle estime appropriée à la Partie concernée.</p> <p>7. Sur demande de la Partie concernée, la [CdP] peut décider de proroger une dérogation spécifique pour une période pouvant aller jusqu'à cinq ans. En rendant sa décision, la [CdP] prend dûment en compte la situation particulière des Parties qui sont des pays en développement ou à économie en transition.</p> <p>8. Une Partie peut, à tout moment, retirer son inscription au registre pour une dérogation spécifique, sur notification écrite adressée au Secrétariat. Le retrait prend effet à la date indiquée dans la notification.</p> <p>9. Lorsque plus aucune Partie n'est enregistrée pour un type particulier de dérogation spécifique, aucun nouvel enregistrement n'est accepté pour ladite dérogation."</p> <p>→ Établit un registre de dérogations spécifiques en faveur des Parties pour la production ou l'utilisation des POP inscrits aux annexes A ou B.</p>
<p>Articles 5 et 6 Mesures propres à réduire ou à éliminer les rejets</p>	<p>→ Ces dispositions énoncent les obligations faites aux Parties de prendre des mesures en vue de la réduction ou de l'élimination des rejets i) résultant d'une production non intentionnelle et ii) émanant de stocks et de déchets.</p>
<p>Article 7 Plans de mise en œuvre</p>	<p>"1. Chaque Partie:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Élabore et s'efforce de mettre en œuvre un plan pour s'acquitter de ses obligations en vertu de la présente Convention; b) Transmet son plan de mise en œuvre à la Conférence des Parties dans un délai de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard; et c) Examine et actualise, le cas échéant, son plan de mise en œuvre à intervalles réguliers et selon des modalités à spécifier par la Conférence des Parties dans une décision à cet effet. <p>2. Les Parties coopèrent, selon qu'il convient, directement ou par l'intermédiaire d'organisations mondiales, régionales et sous-régionales, et consultent leurs parties prenantes nationales, notamment les associations féminines et les organisations œuvrant dans le domaine de la santé des enfants, afin de faciliter l'élaboration, l'application et l'actualisation de leurs plans de mise en œuvre.</p> <p>3. Les Parties s'efforcent d'utiliser et, si nécessaire, de mettre en place des moyens d'intégration des plans nationaux de mise en œuvre pour les polluants organiques persistants dans leurs stratégies de développement durable, selon qu'il convient."</p>

Article 8 Inscription de substances chimiques aux annexes A, B et C	→ Établit les procédures d'inscription des POP aux annexes A, B et C.
--	---

III. MESURES DE SOUTIEN

A. CIPV
<p>Article XX – Assistance technique</p> <p>"Les parties contractantes s'engagent à promouvoir l'octroi d'une assistance technique aux parties contractantes, notamment aux parties contractantes en développement, par le biais de l'aide bilatérale ou des organisations internationales appropriées, en vue de faciliter l'application de la présente convention."</p> <p>→ La Commission des mesures phytosanitaires (CMP) a adopté une stratégie pour le renforcement des capacités dans le cadre de la CIPV, qui peut être consultée à l'adresse suivante: https://www.ippc.int/index.php?id=1110702&tx_publication_pi1[showUid]=2180149.</p> <p>→ L'outil d'évaluation des capacités phytosanitaires (ECP) est un outil d'auto-évaluation nationale élaboré pour les pays qui leur permet d'entreprendre une analyse du déficit capacitaire, d'élaborer un plan stratégique national relatif à la CIPV, puis de déterminer les priorités nationales en matière de développement des capacités.</p> <p>→ La CMP n'envisage pas un mécanisme de mise en conformité adapté à la CIPV mais a établi un système d'examen de la mise en œuvre et d'aide à la mise en œuvre (IRSS) qui permettra d'entreprendre une analyse des lacunes dans la mise en œuvre des NIMP et d'élaborer des stratégies pour améliorer la mise en œuvre une fois les problèmes identifiés (voir https://www.ippc.int/index.php?id=207746&L=0).</p>
B. ICCAT
<p>→ Les parties contractantes ont accès à des renseignements sur la recherche scientifique, à une base de données statistiques et à d'autres renseignements. Elles peuvent aussi obtenir une assistance technique afin d'établir leurs systèmes de collecte de statistiques et recevoir une formation dispensée par la Commission.</p> <p>→ De nombreuses activités de la Commission sont financées par le budget ordinaire qui est établi à partir des contributions des parties contractantes. Des mécanismes de financement spéciaux ont été mis en place grâce à des fonds provenant des secteurs public et privé.</p>

C. CITES

Décisions Conf. 13.79 à 13.83 – Lois nationales d'application de la Convention

"... À l'adresse du Secrétariat, le Secrétariat

- a) concernant les Parties dont la législation est classée dans la catégorie 2 ou 3 ou n'est pas encore classée, compilera et analysera les informations soumises par les Parties sur la législation adoptée avant la 14^{ème} session de la Conférence des Parties pour remplir les obligations découlant de la Convention et de la Résolution Conf. 8.4;
- b) préparera ou révisera les analyses des législations nationales et leur classement dans les catégories, et informera les Parties concernées sur les analyses initiales ou révisées en indiquant les obligations non encore remplies;
- c) apportera une assistance technique aux Parties qui demandent un avis pour formuler des propositions de textes législatifs d'application de la CITES en fournissant, dans la limite des ressources disponibles:
 - i) des orientations juridiques pour la préparation des mesures législatives nécessaires;
 - ii) une formation aux autorités CITES et autres organes pertinents chargés de formuler les politiques ou la législation sur le commerce des espèces sauvages; et
 - iii) tout appui particulier pertinent concernant l'accomplissement des obligations en matière de législation d'application de la CITES;
- d) fera rapport à la 53^{ème} session du Comité permanent et à ses sessions ultérieures sur les progrès faits par les Parties dans l'adoption d'une législation adéquate et, s'il y a lieu, recommandera l'adoption de mesures appropriées telles que la suspension du commerce en application des décisions du Comité permanent;
- e) indiquera au Comité permanent les pays nécessitant une attention prioritaire dans le cadre du projet sur les législations nationales; et
- f) fera rapport à la 14^{ème} session de la Conférence des Parties sur:
 - i) les législations adoptées par les Parties pour appliquer la Convention et les recommandations relatives aux Parties qui n'ont pas adopté de législation adéquate pour appliquer la Convention; et
 - ii) l'assistance technique fournie aux Parties dans l'élaboration de leur législation nationale d'application de la CITES."

Décision 13.87 – Lutte contre la fraude

"... À l'adresse du Secrétariat,

Le Secrétariat intensifiera ses activités de renforcement des capacités et de formation des cadres chargés de la lutte contre la fraude touchant à la CITES, en particulier dans les pays en développement, les pays à économie en transition et les petits États insulaires en développement, et aidera à mettre à disposition des connaissances en recourant également aux organisations régionales telles que celle existant dans le cadre de l'Accord de Lusaka."

Décisions 14.28 (Rev. CoP 15) à 14.30 (Rev. CoP 15) – Coopération entre les Parties et promotions de mesures multilatérales

Décisions 15.5 à 15.7 – La CITES et les moyens d'existence

Décision 15.8 – Examens de politiques nationales en matière de commerce d'espèces sauvages

Décisions 15.38 à 15.41 – Lois nationales d'application de la Convention

Décisions 15.54 à 56 – délivrance informatisée des permis

Décisions 15.57 et 15.58 – E-commerce de spécimens d'espèces CITES

Décisions 15.59 et 15.60 – Transport de spécimens vivants

Décisions 15.67 à 15.69 – Utilisation de numéros de série taxonomique

→ La CITES est financée par un Fonds d'affectation spéciale administré par le PNUE. Les projets de la CITES sont financés par des organismes et des pays donateurs, qui comprennent: l'Allemagne; l'Australie; la Belgique; le Danemark; les États-Unis d'Amérique; la Finlande; Hong Kong, Chine; le Japon; la Norvège; les Pays-Bas; le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord; la Suède; la Suisse; et l'Union européenne. Des fonds ont également été fournis par des organisations non gouvernementales autorisées.

→ Il existe deux types généraux de projets dans le cadre de la CITES. 1) Les "projets administratifs" comprennent: une aide financière accordée aux participants aux CdP de la CITES ou à d'autres réunions; une assistance technique (par exemple aide à l'élaboration de législations liées à la CITES); la formation; et la communication de renseignements (publiés et sous forme électronique); 2) les projets concernant les "espèces" financent la recherche scientifique liée à une espèce animale ou végétale particulière (par exemple étude de la situation, gestion et conservation du perroquet jaco dans un ou plusieurs pays).

→ Le secrétariat de la CITES fournit une aide technique aux pays en développement par le biais de programmes spéciaux. Ces programmes visent à accroître la capacité des Parties d'appliquer la Convention. Les activités de formation de la CITES sont coordonnées par les Services de renforcement des capacités (SRC). Le renforcement des capacités se fait notamment dans le cadre des activités suivantes: ateliers, séminaires, dossiers de formation, diffusion d'informations sur Internet et au moyen de bulletins d'information, assistance technique, etc. Les Services scientifiques aident les Parties à la CITES à prendre des décisions qui reposent sur une meilleure base scientifique. Ces services sont chargés de tenir des ateliers sur les avis de commerce non préjudiciable et la gestion des quotas, et d'élaborer des manuels d'identification. Le Secrétariat de la CITES a également des activités de coordination importantes en ce qui concerne le respect des obligations et l'application de la Convention. Les Services réglementaires contrôlent les rapports nationaux; traitent les demandes de permis; fournissent des conseils en matière de droit et de politique dans le cadre de l'élaboration de la législation nationale, de l'examen des politiques commerciales visant la vie sauvage et de l'adoption de mesures visant à promouvoir et assurer le respect de la Convention; fournissent une aide technique aux cadres chargés de la lutte contre la fraude au sujet des allégations de commerce illicite; organisent des séminaires sur l'application de la Convention; et travaillent en collaboration avec les Services de renforcement des capacités pour préparer les dossiers de formation appropriés. L'unité "Organes directeurs et Services de conférence" aide les Parties pour ce qui a trait à la documentation relative à la Convention et fournit un soutien logistique pour l'organisation des réunions de la CITES. L'unité "Gestion des connaissances et services d'information" gère le site Web de la CITES, les relations avec les médias et la mobilisation des ressources et fournit aux Parties une aide dans le domaine des technologies de l'information/de la communication, de la délivrance informatisée des permis, du renforcement des capacités en ligne et des communications.

→ De nombreuses Parties ont sollicité les conseils et l'aide du Secrétariat aux fins de l'élaboration de législations relatives à l'application de la CITES. Le Secrétariat a donné suite à ces demandes de plusieurs manières, y compris en rédigeant des lois types, en établissant un aide-mémoire aux fins de l'élaboration des législations, en entreprenant des missions dans divers pays ou en organisant des ateliers régionaux, et en fournissant des conseils et/ou des observations par écrit sur des projets de législations. Les Parties à la CITES ont défini avec précision une approche – le projet sur les législations nationales – pour examiner et évaluer les mesures internes visant à appliquer la Convention. Trois catégories et quatre critères sont utilisés pour évaluer les législations nationales des Parties. Le projet est en place depuis 1992. L'aide législative au titre de la Convention pourrait s'élargir afin de porter sur la corrélation entre les législations commerciales et environnementales ainsi que sur la coopération institutionnelle qui s'impose entre les Ministères de l'environnement et les Ministères du commerce.

→ Certaines contributions externes versées au Secrétariat servent à réaliser des études liées aux espèces, et un certain nombre de ces études ont visé à recueillir des renseignements sur l'état de conservation de populations spécifiques afin de permettre l'élaboration de programmes de gestion durable. Une partie du financement a également été fournie par des utilisateurs d'espèces sauvages. Les espèces visées par les études réalisées en vue d'une exploitation durable comprennent les chats, les perroquets, les pythons, les crocodiliens, les lézards, les coraux et les orchidées.

→ Les programmes spécifiques concernent, entre autres, ce qui suit:

1. L'unité "Affaires juridiques et politiques commerciales", établie au sein des Services réglementaires, aide les Parties à établir des politiques en matière de "commerce et d'environnement" et à élaborer des analyses sur le "commerce et l'environnement" qui sont présentées et débattues aux réunions de la CdP et examinées par des instances telles que l'OMC.
2. MIKE: Système de suivi à long-terme de la chasse illicite à l'éléphant. Les objectifs de ce programme sont de mesurer les niveaux et tendances actuels de la chasse illicite aux éléphants; de déterminer les changements dans les tendances observées sur la durée; et d'identifier les facteurs à l'origine des changements ou liés à eux et tenter d'établir dans quelle mesure les tendances observées résultent de décisions de la CdP à la CITES.
3. ETIS: Système d'information sur le commerce des éléphants. Ce système d'information complet permet de repérer le commerce illicite de l'ivoire et d'autres produits des éléphants.
4. Programmes sur les espèces concernant le commerce des pruniers d'Afrique, des éléphants, des faucons, des grands singes, des tortues imbriquées, de l'acajou et des esturgeons.
5. Projet financé par les CE pour renforcer la capacité d'application de la CITES des pays en développement afin de garantir une gestion durable et un commerce non-préjudiciable des espèces sauvages.

D. CCAML

Aucune disposition.

E. PROTOCOLE DE MONTREAL

→ L'article 10 (tel qu'il a été modifié par l'Amendement de Londres) a établi un Fonds multilatéral afin de couvrir les surcoûts encourus par les pays en développement pour éliminer les substances qui appauvrissent la couche d'ozone. En avril 2006, le Fonds avait versé 1,984 milliard de dollars EU pour plus de 5 250 projets et activités dans 139 pays en développement pour permettre le renforcement institutionnel, la formation, l'élaboration de projets et la mise en œuvre de projets d'investissement. Il doit couvrir tous les surcoûts convenus qui sont encourus par les pays en développement dans l'application des mesures de réglementation (par exemple le remplacement de technologies appauvrissant la couche d'ozone par des technologies plus respectueuses de celle-ci et l'utilisation réduite des substances qui appauvrissent la couche d'ozone conformément au Protocole). Le budget du Fonds a été reconstitué en 1993, 1996, 1999, 2002 et 2005, et les montants suivants ont été affectés au budget (montant par période en millions de dollars EU): 240 (1991-1993); 455 (1994-1996); 466 (1997-1999); 440 (2000-2002); 474 (2003-2005); 400,4 (2006-2008).

→ Pour plus d'informations sur le Fonds, prière de consulter le site suivant: <http://www.multilateralfund.org/>

→ Le FEM verse également des fonds aux pays dont l'économie est en voie de transition. Il existe un certain nombre de pays admis à bénéficier du FEM qui sont Parties au Protocole et dont la production ou la consommation d'ODS est trop élevée pour qu'ils aient droit à une aide du Fonds multilatéral. Il s'agit principalement des pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, et de l'ancienne Union soviétique. Le FEM utilise les mêmes critères que le Fonds multilatéral pour le financement de projets relatifs à la couche d'ozone. Le FEM a attribué 160 millions de dollars EU à 17 pays dont l'économie est en voie de transition au titre de l'élimination des substances des annexes A et B, et a versé 60 millions supplémentaires pour aider ces pays à éliminer les HCFC et le bromure de méthyle.

→ Les transferts de technologie prévus à l'article 10A sont effectués dans des conditions équitables et les plus favorables.

F. CONVENTION DE BÂLE

→ Le PNUE administre deux fonds d'affectation spéciale dans le cadre de la Convention de Bâle:

1. Un fonds d'affectation spéciale destiné à couvrir les frais de fonctionnement liés à la Convention (essentiellement frais liés aux réunions des Parties et au Secrétariat), dont les contributions des Parties sont basées sur le barème des quotes-parts de l'ONU; et

2. Un fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique, qui vise à aider les pays en développement et les autres pays ayant besoin d'aide à mettre en œuvre la Convention. Les contributions à ce fonds sont volontaires et les contributeurs peuvent spécifier que leurs contributions seront utilisées pour des activités spécifiques.

→ La Convention de Bâle ne dispose d'aucun mécanisme financier spécifique pour faciliter le renforcement des capacités et le transfert de technologie.

→ Les 14 Centres régionaux et de coordination de la Convention de Bâle (CRCB), le Secrétariat, les Parties et autres parties prenantes s'emploient au renforcement des capacités. Le Secrétariat joue également un rôle de liaison entre les donateurs, les bénéficiaires et les agences chargées de l'application de la Convention. L'adoption, en 1999, de la Déclaration de Bâle pour une gestion écologiquement rationnelle s'est traduite par un accroissement des efforts visant à aider les Parties à réduire au minimum la production de déchets dangereux et d'autres déchets et à gérer ces déchets selon des méthodes écologiquement rationnelles. La CdP, à sa sixième réunion en décembre 2002, a adopté un Plan stratégique pour la mise en œuvre de la Convention de Bâle jusqu'en 2010, développant et utilisant le cadre de la Déclaration ministérielle de Bâle de 1999 pour une gestion écologiquement rationnelle. Dans le cadre du Plan stratégique, les Parties ont approuvé une somme de 1 200 000 dollars EU pour 21 projets réalisés par les CRCB et les Parties. À la CdP 10, les Parties envisageront l'adoption d'un Cadre stratégique 2012-2021 pour la mise en œuvre de la Convention de Bâle.

→ À la CdP 5, les Parties ont décidé d'élargir provisoirement le champ d'action du Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique, afin d'aider les pays en développement et les pays à économie en transition en cas d'urgence et d'indemnisation pour les dommages résultant d'accidents découlant de mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets ou de leur élimination. À la CdP 6, les Parties ont adopté des directives pour le mécanisme provisoire de secours d'urgence. Des contributions ont été reçues pour le mécanisme provisoire de secours d'urgence. La première – et pour l'heure, l'unique – demande d'assistance dans le cadre de ce mécanisme a été reçue de la Côte d'Ivoire en 2006 en relation avec les déchets toxiques déversés à Abidjan en août 2006 et l'assistance a été accordée.

→ À la septième réunion de la CdP, les Parties ont adopté une déclaration ministérielle sur le Partenariat pour relever le défi posé par les déchets à l'échelon planétaire qui donne des orientations de politique générale fondamentales aux Parties et aux autres acteurs mettant l'accent sur une approche fondée sur le cycle de vie, une gestion intégrée des déchets et des approches régionales pour ce qui est des flux de déchets tels que les déchets des polluants organiques persistants, les déchets biomédicaux et les déchets de soins de santé, les déchets électroniques, les batteries plomb-acide usagées et les déchets dangereux mélangés à d'autres déchets dangereux.

→ À la huitième réunion de la CdP, les Parties ont pris note des estimations de coûts fournies par le Secrétariat pour des activités prévues en 2007-2008 visant les flux de déchets à traiter en priorité définis par la CdP à sa septième réunion qui doivent être financées par le Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique de la Convention de Bâle. La réalisation de ces activités est donc conditionnée au financement par le Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique ou d'autres sources extérieures de financement. La CdP à sa huitième réunion a également demandé instamment aux Parties d'utiliser et de soutenir les centres régionaux de coordination de la Convention de Bâle dans la réalisation des activités destinées à aider à la mise en œuvre de la Convention. Une décision sur la mobilisation des ressources a demandé aussi aux Parties de redoubler les efforts pour recenser les sources de financement pour aider à la mise en œuvre de la Convention, y compris dans le cadre du Fonds pour l'environnement mondial et d'autres sources multilatérales de financement. Plusieurs décisions adoptées lors de cette réunion ont souligné qu'il était important de coopérer et de coordonner les activités entre la Convention de Bâle, la Convention de Stockholm et la Convention de Rotterdam.

→ À la CdP 9, les Parties ont décidé d'élargir le Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique afin d'établir un fonds pour la mise en œuvre destiné à aider les pays en développement qui rencontrent des difficultés pour mettre en œuvre la Convention. Ce fonds pour la mise en œuvre serait financé par des contributions volontaires.

G. CDB
<p>Article 17 – Échange d'informations</p> <p>"... 2. Cet échange comprend l'échange d'informations sur les résultats des recherches techniques, scientifiques et socioéconomiques ainsi que d'informations sur les programmes de formation et d'études, les connaissances spécialisées et les connaissances autochtones et traditionnelles en tant que telles ou associées aux technologies visées au paragraphe 1 de l'article 16. Cet échange comprend aussi, lorsque c'est possible, le rapatriement des informations."</p> <p>Article 18 – Coopération technique et scientifique</p> <p>"... 3. La [CdP], à sa première réunion, détermine comment créer un centre d'échange pour encourager et faciliter la coopération technique et scientifique.</p> <p>4. Conformément à la législation et aux politiques nationales, les parties contractantes encouragent et mettent au point des modalités de coopération aux fins de l'élaboration et de l'utilisation de technologies, y compris les technologies autochtones et traditionnelles, conformément aux objectifs de la présente convention. À cette fin, les parties contractantes encouragent également la coopération en matière de formation de personnel et d'échange d'experts."</p> <p>→ Le mécanisme financier de la CDB est le FEM. Fin 2009, le FEM avait attribué des dons pour un montant total de 2,88 milliards de dollars EU dans le domaine de la diversité biologique, avec un cofinancement de 7,85 milliards de dollars EU.</p>
H. PROTOCOLE DE CARTHAGENE
<p>Article 20 – Échange d'informations et centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques (BCH)</p> <p>"1. Un [BCH] est créé dans le cadre du mécanisme d'échange prévu au paragraphe 3 de l'article 18 de la Convention, pour:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) faciliter l'échange d'informations scientifiques, techniques, écologiques et juridiques, ainsi que de données d'expérience, relatives aux [OVM]; b) aider les Parties à appliquer le Protocole, en tenant compte des besoins spécifiques des pays en développement, notamment les moins avancés d'entre eux et les petits États insulaires en développement, et des pays à économie en transition, ainsi que des pays qui sont des centres d'origine et des centres de diversité génétique. <p>2. Le [BCH] est un moyen de rendre l'information disponible aux fins précisées au paragraphe 1 ci-dessus. Il permet d'accéder aux informations pertinentes pour l'application du Protocole que fournissent les Parties. Il permet aussi d'accéder aux autres mécanismes internationaux d'échange d'informations sur la prévention des risques biotechnologiques, si possible.</p> <p>3. Sans préjudice de la protection des informations confidentielles, chaque Partie communique au [BCH] toute information qu'elle est tenue de fournir au titre du Protocole, et:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) toutes les lois, réglementations et directives nationales en vigueur visant l'application du Protocole, ainsi que les informations requises par les Parties dans le cadre de la procédure d'accord préalable en connaissance de cause; b) tout accord ou arrangement bilatéral, régional ou multilatéral; c) un résumé des évaluations des risques ou des études environnementales relatives aux [OVM] menées en application de sa réglementation et effectuées conformément à l'article 15, y compris, au besoin, des informations pertinentes concernant les produits qui en sont dérivés, à savoir le matériel transformé provenant d'[OVM] qui contient des combinaisons nouvelles décelables de matériel génétique répliquable obtenu par le recours à la biotechnologie moderne; d) ses décisions finales concernant l'importation ou la libération d'[OVM]; e) les rapports soumis en vertu de l'article 33, y compris les rapports sur l'application de la procédure d'accord préalable en connaissance de cause. <p>4. Les modalités de fonctionnement du [BCH], y compris ses rapports d'activité, sont examinées et arrêtées par la [CdP] siégeant en tant que [RdP] au Protocole à sa première réunion et font l'objet d'examen ultérieurs."</p> <p>→ En 2004, à sa première réunion, la [CdP] siégeant en tant que [RdP] a adopté les modalités de fonctionnement du [BCH] (Décision BS-I/3), qui énonce le rôle du BCH, ses caractéristiques, son administration, le rôle des correspondants du [BCH], les modalités relatives à la supervision et aux conseils techniques, les obligations des organisations partenaires, les rapports sur les activités et les modalités concernant l'examen périodique effectué par la [CdP] siégeant en tant que [RdP].</p>

Article 22 – Création de capacités

"1. Les Parties coopèrent au développement et au renforcement des ressources humaines et des capacités institutionnelles dans le domaine de la prévention des risques biotechnologiques, y compris la biotechnologie dans la mesure où elle a trait à la prévention des risques biotechnologiques, en vue de la mise en œuvre effective du Protocole dans les pays en développement Parties, en particulier dans les pays les moins avancés et dans les petits États insulaires en développement, ainsi que dans les Parties à économie en transition, y compris par l'intermédiaire des institutions et organisations mondiales, régionales, sous-régionales et nationales et, s'il y a lieu, en favorisant la participation du secteur privé.

2. Aux fins d'application du paragraphe 1 ci-dessus, en ce qui concerne la coopération, les besoins des pays en développement Parties, en particulier ceux des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, en matière de ressources financières, d'accès à la technologie et au savoir-faire, et de transfert de technologie et de savoir-faire conformément aux dispositions pertinentes de la Convention, sont pleinement pris en compte dans la création de capacités pour la prévention des risques biotechnologiques. La coopération à la création de capacités comprend, sous réserve des différences existant entre les situations, les moyens et les besoins de chaque Partie: la formation scientifique et technique à l'utilisation rationnelle et sans danger de la biotechnologie et à l'utilisation des évaluations des risques et des techniques de gestion des risques biotechnologiques, ainsi que le renforcement des capacités techniques et institutionnelles en matière de prévention des risques biotechnologiques. Les besoins des Parties à économie en transition sont également pris pleinement en considération dans la création de capacités pour la prévention des risques biotechnologiques."

→ En 2004, à sa première réunion, la [CdP] siégeant en tant que [RdP] a adopté les Lignes directrices provisoires relatives au fichier d'experts en prévention des risques biotechnologiques (Décision BS-I/4) afin de fournir aux pays en développement et aux pays à économie en transition Parties au Protocole, sur demande, une assistance dans les domaines de l'évaluation et de la gestion des risques et du renforcement des capacités. Elle a également adopté les Lignes directrices provisoires relatives à la phase pilote du Fonds de contributions volontaires pour le fichier d'experts.

→ À sa troisième réunion, la [CdP] siégeant en tant que [RdP] a demandé au groupe de liaison sur le renforcement des capacités pour la prévention des risques biotechnologiques d'élaborer, pour examen à la quatrième réunion des Parties au Protocole, des projets de critères et de conditions minimales à remplir (y compris les compétences ou l'expérience minimum), pour inscrire des experts dans le fichier, en vue d'aider les pays à nommer leurs experts au fichier et à réévaluer les nominations déjà faites. Elle a en outre demandé au groupe de liaison d'étudier la possibilité d'établir un mécanisme de contrôle de la qualité.

→ Dans la Décision BS-I/5 sur la création de capacités, la [CdP] siégeant en tant que [RdP] a aussi adopté, lors de sa première réunion, le Plan d'action pour la création des capacités nécessaires à l'application effective du Protocole, un mécanisme de coordination et des indicateurs de surveillance de l'application du Plan d'action.

→ Dans la Décision BS-III/3 la [CdP] siégeant en tant que [RdP] a adopté une version révisée du Plan d'action pour la création des capacités nécessaires à l'application effective du Protocole et a invité le FEM, les pays développés Parties et les gouvernements, ainsi que les organisations compétentes à augmenter leur soutien financier et technique aux pays en développement et aux pays à économie en transition pour faciliter la mise en œuvre du Plan d'action.

Article 28 – Mécanisme de financement et ressources financières

"... 2. Le mécanisme de financement établi par l'article 21 de la Convention est, par l'intermédiaire de la structure institutionnelle qui en assure le fonctionnement, le mécanisme de financement du Protocole.

3. En ce qui concerne la création de capacités visée à l'article 22 du Protocole, la [CdP] siégeant en tant que [RdP] au Protocole, tient compte, lorsqu'elle fournit des directives concernant le mécanisme de financement visé au paragraphe 2 ci-dessus, pour examen par la [CdP], du besoin de ressources financières des pays en développement Parties, en particulier des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement.

4. Dans le cadre du paragraphe 1 ci-dessus, les Parties tiennent également compte des besoins des pays en développement Parties, en particulier ceux des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, ainsi que ceux des Parties à économie en transition, lorsqu'elles s'efforcent de déterminer et satisfaire leurs besoins en matière de création de capacités aux fins de l'application du Protocole.

6. Les pays développés Parties peuvent aussi fournir des ressources financières et technologiques pour l'application des dispositions du Protocole, dans le cadre d'arrangements bilatéraux, régionaux et multilatéraux, dont les pays en développement Parties et les Parties à économie en transition pourront user."

→ Par suite de la recommandation formulée à la première réunion de la CdP siégeant en tant que RdP, la CdP a fourni, dans la Décision VII/20, des orientations détaillées au FEM en ce qui concerne le Protocole de Carthage, y compris les critères d'admissibilité, la stratégie et les priorités des programmes.

→ En novembre 2000, le Conseil du FEM a approuvé une stratégie initiale pour aider les pays à se préparer à l'entrée en vigueur du Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques, ainsi qu'un projet global PNUE-FEM visant à aider tous les pays admissibles à élaborer des cadres nationaux de prévention des risques biotechnologiques. Le projet, mis en place en juin 2001, a permis d'aider 123 pays. Dans le cadre de la stratégie initiale, le FEM a également soutenu 12 projets de démonstration destinés à renforcer les capacités de mise en œuvre des cadres nationaux de prévention des risques biotechnologiques.

→ En novembre 2003, le FEM a approuvé un projet complémentaire au projet PNUE-FEM sur l'élaboration des cadres nationaux de prévention des risques biotechnologiques portant sur le renforcement des capacités pour une participation efficace au BCH du Protocole de Carthagène.

→ Dans la Décision BS-II/5, la [CdP] siégeant en tant que [RdP] a encouragé tous les donateurs et leurs institutions, ainsi que le Fonds pour l'environnement mondial, à simplifier les conditions de leur cycle des projets afin d'accélérer l'accès des pays Parties en développement, en particulier les moins avancés d'entre eux et les petits États insulaires, ainsi que des pays Parties à économie en transition, aux ressources financières nécessaires pour soutenir l'application du Protocole.

I. PROTOCOLE DE NAGOYA

ARTICLE 14: CENTRE D'ÉCHANGE SUR L'ACCÈS ET LE PARTAGE DES AVANTAGES ET ÉCHANGE D'INFORMATIONS

1. Un Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages est créé dans le cadre du mécanisme d'échange prévu au paragraphe 3 de l'article 18 de la Convention. Il sert de moyen de partage d'informations relatives à l'accès et au partage des avantages. En particulier, il permet d'accéder aux informations pertinentes pour l'application du Protocole que fournit chaque Partie.

2. Sans préjudice de la protection des informations confidentielles, chaque Partie communique au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages toute information qu'elle est tenue de fournir en vertu du présent Protocole et des décisions prises par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole. Ces informations comprennent notamment:

- a) Les mesures législatives, administratives et de politique en matière d'accès et de partage des avantages;
- b) Les informations concernant le correspondant national et l'autorité ou les autorités nationales compétentes; et
- c) Des permis ou équivalents délivrés au moment de l'accès comme preuve de la décision d'accorder le consentement préalable donné en connaissance de cause ou la conclusion de conditions convenues d'un commun accord.

3. Des informations supplémentaires, le cas échéant et selon qu'il convient, pourraient inclure:

- a) Les autorités compétentes pertinentes des communautés autochtones et locales, et des renseignements, ainsi qu'il en est décidé;
- b) Les clauses contractuelles modèles;
- c) Les méthodes et outils développés pour surveiller les ressources génétiques; et
- d) Les codes de conduite et les meilleures pratiques.

4. Les modalités de fonctionnement du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, y compris ses rapports d'activité, sont examinées et arrêtées par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole à sa première réunion et font l'objet d'examen ultérieurs.

J. CCNUCC

Article 4 – Engagements

"... 3. Les pays développés Parties et les autres Parties développées figurant à l'annexe II fournissent des ressources financières nouvelles et additionnelles pour couvrir la totalité des coûts convenus encourus par les pays en développement Parties du fait de l'exécution de leurs obligations découlant de l'article 12, paragraphe 1. Ils fournissent également aux pays en développement Parties, notamment aux fins de transferts de technologie, les ressources financières en question, qui leur sont nécessaires pour couvrir la totalité des coûts supplémentaires convenus entraînés par l'application des mesures visées au paragraphe 1 du présent article et sur lesquels un pays en développement Partie se sera entendu avec l'entité ou les entités internationales visées à l'article 11, conformément audit article. L'exécution de ces engagements tient compte du fait que les apports de fonds doivent être adéquats et prévisibles, ainsi que de l'importance d'un partage approprié de la charge entre les pays développés Parties.

4. Les pays développés parties et les autres Parties développées figurant à l'annexe II aident également les pays en développement parties particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques à faire face au coût de leur adaptation auxdits effets.

5. Les pays développés Parties et les autres Parties développées figurant à l'annexe II prennent toutes les mesures possibles en vue d'encourager, de faciliter et de financer, selon les besoins, le transfert ou l'accès de technologies et de savoir-faire écologiquement rationnels aux autres Parties, et plus particulièrement à celles d'entre elles qui sont des pays en développement, afin de leur permettre d'appliquer les dispositions de la Convention. Dans ce processus, les pays développés Parties soutiennent le développement et le renforcement des capacités et technologies propres aux pays en développement Parties. Les autres Parties et organisations en mesure de le faire peuvent également aider à faciliter le transfert de ces technologies ...

7. La mesure dans laquelle les pays en développement Parties s'acquitteront effectivement de leurs engagements au titre de la Convention dépendra de l'exécution efficace pour les pays développés Parties de leurs propres engagements en ce qui concerne les ressources financières et le transfert de technologie et tiendra pleinement compte du fait que le développement économique et social et l'éradication de la pauvreté sont les priorités premières et essentielles des pays en développement Parties.

8. Aux fins de l'exécution des engagements énoncés dans le présent article, les Parties étudient les mesures – concernant notamment le financement, l'assurance et le transfert de technologie – qui doivent être prises dans le cadre de la Convention pour répondre aux besoins et préoccupations spécifiques des pays en développement Parties face aux effets néfastes des changements climatiques et à l'impact des mesures de riposte ..."

→ Un Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non incluses à l'annexe I de la Convention ou "Parties non visées à l'annexe I" aide les pays en développement à élaborer des rapports nationaux sur des questions liées aux changements climatiques. Le Groupe d'experts des pays les moins avancés est chargé de donner des avis à ces pays au sujet de l'élaboration de programmes d'adaptation aux changements climatiques et le Groupe d'experts du transfert de technologies est chargé de promouvoir les activités de transfert de technologie au titre de la Convention.

→ À sa 16^{ème} réunion, la CdP a affirmé que le renforcement des capacités est essentiel pour permettre aux pays en développement Parties de participer pleinement à la Convention et de mettre efficacement en œuvre leurs engagements au titre de la Convention; et que l'objectif est de renforcer la capacité des pays en développement Parties dans tous les domaines. Elle a décidé d'établir le **Cadre de l'adaptation de Cancún** et un **Comité de l'adaptation** dans le but de renforcer l'action engagée pour l'adaptation d'une manière cohérente dans le respect de la Convention.

Article 9 – Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique

→ Cet organe subsidiaire est chargé de fournir des avis sur "les moyens d'aider les pays en développement à se doter d'une capacité propre".

Article 11 – Mécanisme financier

→ Établit un mécanisme financier (le FEM) afin de fournir des ressources financières, y compris pour le transfert de technologie. La CdP a chargé le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) d'assurer le fonctionnement du mécanisme financier.

→ Le FEM couvre la différence (ou les "coûts supplémentaires") entre le coût d'un projet qui tient compte d'objectifs en matière de protection de l'environnement mondial et le coût d'un autre projet qu'un pays aurait mis en œuvre sans se préoccuper de protéger l'environnement mondial. Depuis 1991, environ 2 milliards de dollars EU ont été versés sous forme de dons à partir du fonds fiduciaire du FEM pour les activités liées aux changements climatiques.

→ Le Fonds spécial pour les changements climatiques et le Fonds pour les pays les moins avancés prévoient des ressources financières supplémentaires. Le Fonds spécial pour les changements climatiques permet de financer des projets liés à l'adaptation; au transfert de technologie et au renforcement des capacités; à l'énergie, au transport, à l'industrie, à l'agriculture, aux forêts et à la gestion des déchets; ainsi qu'à la diversification économique. Le Fonds pour les pays les moins avancés permet d'appuyer un programme de travail visant entre autres à aider les PMA à établir et à mettre en œuvre des programmes d'action nationaux aux fins de l'adaptation.

→ À la septième réunion de la CdP (Marrakech, novembre/décembre 2001), les Parties ont adopté des cadres pour le renforcement des capacités dans les pays en développement et les pays en transition sur le plan économique (Décisions 2/CP.7 et 3/CP.7) afin d'aider ces pays à mettre en œuvre la Convention.

Dans sa Décision 9/CP.9, la CdP a décidé de mener à bien le premier examen approfondi du cadre pour le renforcement des capacités pour les pays en développement avant sa dixième session et de procéder à des examens approfondis tous les cinq ans par la suite. Les résultats du premier examen approfondi des cadres pour le renforcement des capacités, reproduits dans les Décisions 2/CP.10 et 3/CP.10, ont fait état de certains progrès dans plusieurs domaines prioritaires identifiés dans les cadres. La CdP a toutefois relevé que des lacunes importantes restaient encore à combler et que le problème de l'accès aux ressources financières devait être réglé. La CdP a réitéré l'importance des cadres mentionnés dans les Décisions 2/CP.7 et 3/CP.7 et a identifié des facteurs clés devant être pris en compte par le FEM (en sa qualité d'entité chargée du fonctionnement du mécanisme financier) dans son appui aux activités de renforcement des capacités dans les pays en développement, telles que définies dans l'approche stratégique pour l'amélioration du renforcement des capacités (GEF/C.22/8).

Dans sa Décision 2/CP.10, la CdP a décidé d'un calendrier et d'un processus pour un deuxième examen approfondi de la mise en œuvre du cadre pour le renforcement des capacités dans les pays en développement. Dans la Décision 8/CP.15, la CdP a remis à sa seizième session (Cancún, novembre-décembre 2010) l'examen qui aurait dû initialement être commencé à la vingt-huitième session de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (juin 2008), en vue de l'achever à sa quinzième réunion (Copenhague, novembre-décembre 2009).

→ À la 28^{ème} session de l'Organe subsidiaire de la mise en œuvre (juin 2008), le Secrétariat a reçu pour mandat de communiquer, sur demande, des informations sur l'évaluation des fonds nécessaires aux Parties non visées à l'annexe I pour la mise en œuvre de mesures d'atténuation et d'adaptation (FCCC/SBI/2008/8). Le projet d'étude des aspects économiques, environnementaux et liés au développement au niveau national dans l'optique des changements climatiques (NEEDS) a été lancé afin d'aider les pays participants à sélectionner les secteurs clés devant être visés par des mesures d'atténuation et d'adaptation ayant trait aux changements climatiques (sur la base des priorités identifiées dans les communications nationales et dans les plans de développement nationaux), à évaluer le financement requis et reçu pour mettre en œuvre des mesures d'atténuation et d'adaptation dans les secteurs clés retenus et identifier les instruments financiers et réglementaires appropriés pour soutenir ces mesures, et à renforcer la sensibilisation des agences gouvernementales et faciliter la prise de positions consensuelles réfléchies par ces agences concernant les actions de politique requises pour mobiliser le financement et l'investissement dans les mesures d'atténuation et d'adaptation. Onze pays ont eu recours à l'assistance technique du secrétariat pour mener des évaluations de leurs besoins financiers dans le cadre de ce projet.

→ À sa **seizième réunion**, la CdP a pris note de l'engagement collectif pris par les pays développés de fournir des ressources nouvelles et additionnelles, englobant le secteur forestier et des apports d'investissement par l'intermédiaire des institutions internationales, de l'ordre de 30 milliards de dollars pour la période 2010-2012, à répartir de manière équilibrée entre l'adaptation et l'atténuation; le financement de l'adaptation sera destiné en priorité aux pays en développement les plus vulnérables, dont les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les pays d'Afrique. La CdP a noté que les pays développés Parties adhéraient, dans l'optique de mesures concrètes d'atténuation et d'une mise en œuvre transparente, à l'objectif consistant à mobiliser ensemble 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 pour répondre aux besoins des pays en développement.

Un **Fonds vert pour le climat** a été créé comme entité chargée d'assurer le fonctionnement du mécanisme financier de la Convention au titre de l'article 11 pour soutenir des projets, des programmes, des politiques et d'autres activités dans les pays en développement Parties. Le Fonds, soutenu par un secrétariat indépendant, sera administré par un conseil de 24 membres constitué d'un nombre égal de membres de pays en développement Parties et de membres de pays développés Parties. La Banque mondiale a été invitée à remplir provisoirement les fonctions d'administrateur du Fonds vert pour le climat. Un **comité permanent** relevant de la Conférence des Parties sera chargé d'aider celle-ci à s'acquitter de ses fonctions relatives au mécanisme financier de la Convention, qu'il s'agisse d'améliorer la cohérence et la coordination du financement des mesures prises pour faire face aux changements climatiques, de rationaliser le mécanisme financier, de mobiliser des ressources financières, ou de mesurer, de notifier et de vérifier l'appui fourni aux pays en développement parties; les Parties conviennent de définir de façon plus détaillée le rôle et les fonctions de ce comité permanent. (Décision 1/CP.16)

Mise au point et transfert de technologie

→ La CdP 16 a confirmé qu'il est important de promouvoir et de renforcer l'action concertée aux niveaux national et international dans le domaine de la mise au point de technologies écologiquement rationnelles et de leur transfert aux pays en développement Parties à l'appui des mesures d'atténuation et d'adaptation dès à présent, jusqu'en 2012 et au-delà, afin d'atteindre l'objectif ultime de la Convention. La CdP a reconnu que la réduction rapide et à bref délai des émissions ainsi que la nécessité urgente de s'adapter aux effets néfastes des changements climatiques requièrent la diffusion et le transfert ou l'accessibilité à grande échelle de technologies écologiquement rationnelles, et a souligné que des mécanismes efficaces, des moyens renforcés, des environnements propices et l'élimination des obstacles sont nécessaires à la mise au point à plus grande échelle de technologies et à leur transfert aux pays en développement Parties. Á cet égard, un **mécanisme technologique** a été établi, qui se compose d'un **comité exécutif de la technologie** et d'un **centre et d'un réseau des technologies climatiques**.

K. PROTOCOLE DE KYOTO

Article 11

"... 2. Dans le cadre de l'application du paragraphe 1 de l'article 4 de la Convention, conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 4 et de l'article 11 de celle-ci, et par le truchement de l'entité ou des entités chargées d'assurer le fonctionnement du mécanisme financier de la Convention, les pays développés Parties et les autres Parties développées figurant à l'annexe II de la Convention:

- a) fournissent des ressources financières nouvelles et additionnelles afin de couvrir la totalité des coûts convenus encourus par les pays en développement pour progresser dans l'exécution des engagements déjà énoncés à l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 4 de la Convention et visés à l'alinéa a) de l'article 10 du présent protocole;
- b) fournissent également aux pays en développement Parties, notamment aux fins de transferts de technologie, les ressources financières dont ils ont besoin pour couvrir la totalité des coûts supplémentaires convenus encourus pour progresser dans l'exécution des engagements déjà énoncés au paragraphe 1 de l'article 4 de la Convention et visés à l'article 10 du présent protocole, sur lesquels un pays en développement Partie se sera entendu avec l'entité ou les entités internationales visées à l'article 11 de la Convention, conformément audit article.

L'exécution de ces engagements tient compte du fait que les apports de fonds doivent être adéquats et prévisibles, ainsi que de l'importance d'un partage approprié de la charge entre les pays développés Parties. Les orientations à l'intention de l'entité ou des entités chargées d'assurer le fonctionnement du mécanisme financier de la Convention figurant dans les décisions pertinentes de la Conférence des Parties, y compris celles qui ont été approuvées avant l'adoption du présent protocole, s'appliquent *mutatis mutandis* aux dispositions du présent paragraphe.

3. Les pays développés Parties et les autres Parties développées figurant à l'annexe II de la Convention pourront également fournir, et les pays en développement Parties pourront obtenir, des ressources financières aux fins de l'application de l'article 10 du présent protocole par voie bilatérale, régionale ou multilatérale."

L. AIBT

→ L'article 20 prévoit l'établissement d'un **compte spécial** qui comprend le sous-compte des activités préalables aux projets et le sous-compte des projets. Les sources de financement du compte spécial sont les suivantes: Fonds commun pour les produits de base, institutions financières régionales et internationales, et contributions volontaires. Les ressources du compte spécial ne sont utilisées que pour des avant-projets et des projets approuvés par l'OIBT. Depuis que l'OIBT est devenue opérationnelle en 1987, elle a financé plus de 700 projets, avant-projets et activités dont le coût total s'élève à plus de 280 millions de dollars EU.

→ L'article 21 de l'AIBT de 1994 prévoit la création du **Fonds pour le partenariat de Bali** pour la gestion durable des forêts productrices de bois tropicaux. Le Fonds est uniquement destiné à aider les membres producteurs à réaliser l'objectif énoncé à l'alinéa d) de l'article premier de l'AIBT de 1994, et s'ajoute au compte spécial.

M. ACCORD DES NATIONS UNIES SUR LES STOCKS DE POISSONS

→ La partie VII intitulée "Besoins des États en développement" (articles 24 à 26) prévoit une assistance spéciale en faveur des États en développement afin de leur permettre de mettre en œuvre l'Accord en reconnaissant leurs besoins particuliers pour la conservation et la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs et pour la mise en valeur des pêcheries de ces stocks. Cette aide s'applique aussi à la conservation et à la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs dans les zones relevant de la juridiction nationale des États côtiers en développement (partie I, article 3.3).

Article 24 – Reconnaissance des besoins particuliers des États en développement

"1. Les États reconnaissent pleinement les besoins particuliers des États en développement en matière de conservation et de gestion de stocks de poissons chevauchants et de stocks de poissons grands migrateurs et de mise en valeur des pêcheries de ces stocks. À cette fin, ils fournissent une assistance aux États en développement soit directement soit par l'intermédiaire du Programme des Nations Unies pour le développement, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et d'autres institutions spécialisées, du Fonds pour l'environnement mondial, de la Commission du développement durable et des autres organismes ou organes internationaux et régionaux compétents."

Article 25 – Formes de la coopération avec les États en développement

"1. Les États coopèrent, soit directement soit par l'intermédiaire d'organisations sous-régionales, régionales ou mondiales en vue:

- a) de rendre les États en développement, en particulier les moins avancés d'entre eux et les petits États insulaires en développement, mieux à même de conserver et gérer les stocks de poissons chevauchants et les stocks de poissons grands migrateurs et de mettre en valeur leurs propres pêcheries nationales en ce qui concerne ces stocks;
- b) d'aider les États en développement, en particulier les moins avancés d'entre eux et les petits États insulaires en développement, à participer à l'exploitation en haute mer de pêcheries de ces stocks, y compris en leur facilitant l'accès à ces pêcheries, sous réserve des articles 5 et 11; et
- c) de faciliter la participation des États en développement aux organisations et arrangements de gestion des pêcheries sous-régionaux et régionaux.

2. La coopération avec les États en développement aux fins énoncées dans le présent article pourra notamment prendre la forme d'aide financière, d'assistance relative à la mise en valeur des ressources humaines, d'assistance technique, de transfert de technologie, y compris par le biais d'entreprises conjointes, et de services consultatifs.

3. Cette assistance sera spécifiquement axée, entre autres, sur les domaines ci-après:

- a) amélioration de la conservation et de la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs par collecte, publication, vérification, échange et analyse de données et informations sur les pêcheries et informations connexes;
- b) évaluation des stocks et recherche scientifique; et
- c) observation, contrôle, surveillance, respect de la réglementation et répression des infractions, y compris la formation et le renforcement des capacités au niveau local, l'élaboration et le financement de programmes d'observation nationaux et régionaux et l'accès aux technologies et matériels."

Article 26 – Assistance spéciale aux fins de l'application du présent accord

"1. Les États coopèrent en vue de constituer des fonds de contributions spéciales afin d'aider les États en développement à appliquer le présent accord et, en particulier, de les aider à supporter le coût des procédures de règlement des différends auxquelles ils peuvent être parties.

2. Les États et les organisations internationales devraient aider les États Parties en développement à créer de nouvelles organisations ou de nouveaux arrangements de gestion des pêcheries sous-régionaux ou régionaux aux fins de la conservation et de la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs, ou à renforcer ceux qui existent déjà."

→ À sa 58^{ème} session, en 2003, l'AGNU a décidé, au titre de la partie VII et afin d'aider les États en développement à appliquer l'Accord, de créer un fonds d'assistance (Résolution 58/14) qui sera administré par la FAO en collaboration avec la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques des Nations Unies et a invité les États, les organisations intergouvernementales, les institutions financières internationales, les institutions nationales, les ONG et les personnes physiques ou morales à apporter des contributions volontaires au Fonds. Le paragraphe 14 des statuts du Fonds dispose que l'assistance financière peut être sollicitée pour les objectifs suivants:

- a) Faciliter la participation de représentants des États parties en développement, en particulier les moins avancés d'entre eux et les petits États insulaires, aux réunions et aux activités des organismes et arrangements régionaux et sous-régionaux de gestion des pêcheries compétents. Cette aide peut inclure la prise en charge de frais tels que les frais de voyage et, s'il y a lieu, les indemnités journalières des délégations – y compris les experts techniques – participant aux organismes et arrangements sous-régionaux et régionaux de gestion des pêcheries.

- b) Aider les États parties en développement, en particulier les moins avancés d'entre eux et les petits États insulaires à assumer les frais de voyage liés à leur participation aux réunions organisées au sujet des pêcheries de haute mer par les organisations internationales spécialisées, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et autres organismes spécialisés, le Fonds pour l'environnement mondial, la Commission du développement durable et les autres organismes et organisations internationaux et régionaux concernés, et, s'il y a lieu, les indemnités journalières de subsistance versées aux intéressés. Les demandes d'assistance doivent exposer en détail en quoi la réunion en question a trait à la mise en œuvre de l'Accord.
- c) Appuyer les négociations en cours et à venir en vue de l'établissement de nouveaux organismes et arrangements régionaux ou sous-régionaux de gestion des fonds de pêche dans les zones où il n'en existe pas encore, du renouvellement des accords fondateurs et du renforcement des organismes et arrangements qui existent déjà, conformément à l'Accord. Cette assistance est accordée à la condition qu'il soit fait référence à la mise en œuvre de l'Accord dans les documents fondateurs et/ou programmes de travail des organismes et arrangements régionaux ou sous-régionaux de gestion des pêcheries et dans les politiques et/ou plans de gestion des pêcheries nationaux des États parties.
- d) Renforcer la capacité d'action dans des domaines clés tels que l'exercice effectif des responsabilités de l'État du pavillon, l'observation, le contrôle et la surveillance, la collecte de données et la recherche scientifique en rapport avec les stocks chevauchants et les stocks de poissons grands migrateurs aux niveaux national et régional.
- e) Faciliter les échanges d'informations et de données d'expérience sur l'application de l'Accord.
- f) Aider les États en développement parties à l'Accord, en particulier les moins avancés d'entre eux et les petits États insulaires, à mettre en valeur leurs ressources humaines, contribuer à la formation technique et apporter une assistance technique dans le domaine de la conservation et la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs et de la mise en valeur de la pêche pour ces stocks, dans le respect de l'obligation d'assurer la conservation et une saine gestion de ces ressources.
- g) Concourir aux dépenses liées au règlement selon la partie VIII de l'Accord des différends entre États parties concernant l'interprétation ou l'application de l'Accord, et au règlement des différends entre États concernant l'interprétation ou l'application d'accords sous-régionaux, régionaux ou mondiaux de gestion des pêcheries de stocks chevauchants ou de stocks de poissons grands migrateurs auxquels ils sont parties, notamment les différends sur la conservation et la gestion de ces stocks, en complément de l'assistance éventuellement fournie par le Fonds d'affectation spéciale pour le Tribunal international du droit de la mer créé par la Résolution 55/7 de l'Assemblée générale, le Fonds d'affectation spéciale de la Cour internationale de Justice créé par la Résolution 47/444 de l'Assemblée générale ou le fonds d'assistance financière créé par la Cour permanente d'arbitrage.

N. CONVENTION DE ROTTERDAM

Article 11 – Obligations afférentes aux exportations de produits chimiques inscrits à l'annexe III

"1. Chaque Partie exportatrice doit: (...)

- c) conseiller et assister les Parties importatrices, sur demande et selon qu'il convient, afin:
 - i) qu'elles puissent obtenir des renseignements supplémentaires pour les aider à prendre des mesures conformément au paragraphe 4 de l'article 10 et à l'alinéa c) du paragraphe 2 ci-dessous;
 - ii) qu'elles développent leurs capacités et leurs moyens afin de gérer les produits chimiques en toute sécurité durant la totalité de leur cycle de vie. ..."

Article 16 – Assistance technique

"Les Parties, compte tenu en particulier des besoins des pays en développement et des pays à économie en transition, coopèrent pour promouvoir l'assistance technique nécessaire au développement des infrastructures et des capacités permettant de gérer les produits chimiques et d'appliquer la présente convention. Les Parties dotées de programmes plus avancés de réglementation des produits chimiques devraient fournir une assistance technique, y compris une formation, aux autres Parties, pour que celles-ci puissent se doter des infrastructures et des capacités voulues pour gérer les produits chimiques durant tout leur cycle de vie."

→ Depuis 1998, le Secrétariat a organisé une série d'ateliers sous-régionaux. À l'origine, ces ateliers visaient à mieux faire connaître la Convention de Rotterdam; depuis 2004, ils ont toutefois pour but d'offrir une formation sur son application dans la pratique. Le Secrétariat a en outre organisé des ateliers de formation de formateurs destinés à familiariser certains experts régionaux avec le fonctionnement détaillé de la Convention de Rotterdam. Ces experts participent à leur tour en tant que facilitateurs ou présentateurs à des ateliers organisés dans le cadre de la Convention et collaborent avec les autorités nationales désignées de tel ou tel pays de leur région pour résoudre des problèmes spécifiques liés à la mise en œuvre de la Convention. Le Secrétariat a également mis au point un guide et des études de cas sur l'élaboration de lois nationales pour la mise en œuvre de la Convention, des plans pour la mise en œuvre des AEM relatifs aux produits chimiques et un kit de ressources regroupant toutes les informations sur la Convention pour les parties intéressées, ainsi que d'autres outils et documents d'information qui sont mis à la disposition des Parties grâce à des ateliers – axés sur des questions et programmes plus spécifiques, tels que les synergies, les douanes, les produits chimiques industriels, etc. – et qui ont également été publiés sur le site Web de la Convention de Rotterdam.

→ Dans la dernière décision adoptée lors de sa troisième réunion, en octobre 2006 (UNEP/FAO/RC/COP.3/CRP.10), la CdP a demandé aux Parties de contribuer au Fonds d'affectation spéciale de contributions volontaires pour l'appui aux activités d'assistance technique et a adopté le programme des activités d'assistance technique régionales et nationales pour la période 2007-2008.

→ En octobre 2008, à sa quatrième réunion, la CdP a prié les Parties qui étaient "en mesure de le faire de contribuer au Fonds d'affectation spéciale de contributions volontaires de la Convention pour l'appui aux activités d'assistance technique" et a demandé au Secrétariat d'appuyer les activités prévues dans le programme de fourniture d'assistance technique aux niveaux national et régional pour la période 2009-2011 (Décision RC-4/9) "dans la mesure des ressources disponibles et conformément à la Décision RC-4/12 sur le financement et le budget de l'exercice triennal 2009-2011".

O. CONVENTION DE STOCKHOLM

Article 12 – Assistance technique

"1. Les Parties reconnaissent que la fourniture en temps utile d'une assistance technique appropriée à la demande de Parties qui sont des pays en développement ou à économie en transition est essentielle pour appliquer avec succès la présente convention.

2. Les Parties coopèrent pour fournir en temps utile une assistance technique appropriée aux Parties qui sont des pays en développement ou à économie en transition afin de les aider, compte tenu de leurs besoins particuliers, à développer et à renforcer leurs moyens de s'acquitter de leurs obligations au titre de la Convention.

3. À cet égard, l'assistance technique devant être fournie par les pays développés Parties, et d'autres Parties dans la mesure de leurs moyens, comprend, selon qu'il convient et comme convenu d'un commun accord, la fourniture d'une assistance technique pour le renforcement des capacités aux fins d'exécution des obligations au titre de la Convention. La CdP donnera des directives supplémentaires en la matière.

4. Les Parties prennent, le cas échéant, des dispositions pour fournir une assistance technique et favoriser le transfert de technologie aux Parties qui sont des pays en développement ou à économie en transition, en vue de l'application de la présente convention. Ces dispositions comprennent la création de centres régionaux et sous-régionaux pour le renforcement des capacités et le transfert de technologie afin d'aider les Parties qui sont des pays en développement ou à économie en transition à s'acquitter de leurs obligations au titre de la Convention. La CdP donnera des directives supplémentaires en la matière.

5. Aux fins du présent article, les Parties tiennent pleinement compte des besoins spécifiques et de la situation particulière des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement lorsqu'elles prennent des décisions concernant l'assistance technique."

Article 13 – Ressources financières et mécanismes de financement

→ Les Parties s'engagent à fournir un appui et des incitations d'ordre financier afin de réaliser l'objectif de la Convention. Les pays développés Parties fourniront des ressources financières nouvelles et additionnelles pour permettre aux Parties qui sont des pays en développement ou à économie en transition de couvrir la totalité des surcoûts convenus de l'application des mesures leur permettant de s'acquitter de leurs obligations au titre de la Convention.

→ Établit un mécanisme visant à fournir aux Parties qui sont des pays en développement ou à économie en transition des ressources financières suffisantes et régulières, à titre de dons ou à des conditions de faveur, afin de les aider dans l'application de la Convention.

→ Invite la CdP à élaborer, à sa première réunion, des directives appropriées pour ce mécanisme. À sa deuxième réunion, puis périodiquement, la CdP examinera l'efficacité du mécanisme.

Article 14 – Arrangements financiers provisoires

→ Confie au FEM le soin de faire office, à titre provisoire, de principal organisme chargé du fonctionnement du mécanisme de financement visé à l'article 13.

IV. MÉCANISME RELATIF AU NON-RESPECT DES OBLIGATIONS

A. CIPV
<p>Article VII:2 f) – Dispositions concernant les importations</p> <p>"2. Afin d'entraver le moins possible le commerce international, chaque partie contractante, dans l'exercice de son pouvoir aux termes du paragraphe 1 du présent article, s'engage à agir en se conformant aux dispositions suivantes: ...</p> <p>f) les parties contractantes importatrices devront signaler dès que possible à la partie contractante exportatrice concernée ou, le cas échéant, à la partie contractante réexportatrice concernée les cas importants de non-conformité à la certification phytosanitaire. La partie contractante exportatrice ou, le cas échéant, la partie contractante réexportatrice concernée, procédera à des recherches et communiquera, sur demande, les résultats de celles-ci à la partie contractante importatrice concernée."</p> <p>→ Des directives concernant le non-respect de la certification phytosanitaire uniquement figurent dans les Normes internationales pour les mesures phytosanitaires n° 13 (2001) – Directives pour la notification de non-conformité et d'action d'urgence.</p>
B. ICCAT
<p>Article IX</p> <p>"1. Les parties contractantes sont convenues de prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer l'application de la présente convention. Chaque partie contractante communique à la Commission, tous les deux ans ou chaque fois que la Commission le demande, un compte rendu des mesures prises à cet effet.</p> <p>2. Les parties contractantes s'engagent:</p> <p>a) à fournir, à la demande de la Commission, tous renseignements scientifiques disponibles d'ordre statistique, biologique et autre dont la Commission pourrait avoir besoin aux fins de la présente convention;</p> <p>b) dans le cas où leurs services officiels ne pourraient pas obtenir et fournir eux-mêmes ces renseignements, à permettre que la Commission, après en avoir adressé la demande à la partie contractante intéressée, se les procure directement auprès des compagnies et des pêcheurs qui voudront bien les lui communiquer.</p> <p>3. Les parties contractantes s'engagent, pour assurer l'application des dispositions de la présente convention, à collaborer entre elles à l'adoption de mesures efficaces appropriées et conviennent notamment d'instituer un système de contrôle international applicable dans la zone de la Convention, à l'exception de la mer territoriale et, le cas échéant, des autres eaux sur lesquelles un État est habilité à exercer sa juridiction en matière de pêche, conformément au droit international."</p> <p>→ Le mandat et les attributions du Comité d'application des mesures de conservation et de gestion ont été adoptés dans la Décision 95-15.</p> <p>→ Des procédures concernant le non-respect des obligations ont été appliquées, y compris une réduction des quotas de capture équivalant à la quantité de captures dépassant ces quotas ou à 125% de cet excédent. De plus, des mesures commerciales peuvent être, et ont été, appliquées à des parties contractantes (voir la section II sur les mesures liées au commerce).</p>

C. CITES
1) Dispositions de la Convention
<p>Article XIII – Mesures internationales</p> <p>"1. Lorsque, à la lumière des informations reçues, le Secrétariat considère qu'une espèce inscrite aux annexes I ou II est menacée par le commerce des spécimens de ladite espèce ou que les dispositions de la présente convention ne sont pas effectivement appliquées, il en avertit l'organe de gestion compétent de la Partie ou des Parties intéressées.</p> <p>2. Quand une Partie reçoit une communication des faits indiqués au paragraphe 1 du présent article, elle informe, le plus rapidement possible et dans la mesure où sa législation le permet, le Secrétariat de tous les faits qui s'y rapportent et, le cas échéant, propose des mesures correctives. Quand la Partie estime qu'il y a lieu de procéder à une enquête, celle-ci peut être effectuée par une ou plusieurs personnes expressément agréées par ladite Partie.</p> <p>3. Les renseignements fournis par la Partie ou résultant de toute enquête prévue au paragraphe 2 du présent article sont examinés lors de la session suivante de la CdP, laquelle peut adresser à ladite Partie toute recommandation qu'elle juge appropriée."</p> <p>→ La CdP examine régulièrement la mise en œuvre de la Convention et établit "toute recommandation qu'elle juge appropriée" en cas d'allégations de commerce non viable ou d'application inefficace de la Convention (article XIII). L'évaluation du respect des obligations dans le cadre de la Convention est basée sur des rapports soumis par le Secrétariat à la CdP et aux organes subsidiaires de la CITES (par exemple, les rapports annuels, l'Étude du commerce important, les législations nationales, les infractions alléguées et les autres problèmes de mise en œuvre).</p> <p>→ Le Comité permanent effectue ces activités provisoires au nom de la CdP si cela est nécessaire, et fournit des orientations et des conseils concernant les questions qui lui sont présentées par le Secrétariat dans l'exercice de ses fonctions. En général, la CdP donne des instructions ou délègue ses pouvoirs au Comité permanent, par exemple conformément à la Résolution Conf. 8.4 (Rev. CoP 15), pour qu'il examine des "mesures appropriées" qui peuvent comprendre des restrictions au commerce de spécimens d'espèces mentionnées dans la CITES. Dans certains cas, par exemple conformément à la Résolution Conf. 12.8 (Rev. CoP 13), le Secrétariat recommande au Comité permanent d'adopter des mesures pour faire appliquer la Convention, qui peuvent être une recommandation de suspension du commerce des espèces affectées avec une Partie donnée (voir le guide des procédures CITES pour le respect de la Convention reproduit dans la Résolution Conf. 14.3).</p> <p>→ Comme la CITES a recours à des mesures commerciales pour sa mise en œuvre, l'une des recommandations visant à améliorer l'efficacité de la Convention est une suspension provisoire du commerce préconisée par la CdP ou par le Comité permanent. En pratique, il s'agit d'un délai pendant lequel la Partie concernée peut passer du non-respect au respect de ses obligations, notamment en soumettant les rapports annuels manquants, en adoptant une législation appropriée, en luttant contre le commerce illicite et en le réduisant, ou en donnant suite aux recommandations spécifiques du Comité permanent concernant la mise en œuvre de l'article IV de la Convention dans le contexte de l'Étude du commerce important. Si un grave problème de non-respect des obligations est identifié, il ne convient pas que les Parties n'y donnent pas suite. Les recommandations concernant la suspension du commerce peuvent être considérées comme une mesure de précaution visant à empêcher une infraction continue à la Convention qui pourrait être préjudiciable à la survie d'une ou plusieurs espèces mentionnées dans la CITES.</p> <p>→ Les recommandations visant à suspendre le commerce sont généralement utilisées en dernier recours, et il est d'une extrême importance, pour la CITES, d'encourager et d'aider les Parties à respecter la Convention grâce à des consultations, des conseils ou une assistance. En outre, de telles mesures sont utilisées en général lorsque les niveaux d'échanges sont importants et qu'il n'existe aucune mesure nationale permettant de mettre en œuvre la Convention. Enfin, ces recommandations sont levées immédiatement lorsqu'une Partie respecte ses obligations.</p>
2) Résolutions et Décisions de la Conférence des Parties
<p>Résolution Conf. 8.4 (Rev. CoP 15)</p> <p>"Charge le Comité permanent de déterminer quelles Parties n'ont pas adopté de mesures appropriées pour l'application effective de la Convention, et d'envisager de telles mesures pour que cette disposition soit respectée, notamment des recommandations de suspension du commerce, conformément à la Résolution Conf. 14.3";</p>

Résolution Conf. 11.3 (Rev. CoP 15) – Application de la Convention et lutte contre la fraude

"... Concernant l'application de la Convention, les contrôles et la coopération

Prie instamment les Parties de renforcer dès que possible leur contrôle du commerce de la faune et de la flore sauvages dans les territoires se trouvant sous leur juridiction, et en particulier leur contrôle des envois en provenance des pays de production, notamment des pays voisins, et de procéder à une vérification stricte, auprès des organes de gestion, des documents délivrés par ces pays; et

Recommande:

- a) à toutes les Parties:
 - i) de reconnaître la gravité du problème du commerce illicite de la faune et de la flore sauvages et d'en faire une priorité pour leurs agences nationales de lutte contre la fraude;
 - ii) d'envisager, s'il y a lieu, de formuler des plans d'action nationaux et régionaux incluant un calendrier, des objectifs et des dispositions en matière de financement, conçus de manière à améliorer l'application de la CITES, à en respecter les dispositions, et à appuyer les agences de lutte contre la fraude;
 - iii) d'accorder aux cadres chargés de la lutte contre la fraude une formation, un statut et une compétence équivalents à ceux de leurs homologues de la police et des douanes;
 - iv) d'assurer une stricte application et un contrôle strict de tous les mécanismes et dispositions de la Convention relatifs à la réglementation du commerce des espèces animales et végétales inscrites à l'annexe II, et de toutes les dispositions en faveur de la protection, contre le commerce illégal, des espèces inscrites aux annexes;
 - v) en cas de violation des dispositions susmentionnées, de prendre immédiatement des mesures appropriées au titre de l'article VIII, paragraphe 1, de la Convention, afin de pénaliser ces violations et d'y remédier de manière appropriée; et
 - vi) de s'informer les unes les autres de toutes les circonstances et faits qui pourraient relever d'un trafic illégal et également des mesures de contrôle appliquées, dans le but de mettre fin à un tel trafic;
- b) aux Parties de préconiser des sanctions aux infractions en rapport avec la nature et la gravité de celles-ci;
- c) aux Parties qui n'ont pas encore signé ou ratifié la Convention de l'ONU contre le Crime organisé transnational et la Convention des Nations Unies contre la corruption, d'envisager de le faire;
- d) aux Parties importatrices en particulier, de n'accepter, en aucune circonstance ou sous aucun prétexte, des documents d'exportation ou de réexportation délivrés par quelque autorité que ce soit, quel qu'en soit le niveau hiérarchique, autre que l'organe de gestion désigné officiellement comme compétent par la Partie exportatrice ou réexportatrice et dûment notifié au Secrétariat;
- e) au pays d'importation qui a des raisons de croire que des spécimens d'une espèce inscrite à l'annexe II ou à l'annexe III font l'objet d'un commerce contrevenant aux lois de tout pays concerné par la transaction:
 - i) d'informer immédiatement le pays dont les lois paraissent avoir été violées et, autant que possible, de lui fournir des copies de tous les documents relatifs à la transaction; et
 - ii) d'appliquer si possible des mesures internes plus strictes en ce qui concerne cette transaction, ainsi que le prévoit l'article XIV de la Convention; et
- f) aux Parties de rappeler à leurs missions diplomatiques, à leurs délégués en mission dans des pays étrangers et à leurs troupes servant sous le drapeau des Nations Unies, qu'ils ne sont pas dispensés d'appliquer les dispositions de la Convention;

Concernant l'application de l'article XIII

Recommande:

- a) que, lorsqu'en application de l'article XIII, le Secrétariat demande des informations sur une infraction présumée, les Parties répondent dans le délai d'un mois ou, si cela est impossible, accusent réception dans le délai d'un mois en indiquant la date, même approximative, à laquelle elles estiment être en mesure de fournir les informations demandées;
- b) que, lorsque dans un délai d'un an, les informations demandées n'ont pas été fournies, les Parties indiquent au Secrétariat les motifs pour lesquels elles n'ont pas été en mesure de répondre;
- c) que, si des problèmes importants d'application de la Convention par des Parties sont portés à son attention, le Secrétariat agisse avec les Parties en question pour essayer de résoudre le problème et, sur demande, fournisse des avis et une assistance technique;
- d) que, s'il apparaît qu'une solution ne peut pas être trouvée aisément, le Secrétariat porte le cas à l'attention du Comité permanent qui peut le poursuivre en contact direct avec la Partie concernée, afin de l'aider à trouver une solution; et
- e) que le Secrétariat tienne les Parties informées aussi complètement que possible, par le biais de notifications, des problèmes de mise en œuvre et des mesures prises pour les résoudre, et qu'il signale ces problèmes dans son rapport sur les infractions présumées ..."

Résolution Conf. 11.17 (Rev. CoP 14) – Rapports nationaux

"Recommande que les Parties, en compilant leur rapport annuel conformément à l'article VIII, paragraphe 7, de la Convention, et à la présente résolution, attachent une attention particulière au rapport sur le commerce des spécimens des espèces faisant l'objet d'un quota d'exportation annuel. Pour ces espèces, le rapport devrait indiquer le quota et le nombre ou la quantité de spécimens effectivement exportés. Lorsqu'un commerce de spécimens relevant du quota de l'année précédente est autorisé au cours de l'année du rapport, cela devrait figurer dans le rapport annuel;

Décide:

- a) que le fait de ne pas soumettre un rapport annuel au 31 octobre de l'année suivant l'année pour laquelle le rapport est dû constitue un problème majeur d'application de la Convention que le Secrétariat soumettra au Comité permanent pour qu'il trouve une solution conforme à la Résolution Conf. 11.3 (Rev. CoP 15); et
- b) que le Secrétariat peut approuver la requête dûment fondée d'une Partie demandant un délai raisonnable après la date limite du 31 octobre pour soumettre son rapport annuel ou bisannuel, sous réserve que la Partie ait adressé au Secrétariat sa demande écrite motivée avant cette date limite;

Charge le Comité permanent de déterminer, sur la base des rapports présentés par le Secrétariat, quelles Parties n'ont pas fourni durant trois années consécutives et sans avoir fourni de justification adéquate, dans le délai fixé dans la présente résolution (ou dans tout délai supplémentaire accordé), leur rapport annuel requis au titre de l'article VIII, paragraphe 7 a), de la Convention;

Recommande aux Parties de ne plus autoriser de commerce de spécimens d'espèces CITES avec les Parties dont le Comité permanent a établi qu'elles n'avaient pas fourni durant trois années consécutives et sans avoir fourni de justification adéquate, dans le délai fixé dans la présente résolution (ou dans tout délai supplémentaire accordé), leur rapport annuel requis au titre de l'article VIII, paragraphe 7 a), de la Convention;

Résolution Conf. 12.8 (Rev. CoP 13) – Étude du commerce important de spécimens d'espèces inscrites à l'annexe II

"... Mesures à prendre concernant l'application des recommandations

- q) le Secrétariat détermine, en consultation avec le Président du Comité pour les animaux ou le Président du Comité pour les plantes, si les recommandations ci-dessus ont été appliquées et fait rapport à cet égard au Comité permanent;
- r) si les recommandations ont été appliquées, le Secrétariat, après consultation du Président du Comité permanent, notifie aux Parties que l'espèce est éliminée du processus;

- s) si le Secrétariat, après consultation du Président du Comité pour les animaux ou du Président du Comité pour les plantes, estime qu'un État de l'aire de répartition n'a pas appliqué les recommandations du Comité pour les animaux ou du Comité pour les plantes conformément au paragraphe n) ou o), il devrait recommander au Comité permanent les mesures appropriées, qui peuvent inclure, en dernier ressort, une suspension de commerce de l'espèce concernée avec cet État. Sur la base du rapport du Secrétariat, le Comité permanent décide des mesures appropriées et fait des recommandations à l'État concerné, ou à toutes les Parties;
- t) le Secrétariat notifie aux Parties les recommandations ou mesures prises par le Comité permanent;
- u) une recommandation de suspension du commerce d'une espèce avec l'État concerné ne devrait être levée que quand cet État a prouvé à la satisfaction du Comité permanent, par l'intermédiaire du Secrétariat, qu'il applique l'article IV, paragraphe 2 a), 3 ou 6 a); et
- v) le Comité permanent, en consultation avec le Secrétariat et le Président du Comité pour les animaux ou le Président du Comité pour les plantes, examine les recommandations de suspension de commerce en place depuis plus de deux ans et, s'il y a lieu, prend des mesures pour traiter la situation; ..."

→ La liste des recommandations du Comité permanent formulées conformément à cette résolution pour suspendre les importations des espèces couvertes par la CITES en provenance de certains pays figure dans la Notification n° 2010/012 du 15 juin 2010.

D. CCAMLR

1) *Promotion du respect des mesures*

Article XXI

"1. Chaque partie contractante prend, dans les limites de sa compétence, les mesures appropriées pour assurer le respect des dispositions de la présente convention et des mesures de conservation adoptées par la Commission qu'elle est tenue d'appliquer aux termes de l'article IX.

2. Chaque partie contractante communique à la Commission des renseignements sur les mesures prises en application du paragraphe 1, y compris sur les sanctions appliquées en cas d'infraction."

Mesure de conservation 10-03 (2009) – Contrôle portuaire des navires transportant de la légine

"... 1. Les parties contractantes effectuent un contrôle de tous les navires de pêche qui entrent dans leurs ports avec une cargaison de *Dissostichus* spp. Le contrôle visera à établir que, si le navire a mené des opérations de pêche dans la zone de la Convention, celles-ci étaient conformes aux mesures de conservation de la CCAMLR, et que s'il a l'intention de débarquer ou de transborder une capture de *Dissostichus* spp., celle-ci est bien accompagnée du certificat de capture de *Dissostichus* exigé par la mesure de conservation 10-05, et qu'elle correspond bien aux informations déclarées sur le document ...

3. Lorsque sont réunies les preuves attestant que le navire a pêché en contravention des mesures de conservation de la CCAMLR, la capture n'est ni débarquée ni transbordée. La partie contractante informe l'État du pavillon du navire des conclusions du contrôle et coopère avec lui pour lui permettre de procéder à une enquête sur l'infraction présumée, et, si nécessaire, d'appliquer les sanctions prévues par sa législation nationale. ..."

Mesure de conservation 10-06 (2008) – Système visant à promouvoir le respect des mesures de conservation de la CCAMLR par les navires des parties contractantes

"... 1. Lors de chaque réunion annuelle, la Commission identifie les parties contractantes dont les navires ont mené des activités de pêche dans la zone de la Convention qui diminuent l'efficacité des mesures de conservation de la CCAMLR. Elle dresse une liste de ces navires (Liste des navires menant des activités de pêche illicite, non réglementée et non déclarée ou "Liste des navires INN-PC"), conformément aux procédures et critères formulés ci-après. ...

4. Pour les besoins de cette mesure de conservation, sont considérées comme ayant mené des activités de pêche qui ont diminué l'efficacité des mesures de conservation adoptées par la Commission, les parties contractantes:

- i) qui ne veillent pas à ce que leurs navires respectent les mesures de conservation adoptées par la Commission et en vigueur, à l'égard des pêcheries auxquelles ils participent et qui sont de la compétence de la CCAMLR;
- ii) dont des navires ont, à plusieurs reprises, été portés sur la Liste des navires INN-PC.

5. Afin de porter un navire de partie contractante sur la Liste des navires INN-CP, il sera demandé des preuves, rassemblées en vertu des paragraphes 2 et 3, selon lesquelles le navire:
- i) a mené des activités de pêche dans la zone de la Convention de la CCAMLR sans qu'une licence lui ait été délivrée conformément à la mesure de conservation 10-02, ou en contrevenant aux conditions régissant la délivrance de cette licence relativement aux secteurs, espèces et dates autorisées; ou
 - ii) n'a pas enregistré ou déclaré ses captures effectuées dans la zone de la Convention en vertu du système de déclaration applicable aux pêcheries auxquelles il a pris part, ou a fait de fausses déclarations; ou
 - iii) a mené des opérations de pêche lorsque la pêche était fermée ou dans des régions fermées, contrevenant aux mesures de conservation de la CCAMLR; ou
 - iv) a utilisé des engins interdits, en violation des mesures de conservation applicables de la CCAMLR; ou
 - v) a transbordé des captures, pris part à des opérations de pêche, soutenu ou réapprovisionné d'autres navires reconnus par la CCAMLR comme menant des opérations de pêche INN (à savoir des navires figurant sur la Liste des navires INN-PC ou sur la Liste des navires INN-PNC établies en vertu de la mesure de conservation 10-07); ou
 - vi) n'a pas produit, quand il y était tenu en vertu de la mesure de conservation 10-05, un certificat de capture valable pour *Dissostichus* spp.; ou
 - vii) a mené des activités de pêche, d'une manière qui compromet la réalisation des objectifs de la Convention dans les eaux adjacentes aux îles, dans la zone d'application de la Convention, sur laquelle la souveraineté des États est reconnue par toutes les parties contractantes, dans les termes de la déclaration faite par le président le 19 mai 1980; ou
 - viii) a mené des activités contraires à toute autre mesure de conservation de la CCAMLR d'une manière qui compromet la réalisation des objectifs de la Convention conformément à l'article XXII de la Convention. ...
7. Les parties contractantes dont les navires figurent sur la Liste provisoire des navires INN-PC transmettent, avant le 1^{er} septembre, leurs commentaires au Secrétaire exécutif, en y ajoutant des données vérifiables de VMS et autres informations de support démontrant que les navires portés sur la liste n'ont pas mené les activités de pêche qui ont entraîné leur inscription sur le projet de Liste des navires INN-PC. ...
12. Lors de chaque session annuelle de la CCAMLR, le Comité permanent sur l'application et l'observation de la réglementation (SCIC), par consensus:
- a) adopte une Liste proposée des navires INN-PC, après examen de la Liste provisoire des navires INN-PC et des informations et preuves à l'appui distribuées aux termes du paragraphe 10. La Liste proposée des navires INN-PC est soumise à la Commission pour approbation;
 - b) recommande à la Commission, le cas échéant, quels navires devraient être rayés de la Liste de navires INN-PC adoptée à la session annuelle précédente de la CCAMLR, après examen de cette liste et des informations et preuves à l'appui distribuées aux termes du paragraphe 10 ...
14. Le SCIC recommande à la Commission de rayer un navire de la Liste des navires INN-PC si la partie contractante a pu prouver:
- i) que le navire n'a pas pris part aux activités décrites au paragraphe 1 qui ont entraîné son inscription sur la Liste des navires INN-PC; ou
 - ii) qu'elle a pris des mesures efficaces en réponse aux activités en question, entre autres en lançant des poursuites ou en imposant des sanctions d'une sévérité adéquate; ou
 - iii) que le navire a changé de propriétaire, ou de propriétaire à titre bénéficiaire, s'il est reconnu que celui-ci est distinct du propriétaire immatriculé, et que le nouvel armement peut établir que le propriétaire précédent n'a plus d'intérêts juridiques, financiers ou de fait dans le navire, ni n'exerce de contrôle sur celui-ci et que le nouveau propriétaire n'a pas été impliqué dans la pêche INN; ou
 - iv) qu'elle a pris des mesures considérées comme suffisantes pour s'assurer que si elle octroie son pavillon au navire, cela n'aura pas pour conséquence d'entraîner une pêche INN ...

22. Sans préjudice des droits des États du pavillon et des États côtiers de prendre les actions voulues en vertu du droit international, les parties contractantes ne doivent pas prendre de mesures commerciales ou autres sanctions qui ne sont pas conformes à leurs obligations internationales contre des navires, en fondant leurs actions sur le fait que le ou les navire(s) a (ont) été porté(s) sur le projet de Liste des navires INN-PC dressé par le secrétariat exécutif, conformément au paragraphe 6.

23. Le président de la Commission demande aux parties contractantes identifiées conformément au paragraphe 1 de prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour éviter que les activités de leurs navires compromettent l'efficacité des mesures de conservation de la CCAMLR et d'informer la Commission des mesures prises à cet égard.

24. La Commission examine, si besoin est, lors des réunions annuelles suivantes de la CCAMLR, les mesures prises par les parties contractantes ayant fait l'objet de requêtes conformément au paragraphe 23 et identifie celles qui n'ont pas rectifié leurs activités de pêche.

25. La Commission décide des mesures qu'il convient de prendre vis-à-vis de *Dissostichus* spp. pour résoudre ces difficultés avec les parties contractantes identifiées. À cet égard, les parties contractantes peuvent coopérer pour adopter des mesures commerciales multilatérales appropriées et acceptées, conformes à leurs obligations de Membres de l'[OMC], qui pourraient s'avérer nécessaires pour prévenir, contrecarrer et éliminer les activités de pêche IUU identifiées par la Commission. Les mesures commerciales multilatérales peuvent servir à soutenir les efforts de coopération afin d'assurer que le commerce de *Dissostichus* spp. et de ses produits ne puisse nullement encourager la pêche IUU ou diminuer de quelle que manière que ce soit l'efficacité des mesures de conservation de la CCAMLR qui sont conformes à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982."

Résolution 19/XXI – Pavillons de non-respect

"La Commission ... prie instamment toutes les parties contractantes et non contractantes coopérant avec la CCAMLR

1. sans préjudice de la primauté de la responsabilité de l'État du pavillon, de prendre des mesures ou encore de coopérer afin de garantir, dans toute la mesure du possible, que les ressortissants relevant de leur juridiction ne soutiennent ni ne mènent d'activités de pêche IUU, pas même en prenant un engagement à bord d'un navire FONC dans la zone de la Convention de la CCAMLR si cela est conforme à leur droit national;
2. de veiller à l'entière coopération de leurs agences et industries nationales concernées pour mettre en œuvre les mesures adoptées par la CCAMLR;
3. d'élaborer des moyens visant à garantir l'interdiction d'exportation ou de transfert de navires de pêche de leur État à un État FONC;
4. d'interdire les débarquements et les transbordements de poissons et de produits de poisson provenant de navires FONC.

2) Système de contrôle

Article XXIV

"1. Les parties contractantes conviennent de créer un système d'observation et de contrôle pour promouvoir les objectifs de la présente convention et en faire respecter les dispositions.

2. La Commission organise le système d'observation et de contrôle sur la base des principes suivants:

- a) les parties contractantes collaborent entre elles pour assurer une mise en œuvre efficace du système d'observation et de contrôle, compte tenu des pratiques internationales existantes. Ce système comporte notamment des procédures relatives à la visite à bord et à l'inspection par des observateurs et inspecteurs désignés par les membres de la Commission et des procédures relatives aux poursuites engagées et aux sanctions appliquées par l'État du pavillon sur la base des preuves recueillies au cours de ces visites à bord et de ces inspections. Un rapport sur ces poursuites et sur les sanctions imposées doit être inclus dans les renseignements visés à l'article XXI;
- b) pour vérifier si les mesures adoptées aux termes de la présente convention sont dûment respectées, l'observation et le contrôle sont effectués à bord des navires qui se livrent à des opérations de recherche scientifique ou de capture de ressources marines vivantes dans la zone d'application de la Convention, par des observateurs et des inspecteurs désignés par les membres de la Commission et opérant dans des conditions à définir par la Commission;

<p>c) les observateurs et les inspecteurs désignés restent soumis à la juridiction de la partie contractante dont ils sont les ressortissants. Ils font rapport au membre de la Commission qui les a désignés et qui, à son tour, fait rapport à la Commission."</p> <p>→ Le système de contrôle de la CCAMLR est en place depuis 1989. Des contrôles des navires de pêche et de recherche battant le pavillon d'États membres de la CCAMLR sont effectués régulièrement par des contrôleurs de la CCAMLR désignés par les membres.</p> <p>→ En décembre 2000, la Commission a créé le Comité permanent sur l'observation et le contrôle (SCOI), qui est chargé d'étudier toutes les questions liées aux contrôles réalisés et aux mesures prises par les membres pour faire respecter les mesures de conservation et de donner des avis à ce sujet à la Commission. En 2002, le Sous-Comité a changé de nom et pris celui de Comité permanent sur l'application et l'observation des mesures (SCIC).</p> <p>→ En 2004, la Commission est convenue d'un ensemble de principes permettant d'élaborer et d'appliquer une méthodologie comparative pour déterminer si les mesures de conservation de la CCAMLR sont respectées. Les travaux sur la procédure permettant d'évaluer le respect des mesures se sont poursuivis en 2005 et 2006.</p>
<p>E. PROTOCOLE DE MONTREAL</p>
<p>Article 4A – Réglementation des échanges commerciaux avec les Parties</p> <p>"1. Lorsque après la date d'élimination qui lui est applicable pour une substance réglementée donnée une Partie se trouve dans l'incapacité, bien qu'ayant pris toutes les mesures pratiques pour s'acquitter de ses obligations en vertu du Protocole, de mettre un terme à la production de ladite substance destinée à la consommation intérieure, aux fins d'utilisations autres que celles que les Parties ont décidé de considérer comme essentielles, ladite Partie interdit l'exportation de quantités utilisées, recyclées et régénérées de ladite substance lorsque ces quantités sont destinées à d'autres fins que la destruction."</p> <p>Article 8 – Non-respect</p> <p>"À leur première réunion, les Parties examinent et approuvent des procédures et des mécanismes institutionnels pour déterminer le non-respect des dispositions du présent protocole et les mesures à prendre à l'égard des Parties contrevenantes."</p> <p>→ En 1992, la RdP IV a adopté des procédures applicables en cas de non-respect des dispositions et établi un Comité d'application. Les fonctions du Comité consistent à veiller à la réception, à procéder à l'examen et à rendre compte de toute communication envoyée par une ou plusieurs Parties et de toute information ou observation transmise par le Secrétariat aux fins de l'établissement du rapport visé à l'article 12 du Protocole. Après avoir reçu le rapport du Comité, la RdP peut, compte tenu des circonstances particulières de l'affaire en question, décider et préconiser des mesures visant à assurer la pleine conformité au Protocole, y compris des mesures pour aider une Partie à respecter le Protocole et à promouvoir les objectifs dudit protocole.</p> <p>→ Le Fonds multilatéral précité aide les pays en développement dans la mise en œuvre des mesures de contrôle prévues par le Protocole.</p>
<p>F. CONVENTION DE BALE</p>
<p>→ À la CdP 6, les Parties ont adopté une décision concernant le mécanisme permettant de faire respecter la Convention, qui établit un mécanisme visant à favoriser l'exécution et le respect des obligations. Ce mécanisme est un outil non conflictuel, souple et non contraignant qui vise à prévenir et régler les problèmes. Il sera administré par un Comité composé de 15 membres conformément au principe de la représentation géographique équitable entre les cinq groupes régionaux des Nations Unies. Des communications peuvent être présentées au Comité par: une Partie au sujet du respect de ses propres obligations; une Partie au sujet du respect des obligations d'une autre Partie; ou le Secrétariat. Les communications concernant le respect des obligations sont transmises à la Partie en question, qui peut y répondre ou formuler des observations. Le Comité peut fournir des conseils à la Partie concernée pour l'aider à respecter ses obligations, tels que: des recommandations concernant les régimes réglementaires; une assistance, y compris un soutien financier et technique; l'élaboration de plans d'action librement consentis visant le respect des obligations; et/ou des modalités de suivi. Il peut aussi examiner des questions générales ayant trait au respect et à l'application de la Convention, et peut recommander à la CdP de prendre des mesures supplémentaires dans des cas spécifiques.</p> <p>→ À la septième réunion de la CdP, les Parties ont approuvé le premier programme de travail pour la période 2005-2006 qui chargeait le Comité, dans le cadre de son pouvoir d'examen général, d'identifier et d'analyser les difficultés ayant trait à l'obligation de communiquer des renseignements en vertu de la Convention de Bâle, à la désignation et au fonctionnement des autorités compétentes et des correspondants nationaux, et à l'élaboration d'une législation nationale en vue d'appliquer efficacement la Convention de Bâle. Au cours de la période biennale 2005-2006, le Comité a aussi fourni des conseils au Secrétariat pour l'établissement de directives pour l'élaboration d'une législation nationale qui a pour objet d'aider les Parties à s'assurer que la législation aux fins de la mise en œuvre est appropriée.</p>

→ Les résultats de la mise en œuvre du programme de travail pour 2005-2006 ont été rapportés lors de la huitième réunion de la CdP. À sa huitième réunion, la CdP a approuvé le programme de travail pour la période 2007-2008 du Comité chargé d'administrer le mécanisme visant à favoriser l'exécution et le respect, qui, dans le cadre de son pouvoir d'examen général, comprenait: a) que le Comité poursuive ses efforts pour mieux cerner les problèmes liés à la communication des renseignements dans le but de fournir des orientations sur les différentes modalités susceptibles d'améliorer la communication des renseignements, sachant qu'il s'agit d'un élément déterminant du fonctionnement efficace de la Convention; et b) que le Comité entreprenne des travaux sur la question du trafic illicite.

→ À la CdP 9, les Parties ont approuvé le programme de travail du Comité pour la période 2009-2011, qui donnait pour instruction au Comité de trouver des solutions aux lacunes ou contraintes liées à l'absence de communications spécifiques au Comité, en vue d'élaborer des recommandations qui seraient examinées à la dixième réunion de la Conférence des Parties sur les mesures appropriées pour répondre à ces lacunes et contraintes. Le Comité était également chargé d'entreprendre plusieurs activités dans le but d'améliorer l'établissement des rapports nationaux, ainsi que la mise en œuvre et le respect d'obligations spécifiques en vertu des articles 3 (définitions nationales des déchets dangereux), 4 (obligations générales), 5 (désignation des autorités compétentes et du correspondant) et 6 (mouvements transfrontières entre Parties). Depuis la CdP 9, le Comité a établi un annuaire des institutions offrant des activités de formation sur la prévention et la lutte contre le trafic illicite, ainsi qu'un guide visant à améliorer l'établissement des rapports nationaux.

→ À ce jour, le Comité a reçu une communication volontaire d'Oman et neuf communications du Secrétariat.

→ La réunion suivante du Comité aura lieu du 21 au 23 mars 2011.

G. CDB

Article 26 – Rapports

"Selon une périodicité qui sera déterminée par la CdP, chaque partie contractante présente à la CdP un rapport sur les dispositions qu'elle a adoptées pour appliquer la présente convention et la mesure dans laquelle elles ont permis d'assurer la réalisation des objectifs qui y sont énoncés."

→ Trois rapports nationaux ont été présentés jusqu'à maintenant, soit en 1998, en 2001, en 2004 et en 2009.

→ La CDB ne dispose pas de procédure visant à assurer le respect des obligations. Aucune évaluation officielle n'a eu lieu en ce qui concerne le respect de la Convention par les Parties ou par les non-Parties.

H. PROTOCOLE DE CARTHAGENE

Article 27 – Responsabilité et réparation

"La [CdP], siégeant en tant que [RdP] au présent protocole, engage, à sa première réunion, un processus visant à élaborer des règles et procédures internationales appropriées en matière de responsabilité et de réparation pour les dommages résultant de mouvements transfrontières d'[OVM], en analysant et en prenant dûment en compte les travaux en cours en droit international sur ces questions, et s'efforce d'achever ce processus dans les quatre ans."

→ À sa première réunion, la [CdP] siégeant en tant que [RdP] a créé, par sa Décision BS-I/8, un Groupe de travail spécial à composition non limitée d'experts juridiques et techniques sur la responsabilité et la réparation. Le Groupe de travail est chargé, entre autres, d'analyser des questions ayant trait: à la définition et la nature du dégât, l'estimation du préjudice causé à la biodiversité et à la santé humaine, au seuil du préjudice, à la cause, à la canalisation de la responsabilité, à la norme de la responsabilité et du droit d'introduire des réclamations.

→ À sa troisième réunion, la [CdP] siégeant en tant que [RdP] a adopté la Décision BS-III/12 par laquelle elle est convenue de convoquer une réunion du Groupe de travail avant la quatrième réunion de la [CdP] siégeant en tant que [RdP] et a exhorté les Parties qui sont des pays développés, les autres gouvernements et les donateurs à fournir les contributions financières volontaires nécessaires pour appuyer la participation des Parties qui sont des pays en développement et des pays à économie en transition aux réunions du groupe de travail.

Article 33 – Suivi et établissement des rapports

"Chaque Partie veille au respect des obligations qui sont les siennes en vertu du présent protocole et, à des intervalles réguliers décidés par la [CdP] siégeant en tant que [RdP] au Protocole, fait rapport à la [CdP] siégeant en tant que [RdP] au Protocole sur les mesures qu'elle a prises pour en appliquer les dispositions."

→ À sa première réunion, la CdP siégeant en tant que RdP a approuvé le format des rapports nationaux intérimaires sur la mise en œuvre du Protocole (Décision BS-I/9) et est convenue de la périodicité et de l'échéancier de tels rapports (les rapports doivent être soumis 12 mois avant la réunion de la CdP siégeant en tant que [RdP] au Protocole où ils seront examinés, sur la base d'une périodicité de quatre ans mais, pendant la période initiale de quatre ans, un rapport intérimaire devra être soumis deux ans après l'entrée en vigueur du Protocole).

→ À sa troisième réunion, la CdP siégeant en tant que RdP a approuvé le format de rapport national (Décision BS-III/14) et a prié les Parties de soumettre, au plus tard 12 mois avant sa quatrième réunion, leur premier rapport national régulier couvrant la période qui va de l'entrée en vigueur du Protocole pour chaque Partie à la date à laquelle le rapport doit être soumis.

→ À sa cinquième réunion, la CdP siégeant en tant que RdP a approuvé un format pour l'établissement, par les Parties, de leur deuxième rapport national (Décision BS-V/14) et a demandé aux Parties de respecter leurs obligations en matière de rapports découlant de l'article 33 et conformément aux décisions pertinentes.

Article 34 – Respect des obligations

"La [CdP] siégeant en tant que [RdP] au Protocole examine et approuve, à sa première réunion, des procédures et des mécanismes institutionnels de coopération propres à encourager le respect des dispositions du Protocole et à traiter les cas de non-respect. Ces procédures et mécanismes comportent des dispositions visant à offrir des conseils ou une assistance, le cas échéant. Ils sont distincts et sans préjudice de la procédure et des mécanismes de règlement des différends établis en vertu de l'article 27 de la Convention."

→ À sa première réunion, la [CdP] siégeant en tant que [RdP] a adopté des procédures et des mécanismes de respect des obligations au titre du Protocole (Décision BS-I/7), y compris l'établissement d'un comité chargé du respect des obligations, devant se réunir deux fois par an, composé de 15 membres proposés par les Parties et élus par la CdP siégeant en tant que [RdP] au Protocole. Ces membres siégeront à titre personnel.

→ Le Comité reçoit, par l'intermédiaire du Secrétariat, toute communication relative au respect des obligations présentée par: toute Partie en ce qui la concerne; toute Partie intéressée ou susceptible d'être intéressée, en ce qui concerne une autre Partie. La [CdP] siégeant en tant que [RdP] peut, sur recommandations du comité chargé du respect des obligations, prendre une ou plusieurs des mesures suivantes:

- a) fournir une assistance financière et technique;
- b) mettre en garde la Partie concernée;
- c) prier le Secrétaire exécutif de publier les cas de non-respect dans le BCH;
- d) dans les cas répétés de non-respect, prendre des mesures telles que pourra en décider la [CdP] siégeant en tant que [RdP], à sa quatrième réunion.

→ À sa première réunion en mars 2005, le Comité chargé du respect des obligations a élaboré ses statuts qui ont été adoptés par la [CdP] siégeant en tant que [RdP] lors de sa deuxième réunion (Décision BS-II/1).

→ La deuxième réunion du Comité chargé du respect des obligations s'est tenue en février 2006. La [CdP] siégeant en tant que RdP a examiné, à sa troisième réunion, les recommandations formulées par le Comité chargé du respect des obligations et a adopté la Décision BS-III/1 qui, entre autres, appelle les "Parties qui n'ont toujours pas de mécanismes administratifs et juridiques en place au niveau national à prendre les mesures nécessaires et, en particulier, à accorder une attention appropriée à l'élaboration de cadres nationaux de prévention des risques biotechnologiques" et prie instamment "les Parties qui ont dûment achevé l'élaboration de leurs cadres nationaux de prendre les mesures nécessaires, y compris l'allocation des ressources suffisantes, pour rendre ces cadres opérationnels et efficaces". La Décision invite également "les Parties et autres gouvernements qui ont des cadres de prévention des risques biotechnologiques bien développés et fonctionnels à coopérer et à faire part de leurs expériences pratiques avec les Parties qui ont des besoins dans ce domaine".

I. PROTOCOLE DE NAGOYA
<p>Article 29: Suivi et établissement des rapports</p> <p>Chaque Partie veille au respect des obligations qui sont les siennes en vertu du présent Protocole et, à des intervalles réguliers et sous la forme décidés par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole, fait rapport à la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole sur les mesures qu'elle a prises pour appliquer les dispositions du présent Protocole.</p> <p>Article 30: Procédures et mécanismes propres à encourager le respect des dispositions du présent Protocole</p> <p>La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole examine et approuve, à sa première réunion, des procédures et des mécanismes institutionnels de coopération propres à encourager le respect des dispositions du Protocole et à traiter les cas de non-respect. Ces procédures et mécanismes comportent des dispositions visant à offrir des conseils ou une assistance, le cas échéant. Ils sont distincts et sans préjudice de la procédure et des mécanismes de règlement des différends prévus à l'article 27 de la Convention.</p>
J. CCNUCC
<p>Article 13 – Règlement des questions concernant l'application</p> <p>"La [CdP] étudiera, à sa première session, la mise en place d'un processus consultatif multilatéral, à la disposition des Parties sur leur demande, pour le règlement des questions relatives à l'application de la Convention."</p> <p>→ En vertu de l'article 13 de la CCNUCC, la CdP 4 a examiné la création d'un Comité consultatif multilatéral (CCM) pour le règlement des questions concernant l'application de la CCNUCC. À ce jour, les Parties n'ont pas établi ce comité, ni établi de processus de consultation multilatéral. Le CCM proposé doit fournir des avis aux Parties et prévenir les différends. Il a un caractère non judiciaire et agit dans un souci de facilitation et de coopération, dans la transparence. Son travail pourrait déboucher sur des recommandations et sur toute mesure qu'il juge appropriée pour la mise en œuvre effective de la Convention.</p> <p>Notifications</p> <p>→ À sa seizième réunion, la CdP a décidé d'améliorer l'établissement des communications nationales des Parties visées à l'annexe I à la Convention concernant les objectifs d'atténuation et la fourniture de l'appui d'ordre financier et technologique et en matière de renforcement des capacités accordé aux pays en développement Parties. Les pays développés sont tenus de soumettre des inventaires annuels de gaz à effet de serre, des rapports d'inventaire et des rapports biennaux sur les progrès accomplis en matière de réduction d'émissions, y compris des informations sur les mesures d'atténuation visant à atteindre leurs objectifs chiffrés d'émission pour l'ensemble de l'économie, sur les réductions obtenues, sur les émissions projetées, et sur l'appui apporté aux pays en développement Parties sous la forme de ressources financières, de technologies et d'un renforcement des capacités. Il a été demandé aux pays développés de communiquer des informations supplémentaires sur les réductions chiffrées d'émissions opérées pour l'ensemble de l'économie. La CdP 16 a décidé d'améliorer les lignes directrices relatives à la notification des informations, ainsi que les lignes directrices relatives à l'examen des informations contenues dans les communications nationales.</p> <p>La CdP 16 a également décidé d'étoffer les informations fournies dans les communications nationales, notamment les inventaires, des Parties non visées à l'annexe I de la Convention (Parties non visées à l'annexe I) sur les mesures d'atténuation et leurs effets, et l'appui reçu, en laissant plus de latitude aux pays les moins avancés parties et aux petits États insulaires en développement. Le contenu et la fréquence des communications nationales n'imposeront pas aux Parties non visées à l'annexe I une charge plus lourde qu'aux Parties visées à l'annexe I. Les Parties non visées à l'annexe I sont tenues de soumettre leurs communications nationales à la CdP, conformément au paragraphe 1 de l'article 12 de la Convention, tous les quatre ans ou conformément à toute nouvelle décision sur la périodicité adoptée par la CdP, prévoyant un calendrier différencié et l'apport dans les meilleurs délais de ressources financières pour financer la totalité des coûts convenus supportés par les Parties non visées à l'annexe I lors de l'élaboration de leurs communications nationales. Les pays en développement, en fonction de leurs capacités et de l'appui fourni à l'établissement de rapports, sont également tenus de soumettre des rapports biennaux actualisés contenant une mise à jour des inventaires nationaux des gaz à effet de serre, notamment un rapport national d'inventaire et des informations sur les mesures prises, les besoins constatés et l'appui reçu en matière d'atténuation. Il y a aura un processus de consultations internationales et d'analyse des rapports biennaux dans le cadre de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre selon des modalités qui ne seront ni intrusives ni punitives et qui respecteront la souveraineté nationale; les consultations et analyses internationales visent à accroître la transparence des mesures d'atténuation et de leurs effets.</p>

K. PROTOCOLE DE KYOTO

Article 16

"La [CRP] au présent protocole envisage dès que possible l'application au présent protocole du processus consultatif multilatéral visé à l'article 13 de la Convention et le modifie s'il y a lieu, à la lumière de toute décision pertinente qui pourra être prise par la [CdP] à la Convention. Tout processus consultatif multilatéral susceptible d'être appliqué au présent protocole fonctionne sans préjudice des procédures et mécanismes mis en place conformément à l'article 18."

Article 18

"À sa première réunion, la [CRP] au présent protocole approuve des procédures et mécanismes appropriés et efficaces pour déterminer et étudier les cas de non-respect des dispositions du présent protocole, notamment en dressant une liste indicative des conséquences, compte tenu de la cause, du type et du degré de non-respect et de la fréquence des cas. Si des procédures et mécanismes relevant du présent article entraînent des conséquences qui lient les Parties, ils sont adoptés au moyen d'un amendement au présent protocole."

→ Un important système a été élaboré pour faciliter, promouvoir et faire respecter les engagements du Protocole: le Comité des contrôles du respect des dispositions, composé du Groupe de l'exécution et du Groupe de la facilitation.

Le Groupe de l'exécution est chargé de déterminer si une Partie visée à l'annexe I ne respecte pas ses objectifs d'émissions, des méthodes et prescriptions concernant les inventaires des gaz à effet de serre et des critères d'admissibilité aux mécanismes de flexibilité. En cas de désaccord entre une Partie et un groupe d'experts, le Groupe de l'exécution décide si des ajustements doivent être apportés aux inventaires de gaz à effet de serre ou s'il convient de corriger la compilation des inventaires des émissions et la comptabilité correspondant aux quantités attribuées (c'est-à-dire le niveau d'émissions attribué à une Partie au cours de la première période d'engagement en vertu du Protocole (2008-2012)).

Le Groupe de la facilitation a pour but de fournir conseils et assistance aux Parties pour la mise en œuvre du Protocole et de promouvoir le respect des engagements pris par les Parties. Il est chargé des questions de mise en œuvre pour ce qui est des mesures prises par les Parties visées à l'annexe I destinées à atténuer les changements climatiques en s'efforçant de minimiser les impacts négatifs de ces mesures sur les pays en développement et de l'utilisation par les Parties visées à l'annexe I des mécanismes comme "complémentaire" des mesures nationales. Le Groupe de la facilitation fournit également des "alertes précoces" des cas dans lesquels une Partie est en danger de ne pas respecter des objectifs d'émission, des engagements pris pour les méthodes et les communications concernant les inventaires de gaz à effet de serre et les engagements pour ce qui est des renseignements supplémentaires devant figurer dans l'inventaire annuel d'une Partie.

[Pour plus d'informations sur le Comité des contrôles du respect des dispositions, y compris sur les questions de mise en œuvre qui lui ont été soumises, voir la page consacrée au contrôle du respect des dispositions sur le site Web de la CCNUCC, à l'adresse suivante: http://unfccc.int/kyoto_protocol/compliance/items/2875.php.]

L. AIBT

Article 19 – Compte administratif

"... 7. Si un membre n'a pas versé intégralement sa contribution au budget administratif dans les quatre mois qui suivent la date à laquelle elle est exigible en vertu du paragraphe 6 du présent article, le Directeur exécutif lui demande d'en effectuer le paiement le plus tôt possible. Si ce membre n'a pas encore versé sa contribution dans les deux mois qui suivent cette demande, il est prié d'indiquer les raisons pour lesquelles il n'a pas pu en effectuer le paiement. S'il n'a toujours pas versé sa contribution sept mois après la date à laquelle elle est exigible, ses droits de vote sont suspendus jusqu'au versement intégral de sa contribution, à moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement. Si, au contraire, un membre a versé intégralement sa contribution au budget administratif dans les quatre mois qui suivent la date à laquelle elle est exigible en vertu du paragraphe 6 du présent article, ce membre bénéficie d'une remise de contribution selon les modalités fixées par le Conseil dans les règles de gestion financière de l'Organisation."

Article 44 – Exclusion

"Si le Conseil conclut qu'un membre a manqué aux obligations que le présent accord lui impose et s'il décide en outre que ce manquement entrave sérieusement le fonctionnement de l'Accord, il peut, par un vote spécial, exclure ce membre de l'Accord. Le Conseil en donne immédiatement notification au dépositaire. Ledit membre cesse d'être partie au présent accord six mois après la date de la décision du Conseil."

M. ACCORD DES NATIONS UNIES SUR LES STOCKS DE POISSONS

→ L'article 17 de la partie IV, intitulé "États non membres et États non participants" dispose qu'un État qui n'est pas membre d'un organisme ni participant à un arrangement régional de gestion des pêcheries n'est pas libéré de l'obligation de coopérer, conformément à la Convention et à l'Accord, à la conservation et à la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs concernés. L'article précise qu'un tel État ne doit pas autoriser les navires battant son pavillon à se livrer à la pêche des stocks de poissons chevauchants ou des stocks de poissons grands migrateurs soumis aux mesures de conservation et de gestion instituées par cette organisation ou cet arrangement.

→ L'article 18 de la partie V, intitulé "Obligations de l'État du pavillon", stipule que l'État du pavillon est tenu de veiller à ce que les navires battant son pavillon respectent les mesures sous-régionales et régionales de conservation et de gestion. Les États n'autoriseront les navires battant leur pavillon à pratiquer la pêche en haute mer que lorsqu'ils peuvent exercer un contrôle efficace sur ces navires. À cette fin, les États ont l'obligation de prendre, en ce qui concerne les navires battant leur pavillon, des mesures permettant d'assurer ce contrôle, y compris: tenue d'un registre national des navires de pêche autorisés à pêcher en haute mer; interdiction de pêcher en haute mer sans l'autorisation nécessaire; obligation de détenir des permis pour la pêche en haute mer; interdiction de pêcher sans autorisation dans des zones relevant de la juridiction nationale d'autres États; réglementation du marquage des navires et engins de pêche conformément aux spécifications types de la FAO pour le marquage et l'identification des bateaux de pêche; obligation de communiquer les données pertinentes relatives à la pêche; mise en œuvre de programmes d'observation et de mécanismes d'inspection nationaux; mise en œuvre de systèmes de surveillance des navires; réglementation des transbordements; et obligation pour l'État du pavillon de veiller à ce que le système national de suivi, de contrôle et de surveillance soit compatible avec les systèmes sous-régionaux, régionaux ou mondiaux existants.

→ La partie VI, intitulée "Respect de la réglementation et répression des infractions" (articles 19 à 23), contient plusieurs dispositions concernant le respect de la réglementation et la répression des infractions, impliquant des activités d'application et de répression de la part de l'État du pavillon et de l'État du port, ainsi qu'un mécanisme de coopération sous-régionale et régionale en matière de police qui peut faire intervenir des États autres que celui du pavillon.

Article 19 – Respect de la réglementation et pouvoirs de police de l'État du pavillon

"1. Tout État veille à ce que les navires battant son pavillon respectent les mesures sous-régionales et régionales de conservation et de gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs. À cette fin, il:

- a) fait respecter ces mesures, quel que soit le lieu de l'infraction;
- b) mène immédiatement, lorsqu'une infraction aux mesures sous-régionales ou régionales de conservation et de gestion est alléguée, une enquête approfondie, qui peut comprendre l'inspection matérielle des navires concernés, et fait rapport sans retard sur le déroulement et les résultats de cette enquête à l'État qui a allégué l'infraction ainsi qu'à l'organisation ou arrangement sous-régional ou régional compétent;
- c) exige de tout navire battant son pavillon qu'il communique aux autorités chargées de l'enquête des renseignements concernant sa position, ses captures, ses engins de pêche, ses opérations de pêche et ses activités connexes dans la zone de l'infraction présumée;
- d) s'il est convaincu de disposer de preuves suffisantes concernant l'infraction présumée, saisit ses autorités compétentes en vue d'engager sans retard des poursuites conformément à son droit interne et, s'il y a lieu, immobilise le navire en cause; et
- e) veille à ce que tout navire dont il a été établi conformément à son droit interne qu'il a commis une infraction grave auxdites mesures ne se livre plus à des opérations de pêche en haute mer jusqu'à ce que toutes les sanctions imposées par l'État du pavillon pour cette infraction aient été exécutées.

2. Toutes les enquêtes et procédures judiciaires sont menées dans les plus brefs délais. Les sanctions encourues pour les infractions doivent être suffisamment rigoureuses pour garantir le respect des mesures de conservation et de gestion et décourager les infractions en quelque lieu que ce soit, et elles doivent priver les auteurs des infractions des profits découlant de leurs activités illégales. Les mesures applicables aux capitaines et autres officiers des navires de pêche comprennent des dispositions pouvant autoriser, entre autres, le refus, le retrait ou la suspension de l'autorisation d'exercer les fonctions de capitaine ou d'officier à bord de ces navires ..."

Article 20 – Coopération internationale en matière de police

→ Dispose que les États coopèrent, soit directement soit par l'intermédiaire d'organisations ou arrangements de gestion des pêcheries sous-régionaux ou régionaux, pour assurer le respect et la mise en application des mesures sous-régionales et régionales de conservation et de gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrants.

Article 21 – Coopération sous-régionale et régionale en matière de police

→ Prévoit un mécanisme de coopération sous-régionale et régionale en matière de police, qui peut inclure l'arraisonnement et l'inspection des navires par des inspecteurs d'un État autre que celui du pavillon dans le cadre d'un organisme ou d'un arrangement régional de gestion des pêcheries.

Article 22 – Procédures de base applicables en cas d'arraisonnement et d'inspection conformément à l'article 21

→ Prévoit les procédures de base que doivent appliquer, en cas d'arraisonnement et d'inspection, les inspecteurs dûment habilités d'un État qui procède à l'inspection.

Article 23 – Mesures à prendre par l'État du port

→ Décrit les mesures coercitives qui peuvent être prises par l'État du port lorsque des navires de pêche se trouvent volontairement dans ses ports ou ses installations terminales au large. Ces mesures peuvent inclure le contrôle des documents, des engins de pêche et des captures à bord des navires, ainsi que l'interdiction des débarquements et des transbordements s'il existe une réglementation nationale à cet effet.

N. CONVENTION DE ROTTERDAM**Article 17 – Procédure applicable en cas de non-respect**

"La CdP élabore et approuve, dès que possible, des procédures et des mécanismes institutionnels permettant de déterminer les cas de non-respect des dispositions de la présente convention et les mesures à prendre à l'égard des Parties contrevenantes."

→ Conformément à l'article 17, la CdP examine la question des mécanismes applicables en cas de non-respect depuis sa première réunion en 2004. À sa troisième réunion en octobre 2006, la CdP a créé un groupe de travail pour poursuivre les discussions sur les mécanismes et procédures applicables en cas de non-respect, mais aucun consensus ne s'est dégagé quant au texte.¹⁰ Les Parties sont convenues d'utiliser le projet de texte élaboré par le groupe de travail pour servir de base aux futurs travaux à la quatrième réunion de la CdP.

→ À la quatrième réunion de la CdP en octobre 2008, les Parties sont convenues d'examiner plus avant, pour adoption, les procédures et les mécanismes institutionnels sur le non-respect visés à l'article 17, en se fondant sur le projet de texte (Décision RC-4/7):

"La [CdP] (...)

1. *Décide* d'examiner plus avant à sa prochaine réunion ordinaire pour adoption les procédures et mécanismes institutionnels visés à l'article 17 de la Convention;
2. *Décide également* que le projet de texte figurant en annexe à la présente décision constituera la base de ses futurs travaux sur les procédures et mécanismes institutionnels à sa cinquième réunion [en juin 2011]."

¹⁰ Les points principaux sur lesquels il existe des désaccords sont les suivants: nombre de membres, réunions fermées ou ouvertes, procédure d'adoption des décisions, éléments pour déclencher la procédure de non-respect et mesures possibles pour traiter les questions de non-respect.

O. CONVENTION DE STOCKHOLM
<p>Article 15 – Communication des informations → Décrit un mécanisme de communication des informations concernant l'application de la Convention.</p> <p>Article 16 – Évaluation de l'efficacité → Demande à la CdP d'évaluer l'efficacité de la Convention.</p> <p>Article 17 – Non-respect "La [CdP] élabore et approuve, dès que possible, des procédures et des mécanismes institutionnels permettant de déterminer les cas de non-respect des dispositions de la présente convention et les mesures à prendre à l'égard des Parties contrevenantes." → À sa première réunion en 2005, la CdP a décidé de convoquer un groupe de travail spécial à composition non limitée chargé d'examiner les procédures et mécanismes institutionnels sur le non-respect prévus à l'article 17 de la Convention. Le Groupe de travail a recommandé la création d'un comité du respect des obligations qui serait chargé d'examiner les communications présentées par une ou plusieurs Parties et/ou le secrétariat. → À sa deuxième réunion en 2006, la CdP est convenue de convoquer une deuxième réunion du Groupe de travail spécial sur le non-respect avant la troisième réunion de la CdP afin de poursuivre l'examen des procédures et mécanismes applicables en cas de non-respect. → À la troisième réunion de la CdP, les Parties sont convenues d'examiner plus avant à la quatrième réunion de la CdP, pour adoption, les procédures et mécanismes institutionnels sur le non-respect visés à l'article 17 de la Convention et sur la base de la Décision SC-3/20. → À la quatrième réunion de la CdP, les Parties ont adopté la Décision SC-4/33 aux termes de laquelle ils examineront plus avant les procédures et mécanismes institutionnels sur le non-respect à la cinquième réunion de la CdP, en avril 2011.</p>

V. DIFFÉRENDS

AEM	Disposition pertinente	Différend?
A. CIPV	<p>Article XIII – Règlement des différends</p> <p>"1. En cas de contestation sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, ou bien lorsqu'une partie contractante considère qu'une action entreprise par une autre partie contractante est incompatible avec les obligations qu'imposent à cette dernière les articles V et VII de la présente convention, particulièrement en ce qui concerne les motifs d'une interdiction ou d'une restriction à l'importation de végétaux, produits végétaux ou autres articles réglementés provenant de son territoire, les parties contractantes intéressées se consultent dans les plus brefs délais en vue de régler le différend.</p> <p>2. Si le différend ne peut être réglé comme indiqué au paragraphe 1 du présent article, la ou les partie(s) contractante(s) intéressée(s) peu(ven)t demander au Directeur général de la FAO de désigner un comité d'experts chargé d'examiner le différend conformément aux règles et procédures qui pourraient être adoptées par la Commission.</p> <p>3. Le Comité visé au paragraphe 2 du présent article comprendra des représentants désignés par chaque partie contractante concernée. Le Comité examinera le différend en tenant compte de tous les documents et éléments probatoires présentés par les parties contractantes intéressées. Le Comité établira un rapport sur les aspects techniques du différend afin de chercher une solution. Ledit rapport sera rédigé et approuvé conformément aux règles et procédures établies par la Commission et sera transmis par le Directeur général aux parties contractantes intéressées. Le rapport pourra également être transmis, sur demande, à l'organe compétent de l'organisation internationale chargée de régler les différends commerciaux.</p>	Pas de différend formel, mais de nombreux différends ont été réglés dans le cadre de discussions informelles

AEM	Disposition pertinente	Différend?
	<p>4. Tout en ne reconnaissant pas aux recommandations du Comité visé au paragraphe 2 du présent article un caractère obligatoire, les parties contractantes conviennent de les prendre comme bases de tout nouvel examen, par les parties contractantes intéressées, de la question qui est à l'origine du différend.</p> <p>5. Les parties contractantes intéressées partageront les frais de la mission confiée aux experts.</p> <p>6. Les dispositions du présent article constituent un complément et non une dérogation aux procédures de règlement des différends prévues par d'autres accords internationaux traitant de questions commerciales."</p> <p>→ La Commission intérimaire a établi l'Organe subsidiaire pour le règlement des différends en 2001. La première réunion a eu lieu en avril 2003. L'Organe subsidiaire est composé de sept experts venant de chacune des sept régions géographiques de la FAO. Son rôle consiste à aider le secrétariat de la CIPV à conseiller les parties en conflit sur les meilleures méthodes de résolution du différend. L'Organe subsidiaire a publié en 2006 un manuel sur le règlement des différends pour aider les parties dans la mise en œuvre des règles et procédures régissant le règlement des différends dans le cadre de la Convention.</p> <p>→ Le Manuel de règlement des différends de la CIPV est disponible sur le site Web de la CIPV à l'adresse suivante: https://www.ippc.int/index.php?id=1110798&tx_publication_pi1[showUId]=144307&frompage=13412&type=publication&subtype=&L=0#item.</p>	
B. ICCAT	→ Aucune disposition.	Non
C. CITES	<p>Article XVIII – Règlement des différends</p> <p>"1. Tout différend survenant entre deux ou plusieurs Parties à la présente convention relativement à l'interprétation ou l'application des dispositions de ladite Convention fera l'objet de négociations entre les Parties concernées.</p> <p>2. Si ce différend ne peut être réglé de la façon prévue au paragraphe 1 ci-dessus, les Parties peuvent, d'un commun accord, soumettre le différend à l'arbitrage, notamment à celui de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, et les Parties ayant soumis le différend seront liées par la décision arbitrale."</p>	Non
D. CCAMLR	<p>Article XXV</p> <p>"1. En cas de différend entre deux ou plusieurs parties contractantes sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, ces parties contractantes se consulteront en vue de régler le différend par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire ou par tout autre moyen pacifique de leur choix.</p> <p>2. Tout différend de cette nature qui n'aura pu ainsi être réglé sera, avec dans chaque cas l'assentiment de toutes les Parties en cause, porté devant la CIJ ou soumis à l'arbitrage; cependant, l'impossibilité de parvenir à un accord sur le choix de l'une ou l'autre de ces voies de recours ne dispensera pas les parties en cause de l'obligation de continuer à rechercher une solution de leur différend par l'un quelconque des modes de règlement pacifique mentionnés au paragraphe 1 du présent article.</p> <p>3. Lorsque le différend est soumis à l'arbitrage, le tribunal arbitral sera constitué conformément aux dispositions de l'annexe à la présente convention."</p>	Non
E. PROTOCOLE DE MONTREAL	<p>→ L'article 11 de la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone s'applique au Protocole de Montréal et à ses amendements en ce qui concerne le règlement des différends.</p> <p>Convention de Vienne: Article 11 – Règlement des différends</p> <p>"1. En cas de différend entre Parties touchant l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties concernées recherchent une solution par voie de négociation.</p>	Non

AEM	Disposition pertinente	Différend?
	<p>2. Si les Parties concernées ne peuvent pas parvenir à un accord par voie de négociation, elles peuvent conjointement faire appel aux bons offices d'une troisième partie ou lui demander sa médiation.</p> <p>3. Lorsqu'il ratifie, accepte, approuve la présente convention ou y adhère, tout État ou organisation d'intégration économique régionale peut déclarer par écrit auprès du dépositaire que, dans le cas de différends qui n'ont pas été réglés conformément aux paragraphes 1 ou 2 ci-dessus, il accepte de considérer comme obligatoire l'un ou l'autre ou les deux modes de règlement ci-après:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) arbitrage, conformément à la procédure qui sera adoptée par la CdP, à sa première session ordinaire; b) soumission du différend à la [CIJ]. <p>4. Si les Parties n'ont pas, conformément au paragraphe 3 ci-dessus, accepté la même procédure ou une procédure, le différend est soumis à la conciliation conformément au paragraphe 5 ci-après, à moins que les Parties n'en conviennent autrement.</p> <p>5. Une commission de conciliation est créée à la demande de l'une des parties au différend. La commission se compose d'un nombre de membres désignés à part égale par chacune des parties concernées, le Président étant choisi d'un commun accord par les membres ainsi désignés. La commission rend une sentence qui est sans appel, a valeur de recommandation et les Parties l'examinent de bonne foi.</p> <p>6. Les dispositions, objet du présent article, s'appliquent à tout protocole, sauf dispositions contraires du protocole en question."</p>	
F. CONVENTION DE BALE	<p>Article 20 – Règlement des différends</p> <p>"1. Si un différend surgit entre les Parties à propos de l'interprétation, de l'application ou du respect de la présente convention ou de tout protocole y relatif, ces Parties s'efforcent de le régler par voie de négociations ou par tout autre moyen pacifique de leur choix.</p> <p>2. Si les Parties en cause ne peuvent régler leur différend par les moyens mentionnés au paragraphe précédent, ce différend, si les Parties en conviennent ainsi, est soumis à la CIJ ou à l'arbitrage dans les conditions définies dans l'annexe VI relative à l'arbitrage. Toutefois, si les Parties ne parviennent pas à s'entendre en vue de soumettre le différend à la CIJ ou à l'arbitrage, elles ne sont pas relevées de leur responsabilité de continuer à chercher à le résoudre selon les moyens mentionnés au paragraphe 1.</p> <p>3. Lorsqu'il ratifie, accepte, approuve ou confirme formellement la présente convention ou y adhère, ou à tout moment par la suite, tout État ou toute organisation d'intégration politique ou économique peut déclarer qu'il reconnaît comme étant obligatoire <i>ipso facto</i> et sans accord spécial, à l'égard de toute Partie acceptant la même obligation, la soumission du différend:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) à la [CIJ]; et/ou b) à l'arbitrage conformément aux procédures énoncées dans l'annexe VI. <p>Cette déclaration est notifiée par écrit au Secrétariat qui la communique aux Parties."</p> <p>→ Au cas où le différend est soumis à l'arbitrage (annexe VI), le tribunal doit établir ses propres règles de procédure et rendre sa sentence conformément au droit international et aux dispositions de la Convention. Il peut prendre toutes les mesures appropriées pour établir les faits du différend et doit prononcer la sentence dans un délai spécifié. La sentence du tribunal arbitral doit être motivée, et sera définitive et obligatoire pour les Parties au différend.</p>	Non

AEM	Disposition pertinente	Différend?
G. CDB	<p>Article 27 – Règlement des différends</p> <p>"1. En cas de différend entre parties contractantes touchant l'interprétation ou l'application de la présente convention, les Parties concernées recherchent une solution par voie de négociation.</p> <p>2. Si les Parties concernées ne peuvent pas parvenir à un accord par voie de négociation, elles peuvent conjointement faire appel aux bons offices ou à la médiation d'une tierce partie.</p> <p>3. Au moment de ratifier, d'accepter ou d'approuver la présente convention ou d'y adhérer, et à tout moment par la suite, tout État ou organisation régionale d'intégration économique peut déclarer par écrit auprès du dépositaire que, dans le cas d'un différend qui n'a pas été réglé conformément aux paragraphes 1 ou 2 ci-dessus, il ou elle accepte de considérer comme obligatoire l'un ou l'autre des modes de règlement ci-après, ou les deux:</p> <p style="padding-left: 40px;">a) l'arbitrage, conformément à la procédure énoncée à la première partie de l'annexe II;</p> <p style="padding-left: 40px;">b) la soumission du différend à la CIJ.</p> <p>4. Si les Parties n'ont pas accepté la même procédure ou une procédure quelconque, conformément au paragraphe 3 ci-dessus, le différend est soumis à la conciliation conformément à la deuxième partie de l'annexe II, à moins que les Parties n'en conviennent autrement.</p> <p>5. Les dispositions du présent article s'appliquent aux différends touchant un protocole, sauf si celui-ci en dispose autrement."</p>	Non
	<p>→ Les procédures d'arbitrage sont énoncées dans la partie 1 de l'annexe II. La sentence du tribunal arbitral est obligatoire pour les Parties au différend. En cas de différend entre deux Parties, les dispositions relatives à l'arbitrage prévoient la constitution d'un tribunal de trois membres, selon le modèle classique figurant dans le Protocole de Montréal et la Convention de Bâle. Si plus de deux Parties sont en cause, les Parties "ayant le même intérêt" désignent un arbitre "d'un commun accord".</p> <p>→ Si le différend n'est soumis ni à l'arbitrage ni à la CIJ parce que les Parties n'ont pas choisi la même procédure ou une procédure quelconque, le différend doit être soumis à la conciliation. À moins que les Parties n'en conviennent autrement, la conciliation n'aboutit pas à une décision contraignante, mais les propositions de règlement du différend doivent être examinées de bonne foi. Les procédures applicables à la Commission de conciliation de cinq membres figurent dans la partie 2 de l'annexe II.</p>	
H. PROTOCOLE DE CARTHAGENE	→ Conformément à l'article 27(5) de la CDB et à l'article 32 du Protocole, les dispositions relatives au règlement des différends figurant à l'article 27 de la CDB s'appliquent aux différends touchant le Protocole.	Non
I. PROTOCOLE DE NAGOYA	Aucune disposition	Non
J. CCNUCC	<p>Article 14 – Règlement des différends</p> <p>"1. En cas de différend entre deux ou plus de deux Parties au sujet de l'interprétation ou de l'application de la Convention, les Parties concernées s'efforcent de le régler par voie de négociation ou par tout autre moyen pacifique de leur choix.</p>	Non

AEM	Disposition pertinente	Différend?
	<p>2. Lorsqu'elle ratifie, accepte ou approuve la Convention ou y adhère, ou à tout moment par la suite, une Partie qui n'est pas une organisation régionale d'intégration économique peut déclarer dans un instrument écrit soumis au depositaire que pour ce qui est de tout différend lié à l'interprétation ou à l'application de la Convention, elle reconnaît comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, à l'égard de toute Partie acceptant la même obligation:</p> <p>a) la soumission du différend à la CIJ;</p> <p>b) l'arbitrage conformément à la procédure qu'adoptera dès que possible la CdP dans une annexe consacrée à l'arbitrage.</p> <p>Une Partie qui est une organisation régionale d'intégration économique peut faire en matière d'arbitrage une déclaration allant dans le même sens, conformément à la procédure visée à l'alinéa b). ...</p> <p>5. Sous réserve du paragraphe 2, si, à l'expiration d'un délai de 12 mois à compter de la date à laquelle une Partie a notifié à une autre Partie l'existence d'un différend entre elles, les Parties concernées ne sont pas parvenues à régler leur différend en utilisant les moyens décrits au paragraphe 1, le différend, à la demande de l'une quelconque des parties au différend, est soumis à conciliation.</p> <p>6. Une commission de conciliation est créée à la demande de l'une des parties au différend. La Commission est composée de membres désignés, en nombre égal, par chaque partie concernée et d'un Président choisi conjointement par les membres désignés par les Parties. La Commission émet une recommandation, que les Parties examinent de bonne foi.</p> <p>7. La CdP adoptera, dès que possible, une procédure complémentaire de conciliation dans une annexe consacrée à la conciliation.</p> <p>8. Les dispositions du présent article s'appliquent à tout instrument juridique connexe que la CdP pourra adopter, à moins que l'instrument n'en dispose autrement."</p>	
K. PROTOCOLE DE KYOTO	<p>Article 19</p> <p>"Les dispositions de l'article 14 de la Convention relatif au règlement des différends s'appliquent <i>mutatis mutandis</i> au présent protocole."</p>	Non
L. AIBT	<p>Article 31 – Plaintes et différends</p> <p>"Toute plainte contre un membre pour manquement aux obligations que le présent accord lui impose et tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent accord sont déferés au Conseil pour décision. Les décisions du Conseil en la matière sont définitives et ont force obligatoire."</p>	Non
M. ACCORD DES NATIONS UNIES SUR LES STOCKS DE POISSONS	<p>→ La partie VIII intitulée "Règlement pacifique des différends" (articles 27 à 32) contient des dispositions concernant le règlement pacifique des différends découlant de l'application de l'Accord.</p> <p>Article 27 – Obligation de régler les différends par des moyens pacifiques</p> <p>"Les États ont l'obligation de régler leurs différends par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire, de recours aux organismes ou accords régionaux, ou par d'autres moyens pacifiques de leur choix."</p> <p>Article 28 – Prévention des différends</p> <p>"Les États coopèrent en vue de prévenir les différends. À cette fin, ils arrêtent d'un commun accord des procédures de prise de décisions efficaces et rapides au sein des organisations et arrangements de gestion des pêcheries sous-régionaux et régionaux et renforcent le cas échéant les procédures existantes."</p>	Non

AEM	Disposition pertinente	Différend?
	<p>Article 29 – Différends touchant une question technique</p> <p>"En cas de différend touchant une question technique, les États concernés peuvent saisir un groupe d'experts <i>ad hoc</i> créé par eux. Le groupe d'experts s'entretient avec les États concernés et s'efforce de régler rapidement le différend sans recourir à des procédures obligatoires de règlement des différends."</p> <p>Article 30 – Procédures de règlement des différends</p> <p>→ Stipule que les procédures de règlement des différends énoncées dans la partie XV de l'UNCLOS s'appliquent <i>mutatis mutandis</i> à tout différend entre États Parties à l'Accord concernant l'interprétation ou l'application de l'Accord, que lesdits États soient ou non Parties également à l'UNCLOS. Les procédures s'appliquent aussi <i>mutatis mutandis</i> à tout différend entre États Parties à l'Accord concernant l'interprétation ou l'application des accords sous-régionaux, régionaux ou mondiaux de gestion des pêcheries de stocks de poissons chevauchants ou de stocks de poissons grands migrateurs auxquels ils sont parties, y compris tout différend concernant la conservation et la gestion desdits stocks, que lesdits États soient ou non parties à la Convention.</p> <p>Article 31 – Mesures conservatoires</p> <p>"1. En attendant le règlement d'un différend conformément à la présente partie, les parties au différend font tout ce qui est en leur pouvoir pour conclure des arrangements provisoires pratiques.</p> <p>2. Sans préjudice de l'article 290 de la Convention, la cour ou le tribunal saisi du différend en vertu de la présente partie peut prescrire toutes mesures conservatoires qu'il juge appropriées en la circonstance pour préserver les droits respectifs des parties en litige ou prévenir tout dommage aux stocks en question, ainsi que dans les cas visés à l'article 7, paragraphe 5, et à l'article 16, paragraphe 2.</p> <p>3. Tout État partie au présent accord qui n'est pas partie à la Convention peut déclarer que, nonobstant l'article 290, paragraphe 5, de la Convention, le Tribunal international du droit de la mer n'a pas le droit de prescrire, modifier ou rapporter des mesures conservatoires sans son accord."</p> <p>→ Dispositions pertinentes de l'UNCLOS</p> <ul style="list-style-type: none"> - La partie XV de l'UNCLOS stipule que les États Parties à la Convention sont tenus de régler tout différend surgissant entre eux à propos de l'interprétation ou de l'application de la Convention par tous les moyens pacifiques mentionnés dans la Charte des Nations Unies. - À défaut d'un règlement par l'une des procédures aboutissant à une décision non contraignante aux termes de la section 1 de la partie XV, le différend est soumis, à la demande d'une des Parties, aux procédures obligatoires aboutissant à des décisions obligatoires comme le prévoit la section 2 de la partie XV. - L'article 287 énumère les cours ou tribunaux suivants comme étant compétents pour régler les différends en vertu de la section 2: <ul style="list-style-type: none"> - l'ITLOS (établi conformément à l'annexe VI de la Convention), y compris sa Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins; - la CIJ; - un tribunal arbitral constitué conformément à l'annexe VII de la Convention; - un tribunal arbitral spécial, constitué conformément à l'annexe VIII, pour une ou plusieurs des catégories de différends qui y sont spécifiées. 	

AEM	Disposition pertinente	Différend?
	<ul style="list-style-type: none"> - La compétence de l'ITLOS s'étend à tout différend et à toute demande dont il est saisi en vertu de l'UNCLOS et à toute question spécifiquement prévue dans tout autre accord donnant cette compétence au Tribunal. - La section 3 de la partie XV sur les limitations et exceptions à l'application de la section 2 dispose, au paragraphe 3 de l'article 297, que les différends relatifs aux droits souverains de l'État côtier sur les ressources biologiques de sa ZEE, ou à l'exercice de ces droits dans cette zone, sont exclus des procédures obligatoires débouchant sur des décisions obligatoires qui font l'objet de la section 2 de la partie XV. <p>À défaut de règlement en vertu de la section 1 de la partie XV, le différend est soumis obligatoirement à la procédure de conciliation établie à la section 2 de l'annexe V de l'UNCLOS. En vertu de cette procédure, seule la soumission à la procédure est obligatoire puisque le rapport de la Commission de conciliation, y compris ses conclusions ou recommandations, n'ont pas d'effet contraignant à l'égard des Parties au différend.</p>	
N. CONVENTION DE ROTTERDAM	<p>Article 20 – Règlement des différends</p> <p>"1. Les Parties règlent tous leurs différends touchant à l'interprétation ou à l'application de la Convention par voie de négociation ou par tout autre moyen pacifique de leur choix.</p> <p>2. Lorsqu'elle ratifie, accepte ou approuve la présente convention ou y adhère ou à tout autre moment par la suite, toute Partie qui n'est pas une organisation régionale d'intégration économique peut déclarer, dans un instrument écrit soumis au dépositaire, que pour tout différend touchant à l'interprétation ou à l'application de la Convention, elle admet comme obligatoires, dans ses relations avec toute Partie acceptant la même obligation, l'un ou l'autre ou les deux modes de règlement des différends consistant à:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) recourir à un arbitrage conformément aux procédures qui seront adoptées dès que possible par la [CdP] dans une annexe; b) porter le différend devant la [CIJ]. <p>3. Toute organisation régionale d'intégration économique Partie à la Convention peut faire une déclaration, au même effet, concernant l'arbitrage, conformément à la procédure visée à l'alinéa a) du paragraphe 2.</p> <p>4. Toute déclaration faite en application du paragraphe 2 demeure en vigueur jusqu'à l'expiration du délai stipulé dans cette déclaration ou jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du dépôt, auprès du dépositaire, de la notification écrite de sa révocation.</p> <p>5. L'expiration d'une déclaration, la notification de la révocation ou le dépôt d'une nouvelle déclaration n'affectent en rien la procédure engagée devant un tribunal arbitral ou devant la [CIJ], à moins que les parties au différend n'en conviennent autrement.</p> <p>6. Si les parties à un différend n'ont pas accepté la même procédure ou toute autre procédure prévue au paragraphe 2, et si elles n'ont pu régler leur différend dans les 12 mois suivant la notification par une Partie à une autre Partie de l'existence d'un différend entre elles, le différend est porté devant une commission de conciliation, à la demande de l'une des parties au différend. La commission de conciliation dépose un rapport contenant ses recommandations. Les procédures additionnelles concernant la commission de conciliation figureront dans une annexe que la [CdP] adoptera au plus tard à sa deuxième réunion."</p>	Non

AEM	Disposition pertinente	Différend?
	<p>→ Dans sa Décision RC-1/11, la [CdP] a établi des règles concernant le règlement des différends:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans les cas d'arbitrage au titre des paragraphes 1 à 5 de l'article 20, un tribunal arbitral composé de trois membres est établi. Il prononce sa sentence au plus tard cinq mois à partir de la date à laquelle il a été créé. La sentence est obligatoire pour les Parties au différend et les Parties intervenant conformément à l'article 10 dans la mesure où elle a trait à des questions au sujet desquelles ces Parties sont intervenues. Elle est sans appel, à moins que les Parties ne soient convenues à l'avance d'une procédure d'appel. - Dans les cas de conciliation au titre du paragraphe 6 de l'article 20, une commission de conciliation composée de cinq membres est créée. Elle prend ses décisions à la majorité des voix de ses membres et présente un rapport sur le règlement du différend dans les 12 mois suivant sa création. 	
O. CONVENTION DE STOCKHOLM	<p>Article 18 – Règlement des différends</p> <p>"1. Les Parties règlent tout différend surgissant entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente convention par voie de négociation ou par tout autre moyen pacifique de leur choix.</p> <p>2. Lorsqu'elle ratifie, accepte ou approuve la Convention ou y adhère, ou à tout autre moment par la suite, toute Partie qui n'est pas une organisation régionale d'intégration économique peut déclarer dans un instrument écrit soumis au dépositaire que, pour tout différend concernant l'interprétation ou l'application de la Convention, elle reconnaît comme obligatoires l'un ou les deux moyens de règlement des différends ci-après à l'égard de toute Partie acceptant la même obligation:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'arbitrage, conformément aux procédures qu'adoptera dès que possible la [CdP] dans une annexe; b) la soumission du différend à la [CIJ]. <p>3. Toute organisation régionale d'intégration économique Partie à la Convention peut faire une déclaration analogue concernant l'arbitrage, conformément à la procédure visée à l'alinéa a) du paragraphe 2.</p> <p>4. Toute déclaration faite en application du paragraphe 2 ou 3 reste en vigueur jusqu'à l'expiration du délai stipulé dans cette déclaration ou jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du dépôt de la notification écrite de sa révocation auprès du dépositaire.</p> <p>5. L'expiration d'une déclaration, la notification de la révocation d'une déclaration ou le dépôt d'une nouvelle déclaration n'affecte en rien la procédure engagée devant un tribunal arbitral ou la [CIJ], à moins que les parties au différend n'en conviennent autrement.</p> <p>6. Si les parties à un différend n'ont pas accepté le même moyen de règlement ou l'une des procédures prévues au paragraphe 2, et si elles ne sont pas parvenues à régler leur différend dans les 12 mois qui suivent la notification par une partie à une autre partie de l'existence d'un différend entre elles, celui-ci est soumis à une commission de conciliation, à la demande de l'une quelconque des parties au différend. La commission de conciliation présente un rapport assorti de recommandations. Des procédures supplémentaires concernant la commission de conciliation figureront dans une annexe que la [CdP] adoptera au plus tard à sa deuxième réunion."</p>	Non

VI. DISPOSITIONS RELATIVES AUX NON-PARTIES

A. CIPV
Article XVIII – Parties non contractantes "Les parties contractantes encourageront tout État ou toute organisation membre de la FAO n'étant pas partie à la présente convention à accepter cette dernière et elles encourageront toute partie non contractante à appliquer des mesures phytosanitaires compatibles avec les dispositions de la présente convention et avec toute norme internationale adoptée en vertu de celle-ci."
B. ICCAT
<p>→ En 1997, la Commission a adopté une résolution demandant instamment aux non-Parties, aux entités ou entités de pêche qui pêchent dans les zones de la Convention des espèces relevant de la compétence de l'ICCAT de devenir parties contractantes de la Convention ou d'accéder au statut de "Partie, entité ou entité de pêche coopérante" (Résolution 97-17 – Accès au statut de partie, entité ou entité de pêche coopérantes). Ce statut requiert de s'engager fermement à communiquer les mêmes données que celles que les parties contractantes doivent fournir et à respecter les recommandations de la Commission en matière de gestion. Il est accordé pour des périodes d'un an et fait l'objet d'un examen annuel. Le statut de coopérant a été accordé au Taipei chinois et au Mexique en 1999, aux Philippines en 2001, au Guyana en 2003 et aux Antilles néerlandaises en 2004. Le Mexique est devenu membre de l'ICCAT en 2002 et les Philippines, en 2004. La résolution adoptée en 1997 a été remplacée en 2002 par la Résolution 01-17 et plus tard par la Recommandation 03-20 en 2003.</p> <p>Résolution 03-20 sur les critères visant à l'octroi du statut de Partie, entité ou entité de pêche non contractante coopérante (entrée en vigueur le 19 juin 2004)</p> <p>"... 1. Chaque année, le Secrétaire exécutif de l'ICCAT devra contacter toutes les Parties, entités ou entités de pêche non contractantes dont on sait qu'elles pêchent dans la zone de la Convention des espèces relevant de la compétence de l'ICCAT, en les priant instamment de devenir une partie contractante à l'ICCAT ou à accéder au statut de Partie, entité ou entité de pêche non contractante coopérante. Ce faisant, le Secrétaire exécutif devra leur fournir un exemplaire de toutes les Recommandations et Résolutions pertinentes adoptées par la Commission.</p> <p>2. Toute Partie, entité ou entité de pêche non contractante qui aspire au statut de Partie, entité ou entité de pêche non contractante coopérante le sollicitera auprès du Secrétaire exécutif. Les demandes devront parvenir au Secrétaire exécutif au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours avant une réunion annuelle de l'ICCAT, pour pouvoir y être étudiées.</p> <p>3. Toute Partie, entité ou entité de pêche non contractante qui aspire au statut de Partie, entité ou entité de pêche non contractante coopérante devra fournir l'information suivante, pour que ce statut soit examiné par la Commission:</p> <ul style="list-style-type: none">a) si disponibles, les données de ses pêcheries historiques dans la zone de la Convention ICCAT, y compris les prises nominales, le numéro/type de bateaux, le nom des bateaux de pêche, l'effort de pêche et les zones de pêche;b) l'ensemble des données que les parties contractantes sont tenues de soumettre à l'ICCAT aux termes des recommandations adoptées par l'ICCAT;c) des informations détaillées sur les activités de pêche actuellement menées dans la zone de la Convention, sur le nombre de bateaux et les caractéristiques des bateaux; etd) l'information sur des programmes de recherche susceptibles d'avoir été menés dans la zone de la Convention et les résultats de cette recherche. <p>4. Tout aspirant au statut de Partie, entité ou entité de pêche non contractante coopérante devra également:</p> <ul style="list-style-type: none">a) confirmer son engagement à respecter les mesures de conservation et de gestion de la Commission; etb) informer l'ICCAT des mesures qu'il a prises pour garantir le respect par ses navires des mesures de conservation et de gestion de l'ICCAT.

5. Le Groupe de travail permanent sur l'amélioration des statistiques et des mesures de conservation de l'ICCAT (dénommé ci-après "PWG") devra être chargé d'examiner les demandes d'accès au statut de Partie, entité ou entité de pêche non contractante coopérante et de recommander à la Commission s'il convient ou non de concéder à un aspirant le statut de Partie, entité ou entité de pêche non contractante coopérante. Dans cet examen, le PWG examinera également l'information relative à l'aspirant disponible auprès d'autres organismes régionaux de gestion des pêcheries (RFMO), ainsi que la soumission des données à la Commission par l'aspirant. Il faudra faire preuve de prudence pour ne pas introduire dans la zone de la Convention la capacité de pêche excédentaire d'autres régions ou des activités de pêche IUU en accordant le statut de coopérant à un aspirant.
6. Le statut de Partie, entité ou entité de pêche non contractante coopérante devra être examiné tous les ans, et renouvelé, à moins qu'il ne soit révoqué par la Commission pour cause de non-respect des mesures de conservation et de gestion de l'ICCAT."

C. CITES

Article X – Commerce avec des États non Parties à la présente convention

"Dans le cas d'exportation ou de réexportation à destination d'un État qui n'est pas Partie à la présente convention, ou d'importation en provenance d'un tel État, les Parties peuvent, à la place des permis et des certificats requis par la présente convention, accepter des documents similaires, délivrés par les autorités compétentes dudit État; ces documents doivent, pour l'essentiel, se conformer aux conditions requises pour la délivrance desdits permis et certificats."

Résolution Conf. 9.5 (Rev. CoP 15) – Commerce avec les États non Parties à la Convention

"... recommande:

- a) que les permis et certificats émis par les États non Parties à la Convention ne soient pas acceptés par les Parties, à moins qu'ils ne comportent:
 - i) le nom, le cachet et la signature d'une autorité d'émission compétente;
 - ii) une identification de l'espèce concernée satisfaisant aux besoins de la Convention;
 - iii) la certification de l'origine du spécimen concerné, ainsi que le numéro du permis d'exportation du pays d'origine, ou la justification de l'omission de cette certification;
 - iv) en cas d'exportation de spécimens d'une espèce inscrite aux annexes I ou II, la certification du fait que l'institution scientifique compétente a émis l'avis que l'exportation ne nuira pas à la survie de l'espèce (en cas de doute, une copie de cet avis devrait être demandée) et que les spécimens n'ont pas été obtenus en contravention aux lois de l'État d'exportation;
 - v) en cas de réexportation, la certification du fait que l'autorité compétente du pays d'origine a émis un document d'exportation satisfaisant en substance aux exigences de l'article VI de la Convention; et
 - vi) en cas d'exportation ou de réexportation de spécimens vivants, la certification du fait qu'ils seront transportés de façon à éviter les risques de blessures, de maladie ou de traitement rigoureux;
- b) aux Parties de n'accepter des documents d'États non Parties à la Convention que si des renseignements détaillés au sujet des autorités compétentes et des institutions scientifiques de ces États figurent sur la liste du Secrétariat la plus récemment mise à jour ou après consultation du Secrétariat;
- c) que les recommandations ci-dessus soient aussi appliquées aux spécimens en transit destinés aux États non Parties à la Convention ou en provenant, ainsi qu'aux spécimens en transit entre ces États;
- d) qu'une attention particulière soit accordée à l'inspection des spécimens en transit exportés ou réexportés par des États non Parties à la Convention et/ou destinés à ces États, ainsi qu'au contrôle des documents émis pour ces spécimens;
- e) que les Parties n'autorisent l'importation des spécimens d'origine sauvage d'espèces inscrites à l'annexe I en provenance d'États non Parties à la Convention, et l'exportation ou la réexportation de tels spécimens vers ces États, que dans les cas exceptionnels où c'est bénéfique pour la conservation des espèces intéressées ou si cela contribue au bien-être des spécimens en question, et uniquement après avoir consulté le Secrétariat;

- f) que les Parties n'autorisent les importations, en provenance d'États non Parties à la Convention, des spécimens élevés en captivité et reproduits artificiellement d'espèces inscrites à l'annexe I qu'après avis favorable du Secrétariat; et
- g) que les Parties informent le Secrétariat de toute irrégularité dans le commerce concernant des États non Parties à la Convention; ..."

Charge le Secrétariat de rechercher, tous les deux ans, et d'inclure dans son répertoire, des informations sur les autorités compétentes, les institutions scientifiques et les autorités de lutte contre la fraude désignées par les États non-Parties – et leurs coordonnées – communiquées par ces États, de même que la date à laquelle les coordonnées ont été reçues."

→ Les non-Parties suivantes ont fourni les renseignements requis par la Résolution Conf. 9.5 (Rev. CoP 15) (c'est-à-dire la preuve que des documents similaires sont délivrés par les autorités compétentes): Andorre; Angola; Bahreïn; États fédérés de Micronésie; Haïti; îles Cook; îles Marshall; Iraq; Kiribati; Liban; Nioué; République populaire démocratique de Corée; Tadjikistan; et Tonga.

→ La Chine est Partie à la CITES. Toutefois, la RAS de Hong Kong, Chine dispose de son propre organe de gestion et de sa propre autorité scientifique dans le cadre de la CITES. La RAS de Macao, Chine dispose également de son propre organe de gestion.

→ Les pays clés non Parties actuellement sur le point d'adhérer à la CITES sont, entre autres, les suivants: Angola, Bahreïn, Liban et Turkménistan.

D. CCAMLR

Article X

"1. La Commission attire l'attention de tout État qui n'est pas Partie à la présente convention sur toute activité de ses ressortissants ou navires qui, de son point de vue, va à l'encontre de la réalisation des objectifs de la présente convention."

Mesure de conservation 10-07 (2009) – Système visant à promouvoir le respect, par les navires de parties non contractantes, des mesures de conservation de la CCAMLR

"... 1. Les parties contractantes demandent aux parties non contractantes d'unir leurs efforts à ceux de la Commission en vue de garantir que l'efficacité des mesures de conservation de la CCAMLR n'est pas compromise.

2. Lors de chaque réunion annuelle, la Commission identifie les parties non contractantes dont les navires engagés dans des activités de pêche illicite, non réglementée et non déclarée (INN) dans la zone de la Convention menacent de compromettre l'efficacité des mesures de conservation de la CCAMLR. Elle dresse une liste de ces navires (Liste des navires INN-PNC), conformément aux procédures et critères formulés ci-après ...

4. Il est présumé que tout navire d'une partie non contractante observé dans l'exercice d'opérations de pêche dans la zone de la Convention ou à qui l'autorisation d'entrer dans un port, de débarquer ou de transborder des captures a été refusée en vertu de la mesure de conservation 10-03, compromet l'efficacité des mesures de conservation de la CCAMLR. Dans le cas d'activités de transbordement engageant la participation d'un navire d'une partie non contractante repéré à l'intérieur ou à l'extérieur de la zone de la Convention, la présomption que l'efficacité des mesures de conservation de la CCAMLR est compromise s'applique à tout autre navire de parties non contractantes qui a engagé de telles activités avec ce navire.

5. Lorsque le navire d'une partie non contractante auquel il est fait référence au paragraphe 4 entre dans un port d'une partie contractante, il est contrôlé par les autorités compétentes de cette partie, conformément à la mesure de conservation 10-03. Il n'est autorisé à débarquer ou à transborder aucune espèce de poisson soumise aux mesures de conservation de la CCAMLR qu'il détiendrait à bord que s'il peut établir que le poisson a été capturé conformément à toutes les mesures de conservation pertinentes de la CCAMLR et aux dispositions de la Convention.
6. Une partie contractante qui observe un navire de partie non contractante engagé dans des activités de pêche dans la zone de la Convention ou qui refuse à une partie non contractante le droit d'accès, de débarquement ou de transbordement à son port, conformément au paragraphe 5, tente d'informer le navire qu'il est présumé qu'il porte atteinte à l'efficacité des mesures de conservation de la CCAMLR, et que cette information sera communiquée au Secrétaire exécutif, à toutes les parties contractantes et à l'État du pavillon du navire.
7. Les informations concernant de telles observations ou un refus d'accès au port, de débarquement ou de transbordement et d'autorisation de débarquer ou de transborder, ainsi que les résultats de tous les contrôles de navires effectués dans les ports de parties contractantes, et de toute action qui s'ensuivrait, sont transmis dans les 24 heures (jours ouvrables) à la Commission conformément à l'article XXII de la Convention. Le secrétaire exécutif transmet ces informations à toutes les parties contractantes dans un délai de un jour ouvrable, à compter de leur réception, et le plus tôt possible, à l'État du pavillon du navire et aux organisations régionales de pêche concernées. En consultation avec le président de la Commission, il demande alors à l'État du pavillon concerné de prendre, le cas échéant, les mesures conformes à sa législation et à sa réglementation applicables pour que le navire en cause cesse toute activité compromettant l'efficacité des mesures de conservation et de rendre compte à la CCAMLR des résultats de ces enquêtes et/ou des actions qu'il a engagées à l'égard du navire ...
9. Afin de porter un navire de partie contractante sur la Liste des navires INN-PNC, il sera demandé des preuves, rassemblées en vertu des paragraphes 3 et 8, selon lesquelles le navire:
- i) a été observé en activité de pêche dans la zone de la Convention; ou
 - ii) s'est vu refuser l'accès au port, le débarquement ou le transbordement en vertu de la mesure de conservation 10-03; ou
 - iii) a transbordé des captures, pris part à des opérations de pêche, soutenu ou réapprovisionné d'autres navires reconnus par la CCAMLR comme menant des opérations de pêche INN (à savoir des navires figurant sur la Liste des navires INN-PNC ou sur la Liste des navires INN-PC établies en vertu de la mesure de conservation 10-06); ou
 - iv) n'a pas produit, quand il y était tenu en vertu de la mesure de conservation 10-05, un certificat de capture valable pour *Dissostichus* spp.; ou
 - v) a mené des activités de pêche, d'une manière qui compromet la réalisation des objectifs de la Convention ...; ou
 - vi) a mené des activités contraires à toute autre mesure de conservation de la CCAMLR d'une manière qui compromet la réalisation des objectifs de la Convention conformément à l'article XXII de la Convention ...
18. Le SCIC recommande à la Commission de rayer un navire de la Liste des navires INN-PNC si la partie contractante a pu prouver:
- i) que le navire n'a pas pris part aux activités décrites au paragraphe 9 qui ont entraîné son inscription sur la Liste des navires INN-PNC; ou
 - ii) qu'elle a pris des mesures efficaces en réponse aux activités en question, entre autres en lançant des poursuites ou en imposant des sanctions d'une sévérité adéquate; ou
 - iii) que le navire a changé de propriétaire, ou de propriétaire à titre bénéficiaire, s'il est reconnu que celui-ci est distinct du propriétaire officiel, et que le nouvel armement peut établir que le propriétaire précédent n'a plus d'intérêts juridiques, financiers ou de fait dans le navire, ni n'exerce de contrôle sur celui-ci et que le nouveau propriétaire n'a pas été impliqué dans la pêche INN; ou
 - iv) qu'elle a pris des mesures considérées comme suffisantes pour s'assurer que si elle octroie son pavillon au navire, cela n'aura pas pour conséquence d'entraîner une pêche INN ...

21. En approuvant la Liste des navires INN-PNC, la Commission demande aux parties non contractantes dont les navires sont cités sur cette liste, de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire cesser ces activités, notamment, s'il y a lieu, en leur retirant leur immatriculation ou leurs licences de pêche, en annulant les certificats de capture pertinents et en leur refusant tout accès ultérieur au SDC, et d'informer la Commission des mesures prises à cet égard.

22. Les parties contractantes prennent toutes les mesures nécessaires sous réserve de leur législation, de leur réglementation applicables et du droit international et en vertu de ceux-ci pour que:

- i) la délivrance d'une licence à un navire inscrit sur la Liste des navires INN-PNC, l'autorisant à pêcher dans la zone de la Convention, soit interdite;
- ii) les navires de pêche, navires de soutien, navires de ravitaillement en carburant, navires-mères et navires de charge battant leur pavillon ne prêtent aucunement assistance dans la zone de la Convention à des navires inscrits sur la liste des navires INN-PNC en prenant part à des transbordements, à des opérations de pêche conjointes, en soutenant ou en réapprovisionnant de tels navires;
- iii) les navires inscrits sur la Liste des navires INN-PNC se voient refuser l'accès aux ports sauf pour une procédure de répression des infractions, pour des raisons de force majeure, ou pour prêter assistance aux navires ou personnes qui seraient en danger ou en détresse sur ces navires. Les navires autorisés à entrer dans le port doivent être contrôlés conformément aux mesures de conservation pertinentes;
- iv) lorsque les navires se voient accorder l'accès au port:
 - a) la documentation et autres informations, y compris les CCD s'il y a lieu, soient examinées, en vue de vérifier la zone dans laquelle la capture a été effectuée; et lorsque l'origine ne peut être correctement vérifiée, la capture est retenue ou tout débarquement ou transbordement de la capture est refusé; et
 - b) s'il y a lieu
 - i. au cas où la capture aurait été effectuée en infraction aux mesures de conservation de la CCAMLR, la capture soit confisquée;
 - ii. toute forme de soutien apportée à ces navires, y compris le ravitaillement en carburant non urgent, le réapprovisionnement et les réparations, soit interdite.
- v) l'affrètement d'un navire inscrit sur la Liste des navires INN-PNC soit interdit;
- vi) les navires inscrits sur la Liste des navires INN-PNC se voient refuser le droit de battre leur pavillon;
- vii) les importations, exportations et réexportations de *Dissostichus* spp. provenant de navires inscrits sur la Liste des navires INN-PNC soient interdites;
- viii) "la validation de l'exportation ou de la réexportation par les autorités compétentes du gouvernement" ne soit pas certifiée lorsqu'il est déclaré que la cargaison (de *Dissostichus* spp.) a été capturée par un navire inscrit sur la Liste des navires INN-PNC;
- ix) les importateurs, transporteurs et autres parties concernées soient encouragés à s'abstenir de faire du commerce et de transborder du poisson capturé par les navires figurant sur la Liste des navires INN-PNC;
- x) toutes les informations pertinentes sur lesquelles on dispose d'une documentation suffisante soient soumises au Secrétaire exécutif puis transmises aux parties contractantes et aux parties non contractantes, aux entités ou entités de pêche coopérant avec la Commission en participant au SDC, dans le but de détecter, de contrôler et d'éviter l'importation, l'exportation, ou d'autres activités commerciales en rapport avec les captures des navires inscrits sur la Liste des navires INN-PNC, qui avaient pour objectif de contourner cette mesure de conservation.

30. La Commission décide des mesures qu'il convient de prendre vis-à-vis de *Dissostichus* spp. pour résoudre ces difficultés avec les parties contractantes identifiées. À cet égard, les parties contractantes peuvent coopérer pour adopter des mesures commerciales multilatérales appropriées et acceptées, conformes à leurs obligations de Membres de l'Organisation mondiale du commerce, qui pourraient s'avérer nécessaires pour prévenir, contrecarrer et éliminer les activités INN identifiées par la Commission. Les mesures commerciales multilatérales peuvent servir à soutenir les efforts de coopération afin d'assurer que le commerce de *Dissostichus* spp. et de ses produits ne puisse nullement encourager la pêche INN ou diminuer de quelque manière que ce soit l'efficacité des mesures de conservation de la CCAMLR qui sont conformes à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982."

Dispositions visant à favoriser la coopération entre la CCAMLR et les parties non contractantes (telles qu'elles ont été adoptées en 1998 à CCAMLR-XVII et amendées en 2006 à CCAMLR-XXV)

"I. Le Secrétaire exécutif est chargé d'établir une liste des parties non contractantes qui, depuis l'adoption de ces dispositions ou durant les trois années qui la précèdent, étaient impliquées dans la pêche ou le commerce INN ayant compromis l'efficacité des mesures de conservation de la CCAMLR.

II. Le président de la Commission explique par lettre au Ministère des affaires étrangères de chacune des parties non contractantes figurant sur la liste susmentionnée en quoi la pêche INN compromet l'efficacité des mesures de conservation de la CCAMLR. Cette lettre doit, le cas échéant:

- a) inviter et inciter les parties non contractantes à assister aux réunions de la Commission à titre d'observateur, pour qu'elles puissent mieux cerner les travaux de la Commission et les effets de la pêche INN;
- b) encourager les parties non contractantes à adhérer à la Convention;
- c) informer les parties non contractantes de l'élaboration et de la mise en œuvre du Système de documentation des captures de *Dissostichus* spp. et leur fournir le texte de la mesure de conservation et du mémorandum explicatif;
- d) inciter les parties non contractantes à participer au Système de documentation des captures et attirer leur attention sur les conséquences d'une non-participation;
- e) prier les parties non contractantes d'empêcher leurs navires de mener, dans la zone de la Convention, des activités de pêche allant à l'encontre des mesures adoptées par la CCAMLR pour assurer la conservation et la durabilité des pêcheries gérées;
- f) prier les parties non contractantes dont les navires sont impliqués dans une pêche INN de fournir au secrétariat de la CCAMLR des informations sur les activités de ces navires, notamment les données de capture et d'effort de pêche;
- g) solliciter l'aide des parties non contractantes pour enquêter sur les activités des navires battant leur pavillon qui pourraient être impliqués dans une pêche INN, notamment par un contrôle de ces navires dès qu'ils arrivent au port;
- h) prier les parties non contractantes d'informer le secrétariat de la CCAMLR, selon les précisions données au supplément A, des débarquements et des transbordements ayant lieu dans leurs ports; et
- i) demander aux parties non contractantes de ne pas autoriser le débarquement ou le transbordement dans leurs ports de poissons qui, provenant des eaux de la CCAMLR, n'auraient pas été capturés conformément aux mesures de conservation et dispositions stipulées par la CCAMLR aux termes de la Convention.

E. PROTOCOLE DE MONTREAL

→ Voir l'article 4 (section II ci-dessus).

→ Conformément à l'article 4:8, les restrictions commerciales ne s'appliquent pas si une non-Partie respecte les dispositions du Protocole.

F. CONVENTION DE BALE

Article 4 – Obligations générales

"... 5. Les Parties n'autorisent pas les exportations de déchets dangereux ou d'autres déchets vers un État non Partie ou l'importation de tels déchets en provenance d'un État non Partie."

Article 7 – Mouvements transfrontières en provenance d'une Partie à travers le territoire d'États qui ne sont pas Parties

"Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 6 de la Convention s'appliquent *mutatis mutandis* aux mouvements transfrontières de déchets dangereux ou d'autres déchets en provenance d'une Partie à travers un ou plusieurs États qui ne sont pas Parties."

Article 11 – Accords bilatéraux, multilatéraux et régionaux

"1. Nonobstant les dispositions de l'article 4, paragraphe 5, les Parties peuvent conclure des accords ou arrangements bilatéraux, multilatéraux ou régionaux touchant les mouvements transfrontières de déchets dangereux ou d'autres déchets avec des Parties ou des non-Parties à condition que de tels accords ou arrangements ne dérogent pas à la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets prescrite dans la présente convention. Ces accords ou arrangements doivent énoncer des dispositions qui ne sont pas moins écologiquement rationnelles que celles prévues dans la présente convention, compte tenu notamment des intérêts des pays en développement.

2. Les Parties notifient au Secrétariat tout accord ou arrangement bilatéral, multilatéral ou régional visé au paragraphe 1, ainsi que ceux qu'ils ont conclus avant l'entrée en vigueur à leur égard de la présente convention aux fins de contrôler les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets qui se déroulent entièrement entre les Parties auxdits accords. Les dispositions de la présente convention sont sans effet sur les mouvements transfrontières conformes à de tels accords à condition que ceux-ci soient compatibles avec la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets telle que prescrite dans la présente convention."

→ Les Parties peuvent donner leur accord pour des mouvements transfrontières avec des non-Parties à condition que les dispositions de la Convention soient respectées.

G. CDB

→ Aucun article ne traite directement des droits des non-Parties. Conformément aux règles de procédure de la CdP, les non-Parties peuvent participer aux réunions de la Convention en tant qu'observateurs.

→ Quelques non-Parties ont présenté des rapports sur les mesures prises pour appliquer la CDB: le Brunéi Darussalam a présenté un rapport sur la mise en œuvre du programme de travail pour l'initiative taxonomique mondiale et les États-Unis ont présenté un rapport d'initiative volontaire sur la mise en œuvre du programme de travail sur les forêts.

H. PROTOCOLE DE CARTHAGENE

Article 24 – Non-Parties

"1. Les mouvements transfrontières d'[OVM] entre Parties et non-Parties doivent être compatibles avec l'objectif du Protocole. Les Parties peuvent conclure des accords et arrangements bilatéraux, régionaux ou multilatéraux avec des non-Parties au sujet de ces mouvements transfrontières.

2. Les Parties encouragent les non-Parties à adhérer au Protocole et à communiquer au [BCH] des renseignements appropriés sur les [OVM] libérés sur leur territoire, ou faisant l'objet de mouvements à destination ou en provenance de zones relevant de leur juridiction nationale."

→ À sa première réunion, la CdP siégeant en tant que RdP a adopté (Décision BS-I/11) les Directives pour les mouvements transfrontières d'organismes vivants modifiés (OVM) entre Parties et non-Parties. En vertu de ces directives, lors de l'exportation d'[OVM] à des non-Parties, les Parties veillent à faire notifier préalablement les non-Parties, s'assurent que l'évaluation des risques a été menée et aident les non-Parties à prendre des décisions éclairées concernant l'importation d'[OVM]. Les Parties doivent également appliquer leur cadre réglementaire interne lors de l'importation d'[OVM] à partir de non-Parties, veiller à la confidentialité des informations reçues de la part de non-Parties et suivre les mouvements transfrontières d'[OVM] entre Parties et non-Parties. Les non-Parties sont encouragées à ratifier le Protocole, à coopérer avec les Parties pour atteindre l'objectif du Protocole, à adhérer aux dispositions du Protocole à titre volontaire, à communiquer au BCH l'information requise en vertu du Protocole et à participer aux activités de renforcement des capacités.

I. PROTOCOLE DE NAGOYA

Article 24: Non-Parties

Les Parties encouragent les non-Parties à respecter le Protocole et à communiquer au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages des renseignements appropriés.

J. CCNUCC

Aucune disposition.

K. PROTOCOLE DE KYOTO

Aucune disposition.

L. AIBT
<p>Aucune disposition.</p> <p>→ Selon le Secrétariat de l'OIBT, tous les États considérés comme des acteurs essentiels sont membres, à l'exception de la Fédération de Russie.</p> <p>→ Les acteurs qui ne sont pas membres ont établi deux groupes consultatifs pour faciliter leur participation au Conseil et contribuer à son processus de prise de décisions; il s'agit du Groupe consultatif sur le commerce et du Groupe consultatif de la société civile.</p>
M. ACCORD DES NATIONS UNIES SUR LES STOCKS DE POISSONS
<p>Article 33 – États non Parties au présent accord</p> <p>"1. Les États Parties encouragent les États qui ne sont pas Parties au présent accord à y devenir Partie et à adopter des lois et règlements conformes à ses dispositions.</p> <p>2. Les États Parties prennent, conformément au présent accord et au droit international, des mesures en vue de dissuader les navires battant le pavillon d'États non Parties de se livrer à des activités qui compromettent l'application effective du présent accord."</p>
N. CONVENTION DE ROTTERDAM
<p>Article 10 – Obligations afférentes aux importations de produits chimiques inscrits à l'annexe III</p> <p>"... 9. Toute Partie qui, en vertu des paragraphes 2 et 4 ci-dessus et du paragraphe 2 de l'article 11, prend la décision de ne pas consentir à l'importation d'un produit chimique ou de n'y consentir que dans des conditions précises doit, si elle ne l'a pas déjà fait, simultanément interdire ou soumettre aux mêmes conditions:</p> <p>a) l'importation du produit chimique considéré quelle qu'en soit la provenance."</p>
O. CONVENTION DE STOCKHOLM
<p>Article 3 – Mesures propres à réduire ou éliminer les rejets résultant d'une production et d'une utilisation intentionnelles</p> <p>"(...) 2. Chaque Partie prend des mesures pour s'assurer: ...</p> <p>b) que toute substance chimique inscrite à l'annexe A bénéficiant d'une dérogation spécifique concernant la production ou l'utilisation, ou toute substance chimique inscrite à l'annexe B bénéficiant d'une dérogation spécifique ou dans un but acceptable concernant la production ou l'utilisation, compte tenu de toutes dispositions pertinentes des instruments internationaux en vigueur sur le consentement préalable en connaissance de cause, est exportée uniquement:</p> <p>i) en vue d'une élimination écologiquement rationnelle telle que prévue à l'alinéa d) du paragraphe 1 de l'article 6;</p> <p>ii) vers une Partie qui est autorisée à utiliser cette substance chimique en vertu de l'annexe A ou de l'annexe B; ou</p> <p>iii) vers un État non Partie à la présente convention, sur certification annuelle à la Partie exportatrice. Cette certification doit préciser l'utilisation prévue de la substance chimique et comprendre une déclaration à l'effet que l'État d'importation s'engage, s'agissant de cette substance chimique, à:</p> <p>a. protéger la santé humaine et l'environnement en prenant les mesures nécessaires pour réduire au minimum ou prévenir les rejets;</p> <p>b. respecter les dispositions du paragraphe 1 de l'article 6;</p> <p>c. respecter, le cas échéant, les dispositions du paragraphe 2 de la deuxième partie de l'annexe B.</p> <p>Les pièces justificatives voulues, telles que législation, instruments réglementaires, directives administratives ou principes directeurs, sont jointes à la certification. La Partie exportatrice transmet la certification au secrétariat dans les 60 jours de sa réception."</p>

ANNEXE 1 – MEMBRES DE L'OMC ET PARTIES AUX AEM – TABLEAU COMPARATIF

Parties	CIPV, 1997	ICCAT	CITES	CITES, Amendement de Bonn	CITES, Amendement de Gaborone	CCAMLR	Convention de Vienne	Protocole de Montréal (PM)	PM – Amendement de Londres	PM – Amendement de Copenhague	PM – Amendement de Montréal	PM – Amendement de Beijing	Convention de Bâle	Convention de Bâle Amendement relatif à la mesure d'interdiction	Convention de Bâle Protocole sur la responsabilité	CDB	Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques	CCNUCC	Protocole de Kyoto	AIBT	Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons	Convention de Rotterdam	Convention de Stockholm
Membres de l'OMC																							
Afrique du Sud	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1		1	1	1
Albanie	1	1	1	1			1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1			1	1
Allemagne	1		1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1
Angola		1					1	1								1	1	1	1				1
Antigua-et-Barbuda	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1			1	1
Arabie saoudite, Royaume d'	1		1	1			1	1	1	1			1			1	1	1	1			1	
Argentine	1		1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1			1		1	1			1	1
Arménie	1		1	1			1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1			1	1
Australie	1		1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1			1		1	1	1	1	1	1
Autriche	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1
Bahreïn	1						1	1	1	1	1		1	1		1		1	1				1
Bangladesh	1		1				1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1				1
Barbade	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1		1		1
Belgique	1		1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1
Belize	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1		1	1	1
Bénin	1		1				1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1			1	1
Bolivie, État plurinational de	1		1		1		1	1	1	1	1		1	1		1	1	1	1	1		1	1
Botswana	1		1	1	1		1	1	1	1			1	1	1	1	1	1	1			1	1

Parties	CIPV, 1997	ICCAT	CITES	CITES, Amendement de Bonn	CITES, Amendement de Gaborone	CCAMLR	Convention de Vienne	Protocole de Montréal (PM)	PM – Amendement de Londres	PM – Amendement de Copenhague	PM – Amendement de Montréal	PM – Amendement de Beijing	Convention de Bâle	Convention de Bâle Amendement relatif à la mesure d'interdiction	Convention de Bâle Protocole sur la responsabilité	CDB	Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques	CCNUCC	Protocole de Kyoto	AIBT	Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons	Convention de Rotterdam	Convention de Stockholm
Brésil	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1	1	1	1	1
Brunéi Darussalam			1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1		1		1	1				
Bulgarie	1		1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1			1	1	1		1	1	1
Burkina Faso	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1	1				1	1	1	1		1	1
Burundi	1		1	1			1	1	1	1	1	1	1				1	1	1	1		1	1
Cambodge	1		1	1			1	1	1	1	1	1	1				1	1	1	1	1		1
Cameroun	1		1				1	1	1	1	1	1	1				1	1	1	1	1	1	1
Canada	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1				1		1	1	1	1	1
Cap-Vert	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1		1				1	1	1	1		1	1
Chili	1		1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1			1		1	1		1	1
Chine	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1	1		1
Chypre	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1		1	1
Colombie	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1	1		1		1	1	1	1	1	1	1
Congo	1		1		1		1	1	1	1	1	1			1		1	1	1	1	1	1	1
Corée, République de	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1				1	1	1	1	1	1	1
Costa Rica	1		1				1	1	1	1	1	1	1				1	1	1	1		1	1
Côte d'Ivoire	1	1	1	1			1	1	1	1			1				1		1	1	1	1	1
Croatie	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1				1	1	1	1		1	1
Cuba	1		1	1			1	1	1	1	1	1	1				1	1	1	1		1	1
Danemark	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1	1	1	1
Djibouti	1		1	1			1	1	1	1	1		1				1	1	1	1		1	1
Dominique	1		1	1			1	1	1	1	1	1	1				1	1	1	1		1	1
Égypte	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1	1		1
El Salvador	1		1	1			1	1	1	1	1	1	1				1	1	1	1		1	1
Émirats arabes unis	1		1	1			1	1	1	1	1	1	1				1		1	1		1	1

Parties	CIPV, 1997	ICCAT	CITES	CITES, Amendement de Bonn	CITES, Amendement de Gaborone	CCAMLR	Convention de Vienne	Protocole de Montréal (PM)	PM – Amendement de Londres	PM – Amendement de Copenhague	PM – Amendement de Montréal	PM – Amendement de Beijing	Convention de Bâle	Convention de Bâle Amendement relatif à la mesure d'interdiction	Convention de Bâle Protocole sur la responsabilité	CDB	Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques	CCNUCC	Protocole de Kyoto	AIBT	Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons	Convention de Rotterdam	Convention de Stockholm
Équateur	1		1	1			1	1	1	1	1		1	1		1	1	1	1	1		1	1
Espagne	1		1		1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1
Estonie	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1		1	1	1
États-Unis d'Amérique	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1			1		1		1			
Ex-République yougoslave de Macédoine (ERYM)	1		1	1			1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1			1	1
Fidji	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1				1	1	1	1	1			1
Finlande	1		1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1
France	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1
Gabon	1	1	1	1			1	1	1	1	1	1				1	1	1		1		1	1
Gambie			1				1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1			1	1
Géorgie	1		1	1			1	1	1	1	1		1			1	1	1	1			1	1
Ghana	1	1	1		1		1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		1	1
Grèce	1		1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1
Grenade	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1				1	1	1	1				
Guatemala	1	1	1				1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1	1		1	1
Guinée	1	1	1				1	1	1				1			1	1	1	1		1	1	1
Guinée-Bissau	1		1	1			1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1			1	1
Guyana	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1	1		1	1
Haïti	1						1	1	1	1	1					1		1	1				
Honduras	1	1	1				1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1	1			1
Hong Kong, Chine																							
Hongrie	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1		1	1	1
Îles Salomon	1		1	1	1		1	1	1	1	1					1	1	1	1		1		1

Parties	CIPV, 1997	ICCAT	CITES	CITES, Amendement de Bonn	CITES, Amendement de Gaborone	CCAMLR	Convention de Vienne	Protocole de Montréal (PM)	PM – Amendement de Londres	PM – Amendement de Copenhague	PM – Amendement de Montréal	PM – Amendement de Beijing	Convention de Bâle	Convention de Bâle Amendement relatif à la mesure d'interdiction	Convention de Bâle Protocole sur la responsabilité	CDB	Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques	CCNUCC	Protocole de Kyoto	AIBT	Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons	Convention de Rotterdam	Convention de Stockholm
Inde	1		1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1	1	1	1	1
Indonésie	1		1	1			1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1		1
Irlande	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1
Islande	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1			1		1	1		1		1
Israël	1		1				1	1	1	1	1	1	1			1		1	1				
Italie	1		1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	
Jamaïque	1		1	1			1	1	1	1	1	1	1			1		1	1			1	1
Japon	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1	1	1	1	1
Jordanie	1		1	1			1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1			1	1
Kenya	1		1	1	1		1	1	1	1	1		1	1		1	1	1	1		1	1	1
Koweït	1		1	1			1	1	1	1	1	1	1	1		1		1	1			1	1
Lesotho			1	1			1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1			1	1
Lettonie	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1		1	1	1
Liechtenstein			1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1		1		1	1			1	1
Lituanie	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1		1	1	1
Luxembourg	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1
Macao, Chine																							
Madagascar	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1			1	1
Malaisie	1		1				1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1		1	
Malawi	1		1		1		1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1			1	1
Maldives	1						1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1		1	1	1
Mali	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1			1	1
Malte	1		1	1			1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1		1		
Maroc	1	1	1	1	1		1	1	1	1			1	1		1		1	1				1
Maurice	1		1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1		1	1	1
Mauritanie	1	1	1	1			1	1	1	1	1		1			1	1	1	1			1	1
Mexique	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1	1		1	1

Parties	CIPV, 1997	ICCAT	CITES	CITES, Amendement de Bonn	CITES, Amendement de Gaborone	CCAMLR	Convention de Vienne	Protocole de Montréal (PM)	PM – Amendement de Londres	PM – Amendement de Copenhague	PM – Amendement de Montréal	PM – Amendement de Beijing	Convention de Bâle	Convention de Bâle Amendement relatif à la mesure d'interdiction	Convention de Bâle Protocole sur la responsabilité	CDB	Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques	CCNUCC	Protocole de Kyoto	AIBT	Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons	Convention de Rotterdam	Convention de Stockholm
Moldova	1		1	1	1		1	1	1	1	1		1	1		1	1	1	1			1	1
Mongolie	1		1	1			1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1			1	1
Mozambique	1		1				1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1		1	1	1
Myanmar	1		1	1			1	1	1	1						1	1	1	1	1			1
Namibie	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1		1	1	1
Népal	1		1	1			1	1	1				1			1		1	1	1		1	1
Nicaragua	1	1	1				1	1	1	1			1			1	1	1	1			1	1
Niger	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1			1	1
Nigéria	1	1	1	1			1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1
Norvège	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1
Nouvelle-Zélande	1		1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1	1	1	1	1
Oman	1		1	1			1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1		1	1	1
Ouganda	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1			1	1
Pakistan	1		1	1			1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1			1	1
Panama	1	1	1	1			1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1		1	1			1	1	1	1			1			1	1	1	1	1	1		1
Paraguay	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1			1	1
Pays-Bas	1		1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1
Pérou	1		1	1	1	1	1	1	1	1	1		1			1	1	1	1	1		1	1
Philippines	1	1	1		1		1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1	1		1	1
Pologne	1		1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1		1	1	1
Portugal	1		1		1		1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1
Qatar	1		1	1			1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1			1	1
République centrafricaine	1		1				1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1	1			1

Parties	CIPV, 1997	ICCAT	CITES	CITES, Amendement de Bonn	CITES, Amendement de Gaborone	CCAMLR	Convention de Vienne	Protocole de Montréal (PM)	PM – Amendement de Londres	PM – Amendement de Copenhague	PM – Amendement de Montréal	PM – Amendement de Beijing	Convention de Bâle	Convention de Bâle Amendement relatif à la mesure d'interdiction	Convention de Bâle Protocole sur la responsabilité	CDB	Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques	CCNUCC	Protocole de Kyoto	AIBT	Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons	Convention de Rotterdam	Convention de Stockholm
République démocratique du Congo			1				1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1		1	1
République dominicaine	1		1				1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1			1	1
République kirghize	1		1	1			1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1			1	1
République slovaque	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1		1	1	1
République tchèque	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1		1	1	1
Roumanie	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1		1	1	1
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1
Rwanda	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1			1	1
Sainte-Lucie	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1		1		1
Saint-Kitts-et-Nevis	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1				1
Saint-Vincent-et-les Grenadines	1	1	1	1			1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1			1	1
Sénégal	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1		1	1	1
Sierra Leone	1	1	1	1			1	1	1	1	1	1				1		1	1				1
Singapour	1		1				1	1	1	1	1	1	1			1		1	1			1	1
Slovénie	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1		1	1	1
Sri Lanka	1		1		1		1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1		1	1	1
Suède	1		1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1
Suisse	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1		1	1

Parties	CIPV, 1997	ICCAT	CITES	CITES, Amendement de Bonn	CITES, Amendement de Gaborone	CCAMLR	Convention de Vienne	Protocole de Montréal (PM)	PM – Amendement de Londres	PM – Amendement de Copenhague	PM – Amendement de Montréal	PM – Amendement de Beijing	Convention de Bâle	Convention de Bâle Amendement relatif à la mesure d'interdiction	Convention de Bâle Protocole sur la responsabilité	CDB	Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques	CCNUCC	Protocole de Kyoto	AIBT	Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons	Convention de Rotterdam	Convention de Stockholm
Suriname	1		1	1			1	1	1	1	1	1				1	1	1	1	1		1	
Swaziland	1		1	1			1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1				1
Taipei chinois																							
Tanzanie	1		1		1		1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1			1	1
Tchad	1		1	1			1	1	1	1	1		1			1	1	1	1			1	1
Thaïlande	1		1				1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1	1		1	1
Togo	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1			1	1	1	1	1	1		1	1
Tonga	1						1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1		1	1	1
Trinité-et-Tobago	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1
Tunisie	1	1	1	1			1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1				1
Turquie	1	1	1	1			1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1				1
Ukraine	1		1	1		1	1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1		1	1	1
Union européenne	1	1				1	1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1
Uruguay	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		1		1	1		1	1	1
Venezuela, République bolivarienne du	1	1	1		1		1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1	1		1	1
Viet Nam	1		1	1			1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1			1	1
Zambie	1		1				1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1				1
Zimbabwe			1	1	1		1	1	1	1						1	1	1	1				
Nombre total de Membres de l'OMC Parties à l'AEM	143	41	144	115	80	31	150	150	148	147	139	127	139	62	6	151	130	150	149	58	62	121	139

Parties	CIPV, 1997	ICCAT	CITES	CITES, Amendement de Bonn	CITES, Amendement de Gaborone	CCAMLR	Convention de Vienne	Protocole de Montréal (PM)	PM – Amendement de Londres	PM – Amendement de Copenhague	PM – Amendement de Montréal	PM – Amendement de Beijing	Convention de Bâle	Convention de Bâle Amendement relatif à la mesure d'interdiction	Convention de Bâle Protocole sur la responsabilité	CDB	Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques	CCNUCC	Protocole de Kyoto	AIBT	Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons	Convention de Rotterdam	Convention de Stockholm
Non-Membres de l'OMC																							
Afghanistan			1				1	1	1	1	1	1	1			1		1					
Algérie	1	1	1				1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1				1
Andorre							1	1	1	1	1	1	1	1									
Azerbaïdjan	1		1	1			1	1	1	1	1		1			1	1	1	1				1
Bahamas	1		1				1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1		1		
Bélarus	1		1	1			1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1				1
Bhoutan	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1				
Bosnie-Herzégovine	1		1	1			1	1	1	1	1		1			1	1	1	1			1	1
Comores	1		1	1			1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1				1
Érythrée	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1			1	1
Éthiopie	1		1	1			1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1				1	1
Fédération de Russie	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1			1		1	1		1		
Guinée équatoriale	1	1	1	1			1	1	1	1	1	1	1			1		1	1			1	
Îles Cook	1					1	1	1	1	1	1	1	1	1		1		1	1		1	1	1
Îles Marshall							1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1		1	1	1
Iran	1		1	1			1	1	1	1	1		1			1	1	1	1		1	1	1
Iraq	1						1	1	1	1	1	1						1	1				
Jamahiriya arabe libyenne	1	1	1	1			1	1	1	1			1			1	1	1	1			1	1
Kazakhstan			1	1			1	1	1				1			1	1	1	1			1	1
Kiribati							1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1		1		1
Liban	1						1	1	1	1	1	1	1			1		1	1			1	1
Libéria	1		1				1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

Parties	CIPV, 1997	ICCAT	CITES	CITES, Amendement de Bonn	CITES, Amendement de Gaborone	CCAMLR	Convention de Vienne	Protocole de Montréal (PM)	PM – Amendement de Londres	PM – Amendement de Copenhague	PM – Amendement de Montréal	PM – Amendement de Beijing	Convention de Bâle	Convention de Bâle Amendement relatif à la mesure d'interdiction	Convention de Bâle Protocole sur la responsabilité	CDB	Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques	CCNUCC	Protocole de Kyoto	AIBT	Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons	Convention de Rotterdam	Convention de Stockholm
Micronésie, États fédérés de	1						1	1	1	1	1	1	1			1		1	1		1		1
Monaco			1	1	1		1	1	1	1	1	1	1			1		1	1		1		1
Monténégro	1		1	1			1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1				1
Nauru							1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1		1		1
Nioué	1						1	1	1	1	1	1				1	1	1	1		1		1
Ouzbékistan			1	1	1		1	1	1	1	1	1	1			1		1	1				
Palaos	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1				1	1	1	1		1		
République arabe syrienne	1	1	1	1			1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1			1	1
République démocratique populaire lao	1		1	1			1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1			1	1
République populaire démocratique de Corée	1						1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1			1	1
Saint-Marin			1	1			1	1	1	1	1	1				1		1	1				
Saint-Siège (Vatican)							1	1	1	1	1	1											
Samoa	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1		1	1	1
Sao Tomé-et-Principe	1	1	1	1			1	1	1	1	1	1				1		1	1				1
Serbie	1		1	1			1	1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1			1	1
Seychelles	1		1	1	1		1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1		1		1
Somalie			1				1	1	1	1	1	1	1				1		1			1	1
Soudan	1		1				1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1			1	1
Tadjikistan	1						1	1	1	1	1	1				1	1	1	1				1
Timor-Leste							1	1	1	1	1	1				1		1	1				

Parties	CIPV, 1997	ICCAT	CITES	CITES, Amendement de Bonn	CITES, Amendement de Gaborone	CCAMLR	Convention de Vienne	Protocole de Montréal (PM)	PM – Amendement de Londres	PM – Amendement de Copenhague	PM – Amendement de Montréal	PM – Amendement de Beijing	Convention de Bâle	Convention de Bâle Amendement relatif à la mesure d'interdiction	Convention de Bâle Protocole sur la responsabilité	CDB	Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques	CCNUCC	Protocole de Kyoto	AIBT	Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons	Convention de Rotterdam	Convention de Stockholm
Turkménistan							1	1	1	1	1	1	1			1	1	1	1				
Tuvalu	1						1	1	1	1	1	1				1		1	1		1		1
Vanuatu	1	1	1	1		1	1	1	1	1						1		1	1	1			1
Yémen	1		1	1			1	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1			1	1
Nombre total de non-Membres de l'OMC qui sont Parties à l'AEM	34	7	31	26	7	3	46	46	47	45	43	39	36	7	4	42	30	44	44	2	15	19	33
Nombre total de Parties à l'AEM	177	48	175	141	87	34	196	196	195	192	182	166	175	69	10	193	160	194	193	60	77	140	172